



Gazette officielle de Québec

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 15 juillet 1967

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du Ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le **mercredi**, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Imprimeur de la reine avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de represse.

Quebec, Saturday, July 15, 1967

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When copy is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Pay cash and before publication for advertising copy according to the rates set forth below, exception when the copy is to be published several times. If that event, the interested party shall pay upon receipt of his account and before the second insertion: otherwise this insertion will be suspended without further notice and without prejudice to the Queen's Printer who will refund any overpayment.

5. Subscriptions, price of documents, etc., are payable strictly in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Department of Finance, by cheque or money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the dead line for receiving notices, documents or advertising copy expires at noon on **Wednesday**, unless it is a holiday. In that event the dead line is noon, on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, because of their length or for reasons of administration.

8. Any demand for cancellation or any remittance of money is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: \$1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1.50 la douzaine.

Abonnement: \$10 par année à compter de janvier.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertion, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Imprimeur de la reine,
ROCH LEFEBVRE

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: \$1 per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: \$1.50 per dozen.

Subscriptions: \$10 per year from January.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertion, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer

Parliament Buildings,
Quebec, May 5, 1962

13377 — 1-52-a

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.

Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash.

Lettres patentes**Abrasifs (Montreal) Incorporated**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13^e jour de juin 1967, constituant en corporation: Terrence James Donnelly, 1130, rue Bay, Stanley Joseph Daigneault, 332, chemin Russell Hill, tous deux avocats et sollicitants, et Agnes-Marie Klotz, secrétaire, épouse de Joseph Klotz, 5, avenue Cobalt, tous trois de Toronto, dans la province d'Ontario, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de composés pour le frottement, astiquage et polissage, de courroies abrasives, disques abrasifs, roues de contact, sous le nom de « Abrasifs (Montreal) Incorporated », avec un capital-actions divisé en 8,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est 102, Embelton Crescent, Pointe-Claire, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20394

2252-67

Aero Québec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8^e jour de juin 1967, constituant en corporation: Paul-André Fortin, industriel, 1450, Fitzpatrick, Sillery, Robert Lavoie, courtier en assurances, 2774, Mont Royal, et

Letters Patent**Abrasifs (Montreal) Incorporated**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Terrence James Donnelly, 1130 Bay Street, Stanley Joseph Daigneault, 332 Russell Hill Road, both barristers and solicitors, and Agnes-Marie Klotz, secretary, wife of Joseph Klotz, 5 Cobalt Avenue, all three of Toronto, in the Province of Ontario, for the following purposes:

To deal in all kinds of rubbing, buffing or polishing compounds, abrasif belts, abrasif discs, contact wheels, under the name of "Abrasifs (Montreal) Incorporated", with a capital stock divided into 8,000 common shares without par value.

The head office of the company is at 102 Embelton Crescent, Pointe-Claire, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20394-o

2252-67

Aero Québec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul-André Fortin, industrialist, 1450 Fitzpatrick, Sillery, Robert Lavoie, insurance broker, 2774 Mount Royal, and Marc-André

Marc-André Drouin, avocat, 2840, Montreuil, ces deux derniers de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vaisseaux aériens, aéroplanes, biplans, machines et appareils de vol, hydravions ou automobiles, sous le nom de « Aero Québec inc. », avec un capital total de \$250,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$50 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à L'An-cienne-Lorette, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394-o

2588-67

Alliance des Propriétaires de Gatineau Gatineau Homeowners Alliance

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de juin 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Alyre Riel, 591, Hurtubise, Jean-Paul Laurier, 329, St-René ouest, tous deux ingénieurs, Rodolphe Plouffe, 262, St-René ouest, Maurice Albert, 327, Bréboeuf, tous deux plombiers, Lucien Farley, ingénieur chef, 161, Magnus, Jean-Eddy Rock, machiniste, 431, Willard, André Lamothe, menuisier, 587, Hurtubise, Jacques Ambrosio, dessinateur, 196, Charles, Albert Brouard, gé-rant d'assurance, 416, Lafontaine, Ernest Gi-roux, électricien, 463, Main, Fernand Arvisais, papetier, 193, Jacques-Cartier ouest, et Guy La-londe, comptable, 351, Murphy, tous douze de Gatineau, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts culturels et sociaux de ses membres, sous le nom de « Alliance des Propriétaires de Gatineau — Gatineau Homeowners Alliance ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation est à Gati-neau, district judiciaire de Hull.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394-o

2617-67

Les Appartements Le Bellevue inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de mai 1967, constituant en corporation: Jacques Desjardins, 617, Powell, Claude Séguin, 250, Lockhart, tous deux notaires, de Mont-Royal, et Joan Bennett, secrétaire, fille majeure, 3449, Lacordaire, Mont-réal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs, entre-preneurs et agents d'immeubles, sous le nom de « Les Appartements Le Bellevue inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Mont-réal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394-o

2158-67

Association des Directeurs de transport aux Commissions scolaires du Québec

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Drouin, advocate, 2840 Montreuil, the latter two of Sainte-Foy, for the following purposes:

To carry on the business of air vessels, airpla-nes, biplanes, flying machines and apparatus, sea-planes or automobiles, under the name of "Aero Québec inc.", with a total capital stock of \$250,000, divided into 3,000 common shares of \$50 each and 1,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at L'An-cienne-Lorette, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20394

2588-67

Alliance des Propriétaires de Gatineau Gatineau Homeowners Alliance

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorpo-rate a corporation without share capital: Alyre Riel, 591 Hurtubise, Jean-Paul Laurier, 329, St-René West, both engineers, Rodolphe Plouffe, 262 St-René West, Maurice Albert, 327 Bréboeuf, both plumbers, Lucien Farley, chief engineer, 161 Magnus, Jean-Eddy Rock, machinist, 431 Willard, André Lamothe, joiner, 587 Hurtubise, Jacques Ambrosio, designer, 196 Charles, Al-bert Brouard, insurance manager, 416 Lafon-taine, Ernest Giroux, electrician, 463 Main, Fer-nand Arvisais, paper-maker, 193 Jacques-Car-tier West, and Guy Lalonde, accountant, 351 Murphy, all twelve of Gatineau, for the following purposes:

To promote the cultural and social interests of its members, under the name of "Alliance des Propriétaires de Gatineau — Gatineau Homeow-ners Alliance".

The amount to which the value of the immo-veable property which the corporation may ac-quire and own is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation is at Gati-neau, judicial district of Hull.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20394

2617-67

Les Appartements Le Bellevue inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorpo-rating: Jacques Desjardins, 617 Powell, Claude Séguin, 250 Lockhart, both notaries, of Mount Royal, and Joan Bennett, secretary, fille majeure, 3449 Lacordaire, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as constructors, contrac-tors and real estate agents, under the name of "Les Appartements Le Bellevue inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Mont-réal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20394

2158-67

Association des Directeurs de transport aux Commissions scolaires du Québec

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1967, have been issued by the

patentes, en date du 26^e jour de mai 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Loïs Lachapelle, 33, rue Beaudry, Saint-Jacques, Gérard Beaudoin, Mont-Carmel, Roméo Racine, 1391, Caron, Sherbrooke, Albani Gauthier, 983, 5^e avenue, Val d'Or, Maurice Desmeules, 11¹/₂, rue Druillette, Matane, Roméo David, 60, avenue des Saules, Drummondville, Gaston Gourgue, 15, Vendôme, Pointe-Gatineau, Olivier Gervais, 137, Normandie, Jonquière, et Jean-Guy Crevier, 195, boulevard Maçon, Laval, tous neuf directeurs des transports, pour les objets suivants:

Étudier, promouvoir, protéger et développer de toutes manières les intérêts économiques, sociaux et professionnels de ses membres, sous le nom de « Association des Directeurs de transport aux Commissions scolaires de Québec ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$40,000.

Le siège social de la corporation est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394-0

1534-67

**L'Association des Propriétaires
du Lac Chaud inc.
The Association of Proprietors
of Lac Chaud Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30^e jour de mai 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Albert Cadotte, constructeur, 6410, 44^e avenue, Albert Lepine, vendeur, 5380, rue Orléans, Dr André Dery, médecin, 3240, Desautels, tous trois de Montréal, Émile Guilbault, commerçant, 102, 8^e avenue, Jacques-Édouard Gillett, 117, Orchard, Lionel Nadeau, 7678, Broadway, tous deux contremaîtres, tous trois de LaSalle, Jean Vinet, surintendant, 642, rue Coursol, Laval, Richard Ste-Marie, inspecteur, 2810, Louis-Paré, app. 304, Lachine, Yvon Harvey, policier, 7492, boulevard Roi René, Anjou, et Richard Hindle, surintendant des douanes, 2454, boulevard de Rome, Brossard, pour les objets suivants:

Promouvoir et défendre les intérêts des résidents du Lac Chaud et des membres de leur famille et leurs invités, sous le nom de « L'Association des Propriétaires du Lac Chaud inc. — The Association of Proprietors of Lac Chaud Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394-0

2406-67

Albert Audet limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5^e jour de juin 1967, constituant en corporation: Albert Audet, prospecteur, 30, chemin Baie Carrière, Pierre Lacasse, commis de bureau, 424, 12^e rue, tous deux de Val d'Or, et Claude Roberge, homme d'affaires, 500, Renaud, Malartic, pour les objets suivants:

Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Loïs Lachapelle, 33 Beaudry Street, Saint-Jacques, Gérard Beaudoin, Mont-Carmel, Roméo Racine, 1391 Caron, Sherbrooke, Albani Gauthier, 983, 5th Avenue, Val d'Or, Maurice Desmeules, 11¹/₂ Druillette Street, Matane, Roméo David, 60 des Saules Avenue, Drummondville, Gaston Gourgue, 15 Vendôme, Pointe-Gatineau, Olivier Gervais, 137 Normandie, Jonquière, and Jean-Guy Crevier, 195 Maçon Boulevard, Laval, all nine transport directors, for the following purposes:

To study, promote, protect and develop in every way the economical, social and professional interests of its members, under the name of "Association des Directeurs de transport aux Commissions scolaires du Québec".

The amount to which is limited the value of the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is \$40,000.

The head office of the corporation is at Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20394

1534-67

**L'Association des Propriétaires
du Lac Chaud inc.
The Association of Proprietors
of Lac Chaud Inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Albert Cadotte, builder, 6410, 44th Avenue, Albert Lepine, salesman, 5380 Orléans Street, Dr. André Dery, physician, 3240 Desautels, all three of Montreal, Émile Guilbault, merchant, 102, 8th Avenue, Jacques-Édouard Gillett, 117 Orchard, Lionel Nadeau, 7678 Broadway, both foremen, all three of LaSalle, Jean Vinet, superintendent, 642 Coursol Street, Laval, Richard Ste-Marie, inspector, 2810 Louis-Paré, apt. 304, Lachine, Yvon Harvey, policeman, 7492 Roi René Boulevard, Anjou, and Richard Hindle, customs superintendent, 2454 de Rome Boulevard, Brossard, for the following purposes:

To promote and defend the interests of the residents of Lac Chaud and the members of their family and their guests, under the name of "L'Association des Propriétaires du Lac Chaud inc. — The Association of Proprietors of Lac Chaud Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and own is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20394

2406-67

Albert Audet limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Albert Audet, prospector, 30 Baie Carrière Road, Pierre Lacasse, office clerk, 424, 12th Street, both of Val d'Or, and Claude Roberge, businessman, 500 Renaud, Malartic, for the following purposes:

Faire du coupage de lignes en forêts, jalonner des terrains miniers et autres, effectuer des recherches géophysiques, géologiques et géochimiques de toutes façons, sous le nom de « Albert Audet limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394-0 2548-67

Henry Audet Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de juin 1967, constituant en corporation: Henry Audet, Saint-Anselme, Gérard-Raymond Blais, Saint-Isidore, comté de Dorchester, tous deux électriciens, et Jean-Luc Giguère, comptable, Saint-Anselme, pour les objets suivants:

Contracter dans le domaine de la vente et l'installation de systèmes d'éclairage et de chauffage électrique et tout ce qui s'y rapporte, sous le nom de « Henry Audet Itée », avec un capital total de \$25,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Anselme, district judiciaire de Beauce.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394-0 2349-67

Auto Iberica Itée Auto Iberica Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1967, constituant en corporation: Jean-H. Massey, avocat, Claudette Huard, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jean-H. Massey, tous deux de 2920, rue Sherbrooke est, et Yvette Meunier, secrétaire, fille majeure, 2922, rue Sherbrooke est, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce et la réparation d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Auto Iberica Itée — Auto Iberica Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune, 2,000 actions privilégiées classe « A » de \$10 chacune et en 1,900 actions privilégiées classe « B » de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5314, rue St-Dominique, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394-0 2358-67

Les Autobus Robert Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de juin 1967, constituant en corporation: Jean-Guy Robert, administrateur, Lucienne Vien, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jean-Guy Robert, tous deux de 207a, boulevard Richelieu, Saint-Basile-le-Grand, et Jocelyne Robert, ménagère, épouse contractuellement séparée de

To mark off forest boundary lines, to stake mining lands and others, to effect geophysical, geological and geochemical researches of all kinds, under the name of "Albert Audet limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Val d'Or, judicial district of Abitibi.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20394 2548-67

Henry Audet Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Henry Audet, Saint-Anselme, Gérard-Raymond Blais, Saint-Isidore, county of Dorchester, both electricians, and Jean-Luc Giguère, accountant, Saint-Anselme, for the following purposes:

To enter into contracts in the field of the sale and installation of lighting systems and electrical heating and everything pertaining thereto, under the name of "Henry Audet Itée", with a total capital stock of \$25,000, divided into 250 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Saint-Anselme, judicial district of Beauce.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20394 2349-67

Auto Iberica Itée Auto Iberica Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-H. Massey, advocate, Claudette Huard, housewife, wife contractually separate as to property of said Jean. H. Massey, both of 2920 Sherbrooke Street, east, and Yvette Meunier, secretary, fille majeure, 2922 Sherbrooke, Street, east, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers and to deal in the reparation of automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "Auto Iberica Itée — Auto Iberica Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each, 2,000 class "A" preferred shares of \$10 each and 1,900 class "B" preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 5314 St-Dominique Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20394 2358-67

Les Autobus Robert Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Guy Robert, executive, Lucienne Vien, housewife, wife contractually separate as to property of said Jean-Guy Robert, both of 207a Richelieu Boulevard, Saint-Basile-le-Grand, and Jocelyne Robert, housewife, wife contractually separate as to property of François Vincent,

biens de François Vincent, 2790, rue Chambly, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Les Autobus Robert Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Basile-le-Grand, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394-o

2393-67

B C D inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6^e jour de juin 1967, constituant en corporation: André Gilbert, 840, avenue Rougemont, Yves-Paul Jaubert, 844, avenue Rougemont, et Gilles Tétu, 1094, avenue Dijon, tous trois coordonnateurs, de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Exercer la profession de conseiller en administration, assurances, coordination, étude du marché, organisation commerciale ou autre, sous le nom de « B C D inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394-o

2574-67

Balais Claude Genest inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25^e jour de mai 1967, constituant en corporation: Claude Genest, 119, Brien, Laval, André Bonenfant, 5875, Carignan, Montréal-Nord, tous deux gentilhommes, et Réal Genest, expéditeur, 10202, rue Lisle, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous articles de sport, sous le nom de « Balais Claude Genest inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 119, rue Brien, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394-o

2330-67

Beauchastel Copper Mines Limited (No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1^{er} jour de juin 1967, constituant en corporation: John Austin Murphy, avocat et conseil en Loi de la reine, 4019, avenue Melrose, Francis Joseph Dolan, comptable, 3445, chemin Côte des Neiges, Arthur Quesnel, commis Clifford Shaw, ingénieur minier, tous deux de 1155, ouest, boulevard Dorchester, tous quatre de Montréal, et Norbert Martin, professeur, 15483, Oakwood, Pierrefonds, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie minière, sous le nom de « Beauchastel Copper Mines Limited » (No Personal Liability), avec un capital total de \$4,500,000, divisé en 4,500,000 d'actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

2790 Chambly Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a transportation company, under the name of "Les Autobus Robert Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Saint-Basile-le-Grand, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province,

20394

2393-67

B C D inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Gilbert, 840 Rougemont Avenue, Yves-Paul Jaubert, 844 Rougemont Avenue, and Gilles Tétu, 1094 Dijon Avenue, all three co-ordinators, of Sainte-Foy, for the following purposes:

To practise the profession of adviser in administration, insurance, co-ordination, market study, commercial organization or others, under the name of "B C D inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Sainte-Foy, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province,

20394

2574-67

Balais Claude Genest inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Genest, 119 Brien, Laval, André Bonenfant, 5875 Carignan, Montreal-North, both gentlemen, and Réal Genest, shipper, 10202 Lisle Street, Montreal, for the following purposes:

To deal in all sport articles, under the name of "Balais Claude Genest inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 119 Brien, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province,

20394

2330-67

Beauchastel Copper Mines Limited (No Personal Liability)

Notice is given that under the provisions of the Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: John Austin Murphy, advocate and Queen's Counsel, 4019 Melrose Avenue, Francis Joseph Dolan, accountant, 3445 Côte des Neiges Road, Arthur Quesnel, clerk, Clifford Shaw, mining engineer, both of 1155 Dorchester Boulevard West, all four of Montreal, and Norbert Martin, professor, 15483 Oakwood, Pierrefonds, for the following purposes:

To carry on the business of a mining company, under the name of "Beauchastel Copper Mines Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of \$4,500,000, divided into 4,500,000 shares of a par value of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20394 2445-67

Bel-Air Gyrocopter inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de juin 1967, constituant en corporation: Roger Breton, soudeur, Meryle Barbeau, ménagère, épouse dudit Roger Breton, tous deux de 6, Colonial, Bernard Guérin, garagiste, et Denise Guérin, ménagère, épouse dudit Bernard Guérin, ces deux derniers de 389, Vaudreuil, tous quatre de Saint-Jean, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vaisseaux aériens de toutes sortes, moteurs, bateaux, instruments de navigation aérienne, appareils et accessoires, sous le nom de « Bel-Air Gyrocopter inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20394-o 2080-67

Bonaventure Commercial Studio Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de juin 1967, constituant en corporation: Brahm L. Campbell, 4530, chemin côte des neiges, Gerald Postelnik, 7355, Ostell Crescent, et Jules Leavitt, 4001, place Kindersley, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de films, cameras, épreuves négatives, photographies et objets de même nature requis pour la photographie commerciale, sous le nom de « Bonaventure Commercial Studio Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Place Bonaventure, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20394 2461-67

Gérard Bourcier inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de juin 1967, constituant en corporation: Gérard Bourcier, représentant, Marie Larivière, ménagère, épouse dudit Gérard Bourcier, tous deux de 40, Brébeuf, et Réal Pelletier, gérant, 90, de la Comtesse, tous trois de Sorel, pour les objets suivants:

Faire le commerce de bières et autres breuvages, sous le nom de « Gérard Bourcier inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 10 actions ordinaires de \$10 chacune, 9,970 actions privilégiées classe « A » de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées classe « B » de \$1 chacune.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20394-o 2445-67

Bel-Air Gyrocopter inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Breton, welder, Meryle Barbeau, housewife, wife of said Roger Breton, both of 6 Colonial, Bernard Guérin, garage keeper, and Denise Guérin, housewife, wife of said Bernard Guérin, the latter two of 389 Vaudreuil, all four of Saint-John's, for the following purposes:

To deal in airships of all kinds, motors, boats, aerial navigation instruments, appliances and accessories, under the name of "Bel-Air Gyrocopter inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,500 common shares of \$10 each and into 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Saint-John's, judicial district of Iberville.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20394 2080-67

Bonaventure Commercial Studio Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Brahm L. Campbell, 4530 Côte des Neiges Road, Gerald Postelnik, 7355 Ostell Crescent, and Jules Leavitt, 4001 Kindersley Place, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds and types of films, cameras, negatives, photographs and similar objects required for the purpose of commercial photography, under the name of "Bonaventure Commercial Studio Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Place Bonaventure, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20394-o 2461-67

Gérard Bourcier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gérard Bourcier, representative, Marie Larivière, housewife, wife of said Gérard Bourcier, both of 40 Brébeuf, and Réal Pelletier, manager, 90 de la Comtesse, all three of Sorel, for the following purposes:

To deal in beer and other beverages, under the name of "Gérard Bourcier inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 10 common shares of \$10 each, 9,970 preferred class "A" shares of \$10 each and into 200 preferred class "B" shares of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est 40, Brébeuf, Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394-o

2523-67

Les Boutons d'Or inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25^e jour d'avril 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Robert Théorêt, assistant directeur de police, 99, 8^e Avenue, Jean Chartrand, professeur d'information, 274, 11^e Avenue, Jean-Claude Bélisle, vendeur, 313, 3^e Avenue, Marcel Tétreault, mécanicien, 252, 26^e Avenue, tous quatre de Deux-Montagnes, Julie Gagné, ménagère, épouse de Roland Lussier, 186, rue Houle, Gilles Godon, ouvrier, 94, rue St-Louis, Gérard Gingras, contremaître, 164, rue Des Mille Iles, Ernest Dionne, artisan, 128, Grande-Côte, Thérèse Lagacé, ménagère, épouse de Jacques Richer, 300, rue St-Eustache, et Paul Tardif, chauffeur, 76, rue Chénier, ces six derniers de Saint-Eustache, pour les objets suivants:

Établir et former un corps ou groupe de majorettes, sous le nom de « Les Boutons d'Or inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$5,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394-o

477-67

Camping Bon-Séjour inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9^e jour de juin 1967, constituant en corporation: Fernand Boudreau, gérant, 2835, de Chomedey, Lucie Benoit, ménagère, épouse de Jean-Marc Boudreau, 1591, Du Verger, tous deux de Sainte-Foy, et Jean-Pierre Lecours, commerçant, 6720, Trudelle, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Opérer un ou des terrains de camping, sous le nom de « Camping Bon-Séjour inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 252, rue De Villiers, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394-o

2623-67

Carpec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26^e jour de mai 1967, constituant en corporation: Owen Carter, avocat, 1277, rue Brûlard, Sillery, Agnes Johnston, secrétaire, veuve de feu Robert H. T. Gordon, 1281 Jean-Dequen, Ste-Foy, et Catherine Woodley, secrétaire, veuve de feu Trevor Woodley, 1395, de Montmorency, Québec, pour les objets suivants:

Exercer des affaires comme propriétaires d'omnibus, taxis, camions, automobiles, autobus, autos-camions, camions-moteurs, ou autres véhicules privés ou de transport public, sous le nom de « Carpec Inc. », avec un capital total de \$40,000,

The head office of the company is at 40 Brébeuf, Sorel, judicial district of Richelieu.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province,

20394

2523-67

Les Boutons d'Or inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of April, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: Robert Théorêt, assistant police director, 99, 8th Avenue, Jean Chartrand, information professor, 274, 11th Avenue, Jean-Claude Bélisle, salesman, 313, 3rd Avenue, Marcel Tétreault, mechanic, 252, 26th Avenue, all four of Two Mountains, Julie Gagné, housewife, wife of Roland Lussier, 186 Houle Street, Gilles Godon, labourer, 94 St-Louis Street, Gérard Gingras, foreman, 164 Des Mille Iles Street, Ernest Dionne, artisan, 128 Grande-Côte, Thérèse Lagacé, housewife, wife of Jacques Richer, 300 St-Eustache Street, and Paul Tardif, chauffeur, 76 Chenier Street, the latter six of Saint-Eustache, for the following purposes:

To establish and form a majorette corps or group, under the name of "Les Boutons d'Or inc."

The amount to which is limited the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is \$5,000.

The head office of the corporation is at Saint-Eustache, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province,

20394

477-67

Camping Bon-Séjour inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Fernand Boudreau, manager, 2835 de Chomedey, Lucie Benoit, housewife, wife of Jean-Marc Boudreau, 1591 Du Verger, both of Sainte-Foy, and Jean-Pierre Lecours, trader, 6720 Trudelle, Charlesbourg, for the following purposes:

To operate one or several camping grounds, under the name of "Camping Bon-Séjour inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 252 De Villiers Street, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province,

20394

2623-67

Carpec Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Owen Carter, advocate, 1277 Brûlard Street, Sillery, Agnes Johnston, secretary, widow of the late Robert H. T. Gordon, 1281 Jean-Dequen, Ste-Foy, and Catherine Woodley, secretary, widow of the late Trevor Woodley, 1395 de Montmorency, Quebec, for the following purposes:

To carry on business as proprietors of omnibuses, cabs, drays, taxicabs, motor buses, auto drays, motor trucks or other private or public conveyances, under the name of "Carpec Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided

divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et 390 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 25, rue St-Louis, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20394 2429-67

**Centre de distribution de produits
Québécois, limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de juin 1967, constituant en corporation: Urbain Lavoie, Joachim Lavoie, tous deux commerçants, et Madeleine Lavoie, institutrice, fille majeure, tous trois de 61, Sacré-Coeur, Alma, pour les objets suivants:

Faire le commerce de fruits, légumes et toutes sortes de comestibles fabriqués, ainsi que tous les produits de la terre, de la vigne et des arbres, sous le nom de « Centre de distribution de produits Québécois, limitée », avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Alma, district judiciaire de Roberval.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20394-o 2092-67

Centre Pastoral de Hauterive

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mai 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Benoît Trudel, gentilhomme, 949, Bélanger, Maurice Émond, fonctionnaire, 917, Labrie, et Gerry Arsenault, secrétaire, 919, Bossé, tous trois de Hauterive, pour les objets suivants:

Mettre à la portée de tous la pensée chrétienne en offrant des éléments de solution aux problèmes d'éducation religieuse, sous le nom de « Centre Pastoral de Hauterive ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Hauterive, district judiciaire de Hauterive.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20394-o 2448-67

Chan-Lee Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de mai 1967, constituant en corporation: Edward Chan Lee, restaurateur, 770, Lakeshore Drive, app. 602, Dorval, Frank Chan Lee, restaurateur, et Lisa Ng Lee, ménagère, épouse séparée de biens dudit Frank Chan Lee, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, ces deux derniers de 323, Englewood, Pointe-Claire, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de placements, sous le nom de « Chan-Lee Inc. », avec un capital total de \$1,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune.

into 100 common shares of \$10 each and 390 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 25 St. Louis Street, Québec, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20394-o 2429-67

**Centre de distribution de produits
Québécois, limitée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Urbain Lavoie, Joachim Lavoie, both traders, and Madeleine Lavoie, professor, fille majeure, all three of 61 Sacré-Coeur, Alma, for the following purposes:

To deal in fruit, vegetables and all kinds of manufactured food products, as well as products of the land, vine and trees, under the name of "Centre de distribution de produits Québécois, limitée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Alma, judicial district of Roberval.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20394 2092-67

Centre Pastoral de Hauterive

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Benoît Trudel, gentleman, 949 Bélanger, Maurice Émond, civil servant, 917 Labrie, and Gerry Arsenault, secretary, 919 Bossé, all three of Hauterive, for the following purposes:

To bring Christian thoughts within everyone's reach by offering solutions to Religious educational problems, under the name of "Centre Pastoral de Hauterive".

The amount to which is limited the value of the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is \$50,000.

The head office of the corporation is at Hauterive, judicial district of Hauterive.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20394 2448-67

Chan-Lee Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Edward Chan Lee, restaurateur, 770 Lakeshore Drive Apt. 602, Dorval, Frank Chan Lee, restaurateur, and Lisa Ng Lee, housewife, wife separate as to property of the said Frank Chan Lee, and duly authorized by him for the purpose of these presents, the latter two of 323 Englewood, Pointe-Claire, for the following purposes:

To act as an investment company, under the name of "Chan-Lee Inc.", with a total capital stock of \$1,000, divided into 100 common shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est 323, Englewood, Pointe-Claire, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20394 2420-67

Chez Ton-Ton inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2^e jour de juin 1967, consignant en corporation: Armand Lavoie, 53, l'Anse Bleue, Jules Guèvremont, 27, l'Anse Bleue, tous deux industriels, et Claude Carrière, ingénieur, 131, Conrad, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, magasins, boutiques, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Chez Ton-Ton inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,600 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20394-o 2517-67

Le Club de Golf Revermont inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12^e jour de juin 1967, constituant en corporation: Gérard Dubé, industriel, Romuald Ouellet, marchand, et François Didier, notaire, tous trois d'Amqui, pour les objets suivants:

Construire, exploiter et maintenir un club de golf et sportif, sous le nom de « Le Club de Golf Revermont inc. », avec un capital total de \$150,000, divisé en 750 actions ordinaires de \$100 chacune et en 750 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Amqui, district judiciaire de Rimouski.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20394-o 2482-67

Club de l'Ordre Loyal des Moose 1355 Val d'Or inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour de mai 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Rolland Coutu, employé civique, 1009, 2^e avenue, Alfred Jean, comptable, 915, 1^{re} avenue, Gérard Hamel, mineur, 141, chemin Lac Blouin, Roger Gironne, épicière, 967, 5^e avenue, tous quatre de Val-d'Or, Lorenzo Boulet, employé de magasin, 221, Dennison, Bourlamaque, et Adélard Naud, rentier, Jacola, pour les objets suivants:

Établir et exploiter un club social, sous le nom de « Club de l'Ordre Loyal des Moose 1355 Val-d'Or inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Val-d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20394-o 1429-67

The head office of the company is at 323 Englewood, Pointe-Claire, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20394-o

Chez Ton-Ton inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Armand Lavoie, 53 l'Anse Bleue, Jules Guèvremont, 27 l'Anse Bleue, both industrialists, and Claude Carrière, engineer, 131 Conrad, all three of Laval, for the following purposes:

To operate hotels, stores, shops, taverns, inns and restaurants, under the name of "Chez Ton-Ton inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$10 each and into 3,600 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20394

2517-67

Le Club de Golf Revermont inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gérard Dubé, industrialist, Romuald Ouellet, merchant, and François Dibier, notary, all three of Amqui, for the following purposes:

To build, operate and maintain a golf and sporting club, under the name of "Le Club de Golf Revermont Inc.", with a total capital stock of \$150,000, divided into 750 common shares of \$100 each and 750 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Amqui, judicial district of Rimouski.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20394

2482-67

Club de l'Ordre Loyal des Moose 1355 Val d'Or inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Rolland Coutu, civic employee, 1009, 2nd Avenue, Alfred Jean, accountant, 915, 1st Avenue, Gérard Hamel, miner, 141 Lac Blouin Road, Roger Gironne, grocer, 967, 5th Avenue, all four of Val-d'Or, Lorenzo Boulet, store employee, 221 Dennison, Bourlamaque, and Adélard Naud, annuitant, Jacola, for the following purposes:

To establish and operate a social club, under the name of "Club de l'Ordre Loyal des Moose 1355 Val-d'Or inc.".

The amount to which is limited the value of the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Val-d'Or, judicial district of Abitibi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20394

1429-67

Club des Mécènes

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Henry Jeremiah Giles, directeur de la Fédération des loisirs Côte-Nord, 44, Maisonneuve, Baie-Comeau, Micheline Desrosiers, secrétaire, fille majeure, 580, Joliet, et Louis Rioux, représentant de relations publiques, 786, des Épilobes, ces deux derniers de Hauterive, pour les objets suivants:

Vulgariser les arts et favoriser l'expression de tous les talents disponibles dans la région, sous le nom de « Club des Mécènes ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est 580, rue Joliet, Hauterive, district judiciaire de Hauterive.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20394-o 2449-67

Club des Mécènes

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Henry Jeremiah Giles, director of the Recreational Federation, Côte-Nord, 44 Maisonneuve, Baie-Comeau, Micheline Desrosiers, secretary, fille majeure, 580 Joliet, and Louis Rioux, public relations representative, 786 des Épilobes, the latter two of Hauterive, for the following purposes:

To popularize the arts and promote the expression of all the talent available in the region, under the name of "Club des Mécènes".

The amount to which is limited the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is \$100,000.

The head office of the corporation is at 580 Joliet Street, Hauterive, judicial district of Hauterive.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20394 2449-67

Club Seigneurie de Grand Pré Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé par l'administrateur du gouvernement de la province, des lettres patentes, en date du 31 mars 1967, confirmant un règlement du « Club Seigneurie de Grand Pré », déjà constitué en corporation sans capital-actions en vertu de la troisième partie de ladite loi, par lettres patentes du 19 octobre 1938, modifiées par lettres patentes supplémentaires du 18 avril 1957 et du 9 août 1963, pourvoyant à la création d'un capital-actions de \$450,000, divisé en 200,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 250 actions privilégiées de \$1,000 chacune, et changeant son nom en celui de « Club Seigneurie de Grand Pré Itée ».

Le siège social de la compagnie est situé à Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup, comté de Maskinongé, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20394-o 2294-38 — 1372/127

Club Seigneurie de Grand Pré Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, confirming a by-law of "Club Seigneurie de Grand Pré", already incorporated without share capital in virtue of Part III of the said Act, by letters patent dated October 19, 1938, amended by supplementary letters patent dated April 18, 1957, and August 9, 1963, providing for the creation of a capital-stock of \$450,000, divided into 200,000 common shares of \$1 each and 250 preferred shares of \$1,000 each, and changing its name to that of "Club Seigneurie de Grand Pré Itée".

The head office of the company is situated at Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup, county of Maskinongé, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20394 2294-38 — 1372/127

Comité de Promotion Touristique de St-Adelphe inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Guy Delisle, gérant de manufacture, Léo Douville, et Rolland Pronovost, ces deux derniers garagistes, tous trois de Saint-Adelphe, pour les objets suivants:

Promouvoir le tourisme dans la municipalité de Saint-Adelphe, comté de Champlain, sous le nom de « Comité de Promotion Touristique de St-Adelphe inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Adelphe, comté de Champlain, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20394-o 2370-67

Comité de Promotion Touristique de St-Adelphe inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jean-Guy Delisle, factory manager, Léo Douville, and Rolland Pronovost, the latter two garage keepers, all three of Saint-Adelphe, for the following purposes:

To promote tourism in the municipality of Saint-Adelphe, county of Champlain, under the name of "Comité de Promotion Touristique de St-Adelphe inc.".

The amount to which is limited the value of the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is \$10,000.

The head office of the corporation is at Saint-Adelphe, county of Champlain, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20394 2370-67

**Conseil d'Aménagement
de Vaudreuil-Soulanges
Vaudreuil-Soulanges
Development Council**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10^e jour de mars 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Pierre Émond, administrateur, 1320, boulevard Perrot, Notre-Dame-de-L'Île-Perrot, David Aird, industriel, Hudson Heights, et Fernand Bériault, technicien, Saint-Joseph-de-Soulanges, pour les objets suivants:

Étudier les principaux problèmes économiques auxquels la région doit faire face, classer les besoins et analyser les possibilités économiques de la région, sous le nom de « Conseil d'Aménagement de Vaudreuil-Soulanges — Vaudreuil-Soulanges Development Council ».

Le montant auquel sont limités les revenus provenant des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Vaudreuil, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20394-o

1041-67

**Conseil de Développement du Territoire
du Grand Portage inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5^e jour de juin 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Léo Gendron, industriel, Saint-André, comté de Kamouraska, Gérard Chouinard, Saint-Épiphan, comté de Rivière-du-Loup, David Rioux, Saint-Eusèbe, comté de Témiscouata, Louis-Philippe Rioux, Trois-Pistoles, comté de Rivière-du-Loup, tous trois cultivateurs, Philippe Caron, agronome, Notre-Dame-du-Lac, comté de Témiscouata, Bertrand Soucy, fleuriste, Saint-Pascal, comté de Kamouraska, et Antonio Dubé, avocat, 17, de la Cour, Rivière-du-Loup, pour les objets suivants:

Promouvoir le développement économique et social de la population des comtés de Kamouraska, Rivière-du-Loup et Témiscouata, sous le nom de « Conseil de Développement du Territoire du Grand Portage inc. ».

La corporation ne peut posséder aucun immeuble.

Le siège social de la corporation est à Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20394-o

2539-67

**Corporation du centre Berthelet -
St-Vallier inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29^e jour de mai 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Gilles-D. Bergeron, directeur d'administration, 6971, 43^e avenue, Montréal, Jacques Gagné, assistant-directeur d'administration, 3104, de la Paix, Sainte-Foy, et Paul Desrochers, administrateur, 346, avenue des Pins, Rosemère, pour les objets suivants:

Administrer des maisons et écoles de réhabilitation d'initiation à la vie, au travail et aux mé-

**Conseil d'Aménagement
de Vaudreuil-Soulanges
Vaudreuil-Soulanges
Development Council**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: Pierre Émond, administrator, 1320 Perrot Boulevard, Notre-Dame-de-L'Île-Perrot, David Aird, industrialist, Hudson Heights, and Fernand Bériault, technician, Saint-Joseph-de-Soulanges, for the following purposes:

To study the principal economical problems which the region must face, to classify the needs and analyse the economical possibilities of the region, under the name of "Conseil d'Aménagement de Vaudreuil-Soulanges — Vaudreuil-Soulanges Development Council".

The amount to which is limited the revenue coming from the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Vaudreuil, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20394

1041-67

**Conseil de Développement du Territoire
du Grand Portage inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Léo Gendron, industrialist, Saint-André, county of Kamouraska, Gérard Chouinard, Saint-Épiphan, county of Rivière-du-Loup, David Rioux, Saint-Eusèbe, county of Témiscouata, Louis-Philippe Rioux, Trois-Pistoles, county of Rivière-du-Loup, all three farmers, Philippe Caron, agronomist, Notre-Dame-du-Lac, county of Témiscouata, Bertrand Soucy, florist, Saint-Pascal, county of Kamouraska and Antonio Dubé, lawyer, 17 de la Cour, Rivière-du-Loup, for the following purposes:

To promote the economical and social development of the population of the counties of Kamouraska, Rivière-du-Loup and Témiscouata, under the name of "Conseil de Développement du Territoire du Grand Portage inc."

The corporation may not possess any immoveable.

The head office of the corporation is at Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20394

2539-67

**Corporation du centre Berthelet -
St-Vallier inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Gilles-D. Bergeron, administration director, 6971, 43rd Avenue, Montreal, Jacques Gagné, assistant administration director, 3104 de la Paix, Sainte-Foy, and Paul Desrochers, administrator, 346 des Pins Avenue, Rosemère, for the following purposes:

To direct rehabilitation and initiation to life, work and trade houses and schools, under the

tiers, sous le nom de « Corporation du centre Berthelet — St-Vallier inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$5,000,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20394-o

373-67

Délices des Tropiques inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de juin 1967, constituant en corporation: Jean-Guy Roussin, journalier, 7038, DeNormanville, Gilles Bisailon, mécanicien, 4007, Préfontaine, et Georges Arcouette, notaire, 7155, Christophe-Colomb, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de fruits, légumes et toutes sortes de comestibles fabriqués, ainsi que tous les produits de la terre, de la vigne et des arbres, sous le nom de « Délices des Tropiques inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20394-o

2017-67

Demacri Enterprises Ltd. Les Entreprises Demacri Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de juin 1967, constituant en corporation: Gérard Denis, technicien, 1672, du Collège, Jean-Paul Cristel, ingénieur, 3590, Limoges, tous deux de Saint-Laurent, et Gilles Martin, publiciste, 3566, avenue Lorne, app. 5, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes marchandises de consommation, produits manufacturés, marchandises, en gros et au détail, propriété personnelle et sujets de commerce et de négoce de toutes sortes, sous le nom de « Demacri Enterprises Ltd.—Les Entreprises Demacri Itée », avec un capital total de \$15,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3523, avenue Lorne, suite 1, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20394

2041-67

Diana Travel Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de juin 1967, constituant en corporation: Nicholas Kostopoulos, comptable, Helen Kostopoulos, ménagère, épouse séparée de biens dudit Nicholas Kostopoulos, tous deux de 5221, avenue du Parc, #10, Montréal, et John (Ioannis) Vlahopoulos, administrateur de commerce, 48, rue Stadiou, Athènes, Grèce, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une agence de voyage, sous le nom de « Diana Travel Service Inc. »,

name of "Corporation du centre Berthelet — St-Vallier inc."

The amount to which is limited the value of the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is \$5,000,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20394

373-67

Délices des Tropiques inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Guy Roussin, labourer, 7038 DeNormanville, Gilles Bisailon, mechanic, 4007 Préfontaine, and Georges Arcouette, notary, 7155 Christophe-Colomb, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in fruit, vegetables and all kinds of manufactured food products, as well as products of the land, vine and trees, under the name of "Délices des Tropiques inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20394

2017-67

Demacri Enterprises Ltd. Les Entreprises Demacri Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gérard Denis, technician, 1672 du Collège, Jean-Paul Cristel, engineer, 3590 Limoges, both of Saint-Laurent, and Gilles Martin, publicist, 3566 Lorne Avenue, Apt. 5, Montreal, for the following purposes:

To deal in all consumer goods, manufactured products, merchandise, wholesale or retail, personal property and subjects of trade and commerce of every kind, under the name of "Demacri Enterprises Ltd.—Les Entreprises Demacri Itée", with a total capital stock of \$15,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 3523 Lorne Avenue, Suite 1, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20394-o

2041-67

Diana Travel Service Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Nicholas Kostopoulos, accountant, Helen Kostopoulos, housewife, wife separate as to property of the said Nicholas Kostopoulos, both of 5221 Park Avenue, #10, Montreal, and John (Ioannis) Vlahopoulos, business executive, 48 Stadiou Street, Athens, Greece, for the following purposes:

To carry on the business of a travel agency, under the name of "Diana Travel Service Inc.",

avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20394

2641-67

Dobie's Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8^e jour de juin 1967, constituant en corporation: Alan Z. Golden, 625, rue Milton, Montréal, Daniel S. Miller, 5714, Edgemore, Côte Saint-Luc, tous deux avocats, Jeannine Daunais, 705, 24^e avenue, Lachine, et Helen Marshall, 5339, chemin Côte St-Luc, Montréal, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Exploiter des restaurants, cafétérias et casse-croûte, sous le nom de « Dobie's Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20394

2573-67

Éditions Belvédère inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8^e jour de juin 1967, constituant en corporation: André Laurence, avocat, J.-Bernard Billard, et Jacques Verdy, ces deux derniers notaires, tous trois de 715, Carré Victoria, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents et entrepreneurs en publicité, sous le nom de « Éditions Belvédère inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20394-o

2396-67

Les Entreprises Benoit Bellerose inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30^e jour de mai 1967, constituant en corporation: Luc Geoffroy, 821, boulevard Briand, Chambly, Guy Bissonnette, 90, rue Galt, Dorion, tous deux avocats, et Thérèse Seguin, réceptionniste, veuve non remariée d'Hector Geoffroy, 135, Sherbrooke est, app. 1204, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Les Entreprises Benoit Bellerose inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 269, boulevard Richelieu, Saint-Basile-le-Grand, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20394-o

2403-67

with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20394-o

2641-67

Dobie's Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Alan Z. Golden, 625 Milton Street, Montreal, Daniel S. Miller, 5714 Edgemore, Côte Saint-Luc, both advocates, Jeannine Daunais, 705, 24th Avenue, Lachine, and Helen Marshall, 5339 Côte St-Luc Road, Montreal, the latter two secretaries, fille majeures, for the following purposes:

To operate restaurants, cafeterias and sandwich bars, under the name of "Dobie's Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20394-o

2573-67

Éditions Belvédère inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Laurence, advocate, J.-Bernard Billard, and Jacques Verdy, the latter two notaires, all three of 715 Victoria Square, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as publicity agents and contractors, under the name of "Éditions Belvédère inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20394

2396-67

Les Entreprises Benoit Bellerose inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Luc Geoffroy, 821 Briand Boulevard, Chambly, Guy Bissonnette, 90 Galt Street, Dorion, both advocates, and Thérèse Seguin, receptionist, widow not remarried of Hector Geoffroy, 135 Sherbrooke East, apt. 1204, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Les Entreprises Benoit Bellerose inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 269 Richelieu Boulevard, Saint-Basile-le-Grand, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20394

2403-67

Les Fermes A. Collin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de juin 1967, constituant en corporation: Alphonse Collin, Jean-Guy Collin, Aurèle Collin, Jacques Collin et Réal Collin, tous cinq cultivateurs, de Saint-Esprit, pour les objets suivants:

Faire le commerce de fruits, légumes et toutes sortes de comestibles fabriqués, ainsi que tous les produits de la terre, de la vigne et des arbres, sous le nom de « Les Fermes A. Collin inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Esprit, district judiciaire de Joliette.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394-o

2451-67

**Ferronnerie Charbonneau, Itée
Charbonneau Hardware, Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de mai 1967, constituant en corporation: Maurice Charbonneau, marchand, Yvette Crompt, ménagère, épouse dudit Maurice Charbonneau, tous deux de 0855, Charlevoix, Montréal, et Eugène Charbonneau, rentier, 5255, Ballantyne, Verdun, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités le commerce de ferronnerie et de quincaillerie, sous le nom de « Ferronnerie Charbonneau, Itée — Charbonneau Hardware, Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 0850, Charlevoix, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394-o

2427-67

Foyer d'hébergement de Sept-Iles inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de mai 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Lauréat Méthot, mécanicien, 370, Gamache, Léger DesRochers, instructeur, 94, de l'Acadie, et Réal Dufour, gérant, 457, Arnaud, tous trois de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Fournir à des couples âgés et à des personnes âgées des deux sexes un foyer leur permettant de vivre en toute sécurité et dans l'atmosphère d'un véritable esprit de famille, sous le nom de « Foyer d'hébergement de Sept-Iles inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$500,000.

Le siège social de la corporation est à Sept-Iles, district judiciaire de Hauteville.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394-o

2067-67

**Fédération de la Jeunesse sportive
d'Iberville inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-

Les Fermes A. Collin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Alphonse Collin, Jean-Guy Collin, Aurèle Collin, Jacques Collin and Réal Collin, all five farmers of Saint-Esprit, for the following purposes:

To deal in fruit, vegetables and all kinds of manufactured food products, as well as the products of the land, vine and trees, under the name of "Les Fermes A. Collin inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Saint-Esprit, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20394

2451-67

**Ferronnerie Charbonneau, Itée
Charbonneau Hardware, Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Charbonneau, trader, Yvette Crompt, housewife, wife of said Maurice Charbonneau, both of 0855 Charlevoix, Montreal, and Eugène Charbonneau, annuitant, 5255 Ballantyne, Verdun, for the following purposes:

To exercise in all its specialties the iron works and hardware business, under the name of "Ferronnerie Charbonneau, Itée — Charbonneau Hardware, Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and into 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 0850 Charlevoix, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20394

2427-67

Foyer d'hébergement de Sept-Iles inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Lauréat Méthot, mechanic, 370 Gamache, Léger DesRochers, instructor, 94 de l'Acadie, and Réal Dufour, manager, 457 Arnaud, all three of Sept-Iles, for the following purposes:

To furnish aged couples and age people of both sexes with a home allowing them to live in security and in the atmosphere of a true family spirit, under the name of "Foyer d'hébergement de Sept-Iles inc."

The amount to which is limited the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is \$500,000.

The head office of the corporation is at Sept-Iles, judicial district of Hauteville.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20394

2067-67

**Fédération de la Jeunesse sportive
d'Iberville inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date

gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31^e jour de mai 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Maurice Papineau, aide-électricien, 260, 4^e Avenue, Jacques Messier, vendeur, 200, 15^e Avenue, et Jacques Couture, marchand, 204, 15^e Avenue, tous trois d'Iberville, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Fédération de la Jeunesse sportive d'Iberville inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$500,000.

Le siège social de la corporation est à Iberville, district judiciaire d'Iberville.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394-o

2110-67

Foyer de St-Donat inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29^e jour de mai 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Marcel Ayotte, garagiste, Richard Coutu, marchand, et Roland Demeule, boulanger, tous trois de Saint-Donat, comté de Montcalm, pour les objets suivants:

Fournir à des couples âgés et à des personnes âgées des deux sexes un foyer leur permettant de vivre en toute sécurité et dans l'atmosphère d'un véritable esprit de famille, sous le nom de « Foyer de St-Donat inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$300,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Donat, district judiciaire de Joliette.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394-o

1095-67

Granby Golf Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6^e jour de juin 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Howard Laurie, surveillant des ventes, 3, rue Mountain, Page Lidstone, surveillant, 123, rue Elgin, et Norman Stone, gérant de la production, 61, rue Vittie, tous trois de Granby, pour les objets suivants:

Former, établir et exploiter un club social de sport et de campagne, sous le nom de « Granby Golf Club Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut détenir et posséder est de \$400,000.

Le siège social de la corporation est rue Lyman, Granby, district judiciaire de Bedford.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394

2353-67

Imbo automobile inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9^e jour de juin 1967, constituant en corporation: Roland Roy, épicière, Madeleine Boucher, ménagère, épouse séparée de biens dudit Roland Roy, tous deux de 1443,

the 31st day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Maurice Papineau, assistant electrician, 260, 4th Avenue Jacques Messier, salesman, 200, 15th Avenue, and Jacques Couture, trader, 204 15th Avenue, all three of Iberville, for the following purposes:

The organization of a recreational center, under the name of "Fédération de la Jeunesse sportive d'Iberville inc."

The amount to which is limited the value of the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is \$500,000.

The head office of the corporation is at Iberville, judicial district of Iberville.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20394

2110-67

Foyer de St-Donat inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Marcel Ayotte, garage keeper, Richard Coutu, trader, and Roland Demeule, baker, all three of Saint-Donat, county of Montcalm, for the following purposes:

To furnish aged couples and aged people of both sexes with a home allowing them to live in security and in the atmosphere of a true family spirit, under the name of "Foyer de St-Donat inc."

The amount to which is limited the value of the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is \$300,000.

The head office of the corporation is at Saint-Donat, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20394

1095-67

Granby Golf Club Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Howard Laurie, sales supervisor, 3 Mountain Street, Page Lidstone, supervisor, 123 Elgin Street, and Norman Stone, production manager, 61 Vittie Street, all three of Granby, for the following purposes:

To form, establish and operate a sporting country and social club, under the name of "Granby Golf Club Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold or possess, is to be limited, is \$400,000.

The head office of the corporation is at Lyman Street, Granby, judicial district of Bedford.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20394-o

2353-67

Imbo automobile inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roland Roy, grocer, Madeleine Boucher, housewife, wife separate as to property of the said Roland Roy, both of 1443 St-Ignace

boulevard St-Ignace, Chicoutimi, et Roger Page, avocat, 257, Larouche, Arvida, pour les objets suivants:

Exploiter des stations-service et faire la réparation et le commerce de toutes sortes de véhicules et moyens de transport, sous le nom de « Imbo automobile inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394-0

2554-67

Les Immeubles Bossé inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de juin 1967, constituant en corporation: Marcel Plamondon, courtier d'assurances, 376, rue Rouleau, Guy Bernatchez, comptable agréé, 1140, avenue Gauthier, et Lydie L. Dumais, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Yvon Dumais, 436, de la Falaise, tous trois de Hauterive, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les Immeubles Bossé inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 900 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Hauterive, district judiciaire de Hauterive.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394-0

2508-67

Institut Gracian

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mai 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Jules Emery, prêtre, 1700, Henri-Bourassa est, Fernand Alié, 4364, St-Denis, Barthélémy Giroux, 10585, Papineau, Charles-Édouard Longpré, 6409, Châteaubriand, tous trois administrateurs, tous quatre de Montréal, et Jean-R. Beaudry, professeur, 390, Marcel-Bourdeau, Bois-des-Filion, pour les objets suivants:

Réunir en association ceux qui favorisent la paix mondiale, le mouvement international des relations culturelles et l'entraide universelle et les honorer au besoin par l'octroi du doctorat honorifique « *Sapientiae Mundanae Doctorum* » ou de l'Ordre de Gracian, sous le nom de « Institut Gracian ».

Le montant des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est limité à \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394-0

1781-67

Inter City Land Development Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de juin 1967, constituant en corporation: Seymour Machlovitch, 3495, Mountain, app. 906, Seymour Luterman,

Boulevard, Chicoutimi, and Roger Page, advocate, 257 Larouche, Arvida, for the following purposes:

To operate service stations and to repair and deal in all kinds of vehicles and means of transportation, under the name of "Imbo automobile inc." with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20394

2554-67

Les Immeubles Bossé inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Plamondon, insurance broker, 376 Rouleau Street, Guy Bernatchez, chartered accountant, 1140 Gauthier Avenue, and Lydie L. Dumais, secretary, wife contractually separate as to property of Yvon Dumais, 436 de la Falaise, all three of Hauterive, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les Immeubles Bossé inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 900 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Hauterive, judicial district of Hauterive.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20394

2508-67

Institut Gracian

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jules Emery, priest, 1700 Henri-Bourassa East, Fernand Alié, 4364 St-Denis, Barthélémy Giroux, 10585 Papineau Charles-Édouard Longpré, 6409 Châteaubriand, all three administrators, all four of Montreal, and Jean-R. Beaudry, professor, 390 Marcel-Bourdeau, Bois-des-Filion, for the following purposes:

To group into an association those favorizing world peace, the international movement of cultural relations and universal help and to honor them when necessary by the granting of an honorary doctorate "*Sapientiae Mundanae Doctorum*" or of the Order of Gracian, under the name of "Institut Gracian".

The amount of the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20394

1781-67

Inter City Land Development Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Seymour Machlovitch, 3495 Mountain, Apt. 906, Seymour Luterman, 7920 Côte St.

7920, Côte St-Luc, tous deux de Montréal, Marvin Rosenhek, 335 Grenfell, Mont Royal, tous trois avocats, et Joseph Cacioppo, agent d'immeubles, 9870, J. J. Gagnier, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Inter City Land Development Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394

2525-67

**Laporte papiers fins & spécialités inc.
Laporte Fine Paper & Specialties Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6^e jour de juin 1967, constituant en corporation: Raymond-G. Laporte, industriel, 9714, Christophe-Colomb, Montréal, Georges-P. Laporte, commis, 82, Terrasse Sarrazin, et Charles Cazalais, comptable agréé, 1160, Croissant de Dieppe, ces deux derniers de Laval, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Laporte papiers fins & spécialités inc.—Laporte Fine Paper & Specialties Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 800 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394-o

2543-67

LaSalle Lions Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12^e jour de juin 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Raymond Charles Mills, président de compagnie, 1700 rue de Montesson, Saint-Bruno-de-Montarville, Raymond Michael, Bernard McAvoy, courtier de douanes, 126, Fairlawn Crescent, Beaconsfield, Joseph Clifford Savage, 314, avenue Mercille, Saint-Lambert, Léonard Arthur Seton, 3830, Broadway, Lachine, tous deux avocats, et Charles Frederick Ward, courtier en pommes de terre, 343, avenue Mercille, Saint-Lambert, pour les objets suivants:

Créer et favoriser un esprit de « considération généreuse » entre les peuples de l'univers par une étude des problèmes de relations internationales, sous le nom de « LaSalle Lions Club Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder ou détenir est de \$200,000.

Le siège social de la corporation est à LaSalle, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394

1077-67

Émile Laterreur & fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-

Luc, both of Montreal, Marvin Rosenhek, 335 Grenfell, Mount Royal, all three advocates, and Joseph Cacioppo, realtor, 9870 J. J. Gagnier, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Inter City Land Development Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20394-o

2525-67

**Laporte papiers fins & spécialités inc.
Laporte Fine Paper & Specialties Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond-G. Laporte, industrialist, 9714 Christophe-Colomb, Montreal, Georges-P. Laporte, clerk, 82 Terrasse Sarrazin, and Charles Cazalais, chartered accountant, 1160 Croissant de Dieppe, the latter two of Laval, for the following purposes:

To deal in all products, articles and merchandise, under the name of "Laporte papiers fins & spécialités inc.—Laporte Fine Paper & Specialties Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 800 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20394

2543-67

LaSalle Lions Club Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Raymond Charles Mills, company president, 1700 de Montesson Street, Saint-Bruno-de-Montarville, Raymond Michael Bernard McAvoy, customs broker, 126 Fairlawn Crescent, Beaconsfield, Joseph Clifford Savage, 314 Mercille Avenue, Saint-Lambert, Léonard Arthur Seton, 3830 Broadway, Lachine, both advocates, and Charles Frederick Ward, potato broker, 343 Mercille Avenue, Saint-Lambert, for the following purposes:

To create and foster a spirit of "generous consideration" among the peoples of the world through a study of the problems of international relationships, under the name of "LaSalle Lions Club Inc."

The amount to which the value of the immovable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is \$200,000.

The head office of the corporation is at LaSalle, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20394-o

1077-67

Émile Laterreur & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the

gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de juin 1967, constituant en corporation: Pierrette Gélinas, secrétaire, fille majeure, 2331, rue Lajoie, Pierre Dessureault, comptable, 1755, rue Guimont, tous deux de Trois-Rivières, et Jacques Désilets, comptable, 257, rue Rochefort, Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous les produits provenant des oiseaux de basse-cour et leurs sous-produits, sous le nom de « Émile Laterreur & fils inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Ursule, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

20394-o 2559-67

Lave-Auto Ste-Foy, Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de juin 1967, constituant en corporation: Alexandre Bédard, homme d'affaires, Annette Payette, ménagère, épouse séparée de biens dudit Alexandre Bédard, et André Bédard, étudiant, tous trois de 850, rue Painchaud, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Exploiter une entreprise de lavage d'automobiles et autres véhicules, sous le nom de « Lave-Auto Ste-Foy, Itée », avec un capital total de \$100,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 7,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

20394-o 2481-67

F. Levenheck Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mai 1967, constituant en corporation: Samuel H. Shriar, 2445, Valade, Saint-Laurent, Harvey Cooperstone, 1448, Beverley Crescent, Laval, Murray B. Spiegel, 63, chemin Banstead, Montréal Ouest, tous trois avocats, et Jovitte B. Dmuchalsky, secrétaire, célibataire, 581, Ladouceur, Laval, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises, sous le nom de « F. Levenheck Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

20394 2256-67

Liberty Leasing, Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de juin 1967, constituant en corporation: Herbert Birkett McNally, 4006, Montrose, Paul Frederick Dingle, 528, Mount Pleasant, tous deux de Westmount, et

6th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierrette Gélinas, secretary, fille majeure, 2331 Lajoie Street, Pierre Dessureault, accountant, 1755 Guimont Street, both of Trois-Rivières, and Jacques Désilets, accountant, 257 Rochefort Street, Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To carry on the business of all products from poultry-yards and their by-products, under the name of "Émile Laterreur & fils inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 300 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Sainte-Ursule, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20394 2559-67

Lave-Auto Ste-Foy, Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant Governor of the Province, incorporating: Alexandre Bédard, businessman, Annette Payette, housewife, wife separate as to property of said Alexandre Bédard, and André Bédard, student, all three of 850, Painchaud Street, Sainte-Foy, for the following purposes:

To operate a business of washing automobiles and other vehicles, under the name of "Lave-Auto Ste-Foy, Itée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 2,500 common shares of \$10 each and 7,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Sainte-Foy, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20394 2481-67

F. Levenheck Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Samuel H. Shriar, 2445 Valade, Saint-Laurent, Harvey Cooperstone, 1448 Beverley Crescent, Laval, Murray B. Spiegel, 63 Banstead Road, Montreal West, all three advocates, and Jovitte B. Dmuchalsky, secretary, spinster, 581 Ladouceur, Laval, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "F. Levenheck Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20394-o 2256-67

Liberty Leasing, Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Herbert Birkett McNally, 4006 Montrose, Paul Frederick Dingle, 528 Mount Pleasant both of Westmount, and Frederick William

Frederick William Benn, 3300, Glencoe, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Entreprendre un commerce consistant à louer et à prêter des propriétés de toutes sortes, comprenant tous genres de machinerie, équipement, meubles, véhicules automobiles et approvisionnements, sous le nom de « Liberty Leasing, Ltd. », avec un capital-actions divisé en 400 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394

2542-67

La Ligue des Propriétaires de Charny incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13^e jour de juin 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Emmanuel Fréchette, chef de bureau, Paul Guay, employé du C.N.R., Paul-H. Carrier, électricien, Philippe Morin, opérateur, Gaston Levesque, soudeur, et Georges-H. Lapierre, fonctionnaire provincial, tous six de Charny, pour les objets suivants:

S'occuper, par l'étude de l'action, de toute question économique, sociale ou légale susceptible d'intéresser les propriétaires d'immeubles, sous le nom de « La Ligue des Propriétaires de Charny incorporée ».

Le montant auquel sont limitée les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$5,000.

Le siège social de la corporation est à Charny, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394-0

2660-67

Lindem Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6^e jour de juin 1967, constituant en corporation: Anne Brown, secrétaire, divorcée, 5501, Adalbert, app. 215, Côte Saint-Luc, Daphne Saunderson, secrétaire, fille majeure, 322, Elm, Westmount, et Lawrence L. Fligel, avocat, 5711, Edgemore, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de construction, sous le nom de « Lindem Construction Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394

2557-67

Les Loisirs de Pointe-aux-Outardes inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8^e jour de juin 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Herman Ross, employé de Canadian British Aluminum Company, Jean-Charles Hovington, mécanicien, et Réginald Ross, journalier, tous trois de Pointe-aux-Outardes, pour les objets suivants:

Benn, 3300 Glencoe, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To engage in the rental, loan and lease of property of all kinds, including all types of machinery, equipment, furniture, motor vehicles and supplies, under the name of "Liberty Leasing, Ltd.", with a capital stock divided into 400 common shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province,

20394-0

2542-67

La Ligue des Propriétaires de Charny incorporée

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Emmanuel Fréchette, office head, Paul Guay, C.N.R. employee, Paul-H. Carrier, electrician, Philippe Morin, operator, Gaston Levesque, welder, and Georges-H. Lapierre, provincial civil servant, all six of Charny, for the following purposes:

To occupy oneself, through study and action, with economical, social or legal questions susceptible of interesting the owners of real estate, under the name of "La Ligue des Propriétaires de Charny incorporée".

The amount to which is limited the annual revenue of the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is \$15,000.

The head office of the corporation is at Charny, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20394

2660-67

Lindem Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Anne Brown, secretary, divorced, 5501 Adalbert, Apt. 215, Côte Saint-Luc, Daphne Saunderson, secretary, fille majeure, 322 Elm, Westmount, and Lawrence L. Fligel, advocate, 5711 Edgemore, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of a construction company, under the name of "Lindem Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares having a par value of \$10 each and 3,500 preferred shares having a par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20394-0

2557-67

Les Loisirs de Pointe-aux-Outardes inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Herman Ross, employee of Canadian British Aluminum Company, Jean-Charles Hovington, mechanic, and Réginald Ross, labourer, all three of Pointe-aux-Outardes, for the following purposes:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Les Loisirs de Pointe-aux-Outardes inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Pointe-aux-Outardes, district judiciaire de Haute-ri-ve.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394-o

2576-67

Lucien Longpré limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de juin 1967, constituant en corporation: Pierre Bourque, 48, rue Charles, François Bélanger, 14, Anselme-Lavigne, tous deux de Dollard-des-Ormeaux, et Joseph-F. Beaubien, 376, Redfern, Westmount, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes espèces de cuir et fourrure, sous le nom de « Lucien Longpré limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394-o

2597-67

Lord International Itée Lord International Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de juin 1967, constituant en corporation: Jules-E. Arcand, ingénieur civil, 10775, St-Urbain, Guy Noisieux, agent d'affaires, 3142, Jarry est, et Thomas-L. Boudreault, comptable, 6960, 24e avenue, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Lord International Itée — Lord International Ltd. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394-o

2602-67

Marin Radio Taxi inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de juin 1967, constituant en corporation: Carmelle Fortier, ménagère, veuve non remariée de Léo-Paul Marin, Alain Voizard, notaire, tous deux de Sainte-Adèle, et Gaston Payette, secrétaire, 10100, Charton, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter une station de taxis, sous le nom de « Marin Radio Taxi inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 56, rue Morin ouest, Sainte-Adèle, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394-o

2379-67

To organize a recreational centre, under the name of "Les Loisirs de Pointe-aux-Outardes inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and own is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Pointe-aux-Outardes, judicial district of Haute-ri-ve.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20394

2576-67

Lucien Longpré limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Bourque, 48 Chartres Street, François Bélanger, 14 Anselme-Lavigne, both of Dollard-des-Ormeaux, and Joseph-F. Beaubien, 376 Redfern, Westmount, all three advocates, for the following purposes:

To deal in all kinds of leather and fur, under the name of "Lucien Longpré limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20394

2597-67

Lord International Itée Lord International Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jules-E. Arcand, civil engineer, 10775 St-Urbain, Guy Noisieux, business agent, 3142 Jarry East, and Thomas-L. Boudreault, accountant, 6960, 24th Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of all products, articles and merchandise, under the name of "Lord International Itée — Lord International Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20394

2602-67

Marin Radio Taxi inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Carmelle Fortier, housewife, unmarried widow of Léo-Paul Marin, Alain Voizard, notary, both of Ste-Adèle, and Gaston Payette, secretary, 10100 Charton, Montreal, for the following purposes:

To operate a taxi station, under the name of "Marin Radio Taxi inc.", with a total capital stock of 40,000, divided into 100 common shares of a nominal value of \$100 each and 300 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at 56 Morin Street, West, Sainte-Adèle, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20394

2379-67

Mongeau et frères inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12^e jour de juin 1967, constituant en corporation: Jean-Louis Mongeau, marchand, 656, rue, Des Érables, Saint-Hyacinthe, Dr Jean-Marie Larivée, médecin vétérinaire, 1200, rue de la Promenade, Douville, et Jean-Louis Chicoine, courtier en valeur, 164, Ste-Louise, La Providence, pour les objets suivants:

Faire le commerce de jouets, nouveautés, ameublements, quincaillerie, bois et de toutes sortes de spécialités connexes, sous le nom de « Mongeau et frères inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 20 actions ordinaires de \$10 chacune et en 4,980 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 632, rue de la Concorde, Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20394-o

2485-67

Mount Brown Mines Ltd.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29^e jour de mai 1967, constituant en corporation: Marcel Lajeunesse, avocat et conseil en Loi de la reine, 2300, St-Mathieu, Constance Desmarais, 1735, est, Henri-Bourassa, Mariel Desmarteau, 4522, Duquesne, Louise Lamothe, 2532, Beaubien, Françoise Blanchette, 3895, Beaubien, et Pauline Marandola, 3453, Orléans, ces cinq dernières secrétaires, célibataires, tous les six de Montréal, pour les objets suivants:

Prospecter et explorer pour découvrir des mines et minerais, sous le nom de « Mount Brown Mines Ltd. », avec un capital-actions divisé en 4,000,000 d'actions sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Chibougamau, district judiciaire d'Abitibi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20394

2431-67

**Party Dance Club Inc.
Club de Soirée de Danse inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1^{er} jour de juin 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Ira Murray, courtier en immeuble, 5070, De Courtrai, app. 10, Sylvia Forrest, gérante, veuve de feu James Forrest, 630 ouest, Dorchester, tous deux de Montréal, et Agnes Holloway, ménagère, veuve de feu Frederick Holloway, 41, chemin King, Pointe-Claire, pour les objets suivants:

Étudier, promouvoir, encourager, développer et protéger de toute manière les intérêts culturels, sociaux, moraux, physiques, patriotiques et musicaux des membres, sous le nom de « Party Dance Club Inc. — Club de Soirée de Danse inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut détenir et posséder, est de \$50,000.

Mongeau et frères inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Louis Mongeau, merchant, 656 Des Érables Street, Saint-Hyacinthe, Dr. Jean-Marie Larivée, veterinary physician, 1200 de la Promenade Street, Douville, and Jean-Louis Chicoine, stock broker, 164 Ste-Louise, La Providence, for the following purposes:

To deal in toys, novelties, furniture, hardware, wood and all kinds of specialties related thereto, under the name of "Mongeau et frères inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 20 common shares of \$10 each and 4,980 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 632 de la Concorde Street, Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20394

2485-67

Mount Brown Mines Ltd.

Notice is given that under the provisions of the Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Lajeunesse, advocate and Queen's Counsel, 2300 St-Mathieu, Constance Desmarais, 1735 Henri-Bourassa East, Mariel Desmarteau, 4522 Duquesne, Louise Lamothe, 2532 Beaubien, Françoise Blanchette, 3895 Beaubien, and Pauline Marandola, 3453 Orléans, the latter five secretaries, spinsters, all six of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals, under the name of "Mount Brown Mines Ltd.", with a capital stock divided into 4,000,000 shares without par value.

The head office of the company is at Chibougamau, judicial district of Abitibi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20394-o

2431-67

**Party Dance Club Inc.
Club de Soirée de Danse inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Ira Murray, realtor, 5070 De Courtrai, Apt. 10, Sylvia Forrest, manager, widow of the late James Forrest, 630 Dorchester West, both of Montreal, and Agnes Holloway, housewife, widow of the late Frederick Holloway, 41 King Road, Pointe-Claire, for the following purposes:

To study, promote, advance, develop and protect in every manner the cultural, social, moral, physical, patriotic and musical interests of members, under the name of "Party Dance Club Inc. — Club de Soirée de Danse inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold and own, is to be limited, is \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20394 1805-67

Patro de Charlesbourg inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de juin 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Jacques Dostie, étudiant en comptabilité, 30, chemin Ste-Foy, Québec, Dr Lionel Bergeron, médecin, 215, 78e rue est, Roger Bernier, ingénieur civil, 7922, Place des Jésuites, Maurice Carrier, supérieur des Pères Saint-Vincent-de-Paul, 7700, 3e avenue est, Maurice Charest, 8925, 1er avenue, Georges Duchesneau, 7978, Place des Jésuites, tous deux gérants, André Cossette, 215, 75e rue est, Jean-J. Girard, 505, 80e rue ouest, tous deux notaires, Eugène Descôteaux, vendeur, 7420, Grand Pré, Pierre Caron, courtier en assurances, 8185, 1er avenue, Monseigneur Odilon Gauthier, curé, 135, 80e rue ouest, Guy Kirouac, marchand, 7720, boulevard Henri-Bourassa, Guy Légaré, manufacturier, 7845, Trudelle, app. 3, André Moffet, voyageur de commerce, 537, 81e rue ouest, Eddy Morneau, 6760, boulevard Henri-Bourassa, Rodolphe Pagé, 118, boulevard St-Joseph, tous deux industriels, André Tremblay, principal de l'École Normale Laval, 7927, Place des Jésuites, et Robert Turcotte, comptable, 6880, 3e avenue est, ces dix-sept derniers de Charlesbourg, pour les objets suivants:

Promouvoir et diriger la formation morale, intellectuelle, religieuse et physique des jeunes, sous le nom de « Patro de Charlesbourg inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Charlesbourg, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20394-o 2216-67

Les Peintres Tural Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de juin 1967, constituant en corporation: Lorenzo Allard, peintre, Louise Denis, ménagère, épouse séparée de biens dudit Lorenzo Allard, tous deux de 3181, rue Esther, Benoit Turcotte, peintre, et Hélène Pelletier, ménagère, épouse séparée de biens dudit Benoit Turcotte, ces deux derniers de 1888, rue Beaucourt, tous quatre de Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en construction et en peinture, sous le nom de « Les Peintres Tural Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20394-o 2493-67

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20394-o 1805-67

Patro de Charlesbourg inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jacques Dostie, student in accountancy, 30 Ste-Foy road, Quebec, Dr. Lionel Bergeron, physician, 215, 78th Street East, Roger Bernier, civil engineer, 7922 des Jésuites Place, Maurice Carrier Superior of the Pères Saint-Vincent-de-Paul, 7700, 3rd Avenue East, Maurice Charest, 8925, 1st Avenue, Georges Duchesneau, 7978 des Jésuites Place, both managers, André Cossette, 215, 75th Street East, Jean-J. Girard, 505, 80th Street West, both notaries, Eugène Descôteaux, salesman, 7420 Grand Pré, Pierre Caron, insurance broker, 8185, 1st Avenue, Monseigneur Odilon Gauthier, parish priest, 135, 80th Street West, Guy Kirouac, merchant, 7720 Henri-Bourassa Boulevard, Guy Légaré, manufacturer, 7845 Trudelle, apt. 3, André Moffet, travelling salesman, 537, 81st Street West, Eddy Morneau, 6760 Henri-Bourassa Boulevard, Rodolphe Pagé, 118 St-Joseph Boulevard, both industrialists, André Tremblay, principal of the Laval Normal School, 7927 des Jésuites Place, and Robert Turcotte, accountant, 6880, 3rd Avenue East, the last seventeen of Charlesbourg, for the following purposes:

To promote and direct the moral, intellectual, religious and physical formation of young people, under the name of "Patro de Charlesbourg inc."

The amount to which the annual revenue of the immoveable property which the corporation may acquire and own is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Charlesbourg, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20394 2216-67

Les Peintres Tural Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lorenzo Allard, painter, Louise Denis, housewife, wife separate as to property of said Lorenzo Allard, both of 3181 Esther Street, Benoit Turcotte, painter, and Hélène Pelletier, housewife, wife separate as to property of said Benoit Turcotte, the latter two of 1888 Beau-court Street, all four of Laval, for the following purposes:

To carry on business as building and paint contractors, under the name of "Les Peintres Tural Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20394 2493-67

Les Pétroles Drummond-Beaulieu limitée Drummond-Beaulieu Oil Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24^e jour de mai 1967, autorisant la fusion de la compagnie « Pétroles Beaulieu ltée » et la compagnie « Les Pétroles Drummond inc. — Drummond Oil inc. », toutes deux constituées en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes datées, respectivement, des 15 octobre 1965 et 7 août 1961, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de charbon, coke, tourbe, huile, bois, combustible et lubrifiants de toutes sortes, avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le nom de la nouvelle compagnie est « Les Pétroles Drummond-Beaulieu limitée — Drummond-Beaulieu Oil Limited ».

Le siège social de la compagnie est 485, rue Lindsay, Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394

2026-67 — 1373/84

Restaurant Bleu & Or inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9^e jour de juin 1967, constituant en corporation: Guy Hamel, restaurateur, Aline Lépine, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Guy Hamel, tous deux de 3780, boulevard des Mille Iles, Laval, et Jean-Jacques Hamel, avocat, 621, Théberge, Terrebonne, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurant Bleu & Or inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1101, Jean-Talon est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394-0

2475-67

Restaurant Le Pacha inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7^e jour de juin 1967, constituant en corporation: Lydia Nassif, ménagère, épouse d'Adel Nassif, Florence Nassif, fille de table, célibataire, et William Nassif, agent de bureau, tous trois de 1360, Émilien-Rochette, L'Ancienne-Lorette, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurant Le Pacha inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est Place Liray, boulevard du Jardin, Orsainville, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394-0

2583-67

Les Pétroles Drummond-Beaulieu limitée Drummond-Beaulieu Oil Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, authorizing the amalgamation of "Pétroles Beaulieu ltée" and "Les Pétroles Drummond inc. — Drummond Oil inc.", both incorporated under the said Part I of the Companies Act, by letters patent dated, respectively, October 15, 1965, and August 7, 1961, for the following purposes:

To deal in coal, coke, peat, oil, wood, fuel and lubricant of all kinds, with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$100 each.

The name of the new company is "Les Pétroles Drummond-Beaulieu limitée — Drummond-Beaulieu Oil Limited".

The head office of the company is at 485 Lindsay Street, Drummondville, judicial district of Drummond.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20394-0

2026-67 — 1373/84

Restaurant Bleu & Or inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy Hamel, restaurateur, Aline Lépine, housewife, wife contractually separate as to property of said Guy Hamel, both of 3780 des Mille Iles Boulevard, Laval, and Jean-Jacques Hamel advocate, 621 Théberge, Terrebonne, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Restaurant Bleu & Or inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 1101 Talon East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20394

2475-67

Restaurant Le Pacha inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lydia Nassif, housewife, wife of Abel Nassif, Florence Nassif, waitress, spinster, and William Nassif, office manager, all three of 1360 Émilien-Rochette, L'Ancienne-Lorette, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Restaurant Le Pacha inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Liray Place, du Jardin Boulevard, Orsainville, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20394

2583-67

André Roc fleuriste inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de juin 1967, constituant en corporation: André Roc Poulin, artiste, 1420, d'Auteuil, Roger Sanschagrin, gérant, 3869, Bergevin, tous deux de Laval, et Michel Louvain Poulin, artiste, 4850, Côte des Neiges, app. 2009, Montréal, pour les objets suivants: Faire affaires comme fleuristes, pépiniéristes et cultivateurs de graines, sous le nom de « André Roc fleuriste inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3718, boulevard Concorde, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394-o

2511-67

Scotfield and Associates Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de juin 1967, constituant en corporation: Jean L. Scotfield, administrateur, 2300, rue St-Mathieu, app. 711, Simon Gulden, avocat, 5181, avenue Bourret, tous deux de Montréal, et Christiane Bélanger, secrétaire, fille majeure, 323, Place Robin, Laval, pour les objets suivants:

Agir comme consultants en administration et la mise en marché, sous le nom de « Scotfield and Associates Inc. », avec un capital-actions divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 1,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394

2592-67

Screen-All Studios Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de juin 1967, constituant en corporation: Morton Bessner, 2370, rue Noël, Saint-Laurent, Paul Barry Cohen, 6630 ouest, rue Sherbrooke, tous deux avocats, Sam Laurence Serchuk, marchand, 5408, Coolbrooke, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'impression sur écran et de tissu et textile de teinture de toutes sortes, sous le nom de « Screen-All Studios Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 212 ouest, rue Jean-Talon, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394

2622-67

Les Services d'Entretien C. D. J. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-

André Roc fleuriste inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Roc Poulin, artist, 1420 d'Auteuil, Roger Sanschagrin, manager, 3869 Bergevin, both of Laval, and Michel Louvain Poulin, artist, 4850 Côte des Neiges, Apt. 2009, Montréal, for the following purposes:

To carry on business as florists, nursery gardeners and grain growers, under the name of "André Roc fleuriste inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$10 each and into 2,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 3718 Concorde Boulevard, Laval, judicial district of Montréal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20394

2511-67

Scotfield and Associates Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean L. Scotfield, executive, 2300 St. Matthew Street, Apt. 711, Simon Gulden, advocate, 5181 Bourret Avenue, both of Montréal, and Christiane Bélanger, secretary, spinster of the full age of majority, 323 Place Robin, Laval, for the following purposes:

To act as management and marketing consultants, under the name of "Scotfield and Associates Inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares without par value and 1,900 preferred shares having a par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montréal, judicial district of Montréal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20394-o

2592-67

Screen-All Studios Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Morton Bessner, 2370 Noël Street, Saint-Laurent, Paul Barry Cohen, 6630 Sherbrooke West, both advocates, and Sam Laurence Serchuk, merchant, 5408 Coolbrooke, the latter two of Montréal, for the following purposes:

To carry on the business of screen printing and dyeing fabrics and textiles of all sorts, under the name of "Screen-All Studios Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 212 Jean-Talon Street West, Montréal, judicial district of Montréal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20394-o

2622-67

Les Services d'Entretien C. D. J. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the

gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de juin 1967, constituant en corporation: Clifford Desjardins, 1071, des Épilobes, Donat Jobin, 884, de la Falaise, tous deux commerçants, et Guy Bernatchez, comptable, 1140, rue Gauthier, tous trois de Hauterive, pour les objets suivants:

Faire l'entretien des immeubles privés et publics ainsi que leur mobilier, sous le nom de « Les Services d'Entretien C. D. J. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1071, rue des Épilobes, Hauterive, district judiciaire de Hauterive.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394-o

2492-67

Seymour Associates Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de juin 1967, constituant en corporation: Alexander Biega, 105, chemin Upper Bellevue, Westmount, Fernand Beauregard, 6437, boulevard Pie IX, Montréal, et Hendrik Kooiman, 396, Glengarry, Mont Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'agents et d'entrepreneurs en annonces et publicité, sous le nom de « Seymour Associates Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et 900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394

2398-67

Société d'Administration DeRo inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de juin 1967, constituant en corporation: Jean Marier, 3045, La Forest, Pierre LaRue, 3034, de la Retraite, tous deux de Sainte-Foy, et Jean Richard, 2504, de la Falaise, Sillery, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'administration, d'immeuble, de placement et de construction, sous le nom de « Société d'Administration DeRo inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 30,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394-o

2699-67

Société générale de Franchising du Canada Itée General Franchising Corporation of Canada Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de juin 1967, constituant en corporation: Alan Z. Golden, 625,

8th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Clifford Desjardins, 1071 des Épilobes, Donat Jobin, 884 de la Falaise, both traders, and Guy Bernatchez, accountant, 1140 Gauthier Street, all three of Hauterive, for the following purposes:

To entertain private and public immoveables, as well as their furniture, under the name of "Les Services d'Entretien C. D. J. inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 1071 des Épilobes Street, Hauterive, judicial district of Hauterive.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20394

2492-67

Seymour Associates Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Alexander Biega, 105 Upper Bellevue Road, Westmount, Fernand Beauregard, 6437 Pie IX Boulevard, Montreal, and Hendrik Kooiman, 396 Glengarry, Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as advertising and publicity agents and contractors, under the name of "Seymour Associates Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20394-o

2398-67

Société d'Administration DeRo inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Marier, 3045 La Forest, Pierre LaRue, 3034 de la Retraite, both of Sainte-Foy, and Jean Richard, 2504 de la Falaise, Sillery, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on business as an administration, real estate, investment and construction company, under the name of "Société d'Administration DeRo inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$10 each and into 30,000 preferred shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at Sainte-Foy, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20394

2699-67

Société générale de Franchising du Canada Itée General Franchising Corporation of Canada Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Alan Z. Golden, 625 Milton, Montreal.

Milton, Montréal, Daniel S. Miller, 5714, Edgemore, Côte Saint-Luc, Douglas C. Robertson, 135, Clondeboye, Westmount, tous trois avocats, et Maureen Montgomery, secrétaire, fille majeure, 11825, Ranger, Montréal, pour les objets suivants:

Fournir des services de toutes sortes dans les restaurants et aux industries d'approvisionnement en alimentation et dans tous les domaines de la santé et de relations humaines, sous le nom de « Société générale de Franchising du Canada Itée — General Franchising Corporation of Canada Ltd. », avec un capital total de \$1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394

2639-67

Société minière Brompton Itée
(Libre de responsabilité personnelle)
Brompton Mines Ltd.
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1967, constituant en corporation: J.-V.-Bernard Boudrias, 1307, Brochu, Guy-F. Gervais, 1195, Quenneville, tous deux avocats, de Saint-Laurent, et Liliane Thériault, secrétaire, épouse séparée de biens de Marc Thériault, 7278, 2e avenue, Saint-Michel, pour les objets suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais, sous le nom de « Société minière Brompton Itée » (Libre de responsabilité personnelle) — « Brompton Mines Ltd. » (No Personal Liability), avec un capital total de \$3,000,000, divisé en 3,000,000 d'actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 507, Place d'Armes, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394-o

2157-67

Sojceci Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mai 1967, constituant en corporation: Herbert Birkett McNally, 4006, Montrose, Paul Frederick Dingle, 528, Mount Pleasant, tous deux de Westmount, et Frederick William Benn, 3300, Glencoe, Mont Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Sojceci Itée », avec un capital total de \$110,100, divisé en 100 actions ordinaires de \$1 chacune, 1,000 actions privilégiées catégorie « A » de \$100 chacune et 10,000 actions privilégiées catégorie « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394

2229-67

Thorn Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-

Daniel S. Miller, 5714 Edgemore, Côte Saint-Luc, Douglas C. Robertson, 135 Clondeboye, Westmount, all three advocates, and Maureen Montgomery, secretary, fille majeure, 11825 Ranger, Montreal, for the following purposes:

To deal in services of any nature for use in the restaurant business, catering and food industry and in all areas of health and human relations, under the name of "Société générale de Franchising du Canada Itée — General Franchising Corporation of Canada Ltd.", with a total capital stock of \$1,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20394-o

2639-67

Société minière Brompton Itée
(Libre de responsabilité personnelle)
Brompton Mines Ltd.
(No Personal Liability)

Notice is given that under the provisions of the Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J.-V.-Bernard Boudrias, 1307 Brochu, Guy-F. Gervais, 1195 Quenneville, both lawyers of Saint-Laurent, and Liliane Thériault, secretary, wife separate as to property of Marc Thériault, 7278, 2nd Avenue, Saint-Michel, for the following purposes:

To explore or research to discover mines and minerals, under the name of "Société minière Brompton Itée" (Libre de responsabilité personnelle) — "Brompton Mines Ltd." (No Personal Liability), with a total capital stock of \$3,000,000, divided into 3,000,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at 507 Place d'Armes, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20394

2157-67

Sojceci Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Herbert Birkett McNally, 4006 Montrose, Paul Frederick Dingle, 528 Mount Pleasant, both of Westmount, and Frederick William Benn, 3300 Glencoe, Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Sojceci Itée", with a total capital stock of \$110,100, divided into 100 common shares of \$1 each, 1,000 class "A" preferred shares of \$100 each and 10,000 class "B" preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20394-o

2229-67

Thorn Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the

gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14^e jour de juin 1967, constituant en corporation: Joseph Mendelson, 5622, Jellicoe, Côte Saint-Luc, Martin Gross, 1105, Ridgewood Drive, Laval, et Eric Smith, 4580, chemin Queen Mary, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs, sous le nom de « Thorn Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394

2678-67

**Toupets Éléphants inc.
Elegant Hair Pieces Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6^e jour de juin 1967, constituant en corporation: Maurice Bleau, marchand, Lucienne Lavoie, ménagère, fille majeure usant de ses droits, tous deux de 856, rue Sherbrooke est, et Denis Tremblay, comptable agréé, 426, rue Fleury ouest, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un salon de coiffure et faire le commerce de toupets, perruques, postiches, articles de coiffure et autres produits similaires, sous le nom de « Toupets Éléphants inc.—Elegant Hair Pieces Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394-o

2319-67

Léo Tremblay inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12^e jour de juin 1967, constituant en corporation: Léo Tremblay, électricien, Jeanne d'Arc Goyette, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Léo Tremblay, et Gertrude Maurice, gérante, épouse contractuellement séparée de biens de Lucien Phillion, tous trois d'Amos, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens et faire le commerce et la réparation de toutes sortes d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de « Léo Tremblay inc. », avec un capital total de \$25,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394-o

2524-67

Wilson Garage Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7^e jour de juin 1967, constituant en corporation: Sandor Pinter, garagiste, Rozalia Kiraly, ménagère, épouse séparée de biens dudit Sandor Pinter, tous deux de 7841, Durocher, app. 7, et Kalman S. Samuels, avocat,

14th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph Mendelson, 5622 Jellicoe, Côte Saint-Luc, Martin Gross, 1105 Ridgewood Drive, Laval, and Eric Smith, 4580 Queen Mary Road, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as builders and contractors, under the name of "Thorn Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20394-o

2678-67

**Toupets Éléphants inc.
Elegant Hair Pieces Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Bleau, trader, Lucienne Lavoie, housewife, fille majeure using her rights, both of 856 Sherbrooke Street East, and Denis Tremblay, chartered accountant, 426 Fleury Street West, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate a beauty parlor and to deal in hair pieces, wigs, false hair, hairdressing articles and other similar products, under the name of "Toupets Éléphants inc.—Elegant Hair Pieces Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20394

2319-67

Léo Tremblay inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Léo Tremblay, electrician, Jeanne d'Arc Goyette, housewife, wife contractually separate as to property of said Léo Tremblay, and Gertrude Maurice, manager, wife contractually separate as to property of Lucien Phillion, all three of Amos, for the following purposes:

To carry on business as electricians and to deal in the repair of all kinds of devices and electrical supplies, under the name of "Léo Tremblay inc.", with a total capital stock of \$25,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Amos, judicial district of Abitibi.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20394

2524-67

Wilson Garage Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Sandor Pinter, garagiste, Rozalia Kiraly, housewife, wife separate as to property of the said Sandor Pinter, both of 7841 Durocher, Apt. 7, and Kalman S. Samuels, advocate,

1155 ouest, boulevard Dorchester, suite 3420, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter et diriger des garages, entrepôts, magasins, dépôts et autres endroits similaires pour la sûreté, le nettoyage, les réparations et l'entretien en général d'automobiles et de véhicules automobiles de toutes sortes, sous le nom de « Wilson Garage Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1155 ouest, boulevard Dorchester, suite 3420, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394

2581-67

1155 Dorchester Boulevard West, Suite 3420, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate and manage garages, storehouses, storerooms, warehouses and other like places for the safekeeping, cleaning, repairing and care generally of automobiles and motor cars of all kinds, under the name of "Wilson Garage Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 1155 Dorchester Boulevard West, Suite 3420, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20394-o

2581-67

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

Allyn Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 26^e jour de mai 1967, à la compagnie « Allyn Enterprises Ltd. », 1^o subdivisant ses 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de 1\$ chacune; 2^o augmentant son capital de \$100,000 à \$150,000 par la création de 50,000 action ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394-o

10408-57 — 1374/41

Ameublements Baldwin Itée Baldwin Furniture Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 26^e jour de mai 1967, à la compagnie « André Théoret Compagnie limitée », constituée par lettres patentes en date du 28^e jour d'octobre 1953, changeant son nom en celui de « Ameublement Baldwin Itée — Baldwin Furniture Ltd. ».

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394-o

46401-53 — 1374/42

Le Bergerac inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 26^e jour de mai 1967, à la compagnie « Le Bergerac inc. », augmentant son capital de \$40,000 à \$41,000 par la création de 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le Sous-ministre de la Province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394

822-66 — 1374/77

Centre de Gestion et Traitement de Données (Sherbrooke) inc. Administration and Data Processing Centre (Sherbrooke) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 26^e jour de mai 1967, à la compagnie « Centre de Gestion et Traitement de Données (Sherbrooke) inc. ».

Allyn Enterprises Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, being date the 26th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Allyn Enterprises Ltd.", 1. subdividing its 200 common shares of the par value of \$10 each into 2,000 common shares of the par value of \$1 each; 2. increasing its capital from \$100,000 to \$150,000 by the creation of 50,000 common shares of the par value of \$1 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20394

10408-57 — 1374/41

Ameublements Baldwin Itée Baldwin Furniture Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "André Théoret Compagnie limitée", incorporated by letters patent dated the 28th day of October, 1953, changing its name to that of "Ameublement Baldwin Itée — Baldwin Furniture Ltd.".

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20394

46401-53 — 1374/42

Le Bergerac inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Le Bergerac inc.", increasing its capital from \$40,000 to \$41,000 by the creation of 100 common shares of the par value of \$10 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20394-o

822-66 — 1374/77

Centre de Gestion et Traitement de Données (Sherbrooke) inc. Administration and Data Processing Centre (Sherbrooke) Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Centre de Gestion et Traitement de Données (Sherbrooke) inc. — Administration

—Administration and Data Processing Centre (Sherbrooke) Inc., 1^o redésignant ses 300 actions privilégiées existantes de \$100 chacune en 300 actions privilégiées classe "A" de \$100 chacune; 2^o modifiant les droits afférents aux actions privilégiées classe "A"; 3^o augmentant son capital de \$40,000 à \$110,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 700 actions privilégiées classe "B" de \$100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394-o 1425-66 — 1374/80

René de Deauville inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30^e jour de mai 1967, à la compagnie « Georges of Deauville Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 24^e jour d'août 1955, changeant son nom en celui de « René de Deauville inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394 12245-55 — 1374/13

Desrochers Construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 31^e jour de mai 1967, à la compagnie « Louis & Lionel Desrochers inc. », constituée par lettres patentes en date du 15^e jour de novembre 1966, changeant son nom en celui de « Desrochers Construction inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394-o 4686-66 — 1374/14

Dumont Express Itée Dumont Express Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 26^e jour de mai 1967, à la compagnie « Dumont Express Itée — Dumont Express Ltd. », 1^o subdivisant ses 5,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune en 500,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune; 2^o modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394-o 5897-50 — 1374/15

La Ferme Simoneau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30^e jour de mai 1967, à la compagnie « Laiterie Simoneau inc. », constituée par lettres patentes en date du 17^e jour de décembre 1965, changeant son nom en celui de « La Ferme Simoneau inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394-o 5458-65 — 1374/18

Glace Brunelle Ice Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 26^e jour de mai 1967, à la compagnie "Glace Brunelle Ice

and Data Processing Centre (Sherbrooke) Inc.", 1. redesignating its 300 existing preferred shares of \$100 each into 300 preferred class "A" shares of \$100 each; 2. amending the rights pertaining to the class "A" preferred shares; 3. increasing its capital from \$40,000 to \$110,000, the additional capital shares being divided into 700 preferred class "B" shares of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

20394 1425-66 — 1374/80

René de Deauville inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Georges of Deauville Ltd.", incorporated by letters patent dated the 24th day of August, 1955, changing its name to that of "René de Deauville inc."

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

20394-o 12245-55 — 1374/13

Desrochers Construction inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Louis & Lionel Desrochers inc.", incorporated by letters patent dated the 15th day of November, 1966, changing its name to that of "Desrochers Construction inc."

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

20394 4686-66 — 1374/14

Dumont Express Itée Dumont Express Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Dumont Express Itée — Dumont Express Ltd.", 1. subdividing its 5,000 preferred shares of a par value of \$100 each into 500,000 preferred shares of a par value of \$1 each; 2. amending the provisions of its letters patent.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

20394 5897-50 — 1374/15

La Ferme Simoneau inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Laiterie Simoneau inc.", incorporated by letters patent dated the 17th day of December, 1965, changing its name to that of "La Ferme Simoneau inc."

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

20394 5458-65 — 1374/18

Glace Brunelle Ice Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Glace Brunelle Ice Inc.", increasing

Inc.", augmentant son capital de \$20,000 à \$120,000, le capital additionnel étant divisé en 100,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394-o 4653-41 — 1374/95

Al. Horvath Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 5e jour de mai 1967, à la compagnie « Al. Horvath Inc. », augmentant son capital de \$40,000 à \$115,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 750 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394 16778-59 — 1373/105

Ivanhoe Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour d'avril 1967, à la compagnie « Ivanhoe Corp. », augmentant son capital de \$750,000 à \$15,750,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 150,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394 9844-53 — 1374/96

**Lamontagne limitée
Lamontagne Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 25e jour de mai 1967, à la compagnie « Lamontagne limitée — Lamontagne Limited », augmentant son capital de \$500,000 à \$800,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 300,000 actions classe « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394-o 13769-61 — 1373/108

Mary Massabky Foundation Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 31e jour de mai 1967, à la compagnie « Mary Massabky Foundation Inc. », modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394 1407-58 — 1375/4

Nibor inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 7e jour de juin 1967, à la compagnie « Boulangerie Robin inc. », constituée par lettres patentes en date du

its capital from \$20,000 to \$120,000, the additional capital shares being divided into 100,000 preferred shares of \$1 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20394 4653-41 — 1374/95

Al. Horvath Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "Al. Horvath Inc.", increasing its capital from \$40,000 to \$115,000, the additional capital stock being divided into 750 preferred shares of the par value of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20394-o 16778-59 — 1373/105

Ivanhoe Corp.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of April, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "Ivanhoe Corp.", increasing its capital from \$750,000 to \$15,750,000 the additional capital stock being divided into 150,000 preferred shares of the par value of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20394-o 9844-53 — 1374/96

**Lamontagne limitée
Lamontagne Limited**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Lamontagne limitée — Lamontagne Limited", increasing its capital from \$500,000 to \$800,000, the additional capital shares being divided into 300,000 class "A" shares of a par value of \$1 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20394 13769-61 — 1373/108

Mary Massabky Foundation Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Mary Massabky Foundation Inc.", modifying the provisions of its letters patent.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20394-o 14707-58 — 1375/4

Nibor inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Boulangerie Robin inc.", incorporated by letters patent dated the 16th day of

16e jour de décembre 1953, 1° changeant son nom en celui de « Nibor inc. »; 2° étendant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20394-o 50600-53 — 1375/71

Nov-Tex Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour de mai 1967, à la compagnie « Nov-Tex Co. », augmentant son capital de \$50,000 à \$90,000, par la création de 400 actions privilégiées additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20394 12684-62 — 1373/112

Paradis, Messier Cie limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 1er jour de juin 1967, à la compagnie « Paradis, Messier Cie limitée », 1° modifiant les dispositions de ses lettres patentes; 2° subdivisant ses 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune en 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$50 chacune; 3° modifiant les droits afférents aux actions privilégiées; 4° augmentant son capital de \$100,000 à \$180,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$50 chacune; 5° augmentant le nombre de ses administrateurs de 5 à 7.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20394-o 12322-52 — 1375/72

Produits Sanitaires Laurentides inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 17e jour de mai 1967, à la compagnie « Utilités Sanitaires Laurentide inc. », constituée par lettres patentes en date du 4e jour de février 1963, 1° changeant son nom en celui de « Produits Sanitaires Laurentides inc. », 2° augmentant son capital de \$50,000 à \$100,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20394-o 522-63 — 1373/115

Quebec Ice Cream Machines Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour de décembre 1967 à la compagnie « Tastee-Freez (Quebec) Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 15e jour de novembre 1962, changeant son nom en celui de « Quebec Ice Cream Machines Ltd. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20394 14590-62 — 1375/23

December, 1953, 1. changing its name to that of "Nibor inc."; 2. extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20394 50600-53 — 1375/71

Nov-Tex Co.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Nov-Tex Co.", increasing its capital from \$50,000 to \$90,000, by the creation of 400 additional preferred shares of the par value of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20394-o 12684-62 — 1373/112

Paradis, Messier Cie limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Paradis, Messier Cie limitée", 1. amending the provisions of its letters patent; 2. subdividing its 2,000 preferred shares of a par value of \$10 each into 400 preferred shares of a par value of \$50 each; 3. amending the rights pertaining to the preferred shares; 4. increasing its capital from \$100,000 to \$180,000, the additional capital shares being divided into 1,600 preferred shares of a par value of \$50 each; 5. increasing the number of its directors from 5 to 7.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20394 12322-52 — 1375/72

Produits Sanitaires Laurentides inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Utilités Sanitaires Laurentide inc.", incorporated by letters patent dated the 4th day of February, 1963, 1. changing its name to that of "Produits Sanitaires Laurentides inc.", 2. increasing its capital from \$50,000 to \$100,000, the additional capital shares being divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20394 522-63 — 1373/115

Quebec Ice Cream Machines Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Tastee-Freez (Quebec) Ltd.", incorporated by letters patent dated 15th day of November, 1962, changing its name to that of "Quebec Ice Cream Machines Ltd.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20394-o 14590-62 — 1375/23

**Reprotech Itée
Reprotech Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour de mai 1967, à la compagnie « Reprotech Itée — Reprotech Ltd. », convertissant ses 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$50 chacune en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
15903-59 — 1374/30

20394

The St. Catherine St. Centre Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 8e jour de juin 1967, à la compagnie « The St. Catherine St. Centre Inc. », réduisant son capital de \$875,000 à \$292,900, le capital-actions annulé étant divisé en 582,100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
6830-49 — 1375/78

20394

Selecta Holding Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 31e jour de mai 1967, à la compagnie « Selecta Films Corp. », constituée par lettres patentes en date du 30e jour de mars 1967, 1° changeant son nom en celui de « Selecta Holding Corp. », 2° étendant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
11549-61 — 1375/42

20394

Triton Industries Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 7e jour de juin 1967, à la compagnie « Triton Industries Inc. », 1° redesignant ses actions ordinaires en actions catégorie « A »; 2° augmentant son capital de \$100,000 à \$140,000 par la création de 40,000 actions catégorie « B » additionnelles d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
5109-65 — 1375/80

20394

**Vel Construction (67) Itée
Vel Construction (67) Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 2e jour de juin 1967, à la compagnie « Vel Construction Itée — Vel Construction Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 12e jour d'août 1960, changeant son nom en celui de « Vel Construction (67) Itée — Vel Construction (67) Ltd. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
13442-60 — 1374/39

20394-o

**Reprotech Itée
Reprotech Ltd.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Reprotech Itée — Reprotech Ltd.", converting its 200 common shares of the par value of \$50 each into 10,000 common shares of the par value of \$1 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
15903-59 — 1374/30

20394-o

The St. Catherine St. Centre Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "The St. Catherine St. Centre Inc.", reducing its capital from \$875,000 to \$292,900, the capital stock annulled being divided into 582,100 preferred shares of the par value of \$1 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
6830-49 — 1375/78

20394-o

Selecta Holding Corp.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Selecta Films Corp.", incorporated by letters patent dated 30th day of March, 1961, 1. changing its name to that of "Selecta Holding Corp.", 2. extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
11549-61 — 1375/42

20394-o

Triton Industries Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Triton Industries Inc.", 1. redesignating its common shares as class "A" shares; 2. increasing its capital from \$100,000 to \$140,000 by the creation of 40,000 additional class "B" shares of the par value of \$1 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
5109-65 — 1375/80

20394-o

**Vel Construction (67) Itée
Vel Construction (67) Ltd.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Vel Construction Itée — Vel Construction Ltd.", incorporated by letters patent dated the 12th day of August, 1960, changing its name to that of "Vel Construction (67) Itée — Vel Construction (67) Ltd.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
13442-60 — 1374/39

20394

Viceroy Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 6^e jour de juin 1967, à la compagnie « Viceroy Investment Corp. », augmentant son capital de \$10,000 à \$260,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 2,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394 123-66 — 1375/18

**Volunteer Bureau of Montreal Inc.
Service Bénévole de Montréal inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes supplémentaires en date du 23^e jour de mai 1967, à la corporation « Montreal Volunteer Bureau — Service Bénévole de Montréal », constituée par lettres patentes le 19^e jour de mars 1947, changeant son nom en celui de « Volunteer Bureau of Montreal Inc. — Service Bénévole de Montréal inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394-o 2489-47 — 1374/40

West End Plaza Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 9^e jour de juin 1967, à la compagnie « West End Plaza Inc. », augmentant son capital de \$1,000 à \$1,714, le capital-actions additionnel étant divisé en 714 actions additionnelles d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394 14783-60 — 1374/76

Viceroy Investment Corp.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Viceroy Investment Corp.", increasing its capital from \$10,000 to \$260,000, the additional capital stock being divided into 2,500 preferred shares of the par value of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20394-o 123-66 — 1375/18

**Volunteer Bureau of Montreal Inc.
Service Bénévole de Montréal inc.**

Notice is hereby given that under the Companies Act, the Lieutenant-Governor of the Province has granted supplementary letters patent dated the 23rd day of May 1967, to "Montreal Volunteer Bureau — Service Bénévole de Montréal", incorporated by letters patent dated the 19th day of March, 1947, changing its name into that of "Volunteer Bureau of Montreal Inc. — Service Bénévole de Montréal inc.".

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20394 2489-47 — 1374/40

West End Plaza Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "West End Plaza Inc.", increasing its capital from \$1,000 to \$1,714, the additional capital stock divided into 714 additional shares of the par value of \$1 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20394-o 14783-60 — 1374/76

Arrêtés en Conseil

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1642

Québec, le 14 juin 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la possession des agrès de pêche dans les parcs et réserves.

ATTENDU qu'en vertu de l'arrêté en conseil numéro 533 du 28 mars 1962, la possession d'agrès de pêche est défendue dans les parcs et réserves de la province, exception faite pour les réserves de Kipawa, Assinica, Baie James, Mingan et Chicoutimi;

ATTENDU QUE ledit arrêté en conseil a été adopté en vertu de la Loi des parcs provinciaux (S.R.Q. 1964, chapitre 201), loi qui ne concerne que les parcs et non les réserves;

ATTENDU QUE les réserves sont constituées en vertu de l'article 65, paragraphe 6 de la Loi de la chasse (S.R.Q. 1964, chapitre 202).

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche:

Orders in Council

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1642

Québec, June 14, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the possession of fishing tackle in parks and reserves.

WHEREAS, in virtue of Order in Council number 533 of March 28, 1962, the possession of fishing tackle is forbidden in parks and reserves of the Province, save for the reserves of Kipawa, Assinica, Baie James, Mingan and Chicoutimi;

WHEREAS, the said Order in Council has been adopted in virtue of the Provincial Parks Act (R.S.Q. 1964, chapter 201), an Act which concerns only parks and not reserves;

WHEREAS, the reserves are constituted in virtue of section 65, paragraph 6 of the Game Act (R.S.Q. 1964, chapter 202).

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Game and Fish:

Qu'en vertu de l'article 9 de la Loi des parcs provinciaux (S.R.Q. 1964, chapitre 201), la possession des agrès de pêche soit défendue dans les parcs de la province;

Qu'en vertu du paragraphe 6 de l'article 65 de la Loi de la chasse (S.R.Q. 1964, chapitre 202), la possession des agrès de pêche soit défendue dans les réserves de la province, sauf les réserves suivantes: Kipawa, Assinica, Baie James, Mingan et Chicoutimi;

QUE l'arrêté en conseil numéro 533 du 28 mars 1962 soit abrogé;

QUE publication soit faite dans la *Gazette officielle de Québec*.

Copie conforme.

Le Greffier du Conseil Exécutif.

JACQUES PRÉMONT.

20239-0

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1747

Québec, le 28 juin 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la confection pour dames dans la province de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 523 du 11 mai 1955 et amendements, relatif à l'industrie de la confection pour dames dans la province de Québec, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 11 septembre 1965;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 523, soit modifié comme suit:

1° Au paragraphe 1° de l'article I, le titre doit se lire: « Champ d'application industriel » et les mots « trench coats », « ensembles de ski » et « anoraks » sont ajoutés après le mot « imperméables ».

2° Dans l'alinéa « b » du paragraphe 2° de l'article I, les mots « costumes et jaquettes de ski » sont remplacés par les mots « ensembles de ski et anoraks ».

3° La définition du mot « canadienne (Station Wagon Coat) » apparaissant au paragraphe 2° de l'article I est remplacée par la suivante:

« Le mot « canadienne » (Station Wagon Coat), aux fins d'application du décret, désigne un manteau de toute longueur (plus bas que la hanche) qu'on porte l'hiver, dont le rang extérieur est imperméable ou réfractaire à l'eau et est fait de coton, rayonne ou nylon de toute pesanteur, ou d'un tissu synthétique existant présentement, tel que bemberg, orlon, dacron, acétate, viscose ou d'un mélange de ceux-ci; toute ou une partie de sa doublure est ouatée ou rembourrée d'un tissu textile ou est en peau de mouton ou autre. Le manteau est confectionné avec ou sans une peau de mouton ou un collet de mouton. »

THAT in virtue of section 9 of the Provincial Parks Act (R.S.Q. 1964, chapter 201), the possession of fishing tackle be forbidden in the parks of the province;

THAT in virtue of paragraph 6 of section 65 of the Game Act (R.S.Q. 1964, chapter 202), the possession of fishing tackle be forbidden in the reserves of the province, except the following reserves: Kipawa, Assinica, Baie James, Mingan and Chicoutimi;

THAT Order in Council number 533 of March 28, 1962, be abrogated;

THAT publication be made in the *Quebec Official Gazette*.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,

Clerk of the Executive Council.

20239

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1747

Québec, June 28, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the Ladies' Cloak and Suit Industry in the Province of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Ladies' Cloak and Suit Industry in the Province of Québec (made binding by Decree number 523 of May 11, 1955, and amendments) have petitioned the Minister of Labour to submit certain amendments to the said decree, to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS the petition was published in the *Québec Official Gazette*, of September 11, 1965;

WHEREAS, in compliance with the Act, the objections raised were duly considered;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT said Decree number 523 be amended as follows:

1. In the subsection 1, section I, the title should read "*Champ d'application industriel*" in French and the words "trench coats, ski ensembles, parkas" are added after the word "raincoats".

2. In paragraph "b", subsection 2, section I, the words "*costumes et jaquettes de ski*" in the French version are replaced by "*ensembles de ski et anoraks*".

3. In subsection 2 of section I, the definition of "station wagon coat" is replaced by the following:

" "Station wagon coat" means a winter coat of any length below the hip, consisting of a waterproof or water-repellant outer material made of cotton, rayon or nylon of any weight, or of a synthetic material now on the market (bemberg, orlon, dacron, acetate, viscose or mixtures thereof); its lining is padded or blanketed with textile material or is of sheepskin or other, in whole or in part. The coat is made with or without a sheepskin or sheepskin collar."

4° La nouvelle définition suivante est ajoutée à la fin du paragraphe 2° de l'article I :

« Les termes « ensembles de ski » et « anoraks » désignent et comprennent entre autres les ensembles de ski, anoraks, parkas, blousons isolants, coupe-vent, surtouts (pullovers), paletots marins, « duffle-coats » et cardigans de toutes sortes, modèles, tissus ou descriptions, doublés ou non doublés, ouatinés ou non ouatinés, unis ou avec ornements, servant de vêtements aux personnes du sexe féminin. »

5° Le sous-paragraphe « a » du paragraphe 4° de l'article I est remplacé par le suivant :

« a) Les employeurs qui fabriquent des vêtements d'enfants, de la naissance jusqu'à la grandeur 14X inclusivement, telle que déterminée au paragraphe 5° du présent article, quand ces vêtements sont fabriqués dans les conditions suivantes, dont la preuve incombe auxdits employeurs, soit :

i. Lesdits vêtements d'enfants doivent être manufacturés entièrement par la même méthode ou manière de protection normalement employée dans l'industrie des vêtements pour hommes et garçons.

ii. Ledit employeur ne doit pas être un manufacturier, entrepreneur ou sous-traitant s'occupant principalement de l'industrie des vêtements pour dames, dont les mesures dépassent celles de la grandeur 14X, telle que définie au paragraphe 5° du présent article.

iii. Lesdits vêtements d'enfants ne doivent pas être fabriqués avec l'intention ou dans le but de se soustraire directement ou indirectement aux dispositions du décret. »

6° Le titre de l'alinéa « b » du paragraphe 4° de l'article I est remplacé par le suivant :

« b) *Jupes non assorties.* »

7° Le nouveau paragraphe 5° suivant est ajouté à l'article I :

« 5° Aux fins d'application du présent décret, la grandeur 14X ne doit pas dépasser les mesures du corps déterminées par l'échelle de grandeurs canadiennes (Canada Standard Sizes), approuvée par le Ministère fédéral de l'Industrie et du Commerce, soit : 32 pouces de poitrine, 26 pouces de taille et 34 pouces de hanches. »

Le Greffier du Conseil Exécutif,

20395-0

JACQUES PRÉMONT.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1746

Québec, le 28 juin 1967.

Présent : Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la confection pour hommes et garçons dans la province de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), des parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la confection pour hommes et garçons dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 711 du 30 avril 1963 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret ;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 6 novembre 1965 ;

4. The following new definition is added to the end of subsection 2, section I :

“ “Ski ensembles and parkas” mean and include ski ensembles, parkas, windbreakers, pullovers, duffle coats and cardigans of all styles, patterns, materials and descriptions, lined or unlined, padded or unpadded, plain or ornamented, used as wearing apparel by persons of the female sex.”

5. Paragraph “a”, subsection 4 of section I is replaced by the following :

“(a) Employers who manufacture children's garments (from birth through size 14X, as stipulated in subsection 5 of this section) when such garments are manufactured under the following conditions (proof of which rests with the said employers), to wit :

i. the said children's garments must be manufactured entirely by the same method or manufacturing process as that normally used in the men's and boys' clothing industry ;

ii. the said employer must not be a manufacturer, contractor or sub-contractor manufacturing mainly women's clothing above size 14X as defined in subsection 5 of this section ;

iii. the said children's garments must not be manufactured with the intent of directly or indirectly evading the provisions of the decree.”

6. The heading of paragraph “b”, subsection 4, section I is superseded by the following :

“(b) *Odd skirts.*”

7. The following new subsection 5 is added to section I :

“5. For the purposes of enforcing this decree, size 14X shall not exceed the body measurements (32-inch bust or chest, 26-inch waist and 34-inch hips) standardized by the “Canada Standard Size” system approved by the Canada Department of Industry and Commerce.”

JACQUES PRÉMONT,

20395-0

Clerk of the Executive Council.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1746

Québec, June 28, 1967.

Present : The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the Men's and Boys' Clothing Industry in the Province of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), contracting parties to the collective labour agreement respecting the Men's and Boys' Clothing Industry in the Province of Québec (made binding by Decree number 711 of April 30, 1963, and amendments) have petitioned the Minister of Labour to submit certain amendments to the said decree to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council ;

WHEREAS the petition was published in the *Québec Official Gazette* of November 6, 1965 ;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 711, soit modifié comme suit:

1° Les paragraphes 1.1 et 1.2 de l'article 1, (Juridiction industrielle) sont remplacés par les suivants:

« 1. *Champ d'application industriel:*

1.1 Le présent décret s'applique à tous les employeurs, employés et à toute autre personne qui fabriquent, en tout ou en partie, où que ce soit dans la province de Québec, des vêtements pour hommes, garçons, jeunes gens et adolescents, quels que soient leurs genres, styles ou descriptions et les tissus utilisés.

1.2 Le présent décret s'applique aussi à tous les employeurs, employés et à toute autre personne qui fabriquent, en tout ou en partie, où que ce soit dans la province de Québec, des vêtements d'enfants, tel que défini dans le présent décret, au paragraphe 1.9 du présent article.

Toutefois, il ne s'applique pas aux employeurs et employés s'occupant principalement de la fabrication de vêtements pour dames, dont les mesures dépassent celles de la grandeur 14X et qui sont déjà assujettis au décret numéro 523 du 11 mai 1955 et amendements, relatif à l'industrie de la confection pour dames dans la province de Québec. »

2° Le paragraphe 1.9 de l'article 1, est remplacé par les suivants:

Vêtements d'enfants

« 1.9 Aux fins d'application du présent décret, les vêtements suivants sont désignés comme vêtements d'enfants:

Paletots, manteaux, vestes et vestons de toutes sortes:

(a) pour garçons, de la naissance jusqu'à la grandeur 24X inclusivement; et

(b) pour fillettes, de la naissance jusqu'à la grandeur 14X inclusivement, au sens de l'étalon de grandeurs canadiennes (Canada Standard Sizes, C.S.S.), quand ces vêtements sont manufacturés par une méthode ou un mode de production normalement employé dans l'industrie des vêtements pour hommes et garçons.

1.10 Aux fins d'application du présent décret, la grandeur 14X ne doit pas dépasser les mesures du corps déterminées par l'étalon de grandeurs canadiennes (Canada Standard Sizes), approuvé par le Ministère fédéral de l'Industrie et du Commerce, soit 32 pouces de poitrine, 26 pouces de taille et 34 pouces de hanches.

3° Le paragraphe 15.2 de l'article 15. (Congés payés) est remplacé par le suivant:

« 15.2 Les employeurs manufacturiers de vêtements pour enfants, tels que définis aux présentes, doivent accorder les congés payés suivants à leurs employés, conformément aux dispositions du présent article:

Le Premier jour de l'An, le Vendredi-Saint, le jour de la Confédération, la fête du Travail, le jour d'Action de Grâce et Noël ».

Le Greffier du Conseil Exécutif,

JACQUES PRÉMONT.

20395-0

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1745

Québec, le 28 juin 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

WHEREAS, in compliance with the Act, the objections brought forth were duly considered;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT said Decree number 711 be amended as follows:

1. Subsections 1.1 and 1.2 of section 1 (Industrial jurisdiction) are superseded by the following:

“1. *Industrial jurisdiction:*

1.1 This decree covers all employers, employees and any other person anywhere in the Province of Québec who manufactures, in whole or in part, men's, boys', young men's and adolescents' clothes, regardless of their type, style, description or materials used.

1.2 This decree also covers all employers, employees and any other person anywhere in the Province of Québec who manufactures, in whole or in part, children's clothing, as defined in subsection 1.9 below.

It does not cover employers and employees engaged mainly in manufacturing ladies' clothing in sizes larger than 14X and who are already subject to Decree number 523 of May 11, 1955, and amendments (Ladies' Cloak and Suit Industry in the Province of Québec)”.

2. Subsection 1.9 of section 1 is replaced by the following:

Children's Clothing

“1.9 For the purposes of this decree, the following are designated as children's clothing:

Overcoats, cloaks, short jackets and coats of all types:

(a) for boys, from birth up to and including size 24X; and

(b) for girls, from birth up to and including “Canada Standard Size” 14X, when such clothing is manufactured by a production method or process normally used in the men's and boys' clothing industry.

1.10 For the purposes of enforcing this decree, size 14X shall not exceed the body measurements (32-inch chest, 26-inch waist and 34-inch hips) standardized by the “Canada Standard Size” system approved by the Canada Department of Industry and Commerce.”

3. Subsection 15.2 of section 15 (Holidays with pay) is superseded by the following:

“15.2 Pursuant to the provisions of this section, employers who manufacture children's clothing, as herein defined, shall grant the following general holidays with pay to their employees:

New Year's Day, Good Friday, Canada Day, Labour Day, Thanksgiving Day and Christmas Day”.

JACQUES PRÉMONT,

Clerk of the Executive Council.

20395-0

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1745

Québec, June 28, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT des modifications au décret relatif au commerce de l'alimentation de Jonquière, Kénogami et Arvida.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 1158 du 19 juillet 1962 et amendements, relatif au commerce de l'alimentation de Jonquière, Kénogami et Arvida, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 22 avril 1967;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1158, soit modifié comme suit:

1° La liste des parties contractantes est remplacée par la suivante:

« L'Association des Détaillants en Alimentation de Jonquière-Kénogami-Arvida Inc., J.A.T. (1964) Ltée
d'une part, et

Le Syndicat National des employés de Commerce et de bureau du comté Lapointe Inc., et L'Association professionnelle des Maîtres-bouchers, bouchers et apprentis du comté Lapointe, Inc.,
d'autre part. »

2° Les paragraphes « b », « d », « h », « i », « k », « l », « m », et « s », de l'article I sont remplacés par les suivants:

« b) *Gérant de Magasin*: Le terme « gérant de magasin » désigne tout salarié qui est chargé d'administrer pour le propriétaire ou sous la direction de ce dernier, un établissement commercial régi par le présent décret, qui a la charge de surveiller le personnel de l'établissement et la conduite générale des affaires en l'absence du propriétaire si ce dernier ne se tient pas habituellement dans son établissement.

Lorsqu'un même employeur exploite plus d'un établissement assujéti au présent décret, il doit y avoir en charge de chaque établissement, à l'exception de celui géré par l'employeur lui-même, un salarié classifié comme gérant et qui y travaille continuellement en cette qualité; tel salarié doit recevoir le salaire établi dans le présent décret, pour cette classification.

d) *Teneur de livres*: Le terme « teneur de livres » désigne le salarié qui a le contrôle et la surveillance de la comptabilité de l'établissement.

h) *Commis*: Le mot « commis » désigne tout salarié préposé à la réception, à l'étalage, à l'étiquetage, au déballage ou à l'emballage, à l'entreposage, à la vente ou à l'expédition de marchandise, mises en vente dans un établissement commercial régi par le présent décret ainsi qu'au nettoyage de l'établissement.

i) *Livreur*: Le mot « livreur » désigne le salarié dont la principale fonction consiste à faire la livraison et le transport des marchandises à tout endroit déterminé par l'employeur, au moyen d'un véhicule à traction animale ou motorisé, ou à bicyclette.

k) *Maître-boucher*: Le terme « maître-boucher » désigne tout salarié, qui après avoir réussi les

CONCERNING amendments to the decree respecting the Food Products Trade of Jonquière, Kénogami and Arvida.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Food Products Trade of Jonquière, Kénogami and Arvida (made binding by Decree number 1158 of July 19, 1962, and amendments) have petitioned the Minister of Labour to submit certain amendments to the said decree, to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS, the petition was published in the *Quebec Official Gazette* of April 22, 1967;

WHEREAS, in compliance with the Act, the objections brought forth were duly considered;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT said Decree number 1158 be amended as follows:

1. The list of contracting parties is superseded by the following:

« *L'Association des Détaillants en Alimentation de Jonquière-Kénogami-Arvida Inc., J.A.T. (1964) Ltée.,*
AND

Le Syndicat National des employés de Commerce et de bureau du comté Lapointe, Inc., and L'Association professionnelle des Maîtres-bouchers, bouchers et apprentis du comté Lapointe, Inc. ».

2. Subsections "b", "d", "h", "i", "k", "l", "m" and "s" of section I are replaced by the following:

« (b) "store manager" means any employee who, under the direction of and for the proprietor, is entrusted with the administration of a commercial establishment covered by this decree. He supervises the establishment's staff and oversees the general management of business in the proprietor's absence, if the latter is not usually in establishment.

When a given employer operates more than one establishment covered by this decree, he must, except for the establishment he himself manages, have an employee classified as a manager continually working in such capacity, in each establishment. This employee shall be paid the rates herein set forth for such classification.

(d) "bookkeeper" means any employee who controls and supervises the establishment's accounting.

(h) "clerk" means any employee who receives, displays, labels, packs, unpacks, stores, sells or ships goods sold in a commercial establishment covered by this decree; he also does the establishment's cleaning.

(i) "deliveryman" means any employee whose work consists mainly in transporting or delivering goods to places designated by the employer, by means of an animal-drawn or motor vehicle or bicycle.

(k) "master-butcher" means any employee who has passed his examination before the

examens requis devant le Bureau des Examineurs du Comité paritaire, dirige et administre un rayon de boucherie, fait les achats, détermine les prix de vente au détail, établit le pourcentage brut des bénéfices, selon les exigences du patron, fait la coupe, le dépeçage des viandes, la charcuterie nécessaire à l'établissement, etc. . . soit seul, soit conjointement avec l'employeur ou le gérant de l'établissement.

l) Boucher: Le mot « boucher » désigne tout salarié qui a quatre (4) années d'expérience en boucherie sous la surveillance d'un boucher qualifié et qui a subi avec succès les examens requis devant le Bureau des Examineurs du Comité paritaire.

m) Apprenti-boucher: Le terme « apprenti-boucher » désigne tout salarié qui travaille habituellement dans un rayon de boucherie, sous la surveillance d'un boucher qualifié mais qui n'a pas complété quatre (4) années d'apprentissage.

s) Artisan: Le mot « artisan » désigne toute personne faisant seule ou en société, mais pour son propre compte, un travail régi par le présent décret.

Toute personne qui accomplit pour le bénéfice d'une autre personne, propriétaire d'un établissement commercial assujéti au présent décret, un travail pour lequel un salaire est prévu audit décret, doit être considéré comme un salarié.

3° Les paragraphes « t », « u » et « v » suivants sont ajoutés à l'article 1.

t) Fruitier: Le mot « fruitier » désigne tout salarié qui dirige et administre un rayon de fruits et légumes, fait les achats, fixe les prix de vente au détail, établit le pourcentage brut des bénéfices selon les exigences du patron et fait l'inventaire soit seul, soit conjointement avec l'employeur ou le gérant de l'établissement.

u) Aide-fruitier: Le terme « aide-fruitier » désigne tout salarié qui travaille habituellement dans un rayon de fruits et légumes sous la direction ou la surveillance d'un fruitier.

v) Produits alimentaires: Le terme « produits alimentaires » désigne tout produit d'alimentation, tel que viande cuite ou crue, conserverie, poisson, épicerie, fruits, légumes, etc. Cette nomenclature n'est pas limitative.

4° L'alinéa suivant est ajouté à l'article III.

« Lorsque, dans un établissement commercial, on fait en même temps le commerce de produits alimentaires et de d'autres produits, le commerce de produits alimentaires qu'on y fait est assujéti au présent décret s'il est exercé dans une section distincte de l'établissement par un ou des salariés préposés à cette fonction, de telle sorte que l'employeur puisse être identifié dans ce secteur particulier de son établissement, comme offrant en vente des produits alimentaires dont le commerce est assujéti au présent décret et que son ou ses salariés puissent, dans ce secteur particulier de l'établissement, exécuter à plein temps ou à temps partiel un travail pour lequel une classification d'emploi et un salaire sont prévus au présent décret. »

5° L'article III est remplacé par le suivant:

« III *Champ d'application professionnel:*

Le présent décret s'applique à toute personne, association, artisan, société et corporation tenant un établissement commercial au sens du paragraphe « a » de l'article I, ainsi qu'à leurs salariés exerçant une occupation inférieure à celle de gérant de magasin. Le présent décret s'applique également au colportage et à toute vente ou

Parity Committee's Board of Examiners. He directs and manages a meat department; purchases, sets retail prices; determines the gross profit percentage according to the employer's instructions; cuts meat; prepares meat products for the establishment, and so on, either alone or with the establishment's employer or manager.

(l) "butcher" means any employee who has four (4) years' butchering experience under the guidance of a master-butcher and who has passed the required examination before the Parity Committee's Board of Examiners.

(m) "apprentice butcher" means any employee who usually works in a meat department under the guidance of a qualified butcher but who has not completed his four (4) years' apprenticeship.

(s) "artisan" means any person who, alone or in partnership, but for his own account, performs any of the work covered by this decree.

Anyone performing work for which wages are stipulated in this decree, shall be considered as an employee, when this work is done for a proprietor of a commercial establishment governed by this decree.

3. Subsections "t", "u" and "v" are added to section I, as follows:

"(t) "produce clerk" means any employee who directs and manages a produce department; purchases; determines retail prices; sets the gross profit percentage according to the employer's instructions and checks stock either alone or with the establishment's employer or manager.

(u) "assistant produce clerk" means any employee who usually works in a produce department under the supervision of a produce clerk.

(v) "food products" means any food product such as cooked or raw meat, canned goods, fish, groceries, fruits, vegetables and so on. This list is non-restrictive.

4. The following paragraph are added to section III:

"When food products and other goods are sold in a commercial establishment, the sale of food products is governed by this decree if it is carried out in a separate section of the establishment so that the employer may be identified, in this particular section of his establishment, as selling food products which is subject to this decree; his employee(s) may, in this particular section of the establishment, perform work (on a part-time or full-time basis) for which an occupational classification and wages are provided herein."

5. Section III is superseded by the following:

"III. *Professional jurisdiction:*

This decree covers any person, association, artisan, company and corporation operating a commercial establishment as defined in subsection "a" of section I, as well as their employees whose positions are below that of store manager. The present decree also covers peddling and any other sale or delivery of food products in the

livraison de produits d'alimentation dans la juridiction territoriale, fait par une personne qui n'y a pas d'établissement commercial.»

6° Les paragraphes « b », « c », « d », « h » et le sous-paragraph « ii » du paragraphe « e » de l'article IV sont remplacés par les suivants:

« b) Tout travail exécuté à la demande de l'employeur en dehors des heures mentionnées au paragraphe « a » aux fins de ventes, faites directement ou indirectement à la clientèle doit être rémunéré au taux horaire effectivement payé majoré de 100%.

c) Toute heure supplémentaire doit être rémunérée sur une base journalière ou hebdomadaire. 1. Le travail commencé avant l'heure normale de fermeture, peut être prolongé de 15 minutes, sans rémunération additionnelle. 2. De même les salariés doivent servir les clients entrés avant la fin du travail régulier prévu au paragraphe « a » et ce sans temps supplémentaire.

d) Tout travail autorisé exécuté le dimanche et les jours fériés chômés, entraîne une majoration de 100% du taux normal de salaire, excepté dans les cas prévus au paragraphe « b » du présent article et aux paragraphes « d » et « e » de l'article V.

h) Tout salarié a droit à 1½ heure pour son repas de midi, et les soirs où il doit travailler, il a droit à 1 heure pour son repas du soir. Ce temps pour les repas compte de la cessation à la reprise du travail.

ii) Par dérogation aux dispositions précédentes, l'employeur peut, dans le cas suivant, faire travailler ses salariés à la vente jusqu'à 9 heures du soir, sans que ce travail supplémentaire n'entraîne une prime pour heures supplémentaires:

1. la veille des jours fériés chômés, à l'exception de Noël, du Premier jour de l'An et de l'Épiphanie; 2. Les deux jours ouvrables qui précèdent la veille de Noël.»

7° Le paragraphe « d » de l'article V est remplacé par le suivant:

« d) Les magasins doivent être fermés le jour où survient un jour férié chômé et payé. Cependant, si l'Épiphanie, l'Ascension, l'Action de Grâce, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la Toussaint et l'Immaculée-Conception tombent un jeudi ou un vendredi, les salariés travaillent le jour férié et le travail débute à 10 heures du matin, lorsqu'il s'agit d'un jour férié religieux et à 8 heures 30 du matin pour les autres jours fériés, et il se termine à 5 heures 30 lorsqu'il tombe un jeudi et à 9 heures du soir s'il tombe un vendredi. Dans ces cas, l'observance du jour férié chômé et payé est reporté au lundi suivant.»

8° Les paragraphes « e » et « f » suivants sont ajoutés à l'article V:

« e) Toutefois, lorsque les fêtes de Noël et du Premier de l'An tombent soit un vendredi, soit un lundi, il est loisible à l'employeur de faire travailler ses salariés le lendemain de ces fêtes, mais ce congé payé reste dû et doit être chômé un autre jour, après entente entre les intéressés.

f) Pour avoir droit aux jours fériés chômés et payés, pour autant que lesdits jours ne tombent pas un dimanche ou un lundi, le salarié doit avoir été au travail la journée entière qui précède et suit lesdits jours fériés chômés et payés, à moins qu'il ne soit malade, accidenté, en congé autorisé, ou pendant sa période de congé annuel.»

territorial jurisdiction by a person who has no commercial establishment therein."

6. Subsections "b", "c", "d" and "ii" of section IV, as well as sub-paragraph "ii", subsection "c", section IV, are superseded by the following:

"(b) Double time shall be paid employees for all direct or indirect customer sales work requested by an employer over and above the hours specified in subsection "a" above.

(c) Each overtime hour shall be paid on a weekly or hourly basis. 1. Work begun before regular closing time may be extended for an additional 15 minutes, without entailing extra pay. 2. Employees shall, without claiming overtime, wait on customers who were in the store before the end of working hours stipulated in subsection "a".

(d) Except in the instances mentioned in subsections "b" of this section and in subsections "d" and "e" of section V, double time shall be paid for all authorized work performed on Sundays and general holidays.

(h) Every employee is entitled to 1½ hour for his noon meal and 1 hour for his evening meal, when required to work evenings. Such meal time counts from the time an employee stops working until he resumes duty.

(ii) Notwithstanding the foregoing provisions, an employer may, in the following instance, have his employee do sales work up to 9:00 p.m., without having to pay overtime rates:

1. Holiday eves, except Christmas Day, New Year's Day and Epiphany Day; 2. the two working days before Christmas Eve."

7. Subsection "d" of section V is replaced by the following:

"(d) Stores shall be closed the day on which the general holiday with pay falls. If Epiphany Day, Ascension Day, Thanksgiving Day, St. John the Baptist Day, Canada Day, All Saints' Day, and Immaculate Conception Day fall on a Thursday or a Friday, employees shall work on the general holiday and work begins at 10:00 a.m. on religious holidays and at 8:30 a.m. on other holidays; work ends at 5:30 p.m. on Thursdays and at 9:30 p.m. on Fridays. In such instances, the observance of the general holiday with pay is transferred to the following Monday."

8. Subsections "e" and "f" are added to section V, as follows:

"(e) When Christmas Day and New Year's Day fall either on a Friday or a Monday, the employer may have his employee work the day after such general holidays. However, the employees are still entitled to holiday pay and observance of the holiday shall be determined after agreement between the interested parties.

(f) To be entitled to general holidays with pay (provided they do not fall on a Sunday or a Monday), the employee must have been at work the full working day prior to and following the said general holidays with pay, unless he was absent due to illness, accident, authorized leave or annual vacation."

9° L'article VI est remplacé par le suivant:
« VI. *Congés payés annuels*: a) La période de référence donnant droit au congé payé annuel, s'étend de la date d'embauchage au 30 avril de l'année suivante.

b) Le salarié qui ne justifie pas d'un an de services continus chez le même employeur ou dans le même établissement, a droit à un congé continu et payé, d'autant de demi-jours qu'il a de mois de service pour son employeur. L'indemnité afférente audit congé est égale à 2% du salaire total gagné par ledit salarié pendant la période de référence.

c) Le salarié qui justifie d'un an de services continus chez un même employeur, a droit à un congé annuel d'une durée d'une semaine. L'indemnité afférente audit congé est égale à 2% du salaire total gagné par le salarié pendant la période de référence.

d) Le salarié qui justifie de trois (3) ans de service continu chez un employeur, a droit à un congé annuel d'une durée de deux (2) semaines. Les deux (2) semaines de congés annuels peuvent être concurrentes si le salarié en manifeste le désir. L'indemnité afférente audit congé est égale à 4% du salaire total gagné par le salarié pendant sa période de référence.

e) Le salarié qui justifie de dix (10) ans de services continus chez un employeur, a droit à un congé annuel d'une durée de trois (3) semaines. Les trois (3) semaines de congés annuels peuvent être prises concurrentement si le salarié en manifeste le désir. L'indemnité afférente audit congé est égale à 6% du salaire total gagné par le salarié pendant la période de référence.

f) Le salarié qui justifie de quinze (15) ans de services continus chez un même employeur, a droit à un congé annuel d'une durée de quatre (4) semaines. L'indemnité afférente audit congé est égale à 8% du salaire total gagné par le salarié durant sa période de référence. Après entente entre les intéressés, les troisième et quatrième semaines de congés peuvent être prises dans les douze (12) mois qui suivent la fin de la période de référence, mais en dehors de la période des congés payés annuels apparaissant au paragraphe « h ».

g) Si un jour férié chômé et payé tombe durant la période de congé annuel d'un salarié, ce dernier a droit à titre de compensation, soit à une journée additionnelle de congé, soit à une indemnité égale au taux normal d'une journée normale de travail majorée de 100%.

h) *Période de prise de congé*: La période de prise du congé annuel payé s'étend du 1er mai au 30 octobre de la même année.

i) Le choix de la période de prise du congé annuel payé doit se faire en tenant compte de chaque salarié.

j) L'indemnité de congé annuel payé, doit être remise au salarié avant son départ en congé. S'il y a résiliation de contrat ou si le salarié quitte volontairement son emploi, ce dernier doit recevoir l'indemnité compensatrice de congés payés au moment de son départ.

k) Après entente entre l'employeur et le salarié, ce dernier peut s'absenter de son travail pendant deux (2) semaines par année, et cela sans rémunération. Cette absence devra se faire en dehors de la période des congés annuels payés apparaissant au paragraphe « h ». Le salarié est tenu de donner un avis d'une (1) semaine à son employeur.

l) De plus, au cas de départ, par abandon volontaire ou à la suite d'un congédiement au

9. Section VI is superseded by the following:
"VI. *Annual vacation with pay*: (a) The qualifying period entitling an employee to annual vacations with pay, runs from the hiring date to April 30th of the following year.

(b) An employee who does not have one (1) year's continuous service with an employer or in the same firm, is entitled to one half-day's annual vacation with pay for each month worked for his employer. Vacation pay equals 2% of total wages earned by the employee during the qualifying period.

(c) An employee who has one year's continuous service with an employer is entitled to one week's annual vacation with pay. Vacation pay equals 2% of total wages earned by the employee during the qualifying period.

(d) An employee who has three (3) years' continuous service with an employer is entitled to two (2) weeks' annual vacation which may be taken concurrently if he so wishes. Vacation pay equals 4% of total wages earned by the employees during his qualifying period.

(e) An employee who has ten (10) years' continuous service with an employer, is entitled to three (3) weeks' annual vacation which may be taken concurrently if he so wishes. Vacation pay equals 6% of total wages earned by the employee during the qualifying period.

(f) An employee who has fifteen (15) years' continuous service with an employer, is entitled to four (4) weeks' annual vacation. Vacation pay equals 8% of total wages earned by the employee during his qualifying period. After agreement between the persons involved, the third and fourth vacation weeks shall be taken during the twelve (12) months following the end of the qualifying period, but not during the annual vacation time stipulated in subsection "h".

(g) If a general holiday with pay falls during an employee's annual vacation, the employee is entitled to either an additional day's vacation or a monetary compensation equal to one day's work paid at double time rates.

(h) *Vacation period*: The annual vacation with pay period extends from May 1st to October 30th of the same year.

(i) The choice of annual vacation dates shall be made according to seniority.

(j) An employee shall be given his vacation pay before leaving on vacation. Should the work contract be cancelled or should an employee quit his job, vacation pay shall be given him upon separation.

(k) After agreement with his employer, an employee may be absent from work, without pay, for two (2) weeks. Such time off shall be taken outside the annual vacation period mentioned in subsection "h". Employees shall give their employers one (1) week's notice.

(l) When an employee quits his job or is dismissed without having completed a full

cours d'une année non complétée, tout salarié doit recevoir une indemnité compensatrice calculée de la façon suivante:

1. À raison d'une demi-journée de salaire par mois de travail à compter du commencement de cette année de service chez le même employeur.

2. Au prorata de la période écoulée depuis le temps où il s'est qualifié pour ses derniers congés annuels payés s'il a un an de service ou plus.

10° Les paragraphes « b » et « c » suivants sont ajoutés à l'article VIII:

« b) Tout uniforme exigé par l'employeur, ce qui comprend des boucles, cravates, et insignes doit être payé par celui-ci. L'entretien de ces mêmes uniformes est à la charge de l'employeur, sauf dans le cas des caissières, qui doivent entretenir leur uniforme. Si le salarié veut faire remplacer une partie de l'uniforme nécessaire à son travail, il devra remettre celle qui est détériorée.

c) Assurance: Tous les employés qui travaillent dans un rayon de boucherie doivent être protégés par une assurance-accident, laquelle sera en entier payée par l'employeur. »

11° Le paragraphe « b » suivant est ajouté à l'article IX:

« b) Tout salarié qui est appelé à remplir une fonction supérieure à la sienne pendant au moins une semaine, doit recevoir le salaire de cette fonction supérieure. »

12° L'article X est remplacé par le suivant:

« X. Les salaires sont payés en espèces ou en chèques et normalement remis le jeudi mais pourront l'être au plus tard le vendredi. Les mentions suivantes doivent apparaître sur l'enveloppe ou sur un bulletin de paie distinct:

nom et prénoms du salarié;
le nom de sa classification;
la période de paie;
le nombre d'heures normales;
le nombre d'heures supplémentaires;
le montant du salaire brut;
le montant et la nature des déductions;
le montant du salaire net. »

13° L'article XII est remplacé par le suivant:

« XII. Taux de salaires:

Les salaires minima sont les suivants pour chacune des catégories de salariés énumérés ci-après:

Établissements Commerciaux de détail:

A) Commis, caissier-caissière et employé de bureau:

	Par semaine
1er semestre	\$40.00
2e semestre	44.50
2e année	45.00
3e année	50.00
4e année	55.00
5e année	60.00
6e année	65.00
Livreur:	
1ère année	50.00
2e année	55.00
3e année	62.00
4e année	67.00
5e année	72.00
	de l'heure
Aide livreur	\$ 1.00
	Par semaine
Maître-boucher	\$100.00
Boucher:	
1ère année	70.00
2e année	75.00

reference period, he shall be given an allowance which is calculated as follows:

1. One half-day's pay per month worked for the same employer, from the beginning of the service year.

2. If he has one year's service or more, in proportion to the time elapsed since the last completed qualifying period.

10. The following subsections "b" and "c" will be added to section VIII:

"(b) When an employer requests uniforms (including bow-ties, ties and crests) their cost and maintenance shall be borne by him. Cashiers (female) shall be responsible for the maintenance of their uniforms. When an employee wants to have part of his work uniform replaced, he shall turn in the worn part.

(c) Insurance: All employees working in a meat department shall be covered by an accident insurance which will be paid by the employer."

11. The following subsection "b" is added to section IX:

"(b) When an employee is called upon to work for at least one week in a classification higher than his own, he shall be paid the wage rate of such higher classification."

12. Section X is superseded by the following:

"X. Wages shall be paid in cash, by Thursday or by Friday at the latest. The following particulars shall be listed on the pay envelope or on a separate earnings statement:

employee's name and surname;
employee's classification;
pay period;
number of regular hours;
number of overtime hours;
amount of gross earnings;
type and amount of deductions made;
take-home pay."

13. Section XII is replaced by the following:

"XII. Wages rates:

Minimum wage rates are as follows for each employee category listed hereunder:

Retail commercial establishments:

(A) Clerk, Cashier (Male or Female) and office employee:

	Per week
1st six months	\$40.00
2nd six months	44.50
2nd year	45.00
3rd year	50.00
4th year	55.00
5th year	60.00
6th year	65.00
Deliveryman:	
1st year	50.00
2nd year	55.00
3rd year	62.00
4th year	67.00
5th year	72.00
	an hour
Deliveryman's helper	\$ 1.00
	Per week
Master-butcher	\$100.00
Butcher:	
1st year	70.00
2nd year	75.00

<i>Apprenti-boucher:</i>	<i>Par semaine</i>
1er semestre	\$40.00
2e semestre	44.50
2e année	45.00
3e année	55.00
4e année	60.00
<i>Fruitier:</i>	
1ère année	65.00
2e année	70.00
3e année	75.00
4e année	85.00
<i>Aide-fruitier:</i>	
1er semestre	40.00
2e semestre	44.50
2e année	45.00
3e année	55.00
4e année	60.00
	<i>de l'heure</i>
<i>Messenger</i>	\$ 1.00
	<i>Par semaine</i>
<i>Chef de département</i>	\$80.00
<i>Gérant</i>	95.00

B) *Établissements commerciaux, autres que ceux de détail:*

Cependant les salariés des marchands de gros ne seront pas assujettis aux paragraphes « a » « b » « c » de l'article IV; « d » et « e » de l'article V; « b » de l'article VI et le paragraphe « a » de l'article XII sera remplacé par le suivant:

<i>Commis et employé de bureau:</i>	
1er semestre	\$40.00
2e semestre	44.50
2e année	45.00
3e année	50.00
4e année	55.00
5e année	60.00
6e année	65.00
<i>Chef de département</i>	80.00
<i>Camionneur</i>	75.00
	<i>de l'heure</i>
<i>Homme de plancher</i>	1.25

Durée du travail:

La semaine normale de travail est de quarante-quatre heures et demie (44½) réparties selon les besoins de l'entreprise entre le lundi midi et le samedi soir.

Tout travail autorisé ou exigé, accompli par les salariés, en plus de la semaine normale de travail doit être considéré comme heure supplémentaire et rémunéré au taux normal du salarié majoré de 50%.

Congés payés annuels:

Le salarié qui à la date du 30 avril précédant les vacances, ne justifie pas d'une année de service chez l'employeur, a droit à un congé annuel continu payé d'une durée minimum d'autant de demi jours qu'il a de mois civils de service chez l'employeur.

2. Après un an de service chez le même employeur, le salarié a droit à une semaine payée au taux du salaire normal.

3. Après trois ans de service chez le même employeur, le salarié a droit à deux (2) semaines payées au taux normal du salaire, prises concurremment selon le désir du salarié.

4. Après dix (10) ans de service chez le même employeur, le salarié a droit à trois (3) semaines payées au taux du salaire normal. La troisième semaine doit être prise en dehors des congés après entente avec les parties, mais toujours dans les douze mois qui suivent la période de référence.

<i>Apprentice-butcher:</i>	<i>Per week</i>
1st six months	\$40.00
2nd six months	44.50
2nd year	45.00
3rd year	55.00
4th year	60.00
<i>Produce clerk:</i>	
1st year	65.00
2nd year	70.00
3rd year	75.00
4th year	85.00
<i>Assistant produce clerk:</i>	
1st six months	40.00
2nd six months	44.50
2nd year	45.00
3rd year	55.00
4th year	60.00
	<i>an hour</i>
<i>Messenger</i>	\$ 1.00
	<i>Per week</i>
<i>Department head</i>	\$80.00
<i>Manager</i>	95.00

(B) *Commercial establishments other than retail:*

Wholesalers' employees will not be subject to: subsections "a", "b" and "c" of section IV; subsection "d" and "e" of section V; subsection "b" of section VI. Subsection "a", section XII, is superseded by the following:

<i>Clerk and office employee:</i>	
1st six months	\$40.00
2nd six months	44.50
2nd year	45.00
3rd year	50.00
4th year	55.00
5th year	60.00
6th year	65.00
<i>Department head</i>	80.00
<i>Truck driver</i>	75.00
	<i>an hour</i>
<i>Floor man</i>	\$ 1.25

Hours of work:

The 44½ standard work week is scheduled from Monday noon to Saturday evening, according to the firm's needs.

Time and one half shall be paid for all authorized and required work performed by employees over and above the standard work week.

Annual vacation with pay:

1. Employees who on April 30th prior to vacations do not have one year's continuous service with an employer, are entitled to at least one half-day's annual vacation per calendar month worked for the employer.

2. After one year's service with the same employer, the employee is entitled to one week paid at the regular wage rate.

3. After three years' service with the same employer, the employee is entitled to two (2) weeks paid at the regular wage rate. These may be taken concurrently if the employee so wishes.

4. After ten years' service with the same employer, the employee is entitled to three weeks paid at the regular wage rate. After agreement between the interested parties, the third week shall not be taken during the annual vacation period but within the twelve months following the qualifying period."

14° Les articles XIII et XIV sont remplacés par les articles suivants:

« XIII. *Salarié supplémentaire*: Le terme « salarié supplémentaire » désigne tout salarié travaillant moins de 30 heures par semaine. Le taux horaire minimum est de \$1.00. »

XIV. *Salarié surnuméraire*: Le terme « salarié surnuméraire » désigne tout salarié qui, en plus des salariés travaillant habituellement le temps que l'établissement est ouvert, est embauché de façon intermittente, pendant certaines périodes. Ce salarié est rémunéré au taux horaire minimum de \$1.00. »

15° L'article XVI est remplacé par le suivant: « XVI. Tout salarié au service d'un employeur depuis le 1^{er} juillet 1966, doit recevoir une augmentation minimum de \$4.00 le 1^{er} juillet 1967, à moins que l'échelle de salaires applicable ne lui ait préalablement procuré une augmentation équivalente ou supérieure. Toutefois, cette majoration ne s'applique qu'aux salariés ne recevant pas un salaire supérieur de plus de \$10.00 par semaine à celui prévu au décret pour sa catégorie d'emploi. »

16° L'article XVIII est remplacé par les suivants:

« XVIII. *Apprentissage*:

a) Pour être admis apprenti-boucher, toute personne doit avoir 16 ans révolus et posséder un certificat d'études de 9^{ième} année, et se procurer un livret d'apprentissage émis par le Comité paritaire, dans lequel son employeur, et ses employeurs successifs doivent inscrire le temps que le salarié a travaillé dans son établissement.

b) *Crédit d'apprentissage*: L'apprenti qui a fréquenté une école régie par la Loi de l'Enseignement spécialisé doit recevoir un crédit proportionné à la durée de ses études et aux résultats de ses examens.

c) Pour tout salarié assujéti dont certaines des conditions de travail ne seraient pas spécifiquement déterminées dans le présent décret, celles décrétées par l'ordonnance No 4 de la Commission du salaire minimum s'appliquent comme si elles étaient reproduites.

XIX. *Durée du décret*:

Le présent décret est valable à compter du jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 30 juin 1968. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre un avis écrit à ce contraire, dans un délai d'au plus soixante (60) jours et d'au moins trente (30) jours avant l'expiration du terme original ou de tout terme subséquent. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail ».

Le Greffier du Conseil Exécutif,

20395-0

JACQUES PRÉMONT.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Numéro 1686

Québec, le 22 juin 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la modification des taux des chambres privées et semi-privées dans les hôpitaux publics pour malades chroniques et convalescents.

ATTENDU qu'il est devenu nécessaire de modifier les taux des chambres privées et semi-privées dans les hôpitaux publics pour malades chroniques et convalescents.

14. Sections XIII and XIV are superseded by the following:

« XIII. *Extra employee*: "Extra employee" means any employee who works less than 30 hours a week at the minimum wage rate of \$1.00 an hour.

XIV. *Occasional employee*: "Occasional employee" means any employee who, besides the employees working in the establishment during business hours, is hired intermittently for certain periods, at the minimum wage rate of \$1.00 an hour."

15. Section XVI is replaced by the following:

« XVI. Every employee who is in an employer's service since July 1, 1966, shall receive a \$4.00 increase on July 1, 1967 unless the applicable wage scale has afforded him an equivalent or higher increase beforehand. However, this increase only applies to employees who do not earn more than \$10.00 a week over their pertinent wage rate stipulated herein."

16. Section XVIII is superseded by the following:

« XVIII. *Apprenticeship*:

(a) To be admitted as butcher's apprentice, every candidate shall be at least 16 years old and have completed Grade IX. He shall also obtain an apprenticeship record book in which his employer and each subsequent employer shall record the time spent by the apprentice in each establishment.

(b) *Apprenticeship credits*: An apprentice who has attended a school governed by the Specialized Schools Act shall be granted credits proportionate to the length of his studies and to his examination results.

(c) When an employee is hereby governed and some of his employment conditions are not specifically determined herein, those decreed by the Minimum Wage Commission's Ordinance No. 4 shall apply as if they were quoted herein.

XIX. *Term of the decree*:

This decree becomes effective on the date it is published in the *Québec Official Gazette* and remains in force until June 30, 1968. It automatically renews itself from year to year thereafter, unless one of the contracting parties gives the other a written notice to the contrary, no more than sixty (60) and no less than thirty (30) days before the expiry of the original term or of any subsequent term. Such notice shall also be filed with the Minister of Labour."

JACQUES PRÉMONT,

20395-0

Clerk of the Executive Council.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Number 1686

Québec, June 22, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the amendment of rates for private and semi-private rooms in public hospitals for chronic and convalescent patients.

WHEREAS it is necessary to amend the rates for private and semi-private rooms in public hospitals for chronic and convalescent patients.

ATTENDU qu'à cette fin, l'arrêté ministériel numéro 2247 du 25 novembre 1964 doit être abrogé et remplacé.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre de la santé:

QUE l'arrêté ministériel numéro 2247 du 25 novembre 1964 soit abrogé et remplacé par le suivant à compter du 1er juillet 1967.

Chambres privées:

a) Hôpitaux généraux et maternités publics:

Taux minima:

Ile de Montréal \$8.00
Ailleurs dans la province 7.00

Les taux minima ci-dessus remplacent les minima qui étaient en vigueur dans chaque hôpital avant le premier janvier 1961, pour les catégories de chambres correspondantes.

Pour les chambres privées de prix plus élevé que les anciens minima, les taux nouveaux sont établis à partir des minima prévus par le présent règlement, selon la même gradation qui existait dans les taux en vigueur dans chaque hôpital, avant le premier janvier 1961.

b) Hôpitaux généraux et maternités privés:

Taux maxima:

Ile de Montréal \$8.00
Ailleurs dans la province 7.00

c) Hôpitaux publics pour malades chroniques et convalescents:

Chambres privées:

Taux maxima \$4.00
Taux minima 3.00

d) Hôpitaux privés pour malades chroniques et convalescents:

Chambres privées \$3.00 à \$6.00

Le taux de chacune de ces chambres sera fixé par le ministre de la santé, selon le genre d'accommodation fournie.

Chambre semi-privées:

Aucune pièce contenant plus de deux lits n'est considérée autrement que comme salle publique, sauf si elle était tarifée comme chambre semi-privée le 31 décembre 1960.

a) Hôpitaux généraux et maternités publiques et privés:

Les taux quotidiens du supplément approuvé pour chambre semi-privée sont les suivants:

Chambre à deux lits dans l'île de Montréal \$5.00

Chambre à trois ou quatre lits dans l'île de Montréal 4.00

Chambre semi-privée ailleurs dans la province 4.00

b) Hôpitaux publics pour malades chroniques et convalescents:

Chambre semi-privée \$2.00

c) Hôpitaux privés pour malades chroniques et convalescents:

Chambre semi-privée \$2.00

Les dispositions suivantes s'appliquent à tous les hôpitaux publics ou privés.

Aucune chambre ne peut être considérée comme semi-privée si elle a une superficie moindre de quatre-vingts (80) pieds carrés par lit.

Aucun supplément n'est approuvé pour chambre privée ou semi-privée aménagée par transformation d'une salle publique ou d'une chambre, à moins que cette transformation n'ait été faite avec l'autorisation écrite du ministre de la santé.

Le supplément approuvé pour location d'un appareil téléphonique est le loyer payé par l'hôpital à la compagnie de téléphone.

Nombre de lits en « salle ordinaire ».

a) Hôpitaux publics:

40% des lits de tous les hôpitaux publics devront être définis comme salle ordinaire par

WHEREAS for this purpose, Order in Council Number 2247 of November 25, 1964, must be annulled and replaced.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Health:

THAT Order in Council Number 2247 of November 25, 1964, be annulled and replaced by the following from and after July 1, 1967.

Private rooms:

a) General hospitals and public maternities:

Minimum rates:

Island of Montréal \$8.00
Elsewhere in the Province 7.00

The minimum rates hereabove replace those which were in force in every hospital before the first of January, 1961, for the corresponding categories.

For private rooms at a higher price than the former minimum, the new rates are established from the minimum provided for by the present regulation, according to the same grading that existed in the rates in force in every hospital, before the first of January, 1961.

b) General hospitals and private maternities:

Maximum rates:

Island of Montréal \$8.00
Elsewhere in the Province 7.00

c) Public hospitals for chronic and convalescent patients:

Private rooms:

Maximum rate \$4.00
Minimum rate 3.00

d) Private hospitals for chronic and convalescent patients:

Private rooms \$3.00 to \$6.00

The rate of each of these rooms will be fixed by the Minister of Health, according to the accommodations furnished.

Semi-private room:

Any room containing more than two beds is considered a public hall, save if it was tariffed as a semi-private room on December 31, 1960.

a) General hospitals and public and private maternities:

The daily rates of the supplement approved for semi-private rooms are the following:

Room with two beds on the Island of Montréal \$5.00

Room with three or four beds on the Island of Montréal 4.00

Semi-private room elsewhere in the Province 4.00

b) Public hospitals for chronic and convalescent patients:

Semi-private room \$2.00

c) Private hospitals for chronic and convalescent patients:

Semi-private room \$2.00

The following provisions apply to all public or private hospitals.

No room may be considered semi-private if it has an area less than eighty (80) square feet per bed.

No supplement is approved for a private or semi-private room organized by the changing of a public hall or a room, unless this change was made with the written authorization of the Minister of Health.

The supplement approved for the rental of a telephone is the rent paid by the hospital to the telephone company.

Number of beds in a "common hall".

a) Public hospitals:

40% of all the beds of public hospitals must be defined as common halls by the Hospital

le bureau de direction de l'hôpital avec l'approbation du ministre de la santé.

b) Hôpitaux privés:

20% des lits de tous les hôpitaux privés devront être définis comme salle ordinaire par les autorités de l'hôpital avec l'approbation du ministre de la santé.

Affichage

Le taux approuvé pour toutes les chambres dans tous les hôpitaux publics et privés sous contrat avec l'assurance-hospitalisation, devra être affiché à l'intérieur de la chambre, à la vue des visiteurs et des patients. Cet affichage sera fait par le ministère de la santé au moyen d'une affiche fournie par ledit ministère.

Copie conforme.

Le Greffier du Conseil Exécutif,

20427-0

JACQUES PRÉMONT.

Board of Directors with the approval of the Minister of Health.

(b) Private hospitals:

20% of all the beds of private hospitals must be defined as common halls by the authorities of the hospital with the approval of the Minister of Health.

Posting

The rate approved for all the rooms in public and private hospitals under contract with hospital-insurance, must be posted in the room, for visitors and patients to see. This posting will be done by the Department of Health by means of a poster furnished by the said department.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,

20427

Clerk of the Executive Council.

Ministère du Travail

Avis d'approbation de règlements spéciaux

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (SRQ 1964, c. 143), que, par l'arrêté en conseil numéro 1750 du 28 juin 1966, les règlements spéciaux suivants adoptés par le comité paritaire des Institutions religieuses et des Fabriques parissiales de la juridiction de Saint-Hyacinthe, ont été approuvés et ajoutés à la constitution et aux règlements généraux dudit comité paritaire, déjà approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1576 du 14 juin 1967.

« 19° *Tenue du registre:* Conformément au paragraphe « g » de l'article 20 de la Loi, le Comité paritaire rend obligatoire pour tout employeur professionnel régi par le décret numéro 1336 du 12 mai 1967 et ses modifications ultérieures, la tenue d'un registre où sont indiqués les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa classification, l'heure précise à laquelle le travail a été commencé, a été interrompu, repris et achevé chaque jour, la nature de tel travail et le salaire payé, avec mention du mode et de l'époque de paiement, ainsi que tous autres renseignements jugés utiles à l'application du décret.

20° *Rapport mensuel:* Conformément au paragraphe « h » de l'article 20 de la Loi, le Comité paritaire oblige tout employeur professionnel régi par le décret numéro 1336 du 12 mai 1967 et ses modifications ultérieures, à lui transmettre un rapport mensuel par écrit, signé par lui-même ou par une personne responsable à son emploi, sur lequel doivent être indiqués les noms, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa classification, le nombre d'heure de travail régulières ou supplémentaires effectuées chaque mois, la nature de ce travail et le salaire payé. Ledit rapport doit être transmis au Comité paritaire le ou avant le 10 de chaque mois et doit couvrir le mois précédent. L'employeur professionnel peut obtenir du comité paritaire les formules nécessaires pour la préparation dudit rapport.

21° *Certificat de classification:* Conformément au paragraphe « k » de l'article 20 de la Loi, le Comité paritaire rend le certificat de classification obligatoire dans tout le champ d'application territorial du décret numéro 1336 du 12 mai 1967

Department of Labour

Notice of a Special By-laws Approval

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that, by Order in Council number 1750, dated June 28, 1966, the following special by-laws of *Le Comité paritaire des Institutions religieuses et des Fabriques paroissiales de la juridiction de Saint-Hyacinthe* have been approved and added to the said Parity Committee's constitution and general by-laws which had already been approved by Order in Council number 1576, dated June 14, 1967.

“19. *Keeping of a register:* In compliance with sub-section “g”, section 20 of the Act, the Parity Committee makes it mandatory for every professional employer governed by Decree number 1336 of May 12, 1967, and its subsequent amendments, to keep a register containing the following: name, surname and address of each employee in his service; his classification; the exact time work was begun, interrupted, resumed and finished each day; the type of work and wages paid, with a note regarding how and when payment was made, all other information deemed useful for the enforcement of the decree.

20. *Monthly report:* In compliance with subsection “h”, section 20 of the Act, the Parity Committee compels every professional employer governed by decree number 1336 of May 12, 1967, and its subsequent amendments, to forward it a written monthly report. This report should be signed by the employer himself or a responsible person in his employ and should contain the following: name, surname and address of each employee in his service; his classification; the number of regular and overtime hours worked each week; type of work performed and the wages paid. The said report must be forwarded to the Parity Committee on or before the 10th of each month and should cover the preceding month. The professional employer may obtain the necessary forms for this report from the Parity Committee.

21. *Classification certificate:* In compliance with subsection “k”, section 20 of the Act, the Parity Committee makes classification certificates mandatory throughout the territorial jurisdiction of Decree number 1336 of May 12, 1967, and its

et ses modifications ultérieures, pour tous les employés permanents assujettis audit décret.

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 15 juillet 1967.

20395-0

Avis de modification

Salariés de garage — Région de Québec

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, chapitre 143), que des parties contractantes à la convention collective de travail relative aux employés de garage dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 164 du 6 février 1962 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret;

« TROISIÈME PARTIE

Dispositions particulières applicables aux établissements situés dans les districts électoraux de Beauce et Dorchester

1° L'article 1° « Salaires minimaux » sera remplacé par les suivants:

« 1° Salaires minimaux: 1.01 Les taux minimaux de salaires sont les suivants:

Apprenti (tous les métiers) — Apprentices (all trades):

	1/10/67	1/4/68	1/10/68	1/4/69
1ère année — 1st year.....	\$ 1.10	\$ 1.15	\$ 1.25	\$ 1.35
2ème année — 2nd year.....	1.25	1.30	1.40	1.50
3ème année — 3rd year.....	1.40	1.45	1.55	1.65
4ème année — 4th year.....	1.50	1.55	1.65	1.75

Compagnon (tous les métiers) — Journeymen (all trades):

Classe « A » — Class "A".....	2.05	2.10	2.20	2.30
Classe « A-B » — Class "A-B".....	1.90	1.95	2.05	2.15
Classe « B » — Class "B".....	1.80	1.85	1.95	2.05
Classe « C » — Class "C".....	1.70	1.75	1.85	1.95

Préposé au service — Service men:

1ère année — 1st year.....	1.00	1.05	1.15	1.25
2ème année — 2nd year.....	1.15	1.20	1.30	1.40
3ème année — 3rd year.....	1.25	1.30	1.40	1.50
4ème année — 4th year.....	1.35	1.40	1.50	1.60
2ème classe (5ème année) — 2nd class (5th year)....	1.40	1.45	1.55	1.65
1ère classe (6ème année) — 1st class (6th year)....	1.50	1.55	1.65	1.75

Concierger ou gardien de nuit — Caretaker or night watchman:

64.35	66.80	71.70	76.60	79.05
-------	-------	-------	-------	-------

Commissionnaire — Messenger:

44.35	46.80	51.70	56.60	59.05
-------	-------	-------	-------	-------

Préposés aux pièces de rechange — Spare parts man:

1ère année, 1er semestre — 1st year, 1st six months...	47.35	49.80	54.70	59.60
1ère année, 2ème semestre — 1st year, 2nd six months	50.35	52.80	57.70	62.60
2ème année, (3ème classe) — 2nd year, (3rd class)...	56.35	58.80	63.70	68.60
3ème année, (2ème classe) — 3rd year, (2nd class)...	62.35	64.80	69.70	74.60
4ème année, (1ère classe) — 4th year, (1st class)....	72.35	74.80	79.70	84.60

2° L'article 2.03 sera remplacé par le suivant:

« 2.03 Travail par équipes: a) L'employeur peut dans le cas des compagnons, des apprentis, des vitriers, des graisseurs, des vulcanisateurs, des laveurs et des livreurs, d'organiser une deuxième équipe. Dans un tel cas, la période normale de travail de la deuxième équipe est de dix (10) heures par nuit, sauf la nuit des vendredi au samedi qui est de neuf (9) heures, réparties entre cinq heures et quarante-cinq et quatre h. a. m.

subsequent amendments, for all permanent employees subject to the said decree."

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, July 15, 1967.

20395-0

Notice of Amendment

Garage Employees — Québec Region

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that contracting parties to the collective labour agreement respecting Garage Employees in the Québec Region (made binding by Decree number 164 of February 6, 1962, and amendments) have petitioned him to submit the following amendments to the said decree, to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council:

"PART THREE

Special provisions covering establishments subject to the decree in the electoral districts of Beauce and Dorchester

1. Section 1 will be superseded by the following:

"1. Minimum wages: 1.01 Minimum wage rates are as follows:

1/10/67 1/4/68 1/10/68 1/4/69

Par semaine
Per week

2. Subsection 2.03 will be replaced by the following:

"2.03 Shift work: (a) The employer may set up a second shift for journeymen, apprentices, glaziers, greasers, vulcanizers, washers and deliverymen. In such instance, the second shift's standard hours of work shall be ten (10) a night (except Saturday morning which is a 9-hour night), scheduled between 5:45 p.m. and 4:00 a.m.

La période de repas est fixée par entente entre les parties et peut être d'une durée d'une demi-heure à une heure.

b) L'employeur peut, dans le cas des préposés au service, d'organiser une deuxième et une troisième équipe. Dans un tel cas, la distribution des équipes doit être faite après entente entre les parties.

c) La prime d'équipe pour les salariés des deuxième et troisième équipes, spécifiées aux articles « a » et « b » est de dix pour cent (10%) du taux normal.

3° L'article 6.01 sera remplacé par le suivant:

« 6.01 *Jours fériés chômés*: À compter de la publication du présent décret jusqu'au 1er avril 1968, il ne doit y avoir aucun travail régulier les dimanches ni les jours fériés chômés suivants: le jour de l'An, la Saint-Jean-Baptiste, le jour de Noël, le 26 décembre et la fête du Travail.

À compter du 1er avril 1968, on doit ajouter aux jours fériés susmentionnés, le 2 janvier. »

4° L'article 6.02 sera remplacé par le suivant:

« 6.02 *Jours fériés et payés*: Tout salarié qui, à moins d'absence autorisée ou motivée, a travaillé la veille ouvrable et le lendemain ouvrable de chacun des jours susmentionnés s'il tombe un jour ouvrable, doit recevoir pour chaque jour férié une indemnité égale au gain pour une journée normale de travail.

Tout arrêté en conseil, ordonnance ou loi fédérale, provinciale ou tout règlement municipal qui reporte à un autre jour la célébration de l'un ou l'autre de ces jours fériés chômés et payés susmentionnés s'appliquera de droit. »

5° L'article 6.03 suivant sera ajouté:

« 6.03 *Congés de deuil*: Tout salarié qui a six mois de service continu ou plus chez le même employeur et qui est éprouvé par le décès de son conjoint, son père, sa mère, ou son enfant, a droit à un jour de congé payé au taux de salaire normal pour les heures ouvrables de ladite journée de travail, si le jour des funérailles tombe un jour ouvrable en dehors des congés annuels. »

6° L'article 6.04 suivant sera ajouté:

« 6.04 *Accident de travail*: L'employeur doit payer à tout salarié accidenté au travail 50% du salaire perdu la journée même de l'accident pour autant que l'absence dure moins que le nombre de jours nécessaires pour que la Commission des Accidents du Travail verse une indemnité.

Cependant pour qu'un salarié ait droit à l'indemnité susmentionnée, il faut que cet accident en soit un au sens de l'article 3.00 paragraphe 1 « a » et « b » de la Loi des Accidents du Travail du Québec. »

7° L'article 7.02 sera remplacé par le suivant:

7.02. *Appréciation du droit au congé*: a) *Moins d'un an de service*: Tout salarié qui, au 1er mai de chaque année, justifie de moins d'un an de service continu chez le même employeur, doit recevoir un congé annuel dont la durée minimum est d'autant de demi-journée qu'il a de mois de service continu.

b) Tout salarié qui, au 1er mai de chaque année justifie d'un an de service ou plus a droit à un congé annuel d'une durée d'une semaine complète.

c) Cependant aura droit à un congé annuel d'une durée minimum de deux (2) semaines complètes:

Meal time is determined after agreement between the interested parties and may last from one-half to one hour.

(b) The employer may set up a second or third shift for service men. In such instance, the distribution of shifts shall be made after agreement between the parties concerned.

(c) Employees on the second and third shifts mentioned in paragraphs "a" and "b" shall be paid a 10% shift differential."

3. Subsection 6.01 will be superseded by the following:

"6.01 *General holidays*: From the publication of this decree until April 1, 1968, no regular work shall be performed on Sundays and the following general holidays: New Year's Day, St. John the Baptist Day, December 26th and Labour Day.

From April 1, 1968, January 2nd will be added to the abovementioned general holidays."

4. Subsection 6.02 will be replaced by the following:

"6.02 *General holidays with pay*: Every employee shall receive one full day's wages for each general holiday that falls on a working day, provided he has worked the working days prior to and following such general holiday."

Everyone shall abide by any order in council, ordinance or law (federal, provincial or municipal) that transfers the observance of any of the abovementioned general holidays."

5. The following subsection 6.03 will be added:

"6.03. *Special leave*: Every employee who has six months' continuous service with the same employer and is bereaved by the death of his spouse, father, mother or child, is entitled to one full day's leave, paid at straight time, if the funeral day falls on a working day outside the annual vacation period."

6. The following subsection 6.04 will be added:

"6.04. *Work accident*: When an employee sustains injury while at work, the employer shall pay him 50% of time lost on the accident day, provided that time lost is less than the number of days required to qualify for Workmen's Compensation Commission benefits.

To be entitled to the abovementioned benefits, the accident must be of the type specified in the Workmen's Compensation Act, section 3, subsection (1), paragraphs (a) and (b)."

7. Subsection 7.02 will be superseded by the following:

"7.02 *Vacation entitlement*: (a) *Less than one year's service*: Every employee who, on May 1st of each year, has less than one year's continuous service with an employer is entitled to one half-day's annual vacation for each month's continuous service.

(b) Every employee who, on May 1st of each year, has one or more year's service is entitled to one full week's annual vacation.

(c) However, the following shall be entitled to at least two (2) full weeks' annual vacation:

1. Tout salarié qui au 1er mai 1967 justifie de six (6) ans ou plus de service continu chez le même employeur;

2. Tout salarié qui au 1er mai 1968 justifie de six (6) ans ou plus de service continu chez le même employeur;

3. Tout salarié qui au 1er mai 1969 justifie de cinq (5) ans ou plus de service continu chez le même employeur;

d) Toutefois, aura droit à un congé annuel d'une durée minimum de trois (3) semaines complètes, tout salarié qui au 1er mai 1969 justifie de vingt (20) ans de service continu chez le même employeur;

8° L'article 7.03 sera remplacé par le suivant:

« 7.03 *Indemnité de congés*: a) Tout salarié qui a droit à moins d'une semaine entière de congé, doit recevoir une indemnité de congé égale à deux pour-cent (2%) du salaire gagné pendant la période de référence.

b) Tout salarié qui a droit à une (1) semaine entière de congé, doit recevoir une indemnité de congé égale à 2% du salaire gagné pendant la période de référence.

c) Tout salarié qui a droit à deux (2) semaines entières de congés, doit recevoir une indemnité de congés égale à 4% du salaire gagné pendant la période de référence.

d) Tout salarié qui a droit à trois (3) semaines entières de congés, doit recevoir une indemnité de congés égale à 6% du salaire gagné pendant la période de référence.

9° L'article 7.04 sera remplacé par le suivant:

« 7.04 *Période des congés*: À moins d'entente contraire entre un salarié et son employeur, les congés annuels doivent être pris de la façon suivante:

1) la première et la deuxième semaines entre le 1er mai et le 15 septembre;

2) la troisième semaine entre le 15 septembre et le 31 décembre.

La deuxième et la troisième semaines de congés peuvent être données entre les dates spécifiées plus haut au choix de l'Employeur; cependant, l'Employeur doit donner chaque semaine de congé en tenant compte de la préférence de chaque salarié établie par ordre d'ancienneté.

Cependant, l'employeur doit fermer son atelier pendant une semaine aux fins de congés annuels. Cette fermeture doit s'effectuer durant les mois de juillet et d'août et l'employeur doit connaître la date de cette fermeture à ses salariés au moins quatre (4) semaines à l'avance. »

10° Le paragraphe « a » de l'article 7.06 sera remplacé par le suivant:

« 7.06 *Indemnité compensatrice de congés payés*: a) Tout salarié qui quitte volontairement son emploi ou qui est congédié pour juste motif, doit recevoir au moment de son départ, l'indemnité de congés acquise avant le 1er mai précédant qui n'ont pas été prise, plus une indemnité égale à 2% à 4% ou 6% des gains réalisés depuis le 1er mai selon qu'il est dans la catégorie 7.03 a, b, c ou d ».

11° L'article 9.01 et 9.02 seront remplacés par les suivants:

« 9.01 *Délai-congé*: L'employeur qui veut se libérer définitivement des services d'un salarié doit lui donner un préavis d'une semaine. Si l'employeur ne donne pas de préavis, ce salarié peut réclamer l'équivalent de son salaire normal

1. Every employee who, on May 1, 1967, has six (6) or more years' continuous service with the same employer;

2. Every employee who, on May 1, 1968, has six (6) or more years' continuous service with the same employer;

3. Every employee who, on May 1, 1969, has five (5) or more years' continuous service with the same employer.

(d) Every employee who, on May 1, 1969, has twenty (20) years' continuous service with the same employer, shall be entitled to at least three (3) full weeks' annual vacation.

8. Subsection 7.03 will be replaced by the following:

“7.03 *Vacation pay*: (a) Every employee who is entitled to less than one full week's vacation, shall receive vacation pay equal to two per cent (2%) of wages earned during the qualifying period.

(b) Every employee who is entitled to one (1) full week's vacation, shall receive vacation pay equal to two per cent (2%) of wages earned during the qualifying period.

(c) Every employee who is entitled to two (2) full weeks' vacation, shall receive vacation pay equal to four per cent (4%) of wages earned during the qualifying period.

(d) Every employee who is entitled to three (3) full weeks' vacation, shall receive vacation pay equal to six per cent (6%) of wages earned during the qualifying period.

9. Subsection 7.04 will be superseded by the following:

“7.04 *Vacation time*: Unless otherwise agreed between employer and employee, annual vacations shall be taken as follows:

(1) first and second weeks: between May 1st and September 15th;

(2) third week: between September 15th and December 31st.

The second and third week's vacation may be granted by the employer on the abovementioned dates at the employer's choice. However, employers shall grant each week's vacation at the employee's choice made according to seniority.

The employer shall close his shop for one week for annual vacation. Such shut-down shall take place during July and August and the employer shall advise his employees thereof at least four (4) weeks beforehand.”

10. Paragraph “a” of subsection 7.06 will be replaced by the following:

“7.06 *Compensating vacation pay*: (a) Every employee who voluntarily quits his job or who is dismissed for a valid reason, shall receive, at separation time, the vacation pay acquired before the previous May 1st that has not been used, plus a monetary compensation equal to 2%, 4% or 6% of wages earned since May 1st, according to whether he is in category a, b, c or d, mentioned in subsection 7.03.”

11. Subsections 9.01 and 9.02 will be superseded by the following:

“9.01 *Notice*: Any employer who wishes to definitely dispense with an employee's services shall give the latter one week's notice. Failing this, the employee may claim the equivalent of one week's wages. Likewise, an employee

pour une semaine normale de travail. De même, le salarié qui veut quitter son emploi doit donner un préavis d'une semaine à moins d'une entente contraire avec l'employeur.

Cependant, le salarié congédié avec motif à l'appui ou qui n'as pas été à l'emploi du même employeur plus de six (6) mois n'a pas droit à un préavis d'une semaine.

« 9.02 L'employeur qui veut effectuer un licenciement temporaire d'un salarié doit lui donner vingt-quatre (24) heures d'avis ».

12° L'article 10.01 sera remplacé par le suivant:

« 10.01 Les costumes, uniformes spéciaux et les salopettes requis par l'employeur doivent être fournis et payés par lui, il doit aussi les faire blanchir à ses frais et ils restent sa propriété. »

13° Les mots « 30 septembre 1966 » apparaissant à l'article 13.01 et 13.02 seront remplacés par les mots « 1er octobre 1969 ».

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 15 juillet 1967. 20395-0

Avis de modification

Coiffeuses — Région de Québec

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que des parties contractantes à la convention collective de Travail relative aux métiers de coiffeur pour hommes et coiffeurs pour dames dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 44 du 14 janvier 1954 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° Le nom de « Le Syndicat des Employés Barbiers et Coiffeurs de Québec, Inc. », apparaissant, comme partie de deuxième part, sera remplacé par le suivant: « Le Syndicat des Coiffeurs pour Hommes de Québec, Inc. ».

2° À l'article 102, les municipalités suivantes feront partie de la zone I-B: Saint-Féréol, Saint-Joachim, Saint-Tite-des-Caps et L'Île d'Orléans.

3° À l'article 102, les villes ou municipalités suivantes feront partie de la zone I-A: Ville Les Saules, Ville Bélair, Val St-Michel, Valcartier, Valcartier Village, Notre-Dame-des-Laurentides, Lac St-Charles, Ancienne-Lorette, et Notre-Dame-de-Lorette.

4° Le paragraphe suivant sera ajouté à l'article 111:

« Chez les coiffeurs pour hommes dans les zones I-A et I-B seulement, nonobstant toutes dispositions contraires, les salariés doivent recevoir, comme indemnité de vacances régu-

wishing to quit his job shall give one week's notice unless otherwise agreed with the employer.

However, an employee who is dismissed for a valid reason or who has not been in the same employer's service for more than six (6) months is not entitled to such one week's notice.

"9.02 Any employer who wishes to lay off an employee temporarily shall give the latter twenty-four (24) hours' notice."

12. Subsection 10.01 will be replaced by the following:

"10.01 Special dress, uniforms or coveralls requested by the employer shall be supplied and paid by him. He shall also pay for their laundering and they shall remain his property."

13. In subsections 13.01 and 13.02, the date "September 30, 1966" will be replaced by "October 1, 1969".

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, July 15, 1967. 20395-0

Notice of Amendment

Hairdressers — Québec region

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Men's and Ladies' Hairdressing trade in the Québec region (made binding by Decree number 44 of January 14, 1954, and amendments) have petitioned him to submit the following amendments to the said decree, to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council:

1. *Le Syndicat des Employés Barbiers et Coiffeurs de Québec Inc.*, mentioned as contracting party of the second part, will be replaced by: *Le Syndicat des Coiffeurs pour Hommes de Québec, Inc.*

2. In section 102, the following municipalities will be included in Zone I-B: Saint-Féréol, Saint-Joachim, Saint-Tite-des-Caps and the Isle of Orleans.

3. In section 102, the following towns or municipalities will be included in Zone I-A: Ville Les Saules, Ville Bélair, Val St. Michel, Valcartier, Valcartier Village, Notre-Dame-des-Laurentides, Lac St. Charles, Ancienne-Lorette and Notre-Dame de-Lorette.

4. The following paragraph will be added to section 111:

"Notwithstanding any other provision, men's hairdressers in zones I-A and I-B only shall receive as vacation pay 2% of total wages and through commissions earned (including vacation

lières, 2% du total des salaires et commissions gagnés, en incluant l'indemnité pour vacances, durant la période du 1er janvier au 31 décembre inclusivement de l'année précédente.»

5° L'article 113 sera remplacé par le suivant:

«113. Chaque fois qu'un salarié cesse d'être employé sans avoir bénéficié de vacances payées pour toute la période de son service, l'employeur doit aussitôt verser la paye de vacances pour toute cette période au Comité paritaire, lequel la remet au salarié quand il prend ses vacances, sinon à l'expiration du temps fixé pour ce faire.»

6° Le paragraphe «a» de l'article 123 sera remplacé par le suivant:

a) Salaires: — Wages:

Employé permanent: — Regular employee:

Catégorie «A» — Class "A".....

Catégorie «B» — Class "B".....

Apprenti: — Apprentice:

1ère année — 1st year.....

de 13 à 18 mois inclusivement — 13 to 18 months inclusively.....

de 19 à 24 mois inclusivement — 19 to 24 months inclusively.....

de 25 à 30 mois inclusivement — 25 to 30 months inclusively.....

de 31 à 36 mois inclusivement — 31 to 36 months inclusively.....

« Zones
I II III
Par semaine — Per week

\$60.00 \$55.00 \$50.00

56.00 50.00 45.00

24.00 22.00 20.00

29.00 27.00 25.00

34.00 32.00 30.00

39.00 37.00 35.00

44.00 42.00 40.00

Par jour — Per day

Employé temporaire ou remplaçant — Temporary or substituting employee \$10.00 \$10.00 \$ 9.00»

7° À l'article 123, les mots: «Dispositions spéciales applicables à la zone II-b (Mégantic) et le tableau des salaires seront biffés.

8° À l'article 123, paragraphe «b», les mots: «dans les zones I-A et I-B et de plus de douze dollars (\$12.00) dans les autres zones», seront biffés.

9° Le paragraphe «c» de l'article 123 sera remplacé par le suivant:

«c) Tout salarié qui, au 20 mars 1967, recevait un salaire supérieur à celui mentionné dans le décret, doit toucher une augmentation sur le salaire effectivement payé de \$6.00 par semaine dans le cas du compagnon et \$4.00 par semaine dans le cas de l'apprenti.»

10° À l'article 124, les mots: «dans les zones I-A et I-B et de douze dollars (\$12.00) dans les autres zones», seront biffés.

11° À l'article 125, l'horaire de travail du samedi dans les zones I-A et I-B sera de 8 h. du matin à 5.30 h. de l'après-midi, la durée hebdomadaire du travail étant diminué d'autant.

12° L'exception apparaissant à l'article 125, zone I-A, sera biffée.

13° À l'article 125, les mots: «II-h (Charlevoix)», seront biffés de la clause intitulée «Exception» qui suit l'horaire de travail de la zone II.

14° À l'article 125, zone II, une troisième exception sera ajoutée comme suit:

«Cependant, dans la zone II-c (Montmagny), l'horaire de travail s'étend de 8 h. du matin à 4 h. de l'après-midi le samedi, la durée hebdomadaire du travail étant diminuée d'autant.»

15° À l'article 131, les prix minimaux des services suivants seront ajoutés ou substitués à ceux apparaissant pour les services rendus dans les zones I, II et III:

pay) from January 1st December 31st of the previous year."

5. Section 113 will be superseded by the following:

"113. Whenever an employee ceases to be an employee without having taken vacations with pay for his entire service time, the employer shall immediately turn over his vacation pay for this period to the Parity Committee. The latter will remit same to the employee at vacation time or at the end of the stipulated vacation period."

6. Subsection "a" of section 123 will be replaced by the following:

	« Zones		
	I	II	III
	Par semaine — Per week		
Employé permanent: — Regular employee:			
Catégorie «A» — Class "A".....	\$60.00	\$55.00	\$50.00
Catégorie «B» — Class "B".....	56.00	50.00	45.00
Apprenti: — Apprentice:			
1ère année — 1st year.....	24.00	22.00	20.00
de 13 à 18 mois inclusivement — 13 to 18 months inclusively.....	29.00	27.00	25.00
de 19 à 24 mois inclusivement — 19 to 24 months inclusively.....	34.00	32.00	30.00
de 25 à 30 mois inclusivement — 25 to 30 months inclusively.....	39.00	37.00	35.00
de 31 à 36 mois inclusivement — 31 to 36 months inclusively.....	44.00	42.00	40.00
	Par jour — Per day		
Employé temporaire ou remplaçant — Temporary or substituting employee	\$10.00	\$10.00	\$ 9.00»

7. In section 123, the words "Special provisions concerning zones II-b (Mégantic)", together with the wage scale, will be deleted.

8. In subsection "b" of section 123, the words "in zones I-A and I-B and by twelve dollars (\$12.00) in the other zones" will be deleted.

9. Subsection "c" of section 123 will be superseded by the following:

"(c) Every employee who, on March 20, 1967, was being paid a wage rate higher than that mentioned herein, shall receive a \$6.00 a week increase if he is a journeyman and a \$4.00 a week increase if he is an apprentice."

10. In section 124, the words "in zones I-A and I-B and by twelve dollars (\$12.00) in the other zones" will be deleted.

11. In section 125, hours of work for Saturdays in zones I-A and I-B will be from 8:00 a.m. to 5:30 p.m. Hours of work in a week shall be decreased accordingly.

12. The exception mentioned in section 125 will be deleted.

13. In section 125, the words "II-h (Charlevoix)", will be deleted from the exceptions that follow the hours of work for zone II.

14. In section 125, zone II, a third exception will be added as follows:

"However, in zone II-c (Montmagny), hours of work for Saturdays shall be from 8:00 a.m. to 4:00 p.m. Hours of work in a week shall be decreased accordingly."

15. In section 131, the following minimum prices for services will be added or substituted for those listed for zones I, II and III.

	Zones		
	I	II	III
Coupe de cheveux ordinaire pour adultes — Regular haircut, adults.....	\$1.75	\$1.50	\$1.25
Coupe de cheveux pour enfants de moins de 14 ans — Regular haircut, children under 14.....	1.00	0.80	0.75
Coupe de cheveux en brosse pour adultes — Brushcut, adults.....	2.00	1.75	1.50

	Zones		
	I	II	III
Coupe de cheveux en brosse pour enfants de moins de 14 ans — Brushcut, children under 14	\$1.25	\$1.10	\$1.00
Coupe de cheveux au rasoir, y compris le shampooing et l'ondulation — Razor cut, including shampoo and setting	3.75	3.50	3.25
Shampooing et ondulation — Shampoo and setting	2.00	1.75	1.50
Barbe — Shave	1.00	1.00	0.75
Shampooing teinture avec ou sans coupe de cheveux — Tinging shampoo, with or without haircut	5.00	4.00	3.00
Flambage des cheveux — Hair singeing	0.75	0.50	0.40
Shampooing — Shampoo	1.00	0.75	0.75
Massage ordinaire — Regular massage	1.00	0.75	0.75
Lotion ou tonique — Lotion or tonic	0.75	0.65	0.55
Aiguillage de rasoir — Razor honing		0.75	0.60

16° À l'article 131, les mots: « Dispositions spéciales applicables à la zone II-b (Mégantic), à la zone II-d (Rivière-du-Loup) et à la zone II-e (Rimouski) ainsi que les prix minima pour la coupe de cheveux des adultes, seront biffés.

17° L'article 132 sera remplacé par le suivant:

« 132. *Nombre d'apprentis*: Le nombre d'apprenti par salon ne doit pas dépasser les limites suivantes: un (1) apprenti dans un salon où travaille régulièrement un (1) coiffeur pour hommes classe A; deux (2) apprentis dans un salon où travaillent régulièrement trois (3) coiffeurs pour hommes de classe « A » ou « B ». Toutefois, il ne doit pas y avoir plus de deux (2) apprentis par salon, quel que soit le nombre de coiffeurs pour hommes y travaillent. »

18° L'exception apparaissant à l'article 136, zone I-C, sera modifiée en remplaçant les mots: « durant les mois de juillet et août », par les mots: « durant les mois de juin, juillet, août et septembre ».

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 15 juillet 1967. 20395-o

Avis de modification

Construction (Plombiers) — Montréal

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par la Section « A » (Plombier) du décret numéro 612 du 6 avril 1962 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° L'alinéa « e » suivant sera ajouté au paragraphe 2 de l'article II:

16. In section 131, the words "Special provisions concerning zone II-b (Mégantic), zone II-d (Rivière du Loup) and zone II-e (Rimouski)" as well as the minimum price for the haircut (adults), will be deleted.

17. Section 132 will be superseded by the following:

"132. *Number of apprentices*: The number of apprentices per salon shall never exceed the following limits: one (1) apprentice in a salon where one (1) men's hairdresser class "A" works regularly; two (2) apprentices in a salon where three (3) men's hairdressers, class "A" or "B" work regularly. However, there shall be no more than two (2) apprentices per salon, regardless of the number of men's hairdressers working therein."

18. The exception stated in section 136, zone I-C, will be amended by replacing the words "During July and August" by: "During June, July, August and September".

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, July 15, 1967. 20395-o

Notice of Amendment

Construction Industry (Plumbers) — Montréal

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Construction Industry and Trades in the Montréal region (made binding by Section "A" (Plumbers) of Decree number 612 of April 6, 1962, and amendments) have petitioned him to submit the following amendments to the said decree, to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council:

1. The following paragraph "e" will be added to subsection 2, article II:

« c) Chauffeur de camion de service et magasinier à l'atelier (stock-keeper) (sans limitation quotidienne de la durée du travail): \$75.00 par semaine. »

2° L'alinéa 2° du paragraphe « a » de l'article VII sera remplacé par le suivant:

« 2. *Indemnité de présence*: Si l'avis prévu au paragraphe 1 n'a pas été donné et que, après s'être présenté au chantier le matin, l'employé est empêché de commencer à travailler pour raison majeure, il recevra une heure de salaire en compensation de son déplacement. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendements. L'arrêté en conseil entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections en double copie, si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 15 juillet 1967. 20395-o

Avis

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément à la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec 1964, chapitre 143), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

L'Association des Marchands d'autos des Cantons de l'Est d'une part, et

Le Syndicat National des employés de garages dans la région de Thetford Mines;

Le Syndicat National des employés de garages dans la région de Victoriaville;

Le Syndicat National des employés de garages du comté de Wolfe, d'autre part

pour les employeurs et les salariés des occupations visées, suivant les conditions ci-après décrites:

Article 1. Définition: Aux fins du décret, les mots et les termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) *Artisan*: Le mot « artisan » désigne toute personne faisant seule ou en société un travail régi par le présent décret pour son propre bénéfice. Il désigne aussi tout employeur ou employeur professionnel lorsqu'il fait pareil travail.

b) *Apprenti*: Le mot « apprenti » désigne toute personne qui apprend un des métiers mentionnés dans le décret.

c) *Compagnon*: Le mot « compagnon » désigne toute personne qui a terminé son apprentissage et obtenu son certificat de qualification dans l'un des métiers de l'industrie de l'automobile tels que: charron, carrossier, électricien, machiniste, mécanicien, bourrelier, peintre, soudeur, spécialiste du radiateur, spécialiste du rechapage, spécialiste de l'alignement des roues, spécialiste ou réglage de moteur, spécialiste des freins, spécialiste de la transmission automatique, spécialiste de la suspension, spécialiste du différentiel, spécialiste du châssis, vitrier, vérificateur, vulcanisateur etc. . . .

“(e) Truck driver (service truck) and stock-keeper (without daily limitation as to hours of work): 75.00 a week.”

2. Paragraph 2, subsection “a”, article VII, will be replaced by the following:

“2. *Show-up pay*: If the notice provided for in subsection 1 has not been given and if, after reporting in on the construction site, the employee cannot begin work due to factors beyond anyone's control, the employee shall be paid one hour's wages to compensate for his travelling.”

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, July 15, 1967. 20395-o

Notice

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties listed below have petitioned him to make binding the collective labour agreement entered into between:

L'Association des Marchands d'autos des Cantons de l'Est

AND

Le Syndicat National des employés de garages dans la région de Thetford Mines;

Le Syndicat National des employés de garages dans la région de Victoriaville;

Le Syndicat National des employés de garages du comté de Wolfe,

for the employers and employees in the occupations concerned, according to the following conditions:

Section 1. Definitions: In the decree,

(a) “artisan” means anyone who, alone or in partnership, performs any of the work covered by the decree, for his own benefit. It also means any employer or professional employer who carries out such work;

(b) “apprentice” means anyone who learns one of the trades mentioned in the decree;

(c) “journeyman” means anyone who has completed his apprenticeship and has obtained his competency certificate in any of the following automobile industry trades: wheelwright, body man, electrician, machinist, mechanic, upholsterer, painter, welder, radiator specialist, retreading specialist, wheel-alignment specialist, motor tune-up specialist, brake specialist, automatic transmission specialist, suspension specialist, differential specialist, frame specialist, glazier, tester, vulcanizer, and so on;

d) *Démonteur*: Le mot « démonteur » désigne toute personne qui fait le démontage des véhicules à moteur dans le but de vendre ou d'emmagasiner les pièces ou de vendre le métal comme rebut.

e) *Préposé au service*: Le terme « préposé au service » désigne tout salarié qui vend de l'essence ou des lubrifiants, graisse, lave, nettoie ou conduit les véhicules à moteur, fait le nettoyage ou le chauffage des établissements, change ou répare les pneus, les courroies de ventilateurs et de la dynamo, les accumulateurs, les boyaux, les essuie-glaces, les phares, les filtres.

f) *Commissionnaire*: Le mot « commissionnaire » désigne tout salarié qui fait, comme principal travail, la livraison ou le transport des marchandises avec un véhicule dont il a la charge.

g) *Salarié*: Le mot « salarié » désigne tout apprenti, ouvrier qualifié ou compagnon, artisan, tout manoeuvre ou ouvrier non qualifié, tout préposé aux pièces de rechange ou toute personne qui travaille individuellement, en équipe ou en société.

h) *Vérificateur*: Le mot « vérificateur » désigne tout salarié préposé à la vérification des véhicules à moteur et à l'estimation de toutes les réparations.

i) *Vendeur de service*: Le terme « vendeur de service » désigne tout salarié préposé à la réception de la clientèle, à la distribution et à la coordination du travail, à l'inscription de commande et, de façon générale, le salarié qui assure le service à la clientèle dans un atelier de mécanique ou de réparations ou un garage assujéti au décret.

Aux fins d'application des deux paragraphes « h » et « i » précédents, les vérificateurs et vendeurs de service ne sont pas assujettis au décret tant et aussi longtemps qu'ils n'exécutent aucun travail de métier.

Note: Toute personne qui a la surveillance d'un ouvrage et qui exécute du travail de métier est considérée comme un salarié de ce métier et son salaire est fixé conformément aux taux de salaires stipulés dans le décret.

j) *Concierge*: Le mot « concierge » désigne tout salarié qui chauffe et fait le nettoyage et l'entretien d'un établissement couvert par le décret.

k) *Préposé aux pièces de rechange*: Ce terme désigne tout salarié affecté au déballage, à l'emmagasinement, à la vente, à la livraison et à l'expédition des pièces ou accessoires nécessaires à la conduite ou au bon fonctionnement d'un véhicule à moteur.

l) *Gardien de nuit*: Le terme « gardien de nuit » désigne tout salarié dont les fonctions consistent à garder l'établissement ou la place d'affaires, ouvrir les portes, garer les voitures, nettoyer et entretenir l'établissement ou effectuer divers services d'urgence.

m) *Atelier de mécanique*: Le terme « atelier de mécanique » désigne un établissement où l'on refait, remet en bon état, répare, règle ou travaille les moteurs et diverses autres pièces de véhicules à moteur.

n) *Poste d'essence*: Le terme « poste d'essence », désigne tout endroit fixe ou mobile où se fait exclusivement la vente d'essence et/ou de lubrifiants pour l'usage des véhicules à moteur, que ledit endroit soit exploité par un propriétaire ou un locataire comme établissement principal ou comme annexe d'un établissement principal.

o) *Station-Service*: Le terme « station-service », désigne tout poste dans lequel:

(d) "wrecking mechanic" means anyone who dismantles motor vehicles for the purpose of selling and storing the parts thereof or to sell the metal as scrap;

(e) "service man" means any employee who sells gasolines or lubricants; greases, washes, cleans or drives motor vehicles; cleans the establishment and looks after its heating; changes or repairs tires, generator and fan belts, batteries, hoses, windshield wipers, lights and filters;

(f) "messenger" means any employee whose work consists mainly in delivering and transporting goods with a motor vehicle of which he is in charge;

(g) "employee" means any apprentice, skilled workman or journeyman, artisan, labourer or unskilled workman, spare parts man or any other who works alone, in a crew or in partnership;

(h) "tester" means any employee who checks over motor vehicles and estimates all repairs;

(i) "customer-service supervisor" means any employee who greets customers, distributes and co-ordinates work, writes out orders and in a general way ensures customer service in a machine or repair shop or in a garage subject to the decree.

For the purposes of subsections "h" and "i" above, testers and customer service supervisors are not governed by the decree as they perform no trade work.

Note: Anyone who supervises work and who performs trade work is considered as an employee in such trade and his wage rate is determined according to those stipulated herein.

(j) "caretaker" means any employee who looks after the heating, cleaning and maintenance of an establishment covered by the decree;

(k) "spare parts man" means any employee who unpacks, stores, sells, delivers and ships parts or accessories required for the operation and good working order of a motor vehicle;

(l) "night watchman" means any employee whose work consists in watching the establishment or business firm, opening doors, parking cars, cleaning and maintaining the establishment or carrying out various emergency services;

(m) "machine shop" means any establishment where motors and various other automotive parts are rebuilt, reconditioned, repaired, adjusted or worked upon;

(n) "gasoline station" means any mobile or stationary place where only motor vehicle gasoline and lubricants are sold, whether or not such place is operated by a proprietor or a lessee as a main or secondary business concern;

(o) "service station" means any place where:

- 1) on vend de l'essence et des lubrifiants;
- 2) on vend, monte et répare les pneus;
- 3) on lave, nettoie, polit, lubrifie et remise les véhicules à moteur;
- 4) on donne un service de dépannage;
- 5) on vend et monte les pièces d'équipements énumérées au paragraphe « e » du présent article.

Toutefois, si une station-service possède une section de mécanique ou de réparation de véhicules à moteur, la dite section est considérée, aux fins d'application du décret, comme un garage et assujettie aux conditions de travail des garages ou ateliers de mécanique.

p) Garage: Le mot « garage » désigne tout endroit où l'on fait la réparation, la transformation, le démontage et le remisage des véhicules à moteur. Sont considérés comme garages et par conséquent assujettis au décret, tous les établissements où se fait, exclusivement ou en partie, la réparation des pièces ou accessoires nécessaires à la conduite ou au fonctionnement d'un véhicule à moteur, que ces accessoires ou pièces soient séparés du véhicule à moteur ou non.

q) Terrain de démontage: Le terme « terrain de démontage » désigne tout endroit où les véhicules à moteur ou certaines de leurs pièces sont démontés pour être emmagasinés, réparés ou vendus comme matériel utilisable ou comme ferraille.

r) Terrain ou garage de stationnement: Le terme « terrain ou garage de stationnement » désigne tout endroit réservé au stationnement ou remisage de véhicules à moteur. Toutefois, les établissements qui ne donnent aucun service sur les véhicules à moteur sont exclus.

s) Magasin de pièces: Le terme « magasin de pièces » désigne tout endroit où se fait le déballage, l'emmagasinage, la vente, la livraison des accessoires ou pièces, d'équipements de garage ou de pièces d'équipement, neufs ou usagés, nécessaires à la conduite ou au fonctionnement des véhicules à moteur. Les établissements détachés des garages ou ateliers mécaniques ne sont pas exclus.

t) Pompiste: Le mot « pompiste » désigne tout salarié, homme ou femme, qui distribue de l'essence ou des lubrifiants dans un poste d'essence.

Article 2. a) Champ d'application professionnel: Le décret s'applique aux employeurs, aux employeurs professionnels, aux artisans et aux salariés de garages, de postes d'essence, de station-service, d'ateliers de mécanique, de postes de lavage, de terrains ou garages de stationnement, de terrains de démontage, d'ateliers de vulcanisation, d'établissements de vente de pneus, de postes de vente d'accessoires ou pièces et de magasins de pièces situés dans le champ d'application territorial du décret.

Exceptions: le décret n'est pas applicable:

i. à un garage municipal tant et aussi longtemps que les conditions de travail y sont fixées par une convention collective particulière;

ii. aux établissements industriels exploitant de façon accessoire un garage, un atelier de mécanique, une station-service, pour autant qu'ils limitent leurs services exclusivement à leurs propres véhicules ou accessoires et qu'ils n'accomplissent aucun travail pour autrui, moyennant rémunération ou non.

iii. au chef ou gérant de département de pièce et accessoire ni au chef de département de carrosserie peinture, de mécanique et de service. Pour l'application du présent paragraphe, les chefs ou gérants seront considérés comme tels s'ils ont chacun au moins quatre (4) salariés sous leurs ordres.

- (1) gasoline and lubricants are sold;
- (2) tires are sold, installed and repaired;
- (3) motor vehicles are washed, cleaned, polished, lubricated and stored;
- (4) emergency break-down service is given;
- (5) equipment parts listed in subsection "e" of this section are sold and installed.

If the service station has a motor vehicle repair or mechanical department, such department, for the purposes of the decree, is considered as a garage and is subject to the employment conditions of garages and machine shops;

(p) "garage" means any place where motor vehicles are repaired, transformed, dismantled or stored. Any establishment exclusively or partly engaged in the repair of parts or accessories required for the operation of motor vehicles, whether or not such parts or accessories be separated from the motor vehicle, are considered as garages and are therefore governed by the decree;

(q) "wrecking yard" means any place where motor vehicles or certain parts thereof are dismantled in view of being stored, repaired or sold as used parts or as scrap.

(r) "parking lot or garage" means any area reserved to park or store motor vehicles. Establishments giving no motor vehicle service are excluded;

(s) "parts store" means any place where new or used accessories or parts, garage equipment or equipment parts required for the operation of motor vehicles are unpacked, stored, sold and delivered. Establishments separate from garages or machine shops are included;

(t) "pump attendant" means any male or female employee who dispenses gasoline or lubricants in a gasoline station.

Section 2. (a) Professional jurisdiction: The decree covers employers, professional employers, artisans and employees in garages, gasoline stations, service stations, machine shops, car washes, parking lots or garages, wrecking yards, vulcanizing shops, tire sales establishments, accessories or parts stores, parts stores located in the territorial jurisdiction of the decree.

Exceptions: The decree does not cover:

i. a municipal garage so long as working conditions therein are governed by a private collective agreement;

ii. industrial establishments that operate, as an accessory, a garage, a machine shop or a service station, so long as they limit their services to their own vehicles or equipment and they do no work for others, for payment or gratuitously;

iii. the head or manager of a parts and accessories department, head of the paint and body shops, mechanical department or service department. For purposes of this subsection, only those in charge of at least four (4) employees shall be considered as department heads or managers;

iv. aux ateliers qui font exclusivement le montage et la réparation de machines agricoles.

b) *Champ d'application territorial*: Le décret s'applique au comté de Mégantic et les municipalités de St-Ferdinand et de St-Évariste et Guadeloupe.

i. Dans le comté de Wolfe, à l'exception de la municipalité de Wotton.

ii. le comté de Wolfe, excepté la municipalité de Wotton.

c) Aux fins de tarification des salaires, heures de travail, jours fériés et payés, vacances, le champ d'application territorial est divisé en trois zones comme suit:

Zone I: La Cité de Thetford Mines et dans toutes les municipalités situées en entier ou en partie dans un rayon de dix (10) milles de ses limites, incluant St-Ferdinand et St-Évariste et Guadeloupe.

Zone II: Le comté de Wolfe, à l'exception de la municipalité de Wotton.

Zone III: La ville de Plessisville et le reste de la juridiction territoriale.

ZONE I

Article 3. Taux de salaires minima et classification: Les taux minima de salaires sont les suivants pour chacune des classifications ci-après mentionnées:

Compagnons tous les métiers — Journeymen, all trades:

« A »	.....	\$2.22	\$2.35	\$2.40
« B »	.....	2.09	2.15	2.20
« C »	.....	1.94	2.00	2.05

Apprentis tous les métiers — Apprentices, all trades:

1ère année — 1st year	.....	1.45	1.50	1.55
2ème année — 2nd year	.....	1.61	1.66	1.72
3ème année — 3rd year	.....	1.71	1.76	1.82
4ème année — 4th year	.....	1.83	1.88	1.95

Préposés aux services, démonteurs — Service man, wrecking mechanics:

1ère année — 1st year	.....	1.25	1.35	1.40
2ème année — 2nd year	.....	1.35	1.45	1.50
3ème année — 3rd year	.....	1.45	1.55	1.60
4ème année — 4th year	.....	1.55	1.65	1.70
5ème année — 5th year	.....	1.60	1.70	1.75
6ème année — 6th year	.....	1.70	1.80	1.85

Pompistes — Pump attendants:

.....		1.25	1.35	1.40
-------	-------	------	------	------

Préposés aux pièces — Parts men:

1ère année — 1st year	.....	1.31	1.36	1.41
2ème année — 2nd year	.....	1.42	1.47	1.52
3ème année — 3rd year	.....	1.60	1.65	1.70
4ème année — 4th year	.....	1.80	1.85	1.90
5ème année — 5th year	.....	1.85	1.90	1.95

ou — or

Examen réussi, après 4 ans — Successful examination, after 4 years		1.95	2.00	2.05
--	-------	------	------	------

Commissionnaires — Messengers

15/5/67 15/11/67 15/5/68

\$2.22 \$2.35 \$2.40

2.09 2.15 2.20

1.94 2.00 2.05

1.45 1.50 1.55

1.61 1.66 1.72

1.71 1.76 1.82

1.83 1.88 1.95

1.25 1.35 1.40

1.35 1.45 1.50

1.45 1.55 1.60

1.55 1.65 1.70

1.60 1.70 1.75

1.70 1.80 1.85

1.25 1.35 1.40

1.31 1.36 1.41

1.42 1.47 1.52

1.60 1.65 1.70

1.80 1.85 1.90

1.85 1.90 1.95

1.95 2.00 2.05

1.10 1.15 1.20

Article 4. Heures régulières de travail: Compagnons et apprentis, préposés aux pièces: a) La semaine régulière de travail sera de quarante-cinq (45) heures, réparties du lundi au vendredi de la façon suivante: neuf (9) heures de travail entre sept heures et trente minutes a.m. (7.30) et six heures p.m. (6.00) chaque jour avec une heure pour le repas du midi.

b) *Préposés aux pièces dans les magasins de pièces*: La semaine régulière de travail sera de 46 heures et $\frac{1}{2}$ par semaine, réparties entre le lundi au jeudi, entre 7.30 heures a.m. et 6.00 heures p.m., le vendredi entre 7.30 heures a.m. et 9.30 heures p.m., le samedi, entre 7.30 heures a.m. et midi. Cependant, le salarié qui travaillera le vendredi soir entre 5.30 heures et 9.30 heures p.m. ne travaillera pas le lendemain matin.

iv. shops exclusively assembling or repairing farm equipment.

(b) *Territorial jurisdiction*: The decree encompasses:

i. the county of Mégantic and the municipalities of St. Ferdinand, St. Evariste and Guadeloupe;

ii. the county of Wolfe, except the municipality of Wotton.

(c) In order to determine wage rates, hours of work, general holidays with pay and vacations, the territorial jurisdiction is divided into three zones, as follows:

Zone I: The city of Thetford Mines and all municipalities located wholly or partly within a 10-mile radius of its limits, including St. Ferdinand, St. Evariste and Guadeloupe.

Zone II: The county of Wolfe, except the municipality of Wotton.

Zone III: The town of Plessisville and the remainder of the territorial jurisdiction.

ZONE I

Section 3. Minimum wage rates and classification: Minimum wage rates are as listed hereunder for each classification:

15/5/67 15/11/67 15/5/68

\$2.22 \$2.35 \$2.40

2.09 2.15 2.20

1.94 2.00 2.05

1.45 1.50 1.55

1.61 1.66 1.72

1.71 1.76 1.82

1.83 1.88 1.95

1.25 1.35 1.40

1.35 1.45 1.50

1.45 1.55 1.60

1.55 1.65 1.70

1.60 1.70 1.75

1.70 1.80 1.85

1.25 1.35 1.40

1.31 1.36 1.41

1.42 1.47 1.52

1.60 1.65 1.70

1.80 1.85 1.90

1.85 1.90 1.95

1.95 2.00 2.05

1.10 1.15 1.20

Section 4. Standard hours of work: Journeymen, apprentices and parts men: (a) Standard working hours shall not exceed 45 a week and 9 a day, scheduled between 7:30 a.m. and 6:00 p.m., Monday through Friday, with one hour off for the noon meal.

(b) *Parts men in parts stores where work consists mainly in selling parts*: Standard working hours shall not exceed 46 $\frac{1}{2}$ a week, scheduled between 7:30 a.m. and 6:00 p.m., Monday through Thursday; between 7:30 a.m. and 9:30 p.m. on Friday and between 7:30 a.m. and noon on Saturday. Employees working between 5:30 p.m. and 9:30 p.m. on Friday shall not work Saturday morning. Employers shall have em-

L'employeur fera en sorte qu'il y ait alternance entre les salariés affectés pour le travail du vendredi soir et du samedi matin.

c) Préposés au service, démonteur et commissionnaire: La semaine régulière de travail dans le cas des hommes de service et des démonteurs et commissionnaires sera de quarante-six heures et demie ($46\frac{1}{2}$) par semaine réparties en six (6) journées de travail de huit heures et demie ($8\frac{1}{2}$) chacune au maximum. Les heures régulières de travail seront réparties entre sept heures a.m. (7.00) et dix heures (10.00) du soir.

Les employés auront droit à une journée complète de repos à chaque semaine de sept (7) jours. Cette journée devra être le dimanche au moins une semaine sur deux (2), si l'employé le désire.

d) Pompistes: La semaine régulière de travail des pompistes sera de soixante (60) heures réparties en six (6) journées de travail de dix heures (10) chacune. Les heures régulières de travail seront réparties entre sept heures (7.00) du matin et dix heures (10.00) du soir.

Les pompistes auront droit à une journée complète de repos à chaque semaine de sept (7) jours. Cette journée devra être le dimanche au moins une semaine sur deux (2) si l'employé le désire.

Travail de soir et de nuit: *a)* Pour les fonctions de compagnons, apprentis, commis aux pièces et commissionnaires, l'employeur aura le droit d'établir une deuxième équipe en plus de l'équipe régulière pour faire du travail de soir ou de nuit. En ce cas, les employés travaillant sous cette deuxième équipe auront droit à une prime de dix pour cent (10%) de leur salaire horaire.

Dans un tel cas, la journée régulière de travail de la deuxième équipe sera de neuf (9) heures par jour, réparties entre cinq heures et trente p.m. (5.30) et quatre heures a.m. (4.00). La période de repas sera fixée par entente entre les parties et pourra être d'une durée d'une demi heure à une heure. Cette demi heure ou cette heure sera sans paie.

Il est entendu que l'employeur ne pourra réduire le nombre d'hommes sur l'équipe régulière de jour pour constituer l'équipe de nuit.

b) Pour les fonctions de préposés au service, démonteur et pompiste, l'employeur aura le droit de les faire travailler entre dix (10) heures p.m. et sept (7) heures a.m. à condition de leur payer une prime de dix (10%) pour cent de leur salaire horaire régulier.

Article 5. Temps supplémentaire: 5.01 Tout travail supplémentaire en dehors des limites de la journée régulière de travail ou de la semaine régulière de travail sera rémunéré au taux régulier majoré de sa moitié, excepté lorsque les articles 5.02, 5.03, 5.04 et 5.05 prévoient un taux différent.

5.02 Un travail commencé avant la fin de la journée régulière d'un salarié pourra être continué s'il s'agit d'accommoder un client, un quart d'heure après la fin de sa journée régulière, sans que l'employeur soit tenu de payer temps et demi. Cependant, si le travail dépasse le quart d'heure susmentionné, le temps sera payé au taux de temps et demi depuis la fin de la journée régulière de travail du salarié.

5.03 Tout travail exécuté le dimanche par les apprentis, les compagnons, les démonteurs, les commis aux pièces et les commissionnaires sera rémunéré au taux de temps double.

5.04 Tout travail exécuté les jours de congés payés par les apprentis, les compagnons, les démonteurs, les commis aux pièces et les commissionnaires sera rémunéré au taux de temps double plus le paiement de la fête. Pour l'homme

ployées rotate between Friday evening and Saturday morning work.

(c) Service men, wrecking mechanics and messengers: Standard working hours shall not exceed $46\frac{1}{2}$ a week and $8\frac{1}{2}$ a day, scheduled between 7:00 a.m. and 10:00 p.m. every day of the 6-day work week.

Employees shall be entitled to one day's rest every 7-day work week. Such day of rest shall fall on every second Sunday if the employee so wishes.

(d) Pump attendants: Standard working hours shall not exceed sixty (60) a week and 10 a day, scheduled between 7:00 a.m. and 10:00 p.m. every day of the 6-day work week.

Pump attendants shall be entitled to one day's rest every 7-day work week. Such day of rest shall fall on every second Sunday if the employee so wishes.

Evening or night work: *(a)* The employer may set up a second shift besides the regular shift to have journeymen, apprentices, parts men and messengers work evenings or nights. In such instance, employees on the second shift shall be entitled to a shift differential equal to 10% of their hourly wage rate.

Standard hours of work for the second shift shall not exceed 9 a day, scheduled between 5:30 p.m. and 4:00 a.m. Meal time shall be determined after agreement between the parties concerned, may last from one-half to one hour but is not paid.

It is agreed that the employer may not reduce the number of men on the regular shift to make up the night shift.

(b) The employer may have service men, wrecking mechanics and pump attendants work between 10:00 p.m. and 7:00 a.m., provided he pays them the 10% shift differential.

Section 5. Overtime: 5.01 Unless a different rate is provided for in subsections 5.02, 5.03, 5.04 and 5.05, time and one half shall be paid for all work performed outside the daily or weekly standard hours of work.

5.02 When work is begun before the end of the standard work day, it may be continued for fifteen (15) minutes beyond such time for the customer's convenience and the employer need not pay time and one half. However, should the work extend beyond the abovementioned 15 minutes, time and one-half shall be paid from the end of the employee's standard work day.

5.03 Double time shall be paid to apprentices, journeymen, wrecking mechanics, parts men and messengers who work on Sundays.

5.04 Besides payment for the holiday, double time shall be paid to apprentices, journeymen, wrecking mechanics, parts men and messengers who work on a general holiday with pay. Service men and pump attendants shall be entitled to

de service et le pompiste, ils auront droit à un autre jour de congé payé en remplacement de la fête.

5.05 Tout salarié rappelé au travail après avoir quitté l'établissement sera payé au taux de temps supplémentaire applicable et il aura droit à un minimum de paie équivalent, s'il agit d'un compagnon ou un apprenti, à deux (2) heures au taux régulier, et s'il s'agit d'un commis aux pièces ou de tout autre salarié, à un minimum d'une (1) heure au taux régulier.

Article 6. Garantie de travail: 6.01 Tout salarié recevra une rémunération quotidienne minimum équivalant au nombre d'heures ouvrables depuis son arrivée au garage jusqu'à la fin de sa journée régulière de travail.

6.02 Le salarié qui quitte son travail ou qui arrive en retard à son travail, verra cette garantie de travail diminué d'autant.

Article 7. Fêtes chômées et payées: 7.01 Les jours de fêtes suivants seront chômés et payés au taux de salaire d'une journée normale de travail:

- 1) Le jour de Noël ou s'il tombe un dimanche, le lundi suivant;
- 2) Le jour de l'An ou s'il tombe un dimanche, le lundi suivant;
- 3) La célébration de la St-Jean-Baptiste;

4) La fête du Travail;

5) Le Vendredi-Saint;

6) La confédération;

7) Un congé mobile qui sera pris une fois par année entre le 1er octobre et le 30 septembre de l'année suivante après entente entre l'employeur et l'employé.

Pour avoir droit à ces fêtes chômées et payées, le salarié devra être à l'emploi du même employeur depuis plus de six (6) mois et avoir travaillé la veille ouvrable et le lendemain ouvrable de la fête.

Article 8. Vacances payées: 8.01 *Droit aux vacances:* a) *Moins d'un an de service:* Tout salarié qui, au 1er mai de chaque année, a moins d'un an de service continu, recevra des vacances annuelles d'une durée minimum d'autant de demi-journées qu'il a de mois de service continu pour le même employeur.

b) *D'un an à quatre ans de service:* Tout salarié qui, au 1er mai de chaque année, a un an de service continu pour le même employeur, recevra des vacances annuelles d'une durée minimum d'une semaine complète.

c) *Plus de quatre ans de service:* Tout salarié qui au 1er mai de chaque année, a plus de quatre ans de service continu pour le même employeur recevra des vacances annuelles d'une durée minimum de deux semaines complètes.

d) *Plan de quinze ans de service:* Tout salarié qui au 1er mai de chaque année, a plus de quinze ans de service continu pour le même employeur recevra des vacances annuelles d'une durée minimum de trois semaines complètes.

8.02 a) Tout salarié qui a droit à moins d'une semaine complète de vacances recevra une rémunération de vacances égale à deux pour cent (2%) de ses gains faits pendant les heures régulières de travail entre le 1er mai et le 30 avril précédant la qualification aux vacances.

b) Tout salarié qui a droit à une semaine complète de vacances recevra une rémunération de vacances équivalente à deux pour cent (2%) de ses gains faits pendant les heures régulières de travail entre le 1er mai et le 30 avril précédant la qualification aux vacances.

one day off with pay to replace the general holiday.

5.05 Every employee called back to work after having left the establishment shall be paid at the applicable overtime rate. Journeymen and apprentices shall be entitled to at least two (2) hours at straight time and parts men or other employees shall be entitled to at least one (1) hour at straight time.

Section 6. Work guarantee: 6.01. Every employee shall be paid a minimum equivalent to the number of working hours counted from the time he arrives at the garage up to the end of the standard working day.

6.02 When an employee leaves or arrives late at work, the abovementioned work guarantee shall be reduced accordingly.

Section 7. General holidays with pay: 7.01 The following general holidays shall be paid at the rate of a regular day's wages:

(1) Christmas Day or the following Monday, should the holiday fall on a Sunday;

(2) New Year's Day or the following Monday, should the holiday fall on a Sunday;

(3) the day observed as St. John Baptist the Day;

(4) Labour Day;

(5) Good Friday;

(6) Canada Day;

(7) one optional holiday that may be taken once a year between October 1st and September 30th of the following year, after agreement between employer and employee.

To be entitled to the above general holidays with pay, the employee shall have been in the same employer's service for more than six (6) months and shall have worked the working day immediately preceding and following each general holiday.

Section 8. Annual vacations with pay: 8.01 *Vacation entitlement:* (a) *Less than one year's service:* Every employee who, on May 1st of each year, has less than one year's continuous service, shall receive at least one half-day's annual vacation per service month with the same employer.

(b) *One to four years' service:* Every employee who, on May 1st of each year, has one year's continuous service with the same employer, shall be granted at least one full week's annual vacation.

(c) *More than four years' service:* Every employee who, on May 1st of each year, has more than four years' continuous service with the same employer, shall be granted at least two full weeks' annual vacation.

(d) *More than fifteen years' service:* Every employee who, on May 1st of each year, has more than fifteen years' continuous service with the same employer, shall be granted at least three full weeks' annual vacation.

8.02 (a) Every employee who is entitled to less than one full week's vacation shall receive vacation pay equal to two per cent (2%) of wages earned during standard hours worked between May 1st and April 30th prior to vacation entitlement.

(b) Every employee who is entitled to one full week's vacation shall receive vacation pay equal to two per cent (2%) of wages earned during standard hours worked between May 1st and April 30th prior to vacation entitlement.

c) Tout salarié qui a droit à deux semaines complètes de vacances, recevra une rémunération de vacances équivalente à quatre pour cent (4%) de ses gains faits pendant les heures régulières de travail entre le 1er mai et le 30 avril précédant la qualification aux vacances.

d) Tout salarié qui a droit à trois semaines complètes de vacances, recevra une rémunération de vacances équivalente à six pour cent (6%) de ses gains faits pendant les heures régulières de travail entre le 1er mai et le 30 avril précédant la qualification aux vacances.

8.03 *Prise de vacances*: Toutes les vacances annuelles seront prises entre le 1er mai et le 1er décembre de chaque année, sauf dans les cas suivants:

a) Les préposés aux pièces qui ont droit à deux semaines de vacances devront prendre une semaine entre le 1er mai et le 1er novembre et une autre semaine entre le 1er novembre et le 1er mai à moins d'entente avec l'employeur.

b) Les salariés qui ont droit à trois semaines de vacances ne pourront pas prendre plus de deux semaines de vacances consécutives; la troisième semaine devra être prise entre le 1er décembre et le 1er mai, à moins d'entente avec l'employeur.

Au cours du mois de mai l'employeur affichera la cédule des vacances. La cédule des vacances sera établie en tenant compte de l'ancienneté dans chaque département ce qui signifie que le salarié le plus ancien aura le premier choix, le deuxième, le second choix et ainsi de suite. Si l'ancienneté est égale, l'âge du salarié prévaudra.

8.04 *Paiement des vacances*: Tout salarié doit recevoir sa rémunération de vacances avant son départ en vacances.

8.05 *Départ*: Tout salarié qui quitte volontairement son emploi ou qui est congédié pour juste cause, recevra au moment de son départ, la rémunération de vacances acquises avant le 1er mai précédant qui n'ont pas été prises plus 2%, 4% ou 6% des gains réalisés depuis tel 1er mai pendant les heures normales selon qu'il est dans la catégorie 8.01 a, b, c ou d.

8.06 Si un ou plusieurs fêtes chômées et payées tombent pendant la période de prise des vacances annuelles de tout salarié, celui-ci aura droit à autant de jours additionnels de vacances qu'il y aura de telles fêtes.

Article 9. Costumes et uniformes: 9.01 Les costumes ou uniformes habituels ainsi que les salopettes doivent être fournis et payés par l'employeur à raison de 50%. L'employeur doit également payer le blanchissage à raison de 50%. Le tout sans préjudice à ceux dont le costume et le blanchissage sont payés entièrement par l'employeur, lesquels salariés continueront de bénéficier de cet avantage. Lorsque l'employé paie 50% du costume, uniforme, salopette, etc., tels costumes, uniformes, salopettes, seront sa propriété.

Si l'employeur préfère le système de location, 50% des frais seront payés par l'employé et 50% par l'employeur.

Le salarié devra porter le costume que lui indiquera son employeur.

L'employeur fournira les couvertures protégeant les autos et les sièges et le salarié les paiera s'il les perd.

L'employeur déduira de la paie du salarié les montants à cette fin.

Article 10. Salaires: 10.01 Le travail au temps standard (flat rate) sera possible mais l'employeur ne pourra l'exiger d'aucun salarié.

(c) Every employee who is entitled to two full weeks' vacation shall receive vacation pay equal to four per cent (4%) of wages earned during standard hours worked between May 1st and April 30th prior to vacation entitlement.

(d) Every employee who is entitled to three full weeks' vacation shall receive vacation pay equal to six per cent (6%) of wages earned during standard hours worked between May 1st and April 30th prior to vacation entitlement.

8.03 *Vacation period*: All annual vacations shall be taken between May 1st and December 1st each year, save in the following instances:

(a) Parts men who are entitled to two weeks' vacation shall take the first week between May 1st and November 1st and the second week between November 1st and May 1st, unless otherwise agreed between employer and employee.

(b) Employees who are entitled to three weeks' vacation shall not take more than two weeks at one time. The third week shall be taken between December 1st and May 1st, unless otherwise agreed between employer and employee.

The employer shall post the vacation schedule in May. Choice of vacation dates shall be made according to seniority in each department. When seniority is equal, the employee's age shall prevail.

8.04 *Vacation pay*: Every employee shall be given his vacation pay before leaving on vacation.

8.05 *Separation*: Every employee who voluntarily quits his job or is dismissed for valid reason, shall receive, upon separation, vacation pay accrued before the previous May 1st that have not been taken, plus 2%, 4% or 6% of wages earned for standard hours worked since such May 1st, according to whether he belongs to the category described in subsection 8.01 "a", "b", "c", or "d".

8.06 If one or more general holidays with pay falls during an employee's annual vacation period, he shall be entitled to an additional day's vacation for each such general holiday.

Section 9. Uniforms: 9.01 The cost and laundering of standard uniforms and coveralls shall be borne by employer and employee on a 50%-50% basis and such uniforms and coveralls are the employee's property. Employees whose laundering and cost of uniforms is now entirely paid by the employer shall continue to enjoy the same benefit.

Should the employer prefer rentals, the cost shall be paid by employer and employee on a 50%-50% basis.

Employees shall wear the uniform stipulated by the employers.

Employers shall supply protective mats for cars and seats and the employee shall pay for their loss.

The employer shall deduct such amounts from the employee's wages.

Section 10. Wages: 10.01 Flat rate work is permissible but not compulsory for employees.

Le montant total pour le travail exécuté sera établi avec le salarié avant que le travail débute.

Toutefois, si par suite de la responsabilité de l'employeur, le salarié subit une perte de temps non-prévisible, il sera payé pour le temps fait à son taux horaire (temps simple).

10.02 Travail d'une catégorie inférieure: L'employeur peut exiger de tout salarié de son établissement, l'exécution de tout travail d'une catégorie inférieure à celle déterminée dans son certificat de qualification, pourvu que ce salarié continue de recevoir le salaire qui s'applique à la catégorie des salariés à laquelle il appartient d'après son certificat de qualification.

10.03 Le Comité paritaire pourra, pour des raisons de santé, d'inaptitude physique ou autre raison particulière acceptée par le Comité paritaire, accorder une carte de qualification ou de classification inférieure.

10.04 Le salaire de l'employé lui sera payé une fois par semaine au plus tard le jeudi.

10.05 La paie sera accompagnée des informations décrites suivantes:

- a) le nom et prénom de l'employé;
- b) la date de la période de paie;
- c) le taux de salaire;
- d) le temps supplémentaire;
- e) les déductions;
- f) le montant net.

Article 11. Assurance-groupe: 11.01 Si l'employeur n'a pas de plan d'assurance-groupe accident-maladie en vigueur, il devra établir au plus tard le 1^{er} janvier 1967, un plan d'assurance-groupe, accident-maladie dont le coût sera défrayé à raison de 50% par l'employeur et 50% par l'employé avec un minimum comme prime totale hebdomadaire de \$1.25 par employé célibataire et de \$2.25 par employé marié.

Article 12. Période de collation: 12.01 Tous les employés couverts par le présent décret bénéficieront au milieu de chaque demi jour de travail, d'une période de collation. En aucun cas, cette période devra dépasser dix (10) minutes.

12.02 Toutefois, cette clause ne s'appliquera pas aux salariés, vendeurs de pièces qui pourront cependant bénéficier comme autrefois d'une période pour prendre une collation le matin et l'après-midi.

Article 13. Apprentissage: L'apprentissage s'applique aux apprentis compagnons: 13.01 La durée de l'apprentissage est de quatre ans. Cependant, à la fin de sa troisième année, tout apprenti peut exiger un examen qui, s'il est réussi, lui donne droit à la carte correspondante de compagnon.

13.02 Il ne doit pas y avoir plus de deux (2) apprentis par compagnon.

13.03 Tout salarié devra posséder une carte du Comité paritaire de l'automobile des Cantons de l'Est.

13.04 Tout apprenti qui a fréquenté une école régie par la Loi de l'enseignement spécialisé, doit recevoir un crédit proportionné à la durée de ses études et aux résultats de ses examens. Cependant, en cas de conflit, le Comité paritaire fera passer un examen afin d'établir sa qualification.

Le Comité paritaire pourra également reconnaître l'expérience que le salarié a acquise ailleurs.

13.05 Tout salarié qui a failli son examen aura droit de reprise après douze (12) mois à compter de la date où il s'est présenté à son dernier examen.

Employer and employee shall determine the total cost of work before work begins. If, because of circumstances for which the employer is responsible, the employee unexpectedly loses time, he shall be paid straight time for hours worked.

10.02 Work of a lower category: Employers may have an employee perform work of a category lower than that called for by his competency certificate, provided such employee continues to be paid according to the category his competency certificate classifies him in.

10.03 The Parity Committee may, for reasons of health, physical handicap or other reason considered valid, issue a competency card of classification certificate for a lower category.

10.04 Payment of employees' wages shall be made by Thursday at the latest.

10.05 Payment of wages shall be accompanied by the following written information:

- (a) employee's given name and family name;
- (b) date and pay period;
- (c) wage rate;
- (d) overtime;
- (e) deductions;
- (f) take-home pay.

Section 11. Group Insurance: 11.01 If the employer has no group accident-sickness insurance plan in force, he shall inaugurate such plan by at least January 1, 1967. The cost thereof shall be borne by employer and employee on a 50%-50% basis, with the total weekly premium not exceeding \$1.25 for single employees and \$2.25 for married employees.

Section 12. Coffee break: 12.01 All employees hereby covered shall have a rest period not exceeding ten (10) minutes in both mid-morning and mid-afternoon.

12.02 However, this provision does not apply to parts salesmen who will continue to have a coffee break period in both morning and afternoon.

Section 13. Apprenticeship: Apprenticeship applies to apprentice-journeymen: 13.01 Apprenticeship lasts four years. At the end of the third year, every apprentice may request to pass an examination. If he passes the exam, he becomes entitled to the corresponding journeyman's card.

13.02 There shall be no more than two (2) apprentices per journeyman.

13.03 Every employee shall have a card issued by the Joint Committee of the Automobile Industry of the Eastern Townships.

13.04 Every apprentice who has attended a school governed by the Specialized Schools Act shall be granted credits proportionate to the length of his studies and examination results. In doubtful cases, the Parity Committee shall have the candidate pass a qualifying examination.

The Parity Committee may also recognize the experience the apprentice gained elsewhere.

13.05 Every apprentice who fails his examination may not write a supplemental examination before twelve (12) months have elapsed.

13.06 Les parties aux présentes reconnaissent les cartes déjà émises par le Comité paritaire de l'automobile des Cantons de l'Est.

Articles 14. Outils: L'employé engagé comme homme de métier devra fournir les outils nécessaires à l'exercice de son métier jusqu'à un ponce et quart. L'employeur pourra déterminer de quoi se compose le minimum d'outillage requis pour que l'employé puisse accomplir son travail convenablement et donner un rendement satisfaisant.

Article 15. Loyauté: Il est interdit à un employé d'exécuter un travail quelconque relevant de l'un ou l'autre des métiers de l'industrie de l'automobile, à l'intérieur ou à l'extérieur de l'établissement de l'employeur, sans autorisation, pour le compte de toute personne, que cette personne soit un employeur professionnel, un employeur quelconque ou un client.

ZONE II

Article 16. Taux de salaires minima et classification: 16.01 Les taux minima de salaires sont les suivants pour chacune des classifications ci-après mentionnées:

Compagnons tous les métiers — Journeymen, all trades:

« A »	\$1.95	\$2.00	\$2.10
« B »	1.80	1.85	1.90
« C »	1.65	1.70	1.75

Apprentis tous les métiers — Apprentices, all trades:

1ère année — 1st year	1.20	1.25	1.30
2ème année — 2nd year	1.30	1.35	1.40
3ème année — 3rd year	1.40	1.45	1.50
4ème année — 4th year	1.50	1.55	1.60

Préposés aux services et démonteurs — Service men and wrecking mechanics:

1ère année — 1st year	1.10	1.15	1.20
2ème année — 2nd year	1.20	1.25	1.30
3ème année — 3rd year	1.30	1.35	1.40
4ème année — 4th year	1.40	1.45	1.50

Pompistes et commissionnaires — Pump attendants and messengers:

1ère année — 1st year	1.20	1.25	1.30
2ème année — 2nd year	1.30	1.35	1.45
3ème année — 3rd year	1.40	1.45	1.55
4ème année — 4th year	1.50	1.55	1.65

ZONE II

Article 17. Heures régulières de travail, Compagnons, apprentis, hommes de pièces et commissionnaires: a) Jusqu'au 14 mai 1967, la semaine de travail sera de quarante-neuf (49) heures par semaine, réparties de la façon suivante: du lundi au vendredi, neuf (9) heures de travail entre 7.30 heures a.m. et 6.00 heures p.m. avec une heure pour le repas du midi, et le samedi, 4 heures de travail entre 7.30 heures a.m. et midi.

b) Au quinze (15) mai 1967, la semaine régulière de travail sera réduite à quarante-huit (48) heures, réparties entre les mêmes heures que celles mentionnées au paragraphe « A ».

Préposés au service: La semaine régulière de travail dans le cas des hommes de service sera de cinquante-deux (52) heures par semaine, réparties entre six (6) journées de travail de neuf (9) heures chacune. Les heures régulières de travail seront réparties entre 7.00 heures a.m. et 10.00 heures du soir.

Les employés auront droit à une journée complète de repos à chaque semaine de 7 jours. Cette journée devra être le dimanche au moins une semaine sur deux, si l'employé le désire.

13.06 The contracting parties recognize the cards already issued by the Joint Committee of the Automobile Industry of the Eastern Townships.

Section 14. Tools: An employee hired as tradesman shall supply all tools (up to 1¼ in.) required to ply his trade. The employer shall determine the minimum tool requirements that will enable an employee to conveniently ply his trade and put forth a satisfactory performance.

Section 15. Trustworthiness: No employee is allowed to perform any unauthorized work connected with any of the automobile industry trades, outside or inside his employer's establishment for another person, should such person be an employer, a professional employer or a customer.

ZONE II

Section 16. Minimum wage rates and classification: 16.01 Minimum wage rates are as listed below for each classification:

15/11/67 15/5/68

\$1.95	\$2.00	\$2.10
1.80	1.85	1.90
1.65	1.70	1.75

1.20	1.25	1.30
1.30	1.35	1.40
1.40	1.45	1.50
1.50	1.55	1.60

1.10	1.15	1.20
1.20	1.25	1.30
1.30	1.35	1.40
1.40	1.45	1.50

1.05	1.10	1.15
------	------	------

ZONE II

Section 17. Standard hours of work: Journeymen, apprentices, parts men and messengers: (a) Up to May 14, 1967, standard working hours did not exceed 49 a week and 9 a day, scheduled between 7:30 a.m. and 6:00 p.m., Monday through Friday with one hour off for lunch and 4 on Saturday, scheduled between 7:30 a.m. and noon.

(b) Effective May 15, 1967, standard working hours shall not exceed 48 a week, scheduled as per subsection "A" above.

Service men: Standard working hours shall not exceed 52 a week and 9 a day, scheduled between 7:00 a.m. and 10:00 p.m.

Employees shall be entitled to one day's real every 7-day work week. Such day of rest shall on every second Sunday if the employee so wishes.

Pompistes: La semaine régulière de travail des pompistes sera de 60 heures réparties entre 6 journées de travail de 10 heures chacune. Les heures régulières de travail seront réparties entre 7.00 heures du matin et 10.00 heures du soir.

Les pompistes auront droit à une journée complète de repos à chaque semaine de 7 jours. Cette journée devra être le dimanche au moins une semaine sur deux, si l'employé le désire.

Travail de soir et de nuit: a) Pour les fonctions de compagnons, apprentis, commis aux pièces et commissionnaires, l'employeur aura le droit d'établir une deuxième équipe en plus de l'équipe régulière pour faire du travail de soir ou de nuit. En ce cas, les employés travaillant sous cette deuxième équipe auront droit à une prime de dix pour cent (10%) de leur salaire horaire.

Dans tel cas, la journée régulière de travail de la deuxième équipe sera de 9 heures par jour réparties entre cinq heures et trente p.m. (5.30) et quatre heures a.m. (4.00). La période de repas sera fixée par entente entre les parties et pourra être d'une durée d'une demi-heure à une heure. Cette demi-heure ou cette heure sera sans paie.

Il est entendu que l'employeur ne pourra réduire le nombre d'hommes sur l'équipe régulière de jour pour constituer l'équipe de nuit.

b) Pour les fonctions de préposé au service, démonteur et pompiste, l'employeur aura le droit de les faire travailler entre 10.00 heures p.m. et 7.00 heures a.m. à condition de leur payer une prime de dix pour cent (10%) de leur salaire horaire régulier.

Article 18. Temps supplémentaire: 18.01 Tout travail supplémentaire en dehors des limites de la journée régulière de travail ou de la semaine régulière de travail sera rémunéré au taux régulier majoré de sa moitié, excepté lorsque les articles 18.02, 18.03, 18.04 et 18.05 prévoient un taux différent.

18.02 Un travail commencé avant la fin de la journée régulière d'un salarié pourra être continué s'il s'agit d'accommoder un client, un quart d'heure après la fin de sa journée régulière, sans que l'employeur soit tenu de payer temps et demi. Cependant, si le travail dépasse le quart d'heure susmentionné, le temps sera payé au taux de temps et demi depuis la fin de la journée régulière de travail du salarié.

18.03 Tout travail exécuté le dimanche par les apprentis, les compagnons, les démonteurs, les commis aux pièces et les commissionnaires sera rémunéré au taux de temps double.

18.04 Tout travail exécuté les jours de congés payés par les apprentis, les compagnons, les démonteurs, les commis aux pièces et les commissionnaires sera rémunéré au taux de temps double plus le paiement de la fête. Pour l'homme de service et le pompiste, ils auront droit à un autre jour de congé payé en remplacement de la fête.

18.05 Tout salarié rappelé au travail après avoir quitté l'établissement sera payé au taux de temps supplémentaire applicable et il aura droit à un minimum de paie équivalent, s'il s'agit d'un compagnon ou d'un apprenti, à deux heures au taux régulier, et s'il s'agit d'un commis aux pièces ou de tout autre salarié, à un minimum d'une heure au taux régulier.

Article 19. Garantie de travail: 19.01 Tout salarié recevra une rémunération quotidienne minimum équivalente au nombre d'heures ouvrables depuis son arrivée au garage jusqu'à la fin de sa journée régulière de travail.

Le salarié qui quitte son travail ou qui arrive en retard à son travail, verra cette garantie de travail diminuée d'autant.

Pump attendants: Standard working hours shall not exceed 60 a week and 10 a day, scheduled between 7:00 a.m. and 10:00 p.m. every day of the 6-day work week.

Pump attendants shall be entitled to one day's rest every 7-day work week. Such day of rest shall fall on every second Sunday if the employee so wishes.

Evening or night work: (a) The employer may set up a second shift besides the regular shift to have journeymen, apprentices, parts men and messengers work evenings or nights. In such instance, employees on the second shift shall be entitled to a shift differential equal to 10% of their hourly wage rate.

Standard hours of work for the second shift shall not exceed 9 a day, scheduled between 5:30 p.m. and 4:00 a.m. Meal time shall be determined after agreement between the parties concerned, may last from one-half to one hour but is not paid.

It is agreed that the employer may not reduce the number of men on the regular shift to make up the night shift.

(b) The employer may have service men, wrecking mechanics and pump attendants work between 10:00 p.m. and 7:00 a.m., provided he pays them the 10% shift differential.

Section 18. Overtime: 18.01 Unless a different rate is provided for in subsections 18.02, 18.03, 18.04 and 18.05, time and one half shall be paid for all work performed outside the daily or weekly standard hours of work.

18.02 When work is begun before the end of the standard work day, it may be continued for fifteen (15) minutes beyond such time for the customer's convenience and the employer need not pay time and one half. However, should the work extend beyond the above-mentioned 15 minutes, time and one-half shall be paid from the end of the employee's standard work day.

18.03 Double time shall be paid to apprentices, journeymen, wrecking mechanics, parts men and messengers who work on Sundays.

18.04 Besides payment for the holiday, double time shall be paid to apprentices, journeymen, wrecking mechanics, parts men and messengers who work on a general holiday with pay. Service men and pump attendants shall be entitled to one day off with pay to replace the general holiday.

18.05 Every employee called back to work after having left the establishment shall be paid at the applicable overtime rate. Journeymen and apprentices shall be entitled to at least two (2) hours at straight time and parts men or other employees shall be entitled to at least one (1) hour at straight time.

Section 19. Work guarantee: 19.01 Every employee shall be paid a minimum equivalent to the number of working hours counted from the time he arrives at the garage up to the end of the standard working day.

When an employee leaves or arrives late at work, the abovementioned work guarantee shall be reduced accordingly.

Article 20. Fêtes chômées et payées: 20.01. Les jours de fêtes suivants seront chômés et payés au taux de salaire d'une journée normale de travail:

- 1) Le jour de Noël ou s'il tombe un dimanche, le lundi suivant;
- 2) Le jour de l'An ou s'il tombe un dimanche le lundi suivant;
- 3) La célébration de la St-Jean-Baptiste;
- 4) La fête du Travail;
- 5) Le Vendredi Saint;
- 6) La Confédération;
- 7) Un congé mobile qui sera pris une fois par année entre le 1er octobre et le 30 septembre de l'année suivante déterminé par l'employeur.

Pour avoir droit à ces fêtes chômées et payées, le salarié devra être à l'emploi du même employeur depuis plus de six (6) mois et avoir travaillé la veille ouvrable et le lendemain ouvrable de la fête.

Article 21. Vacances payées: 21.01 Droit aux vacances: a) Moins d'un an de service: Tout salarié qui, au 1er mai de chaque année, a moins d'un an de service continu, recevra des vacances annuelles d'une durée minimum d'autant de demi-journées qu'il a de mois de service continu pour le même employeur.

b) D'un an à cinq ans de service: Tout salarié qui, au 1er mai de chaque année, a plus d'un an de service continu pour le même employeur, recevra des vacances annuelles d'une durée minimum d'une semaine complète.

c) Plus de cinq ans de service: Tout salarié qui, au 1er mai de chaque année a plus de cinq ans de service continu pour le même employeur recevra des vacances annuelles d'une durée minimum de deux semaines complètes.

21.02 Rémunération de vacances: a) Tout salarié qui a droit à moins d'une semaine complète de vacances recevra une rémunération de vacances égale à deux pour cent (2%) de ses gains faits pendant les heures régulières de travail entre le 1er mai et le 30 avril précédant la qualification aux vacances.

b) Tout salarié qui a droit à une semaine complète de vacances recevra une rémunération de vacances équivalente à deux pour cent (2%) de ses gains faits pendant les heures régulières de travail entre le 1er mai et le 30 avril précédant la qualification aux vacances.

c) Tout salarié qui a droit à deux semaines complètes de vacances, recevra une rémunération de vacances équivalente à quatre pour cent (4%) de ses gains faits pendant les heures régulières de travail entre le 1er mai et le 30 avril précédant la qualification aux vacances.

21.03 Prise de vacances: Toutes les vacances annuelles prises entre le 1er mai et le 1er décembre de chaque année, sauf dans les cas suivants:

Les préposés aux pièces qui ont droit à deux semaines de vacances devront prendre une semaine entre le 1er mai et le 1er novembre, et une autre semaine entre le 1er novembre et le 1er mai à moins d'entente avec l'employeur.

Au cours du mois de mai l'employeur affichera la cédule des vacances. La cédule des vacances sera établie en tenant compte de l'ancienneté dans chaque département ce qui signifie que le salarié le plus ancien aura le premier choix, le deuxième le second choix et ainsi de suite. L'ancienneté est égale, l'âge du salarié prévaudra.

Section 20. General holidays with pay: 20.01 The following general holidays shall be paid at the rate of a regular day's wages:

- (1) Christmas Day or the following Monday, should the holiday fall on a Sunday;
- (2) New Year's Day or the following Monday, should the holiday fall on a Sunday;
- (3) the day observed as St. John the Baptist Day;
- (4) Labour Day;
- (5) Good Friday;
- (6) Canada Day;
- (7) one optional holiday that may be taken once a year between October 1st and September 30th of the following year, after agreement between employer and employee.

To be entitled to the above general holidays with pay, the employee shall have been in the same employer's service for more than six (6) months and shall have worked the working day immediately preceding and following each general holiday.

Section 21. Annual vacations with pay: 21.01 Vacation entitlement: (a) Less than one year's service: Every employee who, on May 1st of each year, has less than one year's continuous service, shall receive at least one half-day's annual vacation per service month with the same employer.

(b) One to five years' service: Every employee who, on May 1st of each year, has one year's continuous service with the same employer, shall be granted at least one full week's annual vacation.

(c) More than five years' service: Every employee who, on May 1st of each year, has more than four years' continuous service with the same employer, shall be granted at least two full weeks' annual vacation.

21.02 Vacation pay: (a) Every employee who is entitled to less than one full week's vacation shall receive vacation pay equal to two per cent (2%) of wages earned during standard hours worked between May 1st and April 30th prior to vacation entitlement.

(b) Every employee who is entitled to one full week's vacation shall receive vacation pay equal to two per cent (2%) of wages earned during standard hours worked between May 1st and April 30th prior to vacation entitlement.

(c) Every employee who is entitled to two full weeks' vacation shall receive vacation pay equal to four per cent (4%) of wages earned during standard hours worked between May 1st and April 30th prior to vacation entitlement.

21.03 Vacation period: All annual vacations shall be taken between May 1st and December 1st each year, save in the following instance:

Parts men who are entitled to two weeks' vacation shall take the first week between May 1st and November 1st the second week between November 1st and May 1st, unless otherwise agreed between employer and employee.

The employer shall post the vacation schedule in May. Choice of vacation dates shall be made according to seniority in each department. When seniority is equal, the employee's age shall prevail.

21.04 *Paiement des vacances*: Tout salarié doit recevoir sa rémunération de vacances avant son départ en vacances.

21.05 *Départ*: Tout salarié qui quitte volontairement son emploi ou qui est congédié pour juste cause, recevra au moment de son départ, la rémunération de vacances acquises avant le 1^{er} mai précédant qui n'ont pas été prises plus de 2% ou 4% des gains réalisés depuis tel 1^{er} mai pendant les heures normales selon qu'il est dans la catégorie 21.01 «a», «b» ou «c».

21.06 Si une ou plusieurs fêtes chômées et payées tombent pendant la période de prise des vacances annuelles de tout salarié, celui-ci aura droit à autant de jours additionnels de vacances qu'il y aura de telles fêtes.

Article 22. Costumes et uniformes: 22.01 Les costumes ou uniformes habituels ainsi que les salopettes doivent être fournis et payés par l'employeur à raison de 50%. L'employeur doit également payer le blanchissage à raison de 50%. Le tout sans préjudice à ceux dont le costume et le blanchissage sont payés entièrement par l'employeur, lesquels salariés continueront de bénéficier de cet avantage. Lorsque l'employé paie 50% du costume, uniforme, salopette, etc., ..., tels costumes, uniformes, salopettes, seront sa propriété.

Si l'employeur préfère le système de location, 50% des frais seront payés par l'employé, et 50% par son employeur.

Le salarié devra porter le costume que lui indiquera son employeur.

L'employeur fournira les couvertures protégeant les autos et les sièges et le salarié les paiera s'il les perd.

L'employeur déduira de la paie du salarié les montants à cette fin.

Article 23. Salaires: 23.01 Le travail au temps standard (flat rate) sera possible mais l'employeur ne pourra l'exiger d'aucun salarié.

Le montant total pour le travail exécuté sera établi avec le salarié avant que le travail débute.

Toutefois, si par suite de la responsabilité de l'employeur, le salarié subit une perte de temps non prévisible, il sera payé pour le temps fait à son taux horaire (temps simple).

23.02 *Travail d'une catégorie inférieure*: L'employeur peut exiger de tous salariés de son établissement, l'exécution de tout travail d'une catégorie inférieure à celle déterminée dans son certificat de qualification, pourvu que ce salarié continue de recevoir le salaire qui s'applique à la catégorie des salariés à laquelle il appartient d'après son certificat de qualification.

23.03 Le Comité paritaire pourra, pour des raisons de santé, d'inaptitude physique ou autre raison particulière acceptée par le Comité paritaire, accorder une carte de qualification ou de classification inférieure.

23.04 Le salaire de l'employé lui sera payé une fois par semaine, au plus tard le vendredi.

23.05 La paie sera accompagnée des informations écrites suivantes:

- le nom et le prénom de l'employé;
- la date de la période de paie;
- le taux de salaire;
- le temps supplémentaire;
- les déductions;
- le montant net.

Article 24. Assurance-groupe: 24.01 Si l'employeur n'a pas de plan d'assurance-groupe, accident-maladie en vigueur, il devra établir au plus tard le 1^{er} janvier 1967, un plan d'assurance-groupe accident-maladie dont le coût sera dé-

21.04 *Vacation pay*: Every employee shall be given his vacation pay before leaving on vacation.

21.05 *Separation*: Every employee who voluntarily quits his job or is dismissed for valid reason, shall receive, upon separation, vacation pay accrued before the previous May 1st that have not been taken, plus 2% or 4% of wages earned for standard hours worked since such May 1st, according to whether he belongs to the category described in subsection 21.01 "a", "b" or "c".

21.06 If one or more general holidays with pay falls during an employee's annual vacation period, he shall be entitled to an additional day's vacation for each such general holiday.

Section 22. Uniforms: 22.01 The cost and laundering of standard uniforms and coveralls shall be borne by employer and employee on a 50%-50% basis and such uniforms and coveralls are the employee's property. Employees whose laundering and cost of uniforms is now entirely paid by the employer shall continue to enjoy the same benefit.

Should the employer prefer rentals, the cost shall be paid by employer and employee on a 50%-50% basis.

Employees shall wear the uniform stipulated by the employers.

Employers shall supply protective mats for cars and seats and the employee shall pay for their loss.

The employer shall deduct such amounts from the employee's wages.

Section 23. Wages: 23.01 Flat rate work is permissible but not compulsory for employees.

Employer and employee shall determine the total cost of work before work begins. If, because of circumstances for which the employer is responsible, the employee unexpectedly loses time, he shall be paid straight time for hours worked.

23.02 *Work of a lower category*: Employers may have an employee perform work of a category lower than that called for by his competency certificate, provided such employee continues to be paid according to the category his competency certificate classifies him in.

23.03 The Parity Committee may, for reasons of health, physical handicap or other reason considered valid, issue a competency card of classification certificate for a lower category.

23.04 Payment of employees' wages shall be made by Thursday at the latest.

23.05 Payment of wages shall be accompanied by the following written information:

- employee's given name and family name;
- date and pay period;
- wage rate;
- overtime;
- deductions;
- take-home pay.

Section 24. Group Insurance: 24.01 If the employer has no group accident-sickness insurance plan in force, he shall inaugurate such plan by at least January 1, 1967. The cost therefor shall be borne by employer and employee on a

frayé à raison de 50% par l'employeur, et 50% par l'employé avec un minimum comme prime hebdomadaire de \$1.25 par employé célibataire et de \$2.25 par employé marié.

Article 25. Période de collation: 25.01 Tous les employés couverts par le présent décret bénéficieront au milieu de chaque demi jour de travail d'une période de collation. En aucun cas, cette période devra dépasser dix (10) minutes.

25.02 Toutefois, cette clause ne s'appliquera pas aux salariés vendeurs de pièces qui pourront cependant bénéficier comme autrefois d'une période pour prendre une collation le matin et l'après-midi.

Article 26. Apprentissage: L'apprentissage s'applique aux apprentis compagnons: 26.01 La durée de l'apprentissage est de quatre ans. Cependant, à la fin de sa troisième année, tout apprenti peut exiger un examen qui, s'il est réussi, lui donne droit à la carte correspondante de compagnon.

26.02 Il ne doit pas y avoir plus de deux (2) apprentis par compagnon.

26.03 Tout salarié devra posséder une carte du Comité paritaire de l'automobile des Cantons de l'est.

26.04 Tout apprenti qui a fréquenté une école régie par la Loi de l'enseignement spécialisé, doit recevoir un crédit proportionné à la durée de ses études et aux résultats de ses examens. Cependant, en cas de conflit, le Comité paritaire fera passer un examen afin d'établir sa qualification.

Le Comité paritaire pourra également reconnaître l'expérience que le salarié a acquise ailleurs.

26.05 Tout salarié qui a failli son examen, aura droit de reprise après douze mois (12) à compter de la date où il s'est présenté à son dernier examen.

26.06 Les parties aux présentes reconnaissent les cartes déjà émises par le Comité paritaire de l'automobile des Cantons de l'est.

Article 27. Outils: L'employé engagé comme homme de métier devra fournir les outils nécessaires à l'exercice de son métier (jusqu'à un pouce et quart). L'employeur pourra déterminer de quoi se compose le minimum d'outillage requis pour que l'employé puisse accomplir son travail convenablement et donner un rendement satisfaisant.

Article 28. Loyauté: Il est interdit à un employé d'exécuter un travail quelconque relevant de l'un ou l'autre des métiers de l'industrie de l'automobile, à l'intérieur ou à l'extérieur de l'établissement de l'employeur, sans autorisation, pour le compte de toute personne, que cette personne soit un employeur professionnel, un employeur quelconque ou un client.

50% - 50% basis, with the total weekly premium not exceeding \$1.25 for single employees and \$2.25 for married employees.

Section 25. Coffee break: 25.01 All employees hereby covered shall have a rest period not exceeding ten (10) minutes in both mid-morning and mid-afternoon.

25.02 However, this provision does not apply to parts salesmen who will continue to have a coffee break period in both morning and afternoon.

Section 26. Apprenticeship: Apprenticeship applies to apprentice-journeymen: 26.01 Apprenticeship lasts four years. At the end of the third year, every apprentice may request to pass an examination. If he passes the exam, he becomes entitled to the corresponding journeyman's card.

26.02 There shall be no more than two (2) apprentices per journeyman.

26.03 Every employee shall have a card issued by the Joint Committee of the Automobile Industry of the Eastern Townships.

26.04 Every apprentice who has attended a school governed by the Specialized Schools Act shall be granted credits proportionate to the length of his studies and examination results. In doubtful cases, the Parity Committee shall have the candidate pass a qualifying examination.

The Parity Committee may also recognize the experience the apprentice gained elsewhere.

26.05 Every apprentice who fails his examination may not write a supplemental examination before twelve (12) months have elapsed.

26.06 The contracting parties recognize the cards already issued by the Joint Committee of the Automobile Industry of the Eastern Townships.

Section 27. Tools: An employee hired as tradesman shall supply all tools (up to 1¼ in.) required to ply his trade. The employer shall determine the minimum tool requirements that will enable an employee to conveniently ply his trade and pux forth a satisfactory performance.

Section 28. Trustworthiness: No employee is allowed to perform any unauthorized work connected with any of the automobile industry trades, outside or inside his employer's establishment for another person, should such person be an employer, a professional employer or a customer.

*Salaires — Wages
Zone III (Plessisville)*

*1er juillet
July 1st
L'heure — an hour*

Apprentis (tous les métiers — Apprentices (all trades):

1ère année — 1st year.....	\$1.15	\$1.22
2ème année — 2nd year.....	1.30	1.39
3ème année (après 3 ans: droit à compagnon après examen) — 3rd year (after 3 years: entitled to journeyman's, after exam)	1.40	1.49
4ème année (après 4 ans: classé après examen) — 4th year (after 4 years: classified after exam):.....	1.50	1.60

Compagnons (tous les métiers) — Journeymen (all trades):

2ème classes (classe « B ») — 2nd class (Class B).....	1.85	1.97
1ère classes (classe « A ») — 1st class (Class A).....	2.05	2.19

Salaires — Wages
Zone III (Plessisville)

1er juillet
July 1st
L'heure — an hour

Préposés au service — Service men:

1ère année — 1st year	\$1.00	\$1.06
2ème année — 2nd year	1.15	1.22
3ème année — 3rd year	1.25	1.32
4ème année — 4th year	1.35	1.43

Préposé aux pièces de rechange — Spare parts men:

	<i>par semaine — per week</i>	
4ème classe (1ère année) — 4th class (1st year)	\$54.25	\$54.25
3ème classe (2ème année) — 3rd class (2nd year)	59.25	59.25
2ème classe (3ème année) — 2nd class (3rd year)	67.25	67.25
1ère classe (4ème année) — 1st class (4th year)	77.25	77.25

Article 30. Journée régulière et semaine régulière de travail: 30.01 Employés de garage et préposés aux pièces de rechange: La semaine régulière de travail est de quarante-huit (48) heures.

La journée régulière est répartie entre huit (8.00) heures a.m. et six (6.00) heures p.m., du lundi au vendredi inclusivement, avec (1) heure d'arrêt pour le repas du midi, et de huit (8.00) heures a.m. à midi le samedi.

À compter du 1er juillet 1967, la semaine régulière de travail est de quarante-cinq (45) heures réparties entre huit (8.00) heures a.m. et six (6.00) heures p.m. du lundi au vendredi inclusivement avec une (1) heure d'arrêt pour le repas du midi.

30.02 Préposés au service: La semaine régulière de travail est de cinquante-quatre (54) heures.

La journée régulière de travail est de neuf (9) heures réparties entre sept heures et trente (7.30) a.m. et dix heures (10.00) p.m. du lundi au samedi inclusivement.

À compter du 1er juillet 1967, la semaine régulière de travail est de cinquante et une (51) heures réparties entre sept heures et trente (7.30) a.m. et dix heures (10.00) p.m. du lundi au samedi inclusivement. La journée régulière ne peut dépasser neuf (9) heures de travail.

30.03. Toute réduction des heures de travail effectuée en vertu des paragraphes 30.01 et 30.02 doit s'effectuer avec pleine compensation, c'est-à-dire que l'employeur, en diminuant les heures de travail d'un employé, doit lui accorder une augmentation dont le montant permet à cet employé de conserver le salaire qu'il gagnait avant la réduction des heures de travail si ce salarié est payé à l'heure.

Si le salarié est payé à la semaine, l'employeur ne peut diminuer le salaire de cet employé même s'il bénéficie d'une réduction d'heures de travail.

30.04 Travail de soir et de nuit: a) Pour les fonctions de compagnon, apprenti, commis aux pièces et commissionnaire, l'employeur aura le droit d'établir une deuxième équipe en plus de l'équipe régulière pour faire du travail de soir ou de nuit. En ce cas, les employés travaillant sous cette deuxième équipe auront droit à une prime de 10% de leur salaire horaire.

Dans tel cas, la journée régulière de travail de la deuxième équipe sera de neuf (9) heures par jour réparties entre cinq heures et trente (5.30) p.m. et quatre heures (4) a.m. La période de repas sera fixée par entente entre les parties et pourra être d'une durée d'une demi-heure à une heure. Cette demi-heure ou cette heure sera sans paie.

Il est entendu que l'employeur ne pourra réduire le nombre d'hommes sur l'équipe régulière de jour pour constituer l'équipe de nuit.

Section 30. Standard hours of work: 30.01 Garage employees and spare parts men: Standard working hours in a week shall not exceed 48, scheduled between 8:00 a.m. and 6:00 p.m., Monday through Friday with one hour off for lunch and between 8:00 a.m. and noon on Saturday.

Effective July 1, 1967, standard working hours shall not exceed 45, scheduled between 8:00 a.m. and 6:00 p.m., Monday through Friday with one hour off for the noon meal.

30.02 Service men: Standard working hours shall not exceed 54 a week and 9 a day, scheduled between 7:30 a.m. and 10:00 p.m., Monday through Saturday.

Effective July 1, 1967, standard working hours shall not exceed 51 a week and 9 a day, scheduled between 7:30 a.m. and 10:00 p.m., Monday through Saturday.

30.03 Reduction in the number of working hours mentioned in subsections 30.01 and 30.02 above shall entail no reduction in wages. When the employer reduces the number of working hours, he shall increase the wage rate so that the hourly-paid employee will be paid the same wage rate he was receiving before the reduction in hours of work.

If the employee is paid by the week, the employer may not reduce the employee's wages, although the employee's hours of work may be reduced.

30.04 Evening or night work: (a) The employer may set up a second shift besides the regular shift to have journeymen, apprentices, parts men and messengers work evenings or nights. In such instance, employees on the second shift shall be entitled to a shift differential equal to 10% of their hourly wage rate.

Standard hours of work for the second shift shall not exceed 9 a day, scheduled between 5:30 p.m. and 4:00 a.m. Meal time shall be determined after agreement between the parties concerned, may last from one-half to one hour but is not paid.

It is agreed that the employer may not reduce the number of men on the regular shift to make up the night shift.

b) Pour les fonctions de préposé au service, démonteur et pompiste, l'employeur aura le droit de les faire travailler entre dix (10.00) heures p.m. et sept (7.00) heures a.m. à condition de leur payer une prime de dix pour cent (10%) de leur salaire régulier.

30.05 Tout employé a droit à une période de repos de dix (10) minutes au milieu de chaque demi-journée de travail.

Article 31. Temps supplémentaire: 31.01 Tout travail exécuté en plus ou en dehors des heures régulières de la journée régulière et de la semaine régulière de travail, ou tout travail exécuté en plus de six (6) heures entre chaque repas, est rémunéré au taux de temps et demi.

31.02 Tout travail exécuté un dimanche ou un jour de congé de l'employé salarié est rémunéré au taux de temps double sauf pour les préposés au service qui doivent être rémunérés à temps et demi.

31.03 Tout travail exécuté les jours de fête chômés et payés est rémunéré à raison de temps simple plus le paiement de la fête.

31.04 Toute majoration de salaire pour le temps supplémentaire doit être calculée sur le salaire effectivement payé.

31.05 Un travail commencé avant la fin de la journée régulière de travail, d'un salarié pourra être continué, s'il s'agit d'accommoder un client, un quart d'heure après la fin de sa journée régulière de travail sans que l'employeur soit tenu de payer temps et demi. Cependant, si le travail dépasse le quart d'heure susmentionné, le temps sera payé au taux de temps et demi depuis la fin de la journée régulière de travail du salarié.

Article 32. Rappel au travail: 32.01 Rappel au travail: Tout employé rappelé au travail, en dehors des heures normales de travail, après avoir quitté l'établissement, est payé au taux de temps supplémentaire applicable, et il a droit à un minimum de paie équivalent à une (1) heure à son taux supplémentaire.

32.02 Tout employé salarié se présentant comme d'habitude ou sur appel et qu'aucun avis ne lui a été donné de ne pas le faire, a droit à une rémunération minimum équivalent à trois (3) heures à son taux régulier de salaire.

Article 33. Fêtes chômées: 33.01 Les jours suivants sont des jours de congé chômés et payés, quel que soit le jour de la semaine avec lequel ils coïncident:

- 1) Le Jour de l'An;
- 2) La St-Jean-Baptiste;
- 3) La Confédération;
- 4) La Fête du Travail;
- 5) Le Jour de Noël.

33.02 Tout arrêté en conseil, ordonnance ou loi fédérale, provinciale ou municipale, qui transporte la célébration de l'une ou l'autre de ces fêtes chômées susmentionnées, s'applique de droit. Si Noël et le Jour de l'An tombent un dimanche, le lundi suivant est considéré comme remplaçant le congé de telle fête ou le mardi si le lundi est déjà un jour de congé par suite de l'application du présent paragraphe.

33.03 Tout salarié reçoit pour chaque fête susmentionnée une somme égale à son gain pour une journée régulière de travail.

33.04 Pour avoir droit à ces congés chômés et payés, l'employé salarié doit être à l'emploi du même employeur depuis trois (3) mois consécutifs et doit avoir travaillé ou être en congé d'absence avec permission le dernier jour ouvrable et le premier jour ouvrable suivant le jour chômé et payé. L'employé salarié absent par

(b) The employer may have service men, wrecking mechanics and pump attendants work between 10:00 p.m. and 7:00 a.m., provided he pays them the 10% shift differential.

30.05 Every employee is entitled to a 10-minute rest period at the middle of each half-day's work.

Section 31. Overtime: 31.01 Time and one-half shall be paid for all work performed over and above the daily or weekly standard hours of work and beyond six (6) hours between meals.

31.02 Double time shall be paid for all work performed on Sunday or an employee's day off. However, service men shall be paid time and one-half.

31.03 Besides holiday pay, all work performed on general holidays with pay shall be paid straight time.

31.04 Calculation of overtime rates shall be based on the employee's actual wage rate.

31.05 When work is begun before the end of the employee's standard work day, it may be continued for fifteen (15) minutes beyond such time for the customer's convenience and the employer need not pay time and one half. However, should the work extend beyond the abovementioned 15 minutes, time and one half shall be paid from the end of the employee's standard work day.

Section 32. Call-back: 32.01 Every employee called back to work outside the standard working hours and after having left the establishment shall be paid at the applicable overtime rates. He is also entitled to at least one (1) hour's pay at the overtime rate.

32.02 Every employee who reports in to work as usual or is called in to work without having been given notice not to do so, is entitled to the minimum of three (3) hours' pay at straight time.

Section 33. General holidays: 33.01 The following are general holidays with pay, regardless of the day they fall on:

- (1) New Year's Day;
- (2) St. John the Baptist Day;
- (3) Canada Day;
- (4) Labour Day;
- (5) Christmas Day.

33.02 Everyone shall abide by any Order in Council, ordinance or by-law at the federal, provincial or municipal levels, whereby the observance of one of the abovementioned general holidays is transferred. If Christmas Day and New Year's Day fall on a Sunday, the following Monday (or Tuesday, if Monday is already a holiday because of the enforcement of this subsection) is considered as replacing the actual holiday.

33.03 Every employee shall receive the equivalent of one regular working day's wages for each of the abovementioned holidays.

33.04 To be entitled to such general holidays with pay, the employee shall have been in the same employer's service for three (3) consecutive months and shall have worked or been on authorized leave the working days immediately preceding and following such general holiday with pay. If the employee has been absent from

maladie ou accident depuis moins d'un (1) mois a également droit à ces congés chômés et payés.

Article 34. Vacances payées: 34.01 Tout employé salarié qui au premier mai de chaque année a accumulé moins d'un (1) an de service continu au service de l'entreprise a droit à une demi-journée de vacances par mois travaillé, payé à deux pour-cent (2%) du salaire gagné au cours de l'année qui précède ce premier mai.

34.02 Tout employé salarié qui au premier mai de chaque année a accumulé un (1) an de service continu pour le même employeur a droit à une (1) semaine de vacances payées, à raison de deux pour-cent (2%) du salaire gagné au cours de l'année qui précède ce premier mai.

34.03 Tout employé salarié qui au premier mai de chaque année a accumulé quatre (4) ans de service continu pour le même employeur a droit à deux (2) semaines de vacances payées, à raison de quatre pour-cent (4%) du salaire gagné au cours de l'année qui précède ce premier mai.

34.04 À moins d'entente contraire entre l'employeur et l'employé salarié, la première semaine de vacances est prise entre le premier mai et le premier novembre. La deuxième semaine est prise entre le premier mai et le 15 janvier après entente avec l'employeur.

L'employeur détermine combien d'employés salariés, à la fois, il peut laisser partir en vacances au sein d'une même classification. Au sein d'une même classification, le choix des périodes de vacances se fait par ordre d'ancienneté. Le choix des périodes de vacances se fait dans la première semaine de mai, après cette période, l'employé indécié se voit accorder une période fixée par l'employeur.

Nonobstant les paragraphes 34.04 et 34.05, l'employeur aura le droit de fermer son établissement une semaine complète entre le premier juillet et le 31 août, pour permettre aux employés de prendre leurs vacances en même temps.

Les employés salariés reçoivent le paiement de leurs vacances respectives avant le départ pour telles vacances.

Si une ou plusieurs fêtes chômées tombent pendant la période de vacances annuelle de tout salarié, celui-ci a droit à autant de jours additionnels de vacances qu'il y a de telles fêtes.

Tout salarié qui quitte son emploi ou qui est congédié reçoit, au moment de son départ, la rémunération de vacances acquises avant le premier mai précédent qui n'ont pas été prises, plus tout ce qui lui est dû en fait de vacances accumulées, à la date de son départ.

Article 35. Salaires: Le salaire de l'employé salarié lui est payé une fois par semaine, le jeudi.

La paie est accompagnée des informations écrites suivantes:

- a) Le nom et prénom de l'employé salarié;
- b) la date de la période de paie;
- c) le taux de salaire;
- d) le temps supplémentaires;
- e) les déductions;
- f) le montant net.

Travail d'une catégorie inférieure: L'employeur peut exiger de tout salarié de son établissement l'exécution de tout travail d'une catégorie inférieur à celle déterminée dans son certificat de qualification, pourvu que ce salarié continue de recevoir le salaire qui s'applique à la catégorie des salariés à laquelle il appartient d'après son certificat de qualification.

work for one (1) month due to illness or accident, he shall also be entitled to the general holidays with pay.

Section 34. Vacation with pay: 34.01 Every employee who, on May 1st of each year, has less than one (1) year's continuous service with a firm, is entitled to one half-day's vacation per month worked, paid at two per cent (2%) of wages earned during the year prior to such May 1st.

34.02 Every employee who, on May 1st of each year, has one (1) year's continuous service with the same employer, is entitled to one week's vacation with pay, at the rate of two per cent (2%) of wages earned during the year prior to such May 1st.

34.03 Every employee who, on May 1st of each year, has four (4) years' continuous service with the same employer, is entitled to two (2) weeks' vacation with pay at the rate of four per cent (4%) of wages earned during the year prior to such May 1st.

34.04 Unless otherwise agreed between employer and employee, the first week's vacation is taken between May 1st and November 1st. The second week is taken between May 1st and January 15th, after agreement with the employer.

The employer determines how many employees of a same classification may be on vacation. Within a given classification, vacation dates are chosen according to seniority. Vacation dates are chosen during the first week in May. After such time, an undecided employee shall have his vacation dates fixed by the employer.

Notwithstanding subsections 34.04 and 34.05, the employer may close his establishment for a full week between July 1st and August 31st so that his employees may take their vacation at the same time.

Employees shall be given their due vacation pay before leaving on vacation.

If one or more general holidays fall during an employee's annual vacation, the employee shall be entitled to an additional day's vacation for each such holiday.

Every employee who quits his job or who is dismissed for valid reason shall receive, at separation time, the vacation pay gained prior to the previous May 1st that have not been used, plus all accumulated vacations that are owing him on the separation date.

Section 35. Wages: Employees wages are paid every Thursday.

Payment of wages shall be accompanied by the following written particulars:

- (a) employee's given name and family name;
- (b) date and pay period;
- (c) wage rate;
- (d) overtime;
- (e) deductions;
- (f) take-home pay.

Work of a lower category: Employers may have an employee perform work of a category lower than that called for by his competency certificate, provided such employee continues to be paid according to the category his competency certificate classifies him in.

Article 36. Outils: Le salarié doit fournir les outils manuels nécessaires à l'exercice de son métier, à l'exception des limes utilisées pour le débissage et des lames de scie à fer.

Article 37. Loyauté: Il est interdit à un employé salarié d'exécuter un travail quelconque relevant de l'un ou l'autre des métiers de l'industrie de l'automobile, à l'intérieur ou à l'extérieur de l'établissement de l'employeur, sans autorisation, pour le compte de toute personne, que cette personne soit un employeur professionnel, un employeur quelconque ou un client.

Article 38. Assurance collective: 38.01 L'Employeur qui, au moment de l'extension juridique de la convention, a en vigueur dans son entreprise un plan d'assurance-collective, maladie, hospitalisation, prévoyant des bénéfices d'indemnité hebdomadaire pour les employés, s'engage à maintenir ce plan et à contribuer à cinquante pour cent (50%) au paiement des primes, l'autre cinquante pour cent (50%) étant payé par l'employé. Cependant, si avant l'entrée en vigueur de l'extension juridique de la convention collective, l'Employeur payait des primes à plus que cinquante pour cent (50%), il maintiendra, pendant la durée de l'extension juridique de la convention, qu'il assumait avant l'entrée en vigueur de l'extension juridique de la convention.

38.02 L'Employeur qui n'a pas de tel plan en vigueur dans son entreprise au moment de l'extension juridique de la convention s'engage à en établir un et à payer les primes à raison de cinquante pour cent (50%), l'autre cinquante pour cent (50%) étant assumé par l'employé.

Article 39. Costumes et uniformes: 39.01 Les costumes, uniformes spéciaux et salopettes requis par l'Employeur doivent être choisis et blanchis par lui. Le coût en est défrayé totalement par l'Employeur sauf pour le garage Forand Auto Ltd dont les employés s'engagent à verser \$1.00 par semaine pour une moyenne de quatre (4) uniformes par employés par semaine et pour le garage Dubois dont les employés s'engagent à verser \$0.50 par semaine pour une moyenne de deux (2) uniformes par employé par semaine.

39.02 L'Employeur fournit au besoin les couvertures protégeant les autos, les sièges et autre équipements.

Article 40. Pourboire: 40.01 Le pourboire est la propriété du salarié, et l'Employeur ne peut le retenir ou s'en servir, même avec le consentement du salarié, comme partie de salaire, en autant qu'il n'est pas au détriment de l'Employeur.

Article 41. Essence: 41.01 Aucun salarié ne doit être tenu responsable de l'évaporation ni de la contraction de l'essence.

Article 42. Durée: 42.01 Le décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et il demeure en vigueur:

1° Dans les zones I et II jusqu'au 3 octobre 1968;

2° Dans la zone III jusqu'au 25 novembre 1967.

Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, dans chacune des zones, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai d'au plus soixante (60) jours et d'au moins trente (30) jours avant la date d'expiration ou de sa date anniversaire dans les années subséquentes. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires

Section 36. Tools: Employees shall supply all hand tools required to ply his trade, except files used for body work and metal-saw blades.

Section 37. Trustworthiness: No employee is allowed to perform any unauthorized work connected with any of the automobile industry trades, outside or inside his employer's establishment for another person, should such person be an employer, a professional employer or a customer.

Section 38. Group insurance: 38.01 Every employer who, when the legal extension of the agreement becomes effective, has a group sickness and hospitalization plan in force in his establishment which provides weekly benefits for his employees, shall maintain this plan and shall pay its premiums on a 50%-50% basis with the employee. If, before the legal extension of the agreement becomes effective, the employer was paying more than 50% of the premiums, he shall continue to do so throughout the legal extension of the agreement.

38.02 The employer who does not have such a plan when the legal extension of the agreement becomes effective, agrees to establish one and to pay premiums on a 50%-50% basis with the employee.

Section 39. Uniforms: 39.01 Special uniforms, dress and overalls requested by the employer shall be chosen and laundered by him. The employer shall pay their cost, except in the following instances:

Forand Auto Ltd.: employees agree to pay \$1.00 a week for an average of four (4) uniforms per employee per week;

Garage Dubois: employee agree to pay 50¢ a week for an average of two (2) uniforms per employee per week.

39.02 Employers shall supply protective coverings for automobiles, seats and other equipment, as required.

Section 40. Tips: 40.01 Tips belong to the employee. No employer may withhold or use such tips as part of the employee's wages, even with the employee's consent, in so far as this is not detrimental to the employer.

Section 41. Gasoline: 41.01 No employee shall be held responsible for the evaporation and contraction of gasoline.

Section 42. Term: 42.01 The decree becomes effective on the date it is published in the *Québec Official Gazette* and remains in force until:

1. October 3, 1968, in zones I and II; and

2. November 25, 1967, in zone III.

It automatically renews itself from year to year thereafter in each zone, unless one of the contracting parties gives the other a written notice to the contrary, no more than sixty (60) and no less than thirty (30) days before the expiry date or its anniversary in subsequent years. Such notice shall also be filed with the Minister of Labour.

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding

ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 15 juillet 1967. 20395-0

only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, July 15, 1967. 20395-0

Commission du salaire minimum

Avis

Commission du salaire minimum

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi du salaire minimum (S.R.Q. 1964, chapitre 144), que la nouvelle Ordonnance numéro 9, 1967, dont le texte suit, relative aux exploitations forestières dans la province de Québec, adoptée par la Commission du salaire minimum à sa séance du 31 mai 1967, a été approuvée par l'arrêté en conseil numéro 1755 du 28 juin 1967.

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 15 juillet 1967.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnance No 9, 1967

EXPLOITATIONS FORESTIÈRES

La Commission du salaire minimum, en exécution de la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1964, c. 144),

Ordonne et décrète ce qui suit:

PREMIÈRE PARTIE

Interprétation

1. *Désignation:* La présente ordonnance est désignée sous le nom de Ordonnance No 9, 1967.

2. *Interprétation:* Dans la présente ordonnance, les mots suivants signifient:

a) « semaine »: une semaine civile ou une période de sept jours s'étendant de minuit un jour donné à la fin du septième jour suivant.

b) « semaine normale »: le nombre d'heures de travail en une semaine au delà duquel le temps de travail doit être majoré.

c) « exploitation forestière »:

1° Les entreprises effectuant la coupe, l'écorçage, le tronçonnement, le transport, le chargement du bois à bord des bateaux ou wagons de chemin de fer, les usines ou établissements où l'on fait le sciage ou le façonnage du bois exclusivement pour fins des exploitations forestières. L'expression « exploitation forestière » ne comprend pas les travaux de transformation du bois sorti de la forêt;

2° Les entreprises effectuant en forêt la la construction et l'entretien des chemins, camps, écluses, piliers, facilités de chargement et de flottage;

Minimum Wage Commission

Notice

Minimum Wage Commission

Pursuant to the provisions of the Minimum Wage Act (RSQ 1964, c. 144), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Minimum Wage Commission's new Ordinance number 9, 1967 (Forest Operations in the Province of Québec), text of which is quoted below, was adopted by the Minimum Wage Commission on May 31, 1967, and was approved by Order in Council number 1755, dated June 28, 1967.

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, July 15, 1967.

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordinance No. 9, 1967

FOREST OPERATIONS

Pursuant to the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1964, chapter 144), the Minimum Wage Commission,

Orders and decree the following:

PART ONE

Interpretation

1. *Désignation:* The present Ordinance is designated as Ordinance No. 9, 1967.

2. *Definitions:* In the present Ordinance,

(a) "week" means a calendar week or a seven-day period extending from midnight on a given day to the end of the seventh day thereafter;

(b) "standard workweek" means the number of working hours in one week, beyond which any time worked must be paid for at overtime rates;

(c) "forest operation" means:

1° enterprises carrying out the cutting, barking, cutting into lengths, transportation, loading of wood on boats or railroad cars; mills or establishments where wood is sawed or dressed exclusively for logging operation purposes. The term "forest operation" does not include the dressing or processing of wood already taken out of the forest;

2° enterprises which carry out, in the forest, the construction and maintenance of roads, camps, dams, piers, timber loading and driving facilities;

3° Les entreprises effectuant des travaux d'amélioration, d'éclaircis, de reboisement, de drainage et d'irrigation du sol, en forêt;

4° Les entreprises de flottage du bois;

5° Les entreprises de protection de la forêt;

6° Les entreprises chargées du déboisement en vue de la construction de chemins, d'autoroutes, de barrages, de lignes de transmission, ou de tout autre travail du même genre en forêt;

7° Les traiteurs, entrepreneurs, sous-traitants, intermédiaires exerçant leurs activités en forêt, pour le bénéfice d'une des entreprises ci-haut mentionnées.

d) « jour de travail »: une période de neuf (9) heures ouvrées dans un même jour.

Cependant, lorsqu'un salarié affecté à la coupe du bois est empêché, en raison d'un bris de machine ou de scie mécanique vérifié par le surveillant, de travailler une journée complète de travail, il sera considéré avoir travaillé une demi-journée chaque fois qu'il aura été au travail au moins deux (2) heures durant l'avant-midi ou l'après-midi.

DEUXIÈME PARTIE

Champ d'application

3. *Salariés régis*: La présente ordonnance régit les salariés auxquels s'applique la Loi du salaire minimum et leurs employeurs dans les exploitations forestières de la province de Québec.

4. *Salariés non régis*: La présente ordonnance ne régit pas les salariés suivants:

a) Les salariés d'une entreprise qui poursuit son exploitation dans une colonie forestière sans but lucratif;

b) Le conjoint et les enfants de l'employeur;

c) Les salariés d'un cultivateur ou colon travaillant sur une terre à bois faisant partie d'une exploitation agricole;

d) Les étudiants qui travaillent au cours de l'année scolaire dans des établissements choisis par la direction d'une école en vertu d'un programme d'initiation au travail approuvé par le ministre de l'Éducation.

TROISIÈME PARTIE

Dispositions générales

5. *Semaine normale*: La semaine normale des salariés régis par cette ordonnance est de cinquante-quatre (54) heures.

6. *Heures supplémentaires*: Tout travail exécuté par un salarié en plus des heures de la semaine normale de travail doit être rémunéré au taux horaire minimum majoré de moitié.

7. *Exceptions*: Les dispositions de l'article 6 ne s'appliquent pas:

a) Aux cuisiniers et aides-cuisiniers;

b) Aux garde-feu;

c) Aux gardiens de camp, d'écurie, d'écluse et de barrière;

d) Aux salariés engagés aux pièces;

e) Aux salariés rémunérés sur une base fixe de salaire hebdomadaire, mensuel ou annuel et recevant par semaine un salaire d'au moins \$80.

8. *Heures de travail*: On désigne comme heures de travail à être rémunérées les heures ou fractions d'heure durant lesquelles un salarié travaille.

Toutefois, le temps excédant une heure par jour employé à voyager entre le camp et l'endroit du travail doit être compté comme temps de travail et rémunéré au taux minimum.

3° entreprises carrying out, in the forest, operations such as improving, clearing, reforestation, soil drainage and irrigation;

4° driving enterprises;

5° forest protection enterprises;

6° enterprises in charge of forest-clearing operations for the construction of roads, highways, dams, transmission lines or any other similar work in the forest;

7° caterers, contractors, sub-contractors, intermediaries operating in the forest on behalf of any of the above-mentioned enterprises;

(d) "day of work" means a period of nine (9) hours of work in any one day.

However, if an employee assigned to wood cutting is prevented from working a full day's work, because of a breakdown of machinery or mechanical saw checked over by the supervisor, he shall be considered as having worked a half day each time he will have been on the job at least two hours in the forenoon or afternoon.

PART TWO

Jurisdiction

3. *Employees governed*: The present Ordinance governs employees subject to the Minimum Wage Act as well as their employers in forest operations in the Province of Quebec.

4. *Employees not governed*: The present Ordinance does not govern:

(a) employees of a non-profit organization operating in a forest colony;

(b) the employer's spouse and children;

(c) employees of a farmer or settler working on a woodlot forming part of an agricultural undertaking;

(d) students who work during the academic year in establishments selected by the school authorities in accordance with occupational training programs approved by the Minister of Education.

PART THREE

General Provisions

5. *Standard workweek*: The standard workweek of employees governed by the present Ordinance consists of fifty-four (54) hours.

6. *Overtime*: All work performed by an employee over and above the standard workweek shall be remunerated at time and a half the hourly minimum rate.

7. *Exceptions*: The provisions of section 6 do not apply to:

(a) cooks and kitchen helpers;

(b) fire rangers;

(c) camp watchmen, stablemen, dam watchmen and gate-keepers;

(d) employees hired on a piecework basis;

(e) employees remunerated on a regular weekly, monthly or annual salary basis and receiving at least \$80 per week.

8. *Working hours*: Are designated as working hours to be remunerated, the hours or fractions of an hour that an employee works.

However, time in excess of one hour, per day, spent travelling between the camp and the working area must be considered as working time and be remunerated at minimum rates.

9. *Repos hebdomadaire*: Tout salarié, excepté ceux visés à l'article 7, a droit à un repos hebdomadaire d'une durée minimale de vingt-quatre (24) heures consécutives ou de deux périodes de repos de dix-huit (18) heures consécutives chacune.

Lorsqu'il n'aura pas été possible à l'employeur d'accorder aux salariés visés à l'article 7 le congé hebdomadaire, il devra accorder à ces salariés un congé d'une journée pour chaque semaine travaillée. Ce congé pourra être accordé à un temps qui convient au salarié et à l'employeur ou au moment de la résiliation du contrat de travail.

10. *Modes de rémunération*: Tout salarié doit recevoir avec sa paie, un bulletin contenant les mentions suivantes:

a) Ses nom, prénoms et adresse;

b) La période de paie;

c) Le total de ses heures de travail, les heures supplémentaires étant indiquées séparément, sauf pour les salariés visés à l'article 7;

d) Le taux de son salaire et le salaire gagné;

e) Le montant des déductions;

f) Le montant net versé.

11. *Retenues sur salaire*: Nulle retenue ne peut être faite sur le salaire payable à un salarié, sauf:

a) Celles imposées par une disposition législative;

b) Celles décrétées par ordre d'un tribunal;

c) Les avances en argent faites de temps à autre;

d) Le prix des effets vendus à la condition qu'une liste des prix de tels objets ait été affichée à la vue de ses salariés dans le magasin ou les bureaux de chantier;

e) Le prix du vivre et du couvert, tel que fixé à l'article 12;

f) Le coût du blanchissage de tout effet, pourvu qu'une liste des prix soit affichée à l'endroit où loge le salarié;

g) La valeur des outils retournables, vêtements de sécurité, équipement, literie, perdus ou non retournés, à la condition que les taux soient mentionnés aux affiches et sur les bulletins de paie;

h) La pension d'un cheval fourni par le salarié;

i) La location de biens spécifiée au contrat écrit d'engagement.

12. *Vivre et couvert* (gîte et pension): Lorsqu'un salarié reçoit de son employeur le vivre et le couvert, il est interdit à son employeur de déduire du salaire plus que \$1.95 par jour pour ce service, ou 65¢ par repas.

Il est interdit à l'employeur de réclamer de ses salariés quelque somme pour location ou usage de literie.

Dans le cas où le salarié a normalement terminé son travail après un avis d'au moins 48 heures à l'employeur, et est obligé d'attendre en forêt, par la faute de l'employeur, le rapport de mesurage et le règlement de son salaire, le vivre et le couvert devront lui être fournis à la charge de l'employeur.

13. *Usage de chevaux*: Lorsqu'un salarié fournit son propre cheval, l'employeur devra lui verser une somme additionnelle de \$3 par jour de travail mais pourra retenir de ce montant une somme n'excédant pas \$1.50 par jour pour la pension du cheval.

9. *Weekly rest period*: Every employee shall be allowed a weekly rest period lasting at least twenty-four (24) consecutive hours or two rest periods lasting eighteen (18) consecutive hours each.

When the employer has been unable to grant such weekly day of rest to employees mentioned in section 7, he shall grant such employees one day of rest for each week worked. The day of rest may be granted at a time mutually agreed upon employer and employee or when the work contract is cancelled.

10. *Mode of payment*: Every employee must be given, together with his pay, a statement mentioning the following particulars:

(a) family name, first name, address and social insurance number;

(b) the pay period;

(c) the total number of his hours of work, his overtime hours being shown separately, except for employees subject to section 7;

(d) his wage rate and the wages earned;

(e) the amount of deductions made;

(f) the net amount paid.

11. *Deductions from wages*: No deduction shall be made from the wage payable to an employee, except:

(a) those imposed by a legislative provision;

(b) those decreed by a Court Order;

(c) cash advances granted from time to time;

(d) the price of goods sold, provided a list of the prices of such goods had been posted up in a conspicuous place in the camp store or offices;

(e) the cost of board and lodging as fixed in section 12;

(f) the cost of laundering any article, provided that a price list be posted up in the employee's lodging quarters;

(g) the value of returnable tools, safety garments, equipment, bedding, lost or not returned, provided the value of such goods be mentioned on posted notices or on the pay statements;

(h) the feeding of a horse supplied by the employee;

(i) the rental cost of goods as specified in the written hiring contract.

12. *Board and lodging*: It is forbidden for the employer who provides his employee with board and lodging to deduct from the employee's wage a sum in excess of \$1.95 per day or \$0.65 per meal for this service.

It is also forbidden for the employer to claim from his employees any sum whatsoever for the rental or use of bedding.

When an employee has normally terminated his work after at least 48 hours' notice to the employer and is obliged by his employer's fault to wait in forest for his scaling slip and wage settlement, such employee shall be supplied with free board and lodging at his employer's expense.

13. *Use of horses*: When an employee supplies his own horse, the employer shall have to pay him an additional amount of \$3.00 per day of work but shall be allowed to deduct therefrom an amount not exceeding \$1.50 per day for the feeding of the horse.

QUATRIÈME PARTIE

Taux minima de salaire

14. *Salaire minimum*: Les salariés régis par la présente ordonnance ont droit aux taux minima de salaire suivants selon leur fonction:

a) Les salariés affectés à la coupe du bois et payés aux pièces: un taux moyen de \$14 par jour de travail établi pour chaque mois civil.

b) Les autres salariés engagés à forfait, les cuisiniers, aides-cuisiniers et les garde-feu: \$12.50 par jour.

c) Les gardiens de camp, d'écurie, d'écluse et de barrière: \$11.25 par jour.

d) Les autres salariés: \$1.25 l'heure.

CINQUIÈME PARTIE

Dispositions réglementaires

15. *Indemnité compensatrice de congés payés*: Au moment de la résiliation de son contrat de travail, tout salarié régi par cette ordonnance doit recevoir une indemnité compensatrice de congés payés égale à 2% de son salaire, avant toute déduction, exclusion faite cependant des allocations versées pour la location de chevaux ou d'équipement.

L'indemnité compensatrice de congés payés du salarié dont les services sont continus doit lui être versée au cours du mois de mai de chaque année pour le travail fait au cours des douze mois précédant immédiatement le premier mai.

16. *Permis d'incapacité*: La Commission peut, par résolution, accorder, d'après la preuve jugée suffisante, à tout salarié d'aptitudes physiques ou mentales restreintes, un certificat l'autorisant à travailler à des conditions autres que celles prévues par l'ordonnance. (article 15 de la Loi).

17. *Bunching*: Une opération communément appelée « bunching » soit le transport de billes à bras ou à dos d'homme est interdite.

18. *Contrat d'engagement*: Tout employeur doit exécuter avec son salarié, avant que ce dernier ne commence à travailler, un contrat écrit en trois exemplaires contenant les conditions et modalités d'engagement et en remettre un au salarié immédiatement.

La location de biens ou d'équipement doit apparaître d'une façon distincte du salaire au contrat d'engagement.

19. *Frais de transport, vivre et couvert en cours de route*: Sauf pour les salariés qui voyagent dans leur propre voiture ou comme passagers de voitures particulières, le transport du salarié et de ses bagages, le vivre et le couvert en cours de route, à partir du terminus de voies publiques à la charte de l'employeur.

Cependant, si le salarié, de par sa propre volonté ne fait pas au moins douze (12) jours de travail et si au cours des opérations de chantier, le salarié voyage, l'employeur pourra lui réclamer pour ce transport le prix de ce service pourvu que le montant soit fixé dans son contrat d'engagement; mais aucun droit de passage aux barrières ne pourra être exigé des salariés régis par cette ordonnance.

20. *Outils et accessoires*: Les salariés, sauf ceux engagés aux pièces ou à taux forfaitaire, doivent être pourvus, aux frais de l'employeur, d'outils et accessoires appropriés; ils ne sont pas tenus de payer le coût des outils et accessoires brisés ou dévalorisés par l'usage normal.

PART FOUR

Minimum Wage Rates

14. *Minimum Wage*: Employees governed by the present Ordinance shall be paid the following wage rates, according to their occupation:

(a) piecework wood cutters: an average rate of \$14.00 per working day established for each calendar month.

(b) other employees hired by contract, cooks, kitchen helpers and fire rangers: \$12.50 per day,

(c) camp watchmen, stablemen, dam watchmen and gate-keepers: \$11.25 per day,

(d) all other employees: \$1.25 per hour.

PART FIVE

By-laws

15. *Vacation allowance*: At the cancellation of his work contract, every employee governed by the present Ordinance is entitled to 2% of his wages before deductions, excluding, however, the allowances paid for the rental of horses or equipment.

The vacation allowance of employees whose services are continuous shall be paid to such employees during the month of May of each year, for the work carried out during the twelve months immediately prior to May first.

16. *Limited fitness permit*: The Commission may, by resolution, grant, upon proof deemed sufficient, to any employee of limited physical or mental fitness, a certificate authorizing him to work upon conditions differing from those contemplated in any ordinance (Act, sc. 15).

17. *Bunching*: The operation commonly known as "bunching", that is, the transportation of logs in the arms or on a man's back, is prohibited.

18. *Hiring contract*: Every employer governed by the present Ordinance must sign with his employee, before the latter starts to work, a written contract in triplicate containing the conditions and terms of the engagement, and must give one copy to the employee immediately.

In the engagement contract, the rental of goods or equipment must be mentioned as a distinct item completely apart from the wages.

19. *Transportation, room and board expenses en route*: Except when employees travel in their own cars or as travellers in private cars, the transportation of the employee and his baggage and the employee's board and lodging en route shall be defrayed by the employer from the terminal point of the public highway.

However, if the employee, of his own will, does not work at least twelve (12) working days and if the employee travels during the course of camp operations, the employer may charge the employee the price of such a service provided the amount thereof is specified in the employee's hiring contract; but no employee governed by the present Ordinance shall be required to pay toll to be allowed through any forest gate.

20. *Tools and accessories*: Employees, except piececutters or jobworkers, must be provided with the necessary tools and accessories at the employer's expense; they shall not be required to pay the cost of tools and accessories broken or depreciated through normal use.

Cependant, l'employeur aura le droit de déduire du salaire la valeur des outils et accessoires perdus ou non retournés, mais ces déductions doivent être mentionnées au bulletin de paie du salarié.

21. *Documents à transmettre à la commission:* L'employeur, à moins de dispense par résolution de la Commission, doit transmettre à cette dernière, à son siège social, un exemplaire du contrat d'engagement dans les douze (12) jours de la signature et un exemplaire lisible du bulletin de paie dans les douze (12) jours du départ du salarié.

22. *Système d'enregistrement de travail:* Tout employeur doit tenir un système d'enregistrement où sont indiqués à l'encre, au crayon indélébile, par impression ou par perforation, pour chaque période de travail et pour chaque salarié à son emploi:

- a) Ses nom, prénoms, adresse et numéro d'assurance sociale;
- b) Sa fonction;
- c) Sa date d'entrée au service de l'employeur;
- d) Sa période de paie;
- e) Le total de ses heures de travail, les heures supplémentaires indiquées séparément, sauf pour les salariés visés à l'article 7;
- f) Le nombre de jours ouvrés pour les salariés visés aux alinéas a), b) c) et d) de l'article 7;

- g) Le taux de son salaire;
- h) Le salaire gagné;
- i) Les déductions faites;
- j) Le montant remis au salarié;
- k) Tous les autres renseignements exigés par ordonnance ou règlement de la Commission.

23. *Lieu de la tenue et de la conservation du système d'enregistrement:* Le système d'enregistrement doit être tenu dans la province, à l'établissement de l'employeur.

Dans le cas de multiples établissements, ce système doit être tenu à chaque établissement pour les salariés qui en relèvent.

Cependant, lorsque le traitement de la paie se fait au bureau principal ou par mécanographie, la Commission peut accorder dispense aux conditions qu'elle détermine par résolution.

Le système se rapportant à une année doit être conservé durant une période de six ans.

24. *Rapport écrit:* L'employeur doit transmettre à la Commission, sur demande, un rapport écrit donnant les renseignements qui, tel que ci-haut décrété, doivent être consignés au système d'enregistrement.

25. *Affichage:* L'employeur doit afficher et tenir affichés à la vue de ses salariés tous règlements, résolutions, ordonnances ou documents, qui lui sont transmis à cette fin par la Commission.

26. *Ordonnance No 39, 1962 remplacée:* L'ordonnance No 39, 1962 adoptée par la Commission le 17 avril 1962, approuvée par l'arrêté en conseil numéro 711 et publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 28 avril 1962, est par la présente remplacée à compter de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

27. *Entrée en vigueur:* La présente ordonnance entre en vigueur le premier juillet mil neuf cent soixante-sept et demeure en vigueur jusqu'au trente avril mil neuf cent soixante-huit.

However, the employer shall have the right to deduct from the employee's wages the value of tools and accessories lost or not returned, but these deductions must be mentioned on the employee's pay statement.

21. *Documents to be sent to the commission:* Unless exempted by a resolution of the Commission, the employer must send the latter, at its head office, within twelve (12) days from the day on which the contract was signed, a copy of every hiring contract, and within twelve (12) days from the departure of an employee, a legible copy of the latter's pay statement.

22. *Work record system:* Every employer must maintain a record system wherein are recorded in ink, indelible pencil, print or perforation, for each work period and for each employee in his employ:

- (a) his family name, first names, address and social insurance number;
- (b) his occupation;
- (c) the date of his entrance into the service of such employer;
- (d) his pay period;
- (e) the total number of his hours of work, his overtime hours being shown separately, except for employees listed in section 7;

(f) for the employees contemplated in paragraphs (a), (b), (c) and (d) of section 7, the number of hours worked;

- (g) his rate of wages;
- (h) the amount of his earnings;
- (i) the deductions made;
- (j) the employee's take-home pay;
- (k) all other information required by ordinance or by-law of the Commission.

23. *Where records must be kept and preserved:* Records must be kept in the Province, at the employer's establishment.

If an employer operates several establishments, he must keep, in each one of them, a separate registration system for the employees thereof.

However, when the payroll is prepared at the head office or by electronic data processing, the Commission may grant an exemption on conditions which it will determine by resolution.

The records relating to a given year must be preserved and retained for a period of six years.

24. *Written report:* Every employer must, upon request, furnish the Commission with a written report containing, as hereinabove prescribed, the particulars to be kept on record.

25. *Posting:* Every employer must post and keep posted, where they can be easily read by the employees, any by-law, resolution, ordinance or document supplied for such purpose by the Commission.

26. *Ordinance No. 39, 1962 replaced:* Ordinance No. 39, 1962 adopted by the Commission on the 17th of April 1962, approved by Order in Council number 711 and published in the *Québec Official Gazette* on the 28th of April 1962, is hereby replaced from the effective date of the present Ordinance.

27. *Coming into force:* The present Ordinance will come into force on the first day of July, one thousand nine hundred and sixty-seven and will remain in force until the thirtieth day of April, one thousand nine hundred and sixty-eight.

Faite et passée en la cité de Québec, ce trente et unième jour du mois de mai mil neuf cent soixante-sept.

Copie conforme.

(Seau) COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM.
Le Président,
ALEX BASTIEN,
Juge provincial.
Le Secrétaire,
PAUL DE LA DURANTAYE.

20418-o

Signed and dated in the city of Québec, this thirty-first day of May, one thousand nine hundred and sixty-seven.

True copy.

(Seal) MINIMUM WAGE COMMISSION.
ALEX BASTIEN,
Provincial Judge,
President.
PAUL DE LA DURANTAYE,
Secretary.

20418-o

Avis

Commission du salaire minimum

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi du salaire minimum (S.R.Q. 1964, chapitre 144), que la nouvelle Ordonnance numéro 10, 1967, dont le texte suit, relative aux scieries et ateliers de bois ouvré dans la province de Québec, adoptée par la Commission du salaire minimum à sa séance du 19 juin 1967, a été approuvée par l'arrêté en conseil numéro 1756 du 28 juin 1967.

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 15 juillet 1967.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnance No 10, 1967

Scieries, entreprises connexes et ateliers de bois ouvré

La Commission du salaire minimum, en exécution de la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1964, c. 144),

Ordonne et décrète ce qui suit :

PREMIÈRE PARTIE

Interprétation

1. *Désignation*: La présente ordonnance est désignée sous le nom de Ordonnance No 10, 1967.

2. *Interprétation*: Dans la présente ordonnance, les mots suivants signifient :

a) « semaine » : une semaine civile ou une période de sept jours s'étendant de minuit un jour donné à la fin du septième jour suivant.

b) « semaine normale » : le nombre d'heures de travail en une semaine au delà duquel le temps de travail doit être majoré.

c) « scieries » : établissements où l'on fait toutes ou une partie des opérations suivantes, savoir: le sciage, le débitage, le façonnage, le rabotage, le séchage, l'empilement, la livraison et toutes opérations connexes du bois, mais ne comprend pas l'assemblage dudit bois.

d) « ateliers de bois ouvré » : établissements où l'on fait la préparation et l'assemblage des pièces de bois pour la fabrication et la réparation d'accessoires en bois destinés aux édifices de tous genres et les boutiques qui fabriquent des ouvrages de menuiserie ou d'ébénisterie de même que les usines de tournage de bois pour fins de construction, ainsi que l'industrie de déroulage du bois, du placage et du contre-plaqué.

Notice

Minimum Wage Commission

Pursuant to the provisions of the Minimum Wage Act (RSQ 1964, c. 144), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Minimum Wage Commission's new Ordinance number 10, 1967 (Sawmills, Related Enterprises and Wrought Wood Shops), text of which is quoted below, was adopted by the Minimum Wage Commission on June 19, 1967, and was approved by Order in Council number 1756, dated June 28, 1967.

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, July 15, 1967.

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordinance No. 10, 1967

Sawmills, Related Enterprises and Wrought Wood Shops

The Minimum Wage Commission, pursuant to the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1964, chapter 144),

Orders and decrees as follows:

PART ONE

Interpretation

1. *Designation*: The present Ordinance is designated under the name of Ordinance No. 10, 1967.

2. *Interpretation*: In the present Ordinance, the following words mean:

(a) "week": a civil week or a seven-day period extending from twelve o'clock on a given day to the end of the seventh day following.

(b) "normal workweek": the number of hours of work in one week beyond which any time worked must be paid for at an increased rate.

(c) "sawmills": establishments where all or part of the following operations are made, to wit: sawing, ripping, working, planing, drying, piling, shipping and all related operations, but do not include the joining of such wood.

(d) "wrought wood shops": establishments where is done the preparing and assembling of pieces of wood for the fabrication and repairing of wooden accessories intended for buildings of every description, as well as all joiners and cabinet-makers, shops doing joinery work for construction purposes, and wood-peeling, veneer and plywood mills.

DEUXIÈME PARTIE

Champ d'application

3. *Salariés régis*: La présente ordonnance régit les salariés et les employeurs dans les scieries et les ateliers de bois ouvré de la province de Québec.

4. *Salariés non régis*: La présente ordonnance ne régit pas les salariés suivants:

- a) Le conjoint de l'employeur et ses enfants;
- b) Les membres du clergé et ceux d'une institution religieuse;
- c) Les étudiants qui travaillent au cours de l'année scolaire dans des scieries et ateliers de bois ouvré choisis par la direction d'une école et en vertu d'un programme d'initiation au travail approuvé par le ministre de l'Éducation.

TROISIÈME PARTIE

Dispositions générales

5. *Semaine normale*: La semaine normale des salariés régis par cette ordonnance est de cinquante-quatre (54) heures.

6. *Heures supplémentaires*: Tout travail exécuté par un salarié en plus des heures de la semaine normale de travail doit être rémunéré au taux horaire minimum majoré de cinquante pour cent.

Toutefois, les salariés suivants n'ont pas de semaine normale:

- a) les cuisiniers et assistants-cuisiniers;
- b) les gardiens de camp, d'écurie, d'écluse et de barrière;
- c) les salariés rémunérés sur une base fixe de salaire hebdomadaire, mensuel ou annuel et recevant par semaine un salaire d'au moins \$70.

7. *Période d'attente*: Le salarié est considéré être à son travail lorsqu'il est à la disposition de son employeur et obligé d'attendre qu'on lui donne du travail.

8. *Indemnité de présence*: Le salarié qui se présente au lieu du travail à la demande de son employeur et qui travaille moins de trois (3) heures par jour a droit à une indemnité égale à trois (3) heures de salaire au taux minimum, sauf pour les étudiants travaillant à temps partiel.

9. *Repos hebdomadaire*: Tout salarié a droit à un repos hebdomadaire d'une durée minimale de vingt-quatre heures consécutives ou de deux périodes de repos de dix-huit heures consécutives chacune.

10. *Modes et fréquence de la rémunération*: Le salaire doit être payé en espèces sous enveloppes scellées ou par chèque à intervalles réguliers ne pouvant dépasser seize jours. Avant d'adopter un autre mode de paiement, tout employeur doit obtenir de la Commission une autorisation à cet effet.

Tout employeur doit remettre au salarié, avec sa paie, un bulletin contenant les mentions suivantes:

- a) Ses nom et prénoms;
- b) La période de paie;
- c) Le total de ses heures de travail, les heures supplémentaires étant indiquées séparément, sauf pour les salariés visés au deuxième alinéa de l'article 6;
- d) Le taux de son salaire et le salaire gagné;
- e) Le montant des déductions;
- f) Le montant net versé.

11. *Retenue de salaire*: Nulle retenue ne peut être faite sur le salaire minimum payable à un salarié, sauf celle imposée par une disposition législative et celle décrétée par ordre d'un tribunal.

PART TWO

Application

3. *Employees governed*: The present Ordinance governs the employees and employers in sawmills and wrought wood shops in the Province of Québec.

4. *Employees not governed*: The present Ordinance does not govern the following employees:

- (a) The employer's consort and his children;
- (b) The members of the clergy and those of a religious institution;
- (c) The students who work during the school year in sawmills and wrought wood shops, chosen by the school administration, and in virtue of a work initiation program approved by the Minister of Education.

PART THREE

General Provisions

5. *Normal workweek*: Fifty-four (54) hours constitute the normal workweek of the employees governed by the present Ordinance.

6. *Overtime*: Any work performed by an employee in excess of the number of hours of the normal workweek must be paid at the minimum hourly rate increased by fifty per cent.

However, the following employees have no normal workweek:

- (a) cooks and assistant-cooks;
- (b) camp, stable, lock and gate attendants;
- (c) employees paid on a fixed weekly, monthly or annual wage basis and receiving a weekly wage of at least \$70.

7. *Waiting period*: The employee is considered being at work when he is at the employer's disposal and obliged to wait for work.

8. *Attendance indemnity*: The employee who presents himself at work on the request of his employer and works less than three (3) hours per day is entitled to an indemnity equal to three (3) hours' wage at the minimum rate, save for students working part time.

9. *Weekly rest period*: Every employee is allowed, each week, a minimum of twenty-four consecutive hours of rest or two periods of eighteen consecutive hours each.

10. *Modes and intervals of wages*: The wage must be paid in cash in sealed envelopes or by cheque at regular intervals not exceeding sixteen days. Before adopting another mode of payment, every employer must obtain from the Commission an authorization to this effect.

Every employer must give the employee, with his wage, a statement showing:

- (a) His name and surnames;
- (b) The wage period;
- (c) The total number of his hours of work, his overtime being indicated separately, save for the employees referred to in the second paragraph of section 6;
- (d) His wage rate and his wage earned;
- (e) The amount of deductions;
- (f) The net amount paid.

11. *Deductions from wages*: No amount can be deducted from the minimum wage payable to an employee, except the deductions imposed by an Act or a Court Order.

12. *Cité et pension:* Lorsqu'un salarié reçoit de son employeur le gîte et la pension, il est interdit à son employeur de déduire du salaire plus que \$1.95 par jour pour ce service, ou 65¢ par repas.

Il est interdit à l'employeur de réclamer de ses salariés quelque somme pour location ou usage de literie.

13. *Région:* Pour les fins de la présente ordonnance, la province de Québec est divisée en deux régions composées comme suit:

a) *Région I:* La région de Montréal métropolitain comprenant l'île de Montréal, l'île Jésus, l'île Bizard et les districts électoraux de Chambly et Taillon;

b) *Région II:* Le reste de la province.

QUATRIÈME PARTIE

Taux minima de salaire

14. *Salaire minimum:* Les salariés régis par la présente ordonnance ont droit aux taux minima de salaire suivants selon leur fonction:

	<i>Régions</i>	
	I	II
A) <i>Scieries:</i>		
a) Les salariés de métiers qualifiés, tels que les affûteurs de scies, mécaniciens de machines fixes, machinistes et les opérateurs qui conditionnent, ajustent ou entretiennent les machines propres à l'établissement.	\$1.40	\$1.30
b) Les autres salariés sauf ceux ci-après énumérés.	1.25	1.15
c) Les salariés des établissements employant cinq salariés ou moins, les salariés de scieries travaillant dans une proportion de 75% pour les cultivateurs.	1.15	1.05
d) Les salariés âgés de moins de 19 ans.	0.90	0.85
B) <i>Ateliers de bois ouvré:</i>		
a) Les salariés de métiers qualifiés et les opérateurs qui conditionnent, ajustent ou entretiennent les machines propres à l'établissement.	1.45	1.35
b) Les autres salariés sauf ceux ci-après énumérés.	1.30	1.20
c) Les salariés des établissements employant cinq salariés ou moins.	1.20	1.10
d) Les salariés âgés de moins de 19 ans.	0.95	0.90

CINQUIÈME PARTIE

Dispositions réglementaires

15. *Système d'enregistrement de travail:* Tout employeur doit tenir un système d'enregistrement où sont indiqués à l'encre, au crayon indélébile, par impression ou par perforation, pour chaque période de travail et pour chaque salarié à son emploi:

- Ses nom, prénoms, adresse et numéro d'assurance sociale;
- Sa fonction;
- Sa date d'entrée au service de l'employeur;
- La période de paie;
- L'heure précise à laquelle chaque jour, son travail a commencé et s'est terminé;
- Le total de ses heures de travail;
- Ses heures supplémentaires;
- Le taux de son salaire;

12. *Room and Board:* It is forbidden for the employer who provides his employee with room and board to deduct from his employee's wage more than \$1.95 per day or 65¢ per meal.

It is forbidden for the employer to claim from his employees any amount for rent and use of bedding.

13. *Regions:* For purposes of the present Ordinance, the Province of Québec is divided into two regions composed as follows:

¹ (a) *Region 1:* The region of Metropolitan Montréal, comprising the Island of Montréal, the Jésus Island, the Bizard Island and the electoral districts of Chambly and Taillon;

(b) *Region II:* The rest of the Province.

PART FOUR

Minimum Wage Rates

14. *Minimum Wage:* The employees governed by the present Ordinance are entitled to the following minimum wage rates according to their duties:

	<i>Regions</i>	
	I	II
(A) <i>Sawmills:</i>		
a) Skilled employees such as sawfilers, stationary enginemen, machinists and operators who fit, set and keep in good working order machines related to the establishment.	\$1.40	\$1.30
b) All other employees except hereinafter mentioned.	1.25	1.15
c) Employees of establishments of five employees or less or sawmill employees working at a percentage of 75% for the farmers.	1.15	1.05
d) Employees under 19 years of age.	0.90	0.85
B) <i>Wrought Wood Shops:</i>		
a) Skilled employees and operators who fit, set and keep in good working order the machines related to the establishment.	1.45	1.35
b) All other employees except those hereinafter mentioned.	1.30	1.20
c) Employees of establishments of five or less employees.	1.20	1.10
d) Employees under 19 years of age.	0.95	0.90

PART FIVE

Regular provisions

15. *Work registration system:* Every employer must keep, for each period of work and for each employee in his employ, records in which shall be recorded in ink or with an indelible pencil or by printing or perforation:

- His name, surnames, address and social insurance number;
- His duties;
- The date of his entrance into the service of such employer;
- His pay period;
- The precise hour at which his work was begun and finished each day;
- The total number of his hours of work;
- His overtime;
- His wage rate;

i) Le salaire gagné;
j) Les déductions faites;
k) Le montant remis au salarié;
l) Les renseignements dont la mention est exigée par l'ordonnance no 3 pour les salariés visés par cette dernière;

m) Tous les autres renseignements exigés par ordonnance ou règlement de la Commission.

Les mentions prévues aux paragraphes e), f) et g) ne sont pas obligatoires pour les salariés visés au deuxième alinéa de l'article 6.

16. *Lieu de la tenue et de la conservation du système d'enregistrement*: Le système d'enregistrement doit être tenu dans la province, à l'établissement de l'employeur.

Dans le cas de multiples établissements, ce système doit être tenu à chaque établissement pour les salariés qui en relèvent.

Cependant, lorsque le traitement de la paie se fait au bureau principal ou par mécanographie, la Commission peut accorder dispense aux conditions qu'elle détermine par résolution.

Le système se rapportant à une année doit être conservé durant une période de six ans.

17. *Rapport écrit*: Tout employeur doit transmettre à la Commission, sur demande, un rapport écrit donnant les renseignements qui, tel que ci-haut décrété, doivent être consignés au système d'enregistrement.

18. *Affichage*: Tout employeur doit afficher et tenir affichés à la vue de ses salariés, tous règlements, résolutions, ordonnances ou documents qui lui sont transmis à cette fin par la Commission.

19. *Ordonnance no 30, 1963 remplacée*: L'ordonnance no 30, 1963 adoptée par la Commission le 12 juin 1963, approuvée par arrêté en conseil numéro 1001 du 18 juin 1963 et publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 29 juin 1963, est, par la présente, remplacée à compter de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

20. *Entrée en vigueur*: La présente ordonnance entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au trente avril mil neuf cent soixante-huit.

Faite et passée en la cité de Québec, ce dix-neuvième jour de juin, mil neuf cent soixante-sept.

Copie conforme
(Sceau)

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM.
Le Président,
ALEX BASTIEN,
Juge provincial.
Le Secrétaire,

20418-o

PAUL DE LA DURANTAYE.

Avis

Commission du salaire minimum

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi du salaire minimum (S.R.Q. 1964, chapitre 144), que la nouvelle Ordonnance numéro 3, 1967, dont le texte suit, relative aux congés payés dans la province de Québec, adoptée par la Commission du salaire minimum à sa séance du 15 juin 1967, a été approuvée par l'arrêté en conseil numéro 1753, du 28 juin 1967.

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 15 juillet 1967.

(i) The wage earned;
(j) The amount of deductions;
(k) His take-home pay;
(l) All the particulars the recording of which is required by Ordinance No. 3 as regards the employees contemplated by same;
(m) All other particulars required by Ordinance of by-law of the Commission.

The particulars provided for in Sub-sections (e), (f) and (g) are not obligatory for the employees referred to in the second paragraph of section 6.

16. *Where records must be kept and preserved*: Records must be kept in the Province, at the employer's establishment.

In case of several establishments, such records must be kept in each establishment to which said employees are responsible.

However, when the pay processing is made at the main office of by computer the Commission may grant an exemption on conditions determined by resolution.

The records relating to one year must be therein preserved and retained for six years.

17. *Written report*: Every employer must, upon request, furnish the Commission with a written report containing, as hereinabove prescribed, the particulars to be kept on record.

18. *Posting*: Every employer must post and keep posted in a conspicuous place any by-law, resolution, ordinance or document furnished for such purpose by the Commission.

19. *Ordinance No. 30, 1963 replaced*: Ordinance No. 30, 1963, adopted by the Commission of June 12, 1963, approved by Order in Council number 1001 of June 18, 1963, and published in the *Québec Official Gazette* on June 29, 1963, is hereby replaced as from the coming into force of the present Ordinance.

20. *Coming into force*: The present Ordinance comes into force on the day of its publication in the *Québec Official Gazette* and remains in force up to April thirty, one thousand nine hundred and sixty-eight.

Made and Passed in the city of Québec, this nineteenth day of June, one thousand nine hundred and sixty-seven.

True copy.

MINIMUM WAGE COMMISSION,
(Seal) ALEX BASTIEN,
Provincial Judge,
President.
PAUL DE LA DURANTAYE,
Secretary.

20418-o

Notice

Minimum Wage Commission

Pursuant to the provisions of the Minimum Wage Act (RSQ 1964, c. 144), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Minimum Wage Commission's new Ordinance number 3, 1967 (Vacation With Pay), text of which is quoted below, was adopted by the Minimum Wage Commission on June 15, 1967, and was approved by Order in Council number 1753, dated June 28, 1967.

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.
Department of Labour,
Québec, July 15, 1967.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnance no 3, 1967

Congés payés

La Commission du salaire minimum, en exécution de la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1964, c. 144),

Ordonne et décrète ce qui suit:

PREMIÈRE PARTIE

Interprétation

1. *Désignation*: La présente ordonnance est désignée sous le nom de ordonnance no 3, 1967.

2. *Interprétation*: Dans la présente ordonnance, les mots suivants signifient:

a) « année de référence »: la période pendant laquelle un salarié acquiert progressivement le droit au congé annuel intégral. Dans la présente ordonnance c'est la période comprise entre le 1er mai et le 30 avril de l'année suivante.

b) « services continus »: la durée des services continus comprend les jours de maladie, les jours de fermetures, les périodes de congé, les grèves, les absences autorisées et les absences pour accident de travail.

c) « semaine »: une semaine civile ou une période de sept jours s'étendent de minuit un jour donné à la fin du septième jour suivant.

DEUXIÈME PARTIE

Champ d'application

3. *Salariés régis*: La présente ordonnance régit les salariés auxquels s'applique la Loi du salaire minimum et leurs employeurs dans tous genres de travaux, industries, commerces, entreprises, services, négoce ou affaires de quelque nature que ce soit.

4. *Salariés non régis*: La présente ordonnance ne régit pas les salariés suivants:

a) Le salarié travaillant régulièrement moins de trois (3) heures par jour;

b) Le conjoint de l'employeur et ses enfants;

c) Les membres du clergé à moins d'être des salariés engagés à des travaux qui ne sont pas du ressort de leur ministère,

les membres d'une institution religieuse à moins d'être des salariés travaillant pour le compte d'une organisation autre que l'institution à laquelle ils appartiennent,

les salariés affectés aux offices du culte;

d) Les étudiants employés dans un camp de vacances ou dans l'exécution d'un programme récréatif ou éducatif organisé pour les enfants;

e) Les étudiants qui travaillent au cours de l'année scolaire dans des établissements choisis par la direction d'une école et en vertu d'un programme d'initiation au travail approuvé par le ministre de l'Éducation;

f) Les étudiants en nursing;

g) Les instituteurs et les secrétaires à heures invariables des corporations municipales et des commissions scolaires;

h) Un vendeur tel que défini à l'alinéa b) de l'article 1 de la Loi du courtage immobilier (c. 267 des Statuts Refondus du Québec, 1964);

i) Un vendeur tel que défini au paragraphe 12 de l'article 1 de la Loi des valeurs mobilières (c. 274 des Statuts Refondus du Québec, 1964);

j) Un agent ou un sous-agent d'assurance entièrement rémunéré à commission;

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordinance No. 3, 1967

Vacation with Pay

The Minimum Wage Commission, pursuant to the Minimum Wage Act (RSQ 1964, chapter 144),

Orders and Decrees the following:

PART ONE

Interpretation

1. *Désignation*: The present Ordinance is designated by the name of Ordinance No. 3, 1967.

2. *Interpretation*: In the present Ordinance, the following words signify:

(a) "reference year": the period during which an employee progressively acquires the right to the entire annual vacation. In the present ordinance, this period is included between May 1st and April 30th of the following year.

(b) "continuous service": the duration of continuous service includes the days of absence through illness, days on which the establishment remains closed, the annual vacation, the strikes, the authorized absences and the absences for work injuries.

(c) "week": a civil week or a period of seven days extending from midnight on a given date to the end of the seventh following day.

PART TWO

Application

3. *Employees governed*: The present Ordinance governs the employees to whom the Minimum Wage Act applies, and their employers in all kinds of work, industries, businesses, enterprises, services, negotiations or affairs of any nature whatsoever.

4. *Ungoverned employees*: The present Ordinance does not govern the following employees:

(a) The employee regularly working less than three (3) hours in a day;

(b) The spouse of the employer and his children;

(c) The members of the clergy, unless these employees were hired for work which does not come under the jurisdiction of their office;

The members of a religious institution, unless these employees were hired for an organization other than the institution to which they belong;

Employees affected to Religious Offices;

(d) Students employed in a summer camp or in the execution of a recreational or educational program organized for children;

(e) Students working during the school year in establishments chosen by the School and in pursuance to a work initiation program approved by the Minister of Education;

(f) Nursing students;

(g) Professors and secretaries working at un-verifiable hours for municipal corporations and school commissions;

(h) A salesman such as defined in paragraph (b) of section 1 of the Real Estate Brokerage Act (chapter 267 of the Revised Statutes of Québec, 1964);

(i) A salesman such as defined in paragraph 12 of section 1 of the Securities Act (chapter 274 of the Revised Statutes of Québec, 1964);

(j) An agent or an insurance sub-agent entirely paid by commission;

k) Le salarié rémunéré entièrement à commission et qui travaille pour plus d'un employeur à la fois;

l) Les salariés assujettis à des ordonnances particulières qui contiennent des dispositions en matière de congés payés.

TROISIÈME PARTIE

Dispositions générales

5. *Droit de congé*: Tout salarié régi par la présente ordonnance a droit:

a) Après un an de service continu pour le même employeur pendant l'année de référence, à un congé payé continu d'une durée minimale d'une (1) semaine;

b) S'il a moins d'un an de service continu pour le même employeur pendant l'année de référence, à un congé payé continu dont la durée minimale est déterminée à raison d'une demi-journée par mois civil.

6. *Indemnités de congé*: Le salarié a droit pour son congé, à une indemnité équivalente à deux pour cent (2%) du salaire gagné durant la période donnant droit au congé.

Cependant, le salarié rémunéré entièrement à commission doit recevoir une indemnité de congés payés égale à 2% de son salaire, avant toute déduction, exclusion faite cependant des allocations versées en raison des déboursés encourus pour ses services ou pour la vente de ses produits, tels déboursés évalués au plus au tiers du total des commissions reçues. Pour les fins du présent paragraphe on peut ne tenir compte que de la partie de la rémunération inférieure à \$1,000 par mois ou \$12,000 pour l'année de référence.

7. *Date du paiement*: Avant son départ pour vacances le salarié doit recevoir l'indemnité due pour la période de congé.

8. *Période des congés*: Chaque congé doit être pris dans les douze (12) mois qui suivent la fin de l'année de référence.

9. *Continuité du congé*: Le congé qui ne dépasse pas une semaine ne peut être fractionné.

10. *Préavis*: Le salarié a le droit de connaître au moins seize (16) jours à l'avance, la période de son congé.

11. *Congé obligatoire*: À moins d'une dispense de la Commission, il est interdit à l'employeur de remplacer par une indemnité compensatrice le congé annuel prescrit par l'ordonnance.

12. *Résiliation du contrat de travail*: Le travailleur, qui n'a pu jouir du congé auquel il avait droit, doit recevoir lors de la résiliation de son contrat de travail:

a) L'indemnité qui lui est due à l'article 5;

b) 2% du salaire gagné depuis le 1er mai précédant la date de son départ.

13. *Mentions au registre*: Tout employeur doit mentionner dans son registre de travail, pour chaque salarié régi par la présente ordonnance:

a) La date de son entrée en service;

b) La durée de son congé annuel;

c) La date de son départ en congé;

d) La date du paiement et le montant de l'indemnité reçue par l'employé pour la durée de son congé annuel payé.

14. *Conditions plus favorables*: Aucune disposition de cette ordonnance ne doit affecter une convention ou toutes conventions, contrats ou usages qui accordent à un employé des condi-

(k) The employee entirely paid by commission and who works for more than one employer at a time;

(l) Employees subject to particular ordinances containing provisions for vacations with pay.

PART THREE

General Provisions

5. *Right to a vacation*: Any employee governed by the present Ordinance is entitled:

(a) After one year's continuous service for the same employer during the reference year, to a continuous vacation with pay having a minimum duration of one (1) week;

(b) If he has not yet completed a year's service for the same employer during the reference year, to a continuous vacation with pay, the minimum of which is determined by reason of a half-day by civil month.

6. *Vacation indemnities*: The employee has a right for his vacation, to indemnities equal to two per cent (2%) of the salary earned during the period allowing for a vacation.

However, the employee entirely paid by commission must receive a paid vacation indemnity equal to 2% of his salary, before deductions, exclusion made however of allowances granted by reason of disbursements incurred for his services or for the sale of his products, such disbursements evaluated at the most to one-third of the total of the commissions received. For the purposes of the present paragraph we may account for only the part of the pay inferior to \$1,000 per month or \$12,000 for the reference year.

7. *Date of payment*: Before his departure for a vacation, the employee must receive the indemnity due for the vacation period.

8. *Vacation Period*: Each vacation must be taken within the twelve (12) months which follow the end of the reference year.

9. *Continuity of the vacation*: A vacation which does not last longer than one week cannot be fractionized.

10. *Previous notice*: The employee has the right to know at least sixteen (16) days beforehand, the period of his vacation.

11. *Obligatory vacation*: Without a dispense from the Commission, the employer is not allowed to replace an annual vacation prescribed in the Ordinance by a compensating indemnity.

12. *Annulment of labour contract*: The worker, who was unable to take the vacation allotted him, must receive at the time of the annulment of his labour contract:

(a) The indemnity due to him according to section 5;

(b) 2% of the salary earned from May 1st preceding the date of his departure.

13. *Inscriptions in the record*: Every employer must mention in his work record, for each employee governed by the present Ordinance:

(a) The date of his entry into service;

(b) The duration of his annual vacation;

(c) The date of his departure for vacation;

(d) The date of payment and the amount of the indemnity received by the employee for the duration of his annual paid vacation.

14. *More favorable conditions*: No provision of this Ordinance must affect a convention or all conventions, contracts or uses granting more favorable conditions relative to annual paid

tions plus favorables en matière de congé annuel payé que celles prescrites par cette ordonnance.

15. *Affichage*: La présente ordonnance doit être affichée d'une façon apparente dans chacun des lieux de travail.

16. *Ordonnance no 3, 1962 remplacée*: L'ordonnance no 3, 1962, adoptée par la Commission le 6 juin 1962, approuvée par arrêté en conseil numéro 1064 du 5 juillet 1962 et publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 14 juillet 1962 est remplacée à compter de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

17. *Entrée en vigueur*: La présente ordonnance entre en vigueur le premier juillet mil neuf cent soixante-sept et demeure en vigueur jusqu'au trente avril mil neuf cent soixante-huit.

Faite et passée en la cité de Montréal, ce quinzième jour du mois de juin mil neuf cent soixante-sept.

Copie conforme.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM.

(Secau)

Le Président,
ALEX BASTIEN,
Juge provincial.
Le Secrétaire,

20418-0

PAUL DE LA DURANTAYE.

Avis

Commission du salaire minimum

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi du salaire minimum (S.R.Q. 1964, chapitre 144), que la nouvelle Ordonnance numéro 7, 1967, dont le texte suit, relative à l'industrie de la chaussure dans la province de Québec, adoptée par la Commission du salaire minimum à sa séance du 19 juin 1967, a été approuvée par l'arrêté en conseil numéro 1754 du 28 juin 1967.

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 15 juillet 1967.

Ordonnance no 7, 1967

INDUSTRIE DE LA CHAUSSURE

Province de Québec

La Commission du salaire minimum, en exécution de la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1964, c. 144),

Ordonne et décrète ce qui suit:

PREMIÈRE PARTIE

Interprétation

1. *Désignation*: La présente ordonnance est désignée sous le nom de Ordonnance no 7, 1967.

2. *Interprétation*: Dans la présente ordonnance, les mots suivants signifient:

a) « apprenti »: tout salarié qui n'a pas complété sa période d'apprentissage.

b) « compagnon »: tout salarié qui a terminé son apprentissage arrêté ci-après.

c) « contremaître »: tout salarié qui exécute un travail se rapportant à la surveillance ou à

vacations to an employee, than those prescribed by this Ordinance.

15. *Posting*: The present Ordinance must be posted in an apparent way in each of the working places.

16. *Ordinance No. 3, 1962, replaced*: Ordinance No. 3, 1962, adopted by the Commission on June 6, 1962, approved by Order in Council Number 1064 of July 5, 1962, and published in the *Québec Official Gazette* of July 14, 1962, is replaced from and after the coming into force of the present Ordinance.

17. *Coming into force*: The present Ordinance comes into force on the first day of July, one thousand nine hundred and sixty-seven and remains in force up to the thirtieth day of April, one thousand nine hundred and sixty-eight.

Made and passed in the Town of Montreal, this fifteenth day of the month of June, one thousand nine hundred and sixty-seven.

True copy.

(Seal)

MINIMUM WAGE COMMISSION.

ALEX BASTIEN,
Provincial Judge,
President.

PAUL DE LA DURANTAYE,
Secretary.

20418-0

Notice

Minimum Wage Commission

Pursuant to the provisions of the Minimum Wage Act (RSQ 1964, c. 144), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Minimum Wage Commission's new Ordinance number 7, 1967 (Shoe Industry in the Province of Québec), text of which is quoted below, was adopted by the Minimum Wage Commission on June 19, 1967, and was approved by Order in Council number 1754, dated June 28, 1967.

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, July 15, 1967.

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordinance No. 7, 1967

SHOE INDUSTRY

Province of Québec

The Minimum Wage Commission, pursuant to the Minimum Wage Act (RSQ 1964, chapter 144),

Orders and decrees the following:

PART ONE

Interpretation

1. *Désignation*: The present Ordinance is designated by the name of "Ordinance No. 7, 1967".

2. *Interpretation*: In the present ordinance, the following words mean:

(a) "apprentice": The word "apprentice" means any employee who has not completed his apprenticeship.

(b) "journeyman": The word "journeyman" means any employee who has finished his apprenticeship as herein decreed.

(c) "foreman": The word "foreman" means any employee whose work, in the opinion of the

la direction dans un ou plusieurs départements de l'établissement.

« assistant-contremaître »: celui qui assiste le contremaître ou le remplace dans les opérations mentionnées ci-dessus.

Les mots « contremaître » et « assistant-contremaître » comprennent également la contremaîtresse et l'assistante-contremaîtresse; toutefois, lorsqu'une contremaîtresse n'a que dix (10) salariés ou moins sous ses ordres, elle doit être considérée comme assistante-contremaîtresse.

(d) « entrepreneur »: tout entrepreneur, sous-entrepreneur ou sous-traitant qui exerce son activité seul ou en société et qui fait directement ou indirectement l'une des opérations que comporte l'industrie de la chaussure. L'entrepreneur est considéré compagnon aux fins de la présente ordonnance et il est réputé le préposé de celui avec lequel il a contracté.

(e) « industrie de la chaussure »: la fabrication pour le tout ou en partie de chaussures de tous genres, de toutes descriptions, de tout matériel, que cette fabrication constitue l'activité principale de l'entreprise ou une activité secondaire ou accessoire; elle comprend aussi la fabrication ou la confection du matériel utilisé dans la fabrication de la chaussure dans tout établissement industriel lui faisant subir une opération quelconque.

Cependant, les mots « industrie de la chaussure » ne désignent pas la fabrication:

1. des pardessus en plastique par la procédé « saucé » (slush moulding);

2. des bottes de caoutchouc;

3. des sabots de caoutchouc pour bottes de chantier;

4. des chaussures imperméables et des couvre-chaussures faits entièrement ou en partie de caoutchouc, pourvu que toutes les parties une fois réunies, forment un tout exigeant la vulcanisation dans un autoclave d'après le procédé propre à l'industrie de la chaussure en caoutchouc;

5. des espadrilles et des chaussures de tennis, faites avec des tiges en tissus réunies au moyen de ciment de caoutchouc, avec semelles en caoutchouc, le tout vulcanisé dans des autoclaves;

6. de toutes les parties et des opérations nécessaires à la fabrication des diverses chaussures mentionnées aux paragraphes « 1 » à « 5 » ci-haut. Toutefois, les parties de la botte de chantier, autres que le sabot de caoutchouc, demeurent néanmoins régies par la présente ordonnance;

7. du matériel en caoutchouc ou en composition de caoutchouc moulé par des formes; des talons façonnés ou moulés; des talons de bois.

(f) « opération marquée X »: une opération qui est exécutée par le préposé aux opérations majeures et qui doit être payée au taux de l'opération majeure où elle est classifiée.

(g) « retaille »: seulement les morceaux qui tombent de la table du coupeur.

(h) « semaine »: une semaine civile ou une période de sept jours s'étendant de minuit un jour donné à la fin du septième jour suivant.

(i) « semaine normale »: le nombre d'heures de travail en une semaine au delà duquel le temps de travail doit être payé à taux majoré.

(j) « spécialité indienne »: exclusivement la chaussure dont l'empeigne et la semelle ne forment qu'une seule pièce. Cette chaussure est

Commission, is one of supervision or direction in one or more departments of the establishment.

The assistant-foreman is the person who assists the foreman or substitutes him in the above-mentioned operations.

The expressions "foreman" and "assistant-foreman" comprise also foreladies and assistant-foreladies; however, when a forelady has ten (10) employees or less under her, she will be considered assistant-forelady.

(d) "jobber": The expression "jobber" means any contractor, subcontractor or jobber operating individually or in partnership and who, directly or indirectly, does one of the operations of the shoe industry. The jobber is considered, for the purposes of this Ordinance, as a journeyman and an employee of the party with whom he is under contract.

(e) "shoe industry": The expression "shoe industry" means the manufacture, in whole or in part, of shoes of all kinds and description, of any material, whether such work constitutes the main or accessory business of an enterprise; it comprises also the manufacturing or the making of the material used in the manufacture of shoes in whichever industrial establishment it is processed.

However, the expression "shoe industry" does not mean the manufacture:

1. of plastic overshoes made by the slush moulding process;

2. rubber boots;

3. rubber sabots of lumberjack boots;

4. waterproof footwear and overshoes made wholly or in part of rubber provided that all the combined parts as a whole require to be vulcanized in pressurized vessels by the accepted process applicable to the rubber footwear industry;

5. running shoes and tennis shoes made with fabric uppers combined by means of rubber cement with a rubber sole, the whole vulcanized in pressurized vessels;

6. all parts and operations necessary for the manufacture of the various types of shoes above-mentioned in paragraphs "1" to "5". However, parts of the lumberjack boots other than the rubber sabots shall nevertheless be governed by the present Ordinance;

7. rubber material or composition of rubber moulded to shape; wrought or moulded heels; wooden heels.

(f) "operation marked X": When an operation marked with an X is performed by an employee assigned to a major operation, it must be paid at the rate of a major operation where it is classified.

(g) "remnants": The word "remnants" means only those pieces falling off the cutters' tables.

(h) "week": The word "week" means the civil week or a period of seven days extending from midnight on a given day to the end of the seventh day following.

(i) "normal week": The expression "normal week" means the number of working hours in a week over and above which working time shall be paid at a higher rate.

(j) "Indian specialty": The words "Indian specialty" apply exclusively to shoes whose vamp and sole constitute but one piece. These shoes

constituée en tout d'une empeigne composant la semelle, le plateau et la baguette.

DEUXIÈME PARTIE

Champ d'application

3. *Salariés régis*: La présente ordonnance régit les salariés et les employeurs de l'industrie de la chaussure.

4. *Salariés non régis*: La présente ordonnance ne régit pas les salariés suivants:

- a) le conjoint de l'employeur et ses enfants;
- b) les étudiants qui travaillent au cours de l'année scolaire dans des établissements de l'industrie de la chaussure choisis par la direction d'une école et en vertu d'un programme d'initiation au travail approuvé par le ministre de l'Éducation.

TROISIÈME PARTIE

Classification des opérations

5. *Département du patronage*: Le mot « patronnier » désigne le salarié qui fait le patron servant au taillage du matériel employé dans la fabrication de la chaussure.

No	Classe
10-1	Dessiner le patron; Sortir les morceaux du patron original; Grader le patron.
10-3	Border ou souder le patron.
10-4	Tracer, découper le patron.
10-5	Limer, poncer, estamper les patrons; Aide au patronnier.
Note: Un marqueur est considéré un patron.	

6. *Département de la coupe*: Le mot « couper » comprend en plus de la coupe proprement dite: appareiller, assortir le cuir, attacher les lots, marquer les pointures, marquer les couleurs et trier les patrons.

Dessus

101-1	Tailler le dessus. Note: Tailler le dessus s'applique notamment aux parties suivantes: appliqué; baguette, bande pour plateforme; bout rapporté; collet; courroie; couvert de talon; empeigne; langue; petit quartier; quartier; sous-appliqué. Tailler la semelle molle dans le même matériel que le dessus; Tailler la fourrure de toute sorte, incluant le "shirling", pour dessus ou doublures; Tailler les réparations; Tailler les ouvertures, courroies, lanières, ou bandes, lacets, par le tailleur de dessus; Examiner après le taillage. L'opération 101-1 comprend les opérations 121-3X, « Découper ou vider les ouvertures au couteau » et 121-4X, « Poinçonner », lorsque faites par le tailleur de dessus.
101-2	Tailler le dessus — spécialités indiennes; L'opération 101-2 comprend les opérations 121-3X, « Découper ou vider les ouvertures au couteau » et 121-4X, « Poinçonner », lorsque faites par le préposé à 101-2.

have, in all, the vamp forming the sole, the plug and the back strap.

PART TWO

Application

3. *Employees governed*: The present Ordinance governs employees and employers of the shoe industry.

4. *Employees not governed*: The present Ordinance does not govern the following employees:

- (a) the employer's spouse and his children;
- (b) students working during the school year in establishments of the shoe industry chosen by the headmaster of a school under a work initiation program approved by the Minister of Education.

PART THREE

Classification of operations

5. *Pattern making department*: The expression "pattern maker" means any employee who makes patterns used in cutting a material employed in the production of footwear.

No.	Class
10-1	Designing patterns; Cutting out pieces from original pattern; Grading pattern.
10-3	Binding or welding pattern.
10-4	Tracing, cutting out pattern.
10-5	Filing, sanding, stamping patterns; Pattern maker's helper.
Note: A marker is considered a pattern.	

6. *Cutting department*: In addition to cutting proper, "cutting" also includes: matching, sorting leather, tying lots, marking sizes, marking colours, choosing patterns.

Uppers

101-1	Cutting outside. Note: Cutting outside applies especially to the following parts: outside facing, back strap, wrapper for platform, toe cap, collar, strap, heel cover, vamp, tongue, foxing, quarter, inlay. Cutting soft sole in the same material as upper; Cutting fur of any kind, including shirling, for upper or lining; Cutting repairs; Cutting openings, straps or strips, laces, by the outside cutter; Examining after cutting Operation 101-1 includes operations 121-3X, "Cutting or emptying cutouts with knife" and 121-4X, "Dinking", when performed by the outside cutter.
101-2	Cutting outside — Indian Specialties; Operation 101-2 includes operations 121-3X, "Cutting or emptying cutouts with knife" and 121-4X, "Dinking", when performed by 101-2 operator.

No	Classe	No.	Class
101-3	Tailler les semelles en cuir mou; L'opération 101-3 comprend les opérations 121-3X, « Découper ou vider les ouvertures au couteau » et 121-4X, « Poinçonner », lorsque faites par le préposé à 101-3.	101-3	Cutting soft leather soles; Operation 101-3 includes operations 121-3X, "Cutting or emptying cutouts with knife" and 121-4X, "Dinking", when performed by 101-3 operator.
106-3	Cambrer.	106-3	Crimping.
	<i>Doublures</i>		<i>Linings</i>
110-1	Tailler à la main la doublure ou l'entre-doublure, dans le coton, la faille, le « Fleece ».	110-1	Cutting by hand: lining or interlining in cotton, "Faille", fleece.
110-2	Tailler à la machine la doublure ou l'entre-doublure, dans le coton, la faille, le « Fleece ».	110-2	Cutting by machine: lining or interlining in cotton "Faille", fleece.
110-3	Tailler la doublure en tout matériel, sauf les parties mentionnées à l'opération 110-2. Cette classe s'applique aux parties suivantes: Anti-glissant; baguette; bandesoutien; bout-dur; courroie; couvert de chaussure; doublure de contrefort; empeigne; entre-doublure; fausse ou partie de fausse; langue; quartier; renforcement; revers; sous-appliqué; talonnette; Tailler les lacets par le tailleur de doublures.	110-3	Cutting lining in any material, except items mentioned in 110-2. This class applies to the following parts: non slip, back strap, strip, box toe, strap, shoe cover, counter pocket, vamp, inter-lining, sock lining or sock lining part, tongue, quarter, backing, inside-facing, inlay, heel pad. Cutting laces by the lining cutter.
110-5	Tailler dans les retailles les parties décrites à 110-3.	110-5	Cutting from remnants, the parts described in 110-3.
	<i>Découper — perforer</i>		<i>Cutting openings — Perforating</i>
	<i>Aide</i>		<i>Helper</i>
121-3X	Découper ou vider les ouvertures au couteau.	121-3X	Cutting or emptying cutouts with knife.
121-4X	Poinçonner.	121-4X	Dinking.
122-4	Découper les ouvertures à l'emporte-pièce; Aide qui déballe le matériel; en vérifie la quantité; donne les patrons; groupe les doublures et dessus; Border le cuir.	122-4	Cutting openings with die; Helper who unpacks the material, checks the quantity, distributes the patterns, groups the linings and uppers; Rolling (bourder) leather.
123-5	Perforer à l'emporte-pièce; Tracer; Le salarié qui déballe le matériel.	123-5	Perforating with die; Tracing; The employee who unpacks the material.
7. Département du brochage: Couper, débiter, recouper, etc...		7. Stapling department: Cutting, cutting up, recutting, etc...	
201-1	Couper dans le cuir; semelle; demi-semelle; première Goodyear; entre-semelle Goodyear; demi-entre-semelle Goodyear. Cette classification inclut 201-2X et 210-5X, lorsque exécutées par le préposé à 201-1. Débiter, couper en bandes le cuir à semelles; Arrondir la première pour le procédé Del Mac ou Shicca. Couper en bandes, biseauter, abouter la trépointe.	201-1	Cutting in leather: sole, tap sole, Goodyear insole, Goodyear middle sole, Goodyear slip sole. This classification includes 201-2X and 210-5X when performed by 201-1 operator. Cutting up, stripping sole leather; Rounding insole Del Mac or Shicca process; Stripping, bevelling, jointing welt.
201-2X	Couper dans le cuir: première, en partie ou en entier; entre-semelle; demi-entre-semelle (excepté la première, l'entre-semelle, la demi-entre-semelle opération 201-1); bonbout; bout dur; contrefort; cambrion; sous-bout; talonnette; Recouper les semelles libres sans les classer.	201-2X	Cutting in leather: insole, in whole or in part, middle sole, slip sole (except insole, middle sole, slip sole, operation 201-1), top piece, box toe, counter, shank, lift, heel pad. Recutting block soles, without sorting them.
202-2	Couper en tout autre matériel que le cuir: semelle; demi-semelle.	202-2	Cutting in any material except leather: sole, tap sole.

No	Classe	No.	Class
202-3	Couper en tout autre matériel que le cuir: première en partie ou en entier; entre-semelle; demi-entre-semelle; Couper, cylindrer, refendre la tête, le flanc, les morceaux.	202-3	Cutting in any material except leather: insole in whole or in part, middle sole, slip sole; Cutting, rolling, splitting head, belly, pieces.
202-4	Couper en tout autre matériel que le cuir: bonbout; bourrure; bout dur; cambrion; contrefort; coussinet; renforcement; sous-bout; talonnette en fibre; Couper dans les retailles; bonbout; sous-bout; demi-sous-bout; renforcé de cambrure.	202-4	Cutting in any material except leather: top piece, filler, box toe, shank piece, counter, heel pad, reinforcement, lift fibre heel pad; Cutting from remnants: top piece, lift, half lift, shank reinforcement.
202-5	Couper les retailles à la hachette.	202-5	Cutting remnants with hatchet.
210-1	Classer la semelle; Classer la première Goodyear en cuir. Cette classification inclut 210-2X et 210-5X, lorsque exécutées par le préposé à 210-1.	210-1	Sorting sole; Sorting Goodyear leather insole. This classification includes 210-2X and 210-5X, when performed by 210-1 operator.
210-2X	Classer la première en cuir, excepté la première Goodyear. Cette classification inclut 210-5X, lorsque exécutée par le préposé à 210-2X.	210-2X	Sorting leather insole, except Goodyear insole. This classification includes 210-5X when performed by 210-2X operator.
210-3	Classer la tête, le flanc, les morceaux.	210-3	Sorting head, belly, pieces.
210-5X	Classer d'après la fiche; Classer les retailles de cuir par grandeur.	210-5X	Sorting according to check; Sorting leather remnants by size.
<i>Biseauter, parer, fendre, inciser</i>		<i>Bevelling, Skiving, Splitting, Slashing</i>	
221-3	Biseauter la cambrure de la talonnette; Parer la première, la semelle, la talonnette, en partie ou en entier; Parer: contrefort; support; semelle du cousu retourné.	221-3	Bevelling heel pad shank; Skiving insole, sole, heel pad, in whole or in part (feather edges); Skiving: counter, cookie, "Turn" sole.
221-4	Biseauter à la main; Fendre la semelle pour talon Louis; Fendre la semelle pour obtenir une première procédé Sbicca ou Del Mac; Parer la cambrure de la semelle en une opération, sur l'automatique; Rouler le bord de la semelle libre; Parer, denteler, coquiller, mouler les contreforts.	221-4	Bevelling by hand. Splitting sole for full breast heel; Splitting sole to obtain an insole Sbicca or Del Mac process; Skiving shank waist of the sole, in one operation, on automatic; Rolling edge on loose sole; Skiving, gimping, moulding counters.
221-5	Assouplir à la machine; Biseauter à la machine; Inciser la première ou la semelle pour l'assouplir; Refendre.	221-5	Flexing on Zeigler Machine; Bevelling by machine; Slashing sole or insole for flexing; Splitting.
<i>Graver, coudre</i>		<i>Channelling, Sewing</i>	
231-1	Graver.	231-1	Channelling.
231-2	Coudre à points de chaînettes; Coudre la semelle à la tige avant le montage.	231-2	Fairstitching; Sewing sole on upper before lasting.
231-3	Coller ou coudre la lanière sur première Goodyear; Coller un épaulement sur la première Goodyear pour remplacer la gravure.	231-3	Glueing or sewing lip on Goodyear insole; Cementing rib reinforcement on Goodyear insole to replace channel.
231-4	Entoiler la première; Ouvrir la gravure.	231-4	Setting duck on insole; Opening channel.
231-5	Coller la toile sur première.	231-5	Glueing linen on insole.
<i>Poncer, carder, gouger</i>		<i>Sanding, Roughing, Gouging</i>	
241-3	Brocher le talon à la première; Poncer la plate-forme et/ou poncer le talon pour les égaliser.	241-3	Stapling heel to insole; Scoring platform and/or scoring heel to even them;
241-4	Gouger: première; entre-semelle; demi-entre-semelle; plate-forme; Polir la cambrure de la première; Rogner: semelle; entre-semelle; demi-entre-semelle; cambrure; Carder, profiler, polir, teindre, lustrer le talon ou la semelle libre ou le talon attaché à la semelle libre, sur l'automatique ou non;	241-4	Gouging: insole, middle sole, slip sole, platform; Polishing insole shank; Trimming: sole, middle sole, slip sole, shank; Roughing, profiling, polishing, staining, setting heel or loose sole or heel fixed to loose sole, on automatic or otherwise;

No	Classe	No.	Class
	Poncer avant de les poser; bout dur; cambrion; contrefort; première; semelle; talon; Poncer dans la cambrure, le joint du talon et de la plate-forme pour les égaliser.		Sanding, before laying; box toe, shank, counter, insole, sole, heel; Scoring in shank the joint of heel and platform to even them.
	<i>Mouler, poser, riveter, etc . . .</i>		<i>Moulding, Laying, Riveting, etc . . .</i>
251-3	Mouler la semelle ou la première; Assembler la semelle, le talon ou la plate-forme.	251-3	Moulding sole or insole; Assembling sole, heel or platform.
251-4	Assembler la demi-semelle à la semelle et la riveter ou la pointer; Enlever le ciment sur le bord de la semelle, procédé cimenté; Enrouler la trépointe; Marquer le point à la roulette; Percer le talon de la semelle ou percer pour rivets; Poser le support; Presser (ou marteler) la semelle, le talon, la plate-forme; Riveter le cambrion.	251-4	Assembling tap sole and sole, and riveting or tacking; Removing cement from sole edge, cement process; Winding up welt; Fudge wheeling; Perforating heel of sole, or perforating for rivets; Laying cookie; Pressing (or pounding) sole, heel, platform; Riveting shank piece.
	<i>Cramponner, imprimer, marquer, etc . . .</i>		<i>Stapling, Embossing, Marking, etc . . .</i>
261-5	Cimenter, coller, mouiller, teindre; Cramponner la talonnette; Imprimer la semelle d'huile; Imprimer la semelle; Jauger la semelle à la machine; Marquer la pointure.	261-5	Cementing, glueing, wetting, staining; Stapling heel pad; Viscolizing sole; Embossing sole; Gauging sole by machine; Marking size.
	<i>Talon</i>		<i>Heel</i>
271-1	Composer le talon. Cette opération inclut 271-3X et 271-5X, lorsque exécutées par le préposé à 271-1.	271-1	Preparing heel. This operation includes 271-3X and 271-5X, when performed by 271-1 operator.
271-3	Superposer et découper les crampons en cuir.	271-3	Building or cutting leather cleats.
271-3X	Presser le talon sur presse automatique.	271-3X	Pressing heel on automatic press.
271-4	Cimenter et coller les couche-points; Gouger le devant du talon avant de le poser; Poncer, cimenter, poser le bonbout en caoutchouc sur la base du talon; Superposer et assembler les sous-bouts en cuir.	271-4	Cementing and glueing rands; Heel breasting before fixing; Sanding, cementing, fixing rubber top piece on heel base; Building and tacking leather cleats.
271-5	Superposer et assembler les sous-bouts en carton.	271-5	Building and tacking fibre heel.
271-5X	Presser le talon à la main.	271-5X	Pressing heel by hand.
8. Département du montage:		8. Lasting Department:	
	<i>Tout procédé</i>		<i>Any process</i>
301-1	Assembler. Cette classification inclut les opérations suivantes, lorsque faites par le préposé à 301-1: Trier ou talquer les formes 323-5X; Pointer la première, 318-4X; Coller le contrefort, 319-4X; Poser le bout dur, 319-4X; Placer la tige sur la forme, 323-5X; Fraisier ou rogner la première, 319-4X; Rogner le contrefort, 319-4X; Placer le contrefort entre la tige et la doublure, 301-3X.	301-1	Assembling. This classification includes the following operations, when performed by 301-1 operator. Sorting lasts or chalking lasts, 323-5X; Tacking insole, 318-4X; Glueing counter, 319-4X; Laying box toe, 319-4X; Placing upper on last, 323-5X; Trimming insole, 319-4X; Trimming counter, 319-4X; Placing counter between upper and lining, 301-3X.
301-2	Assembler: Lorsque le contrefort a été moulé à la tige sur machine, avec ou sans doublure.	301-2	Assembling: When the counter has been moulded to the upper on machine, with or without lining.
301-3X	Placer le contrefort entre la tige et la doublure.	301-3X	Placing counter between upper and lining.
302-1	Tirer les bouts. Cette classification inclut les opérations suivantes, lorsque faites	302-1	Pulling over. This classification includes the following operations, when performed

No.	Classe	No.	Class
	par le préposé à 302-1: Coller la doublure, 319-4X; Poser le bout dur, 319-4X.		by 302-1 operator: Glueing lining, 319-4X; Laying box toe, 319-4X.
303-1	Tirer et pointer le contrefort.	303-1	Pulling and tacking counter.
304-1	Monter à la main, en partie ou en entier; Monter à la ficelle. Ces classifications incluent les opérations suivantes, lorsque faites par le préposé à 304-1: Trier ou talquer la forme, 323-5X; Pointer ou rogner la première, 318-4X, 319-4X; Recouper le contrefort, 319-4X; Coller le contrefort, 319-4X; Poser le bout dur, 319-4X; Placer la tige sur la forme 323-5X; Placer le contrefort entre la tige et la doublure, 301-3X; Brocher le bout et le talon (O. K. welt), 331-1; Pointer le cambrion et le bourrure, 319-4X; Rogner le bout de la tige, 319-4X; Battre la tige, 312-2X; Monter le couvert, 319-4X; Pointer (ficher) la semelle, 312-2X; Relever la gravure, 414-4X; Arracher les pointes, 323-5X; Enlever la forme 321-4X; Cocher le bout de la tige.	304-1	Lasting by hand, in whole or in part: Lasting with string. These classifications include the following operations, when performed by 304-1 operator: Sorting or chalking last, 323-5X; Tacking or trimming insole, 318-4X, 319-4X; Recutting counter, 319-4X; Glueing counter, 319-4X; Laying box toe, 319-4X; Placing upper on last, 323-5X; Placing counter between upper and lining, 301-3X; Fixing wire on toe and heel (O.K. welt), 331-1; Tacking shank piece and filler, 319-4X;
305-1	Tirer et pointer la doublure, le contrefort.	305-1	Trimming upper, 319-4X; Pounding upper, 312-2X; Lasting cover, 319-4X; Laying sole, 312-2X; Opening channel, 414-4X; Pulling out tacks, 323-5X; Pulling out last, 321-4X; Toe snipping;
306-1	Monter à la machine en partie ou en entier. Cette classification inclut les opérations suivantes, lorsque faites par le préposé à 306-1: Pointer, deux pointes, à la chambrure pour le montage du bout sur l'automatique, 323-5X; Cocher le bout de la tige, 323-5X.	306-1	Pulling and tacking lining, counter. Lasting by machine, in whole or in part. This classification includes the following operations, when performed by 306-1 operator: Tacking, two nails, in shank for toe lasting on Automatic, 323-5X; Toe snipping, 323-5X.
307-1	Cosser la tige à la forme.	307-1	Slicking upper to last.
308-1	Fixer la trépointe, tout procédé.	308-1	Fixing welt, any process.
309-1	Cordonnier; qui monte, coud, répare ou défait les réparations. Cette classification inclut 316-3X, lorsque exécutée par le préposé à 309-1.	309-1	Cobbler: who lasts, stitches, repairs or undoes repair work. This classification includes 316-3X, when performed by 309-1 operator.
310-1	Coudre à la main le mocassin ou la botte.	310-1	Sewing by hand the moccasin or boot.
311-2	Mouler le contrefort dans la tige; Prémouler le contrefort sur machine O.M.I.C.; Examiner, repasser, flamber la tige, passer l'air chaud sur la tige, après le montage ou la mise sur forme; Ficher l'entre-semelle ou la plate-forme.	311-2	Moulding counter in upper; Premolding counter, on O.M.I.C. Machine; Inspecting, ironing, flaming upper, heat blowing upper after lasting or blocking;
312-2X	Battre la tige à froid ou à chaud; Ficher la semelle.	312-2X	Laying middle sole or platform. Pounding upper, heated or not; Laying sole.
313-3	Monter l'emboîtement sur la machine automatique. Cette classification inclut « Arracher les pointes », 323-5X, lorsque faite par le préposé à 313-3.	313-3	Lasting heel seat on automatic machine. This classification includes "Pulling out tacks", 323-5X, when performed by 313-3 operator.
314-3	Former le bout ou le contrefort à la machine, après le montage; Battre le trépointe ou la couture; Redresser et cimenter la trépointe; Biseauter, pointer le bout de la trépointe.	314-3	Forming toe or counter on machine after lasting; Beating welt or seam; Straightening and cementing welt; Skiving tacking, welt end.
315-3X	Rogner le surplus du bout et du talon sur la « Booth Trimming Machine ».	315-3X	Trimming surplus of toe and heel on Booth Trimming Machine.
316-3X	Défaire les réparations.	316-3X	Undoing repair work.
317-4	Presser la tige à chaud après le monage; Remplir le fond.	317-4	Bottom ironing after lasting; Filling bottom.
318-4X	Pointer la première; Pointer le contrefort à la première. Cette classification inclut « Trier les formes », 323-5X, lorsque exécutée par le préposé à 318-4X.	318-4X	Tacking insole; Tacking counter to insole. This classification includes "Sorting lasts", 323-5X, when performed by 318-4X operator.

No	Classe	No.	Class
319-4X	Fraiser ou rogner la première; Coller, rogner, recouper le contrefort; Coller la doublure; Poser le bout dur; Monter le couvert; Poser la colle sur le bout de la tige pour remplacer le bout dur; Pointer le cambrion, la bourrure, la rallonge; Pointer la cambrure de la demi-semelle, après que cette demi-semelle a été cousue à la semelle libre; Rogner la tige.	319-4X	Trimming insole; Glueing, trimming, recutting counter; Glueing lining; Laying box toe; Lasting cover; Laying cement on upper toe to replace box toe; Tacking shank piece, filler, Dutchman; Tacking tap sole shank after sewing tap sole to loose sole; Trimming upper.
321-4X	Enlever la forme. Cette classification inclut « Couper les ficelles », 323-5X, « Déboutonner », 323-5X, lorsque exécutées par le préposé à 321-4X.	321-4X	Pulling out last. This classification includes "Cutting twine", 323-5X, "Unbuttoning", 323-5X, when performed by 321-4X operator.
322-5	Poser, avant le montage, le ciment au pinceau ou au pistolet.	322-5	Laying cement with a brush or gun, before lasting.
323-5X	Trier et/ou talquer les formes; Placer la tige sur forme; Cocher le bout de la tige; Pointer deux pointes à la cambrure pour le montage du bout sur l'automatique; Arracher les pointes; Poser une pointe ou une crampe pour remplacer la pointe du monteur qui a été enlevée par le battage de tige ou le cardage; Couper les ficelles; Déboutonner.	323-5X	Sorting lasts and/or chalking lasts; Placing upper on last; Toe snipping; Tacking two nails on shank for lasting on automatic; Pulling out tacks; Tacking one nail or one staple to replace laster's tack which was removed by pounding or roughing; Cutting twine; Unbuttoning.

Les classifications suivantes s'appliquent aux:

Procédés Goodyear, rabattu, retourné et O.K. Welt

- 331-1 O.K. Welt: brocher le bout et le talon.
Rabattu: coudre le bout et le talon sur « Stitchdown thread lasting machine »;
Former le bout et l'emboîtement.
- 331-2 Retourné: retourner la tige;
Goodyear et retourné: rafraîchir la couture.
- 331-3 Rabbattu et trépointe: ficher la semelle ou l'entre-semelle.
- 331-4 Goodyear:
Enlever la broche et la pointe;
Poser des crampes pour retenir le montage avant d'enlever la broche;
Double montage: couper la partie du montage à la pointe du contrefort.

Les classifications suivantes s'appliquent aux:

Procédés California et Korker

- 341-2 Envelopper la plate-forme ou monter la bande;
Redresser la bande et la fixer à la plate-forme. Cette classification inclut 344-4X, lorsque faite par le préposé à 341-2.
- 342-2 Poser une bande crêpe gaufré, autour d'une semelle plate-forme, par dessus bordure.
- 343-3 Placer la forme dans la tige.
- 344-4X Redresser la bande sans la fixer, lorsque l'opération se fait avec les mains, sans pinces.
- 345-3 Insérer la plate-forme seulement dans la tige.

Les classifications suivantes s'appliquent aux:

Procédé cimenté

- 351-2 Carder ou poncer la tige, la plate-forme, le talon biseauté. Cette classification

The following classifications apply to:

Goodyear, Stitchdown, Turn and O.K. Welt Processes

- 331-1 O.K. Welt: Fixing wire on toe and heel.
Stitchdown: Sewing toe and heel on Stitchdown thread lasting Machine;
Forming toe and heel seat.
- 331-2 Turn: Turning upper;
Goodyear and Turn: Trimming in seam.
- 331-3 Stitchdown and Welt: Laying sole or middle sole.
- 331-4 Goodyear;
Removing wire and tack;
Stapling to hold lasting before removing wire;
Double lasting: cutting upper at counter tip.

The following classifications apply to:

California and Korker Processes

- 341-2 Covering platform or lasting wrapper; Straightening wrapper and tacking it to the platform. This classification includes 344-4X, when performed by 341-2 operator.
- 342-2 Laying corrugated crepe wrapper around platform sole, over the binding.
- 343-3 Placing last in upper.
- 344-4X Straightening wrapper without tacking it when the operation is done by hand, without pliers.
- 345-3 Inserting platform only in upper.

The following classifications apply to:

Cement Process

- 351-2 Roughing or sanding upper, platform, wedge heel. This classification includes

No	Classe	No.	Class
	inclut « Tracer la cambrure », 352-4X, lorsque exécutée par le préposé à 351-2.		“Tracing shank”, 352-4X, when performed by 351-2 operator.
352-4X	Tracer la cambrure.	352-4X	Tracing shank.
353-4	Cimenter le bord de la tige pour la pose de la semelle.	353-4	Cementing edge of upper for sole laying.
354-5X	Cimenter; Coller; Mouiller; Laquer; Teindre; Retourner les formes aux casiers.	354-5X	Cementing; Glueing; Wetting; Shellacking; Staining; Returning lasts to bins.

Les classifications suivantes s'appliquent aux:

Procédé vulcanisé ou injecté

- 361-3X Poser la tige sur la forme de métal. Cette classification comprend 363-5X.
- 362-1 Ajouter la tige sur la forme, à la main ou à la machine;
Tirer les cordes et/ou accrocher la tige ou les cordes aux pointes. Ces classifications comprennent 361-3X et 363-5X.
- 363-5X Nouer les cordes;
Pouper les cordes;
Couper en morceaux le caoutchouc qui sert à remplir les moules.
- 364-1 Placer le matériel du fond dans le moule ou sur la chaussure;
Presser la chaussure dans le moule. Cette classification comprend 361-3X et 363-5X.

The following classifications apply to:

Vulcanized or Injected Process

- 361-3X Placing upper on metal last. This classification includes 363-5X.
- 362-1 Adjusting upper on last, by hand or machine;
Pulling cords and/or hooking upper or cords on pins. These classifications include 361-3X and 363-5X.
- 363-5X Tying cords;
Cutting cords;
Cutting pieces of rubber to fill molds.
- 364-1 Placing bottom material in molds or on shoe;
Pressing shoe in the mold. This classification includes 361-3X and 363-5X.

Les classifications suivantes s'appliquent aux:

Pantoufles

- 371-2 Mettre sur forme la pantoufle à semelle molle. Cette classification inclut les opérations suivantes, lorsque faites par le préposé à 371-2:
Trier les formes, retourner, enlever les plis, placer les contreforts, coller la doublure, poser la bourrure, le talon, la talonnette, le cambrion, la fausse en carton.
- 372-3 Mettre sur forme la chaussure à semelle molle pour bébés. Cette classification inclut les opérations suivantes, lorsque faites par le préposé à 372-3:
Trier les formes, retourner, enlever les plis, poser le talon, la fausse en carton.
- 373-4 Monter au ciment l'emboitage de la pantoufle;
Vaporiser la tige de la pantoufle;
Couper le surplus de la doublure avant de poser la fourrure et le collet.
- 374-4X Retourner la pantoufle ou la chaussure à semelle molle pour bébés, en partie ou en entier.
- 375-5 Peigner la fourrure.
- 376-5X Insérer la première, la fausse ou la talonnette, en partie ou en entier.

Les classifications suivantes s'appliquent aux:

Spécialités Indiennes

- 381-3 Mettre sur forme;
Coudre au lacet;
Perceur.
Cette classification inclut les opérations suivantes, lorsque faites par le préposé à 381-3:
Retourner, coller le contrefort, poser le cambrion, le contrefort, la bourrure, mettre sur forme, enlever la forme.

The following classifications apply to:

Slippers

- 371-2 Blocking soft sole slipper. This classification includes the following operations, when performed by 371-2 operator:
Sorting lasts, turning, taking out wrinkles, placing counters, glueing lining, fixing padding, heel, heel pad, shank, fibre sock lining.
- 372-3 Blocking baby soft sole shoes. This classification includes the following operations, when performed by 372-3 operator:
Sorting lasts, turning, taking out wrinkles, inserting or fixing heel, fibre sock lining.
- 373-4 Lasting heel seat of slippers with cement;
Steaming upper of slipper;
Cutting lining surplus before fixing fur and collar.
- 374-4X Turning slippers or baby soft sole shoes, in whole or in part.
- 375-5 Combing fur.
- 376-5X Inserting insole, sock lining, or heel pad, in whole or in part.

The following classifications apply to:

Indian Specialties

- 381-3 Blocking;
Lacing;
Perforating. This classification includes the following operations, when performed by 381-3 operator:
Turning over, glueing counter, fixing shank, counter, padding, putting on last, pulling out last.

No	Classe	No	Class
382-4	Coudre les hausses des souliers mous au Puritain.	382-4	Sewing moccasin tops on Puritan machine.
383-4X	Retourner la spécialité indienne, en partie ou en entier.	383-4X	Turning over Indian Specialties, in whole or in part.
384-5X	Enlever la forme; Coller la doublure.	384-5X	Pulling out last; Glueing lining.
9. Département de la préparation:		9. Marking Department:	
401-1	Fraiser sur forme; Fraisier la semelle après la gravure sur forme, avant le piquage.	401-1	Rough rounding; Trimming sole after rough rounding, before stitching.
402-1	Coudre, coller, cheviller, visser, clouer la semelle à la chaussure; Poser la semelle, procédé California; Poser la semelle complète, comprenant la plate-forme, la semelle et le talon. Cette classification inclut 416-5X, lorsque exécutée par le préposé à 402-1.	402-1	Sewing, cementing, pegging, standard screwing, loose nailing sole on shoe; Fixing sole, California process; Fixing complete sole including platform, sole and heel. This classification includes 416-5X, when performed by 402-1 operator.
403-1	Talonner; Préparer le siège du talon de bois; Poser ou ajuster le talon cambrure sur la chaussure; Clouer ou visser le talon de bois. Cette classification comprend les opérations suivantes, lorsque faites par le préposé à 403-1. Alimenter la machine, 417-5X; Assortir les talons, 417-5X; Poncer ou râper la gorge des talons de bois, avant de coller la lèvre, 414-4X; Lever, cimenter, mouiller, coller, rogner la lèvre, 414-4X; Rogner le coin de la semelle, 414-4X; Rogner le bonbout, 414-4X; Poncer la gorge du talon, 414-4X; Battre le contrefort, après le talonnage, 412-3X.	403-1	Heeling; Preparing heel seat for wooden heel. Adjusting or laying shank heel; Nailing or screwing wooden heel. This classification includes the following operations, when executed by 403-1 operator. Feeding the machine, 417-5X; Sorting heels, 417-5X; Sanding or scraping wooden breast, before glueing lip, 414-4X; Lifting, cementing, wetting, glueing, trimming lip, 414-4X; Trimming corner of sole, 414-4X; Trimming top piece, 414-4X; Sanding heel breast, 414-4X; Beating counter seat, after heeling, 412-3X;
404-1	Bonbouter le talon; Fraisier le talon; Fraisier le talon sur la machine à fraiser la lisse; Fixer le patin.	404-1	Slugging heel; Trimming heel; Trimming heel on edge trimming machine; Fixing skate;
405-1	Poncer le talon. Cette classification inclut « poncer la lisse », 412-3X, lorsque exécutée par le préposé à 405-1.	405-1	Scouring heel. This classification includes "scouring edge", 412-3X, when performed by 405-1 operator.
406-1	Fraisier la lisse, en premier ou en second. Cette classification inclut « effleurer », 414-4X, « relever le bord de la semelle », 417-5X, « mouiller la semelle », 416-5X, « joindre », 412-3X, lorsque exécutées par le préposé à 406-1.	406-1	Trimming edge, first or second. This classification includes "Passing welt knife", 414-4X, "lifting sole edging", 417-5X, "wetting sole", 416-5X, "jointing", 412-3X, when performed by 406-1 operator.
407-2	Coudre à points de chaînettes. Cette classification inclut « mouiller la semelle », 416-5X et « couper les fils », 416-5X, lorsque exécutées par le préposé à 407-2.	407-2	Fairstitching. This classification includes "wetting sole", 416-5X, and "cutting twine", 416-5X, when performed by 407-2 operator.
408-2	Clouer le siège du talon; Clouer la semelle sur le calon biseauté; Gouger le devant du talon.	408-2	Nailing heel seat; Nailing sole on wedge heel; Gouging heel breast.
409-2	Lisser la semelle, tout procédé. Cette classification inclut « cimenter, mouiller, fermer la gravure », 414-4X, lorsque exécutée par le préposé à 409-2.	409-2	Levelling bottom, any process. This classification includes "cementing, wetting, rubbing down channel", 414-4X, when performed by 409-2 operator.
410-3	Amincir le bord de la semelle sur fraiseuse; Brocher la semelle libre et le talon avec machine à cramponner ou Auto Soler; Clouer le bout ou la cambrure de la semelle; Clouer le talon biseauté à la pointe libre; Percer les trous pour les rivets de patins; Poser les rivets; Poser le talon crêpe; Presser (ou marteler) la semelle complète comprenant la semelle, la plate-forme, le talon, après qu'elle est posée à la chaussure;	410-3	Reducing sole edge on edge trimmer; Stapling loose sole and heel with Stapling Machine or Auto Soler; Nailing toe or shank of sole; Tacking spring heel on loose nail; Piercing holes for riveting skates; Fixing rivets; Fixing crepe heel; Pressing (or pounding) the entire sole including the sole, platform, heel, after fixing of the sole on shoe; Pressing wooden heel with or without screw;

No	Classe	No.	Class
	Presser le talon de bois avec ou sans vis; Rogner à la main ou à la machine; la semelle crêpée; la bande; Séparer les points; Visser le talon sur presse avec vis tem- poraire ou permanente.		Trimming by hand or machine: crepe sole, band;
411-3	Assembler la semelle, le talon, ou la plateforme, avant que la semelle soit posée à la chaussure. Cette classification inclut « Presser (ou marteler) la semelle, le talon, la plate-forme, avant la pose de la semelle », 414-4X, lorsque exécutée par le préposé à 411-3.	411-3	Separating stitches; Screwing heel on press with temporary or permanent screw. Assembling sole, heel or platform, before sole is attached to shoe. This classifica- tion includes "Pressing (or pounding) sole, heel, platform, before sole attach- ing", 414-4X, when performed by 411-3 operator.
412-3X	Battre le contrefort après le talonnage; Joindre; Poncer la lisse.	412-3X	Beating counter after heeling; Jointing; Scouring edge.
413-4	Clouer le ferrement, le bonbout sur le talon, le crampon; Couper et pincer la trépointe; Cylindrer la cambrure; rouler le bord de la semelle pour le bien coller à la tige; Insérer, ajuster le bonbout dans le fer- rement; Marquer à la roulette; Parer la cambrure après gravage sur forme; Poser un petit fer ou rivet à la pointe du soulé; Rabattre la couture; Remettre sur forme.	413-4	Nailing plate, top piece on heel, cleat; Cutting and pinching welt; Shank breaking, rolling sole edge to glue it well to the upper; Inserting, adjusting top piece in plate; Fudge wheeling; Shank reducing after rough rounding; Fixing small plate or rivet to sole tip; Rubbing down stitch; Relasting.
414-4X	Ouvrier, cimenter, fermer, mouiller la gravure; Presser (ou marteler) la semelle, le talon, la plate-forme, avant la pose de la semelle; Mouler ou presser la première déjà poin- tée à la forme; Fraisier le siège du talon de la semelle; Lever la lèvre; Poncer ou râper la gorge du talon de bois avant de coller la lèvre; Mouiller, ajuster, cimenter, coller, rogner la lèvre; Cimenter la gorge du talon; Rogner le coin de la semelle; le bonbout; Poncer la gorge du talon; Effleurer.	414-4X	Opening, cementing, rubbing down, wet- ting channel; Pressing (or pounding) sole, heel, plat- form, before sole attaching; Molding or pressing insole already tacked to last; Trimming heel seat of the sole; Lifting lip; Sanding or scraping wooden heel breast before glueing lip; Wetting, adjusting, cementing, glueing, trimming lip; Cementing heel breast; Trimming sole corners, top piece; Sanding heel breast; Passing welt knife.
415-5	Enlever l'air de la semelle; Poncer le siège du talon.	415-5	Removing air from sole; Sanding heel seat.
416-5X	Cimenter ou poser le dissolvant; Couper les fils; Mouiller la semelle; Remplir la bobine.	416-5X	Cementing or applying solvent; Cutting threads; Wetting sole; Filling bobbin.
417-5X	Alimenter la talonneuse; Assortir les pointures, excepté pour la mise en boîte; Assortir les talons; Cimenter la base en fibre; Mouiller la lisse pour le fraisage; Poser avec un marteau les clous dans les talons libres en caoutchouc, pour les faire tenir en place; Relever le bord de la semelle.	417-5X	Feeding heeling machine; Sorting sizes, except for packing; Sorting heels; Cementing fibre base; Wetting edge for trimming; Hammering nails in rubber heels, to hold them in place;
10.	Département du finissage:	10.	Finishing Department:

Le fond

- 501-1 Lustre la lisse à la machine. Cette classi-
fication inclut « Brosser », « Teindre la
lisse », 509-4X, lorsque exécutées par le
préposé à 501-1.
- 502-1 Polir les fonds sur Naumkeag. Cette
classification inclut 505-2X, lorsque faite
par le préposé à 502-1.

Bottom

- 501-1 Edge setting on machine. This classi-
fication includes "Brushing", "Staining
edge", 509-4X, when performed by
501-1 operator.
- 502-1 Sanding bottom on Naumkeag. This
classification includes 505-2X, when
performed by 502-1 operator.

No	Classe	No.	Class
503-2	Lustrer le talon. Rouler. Cette classification inclut « Teindre le talon », 509-4X, et le « Laquer », 512-5X, lorsque exécutées par le préposé à 503-2.	503-2	Stoning or burnishing heel. Rolling. This classification includes "Staining heel", 509-4X, and "Veneering", 512-5X, when performed by 503-2 operator.
504-2	Finir le fond poncé savoir: Blanchir ou éponger; Tracer le panneau; Peindre le panneau; Cirer ou lustrer. Cette classification inclut 508-3X et 510-4X, lorsque exécutées par le préposé à 504-2.	504-2	Finishing buffed bottom, i.e.: Bleaching or sponging; Tracing panel; Painting panel; Waxing or setting. This classification includes 508-3X and 510-4X, when performed by 504-2 operator.
505-2X	Poncer sur rouleau la semelle ou le bon bout. Cette opération comprend: « Enlever le chanfrein ».	505-2X	Buffing sole or top piece. This operation includes: "Tacking off bead".
506-3	Lustrer la lisse sur roue ou brosse. Cette classification inclut « Teindre, essuyer la lisse », 509-4X, 521-5X, lorsque exécutées par le préposé à 506-3.	506-3	Edge setting on wheel or brush. This classification includes "Staining, wiping edge", 509-4X, 521-5X, when performed by 506-3 operator.
507-3	Finir le fond non poncé, savoir: Blanchir ou éponger; Lustrer; Peindre le panneau; Tracer le panneau. Cette classification inclut 510-4X, lorsque exécutée par le préposé à 507-3.	507-3	Finishing unbuffed bottom, i.e.: Bleaching or sponging; Setting; Painting panel; Tracing panel. This classification includes 510-4X, when performed by 507-3 operator.
508-3X	Peindre les fonds poncés ou non.	508-3X	Painting bottoms, buffed or unbuffed.
509-4X	Teindre la lisse ou le talon.	509-4X	Staining edge or heel.
510-4X	Estamper; orner à la roulette; graisser le fond;	510-4X	Stamping, wheeling; Greasing bottom; Washing, gumming, waxing unbuffed bottom; Wheeling; Punching bird's eye; Staining edge; Varnishing or spraying bottom;
	Laver, gommer, cirer le fond non poncé; Passer la roue; Poinçonner l'oeil d'oiseau; Teindre le bord; Vernir ou pulvériser le fond.		
511-3X	Clouer par l'intérieur le talon déjà ajusté ou fixé en place.	511-3X	Nailing through the inside of the shoe the heel already adjusted or fixed in place.
512-5X	Laquer.	512-5X	Veneering.

*La tige**Upper*

513-1	Repasser ou flamber la tige; Passer l'air chaud sur la tige. Cette classification inclut 516-4X, 517-4X, 518-4X et 521-5X, lorsque exécutées par le préposé à 513-1.	513-1	Treering or flaming upper; Heat blowing upper. This classification includes 516-4X, 517-4X, 518-4X and 521-5X, when performed by 513-1 operator.
514-3	Réparer. Cette classification inclut 518-4X, lorsque exécutée par le préposé à 514-3.	514-3	Repairing. This classification includes 518-4X, when performed by 514-3 operator.
515-4	Brûler les bouts de fils; Couper et/ou river les clous; Découper les ouvertures au couteau; Étiqueter; emballer; Enlever la forme; enlever la vis; Étamer les pointures sur boîtes; Examiner la chaussure après la réparation; Faire les faux plis, gaufrer; Lacer; Former les boîtes à la main; Note: « Former les boîtes à la machine » est une opération de classe A. Apparer; Passer la chaussure à la vapeur; Placer la chaussure dans la boîte; Poser les boucles d'ornements à la machine; Poser le métatarse, le support, la fausse, la talonnette; Rogner la doublure à la main ou à la machine.	515-4	Singeing thread ends; Cutting and/or riveting nails; Cutting cutouts with knife; Labelling; packing; Pulling out last; taking out screw; Stamping sizes on boxes; Inspecting shoe after repairing; Creasing; Lacing; Forming boxes by hand; Note: "Forming boxes by machine" is a class A operation. Pairing; Steaming shoe; Boxing; Sewing on ornamental buckles by machine; Laying metatarsal, cookie, sock lining, heel pad; Trimming lining by hand or machine.
516-4X	Enlever l'enveloppe de la tige; Brosser, nettoyer ou laver la tige, avant le repassage.	516-4X	Removing upper cover; Brushing, cleaning or washing upper before ironing.
517-4X	Battre le bout ou le contrefort.	517-4X	Beating toe or counter.
518-4X	Astiquer; Examiner; Graisser la tige; Nettoyer;	518-4X	Polishing; Examining; Greasing upper; Cleaning;

No	Classe	No.	Class
	Poser la teinture (dope) pour uniformiser la couleur du cuir; Poser l'antique; Pulvériser; Vernir.		Dyeing or doping to make the leather of a uniform color; Setting antique; Spraying; Varnishing.
519-5	Imprimer la fausse; Mouler l'emboitage; Laver ou nettoyer la doublure; Repasser la doublure; Brosser la chaussure après le repassage; Poser les bambous.	519-5	Embossing sock lining; Moulding counter; Washing or cleaning lining; Ironing lining; Mopping shoe after treeing; Inserting bamboos.
521-5X	Essuyer la lisse.	521-5X	Wiping edge.
531-1	Mécanicien-machiniste qui monte, démonte et répare les machines.	531-1	Machinist-millwright who assembles, disassembles and repairs machines.
532-2	Responsable de l'expédition. Chauffeur de camion.	532-2	Clerk responsible for shipments; Truck driver.
533-3	Ouvrier d'entretien; Chauffeur de chaudière; Mécanicien de machines fixes; Mécanicien d'entretien, préposé à l'entretien de la machine.	533-3	Maintenance man; Boiler fireman; Stationary engineman; Maintenance millwright performing up-keep of machine.
534-4	Aide-expéditeur; Conducteur d'ascenseur; Gardien.	534-4	Shipper's help; Elevator operator; Watchman.
535-5	Messenger; Balayeur.	535-5	Messenger; Sweeper.

11. *Département du piquage:*

11. *Fitting Department:*

600-A La classe A comprend toutes les opérations à la main ou à la machine se rapportant au-dessus de la tige, quel que soit le matériel utilisé, à moins que l'opération ne soit spécifiée dans les classes B ou C ci-après. Sans limiter la généralité de ces termes, la classe A s'applique en particulier aux opérations suivantes:
Assembler tout morceau ou partie du dessus comprenant appliqués et sous-appliqués;
Border;
Border à la machine la première ou la plate-forme;
Brûler;
Coudre ou piquer les ouvertures, les fantaisies, la corde française, la doublure sur tige, la semelle molle;
Coudre la fourrure à la machine;
Coudre le revers au-dessus;
Couper en lisières, à la machine;
Coudre la baguette droite au Puritain;
Coudre sur machine « Union Lockstitch », le plateau et le travers;
Cimenter et replier le roulé (stripping ou piping);
Denteler;
Faire les boutonnières;
Faire les points d'arrêt;
Former les boîtes à la machine; Note: « Former les boîtes à la main » est classée 515-4.
Parer;
Perforer;
Plisser la tige;
Poser la doublure à la langue lorsque la piqure est faite par dessus;
Poser la soutache, la lanière, l'élastique, le ruban, les oeillets, les crochets;
Poser une corde au bord de la tige, avec machine zigzag;
Préposée au distributeur d'ouvrage, sans feuille journalière indiquant la séquence des opérations (taux du salarié à la pièce);

600-A Glass A comprises all the operations done by hand or machine, on the outside part of the upper, whatever the material used may be, unless the operation be specified in classes B or C hereinafter. Without limiting the generality of these terms, class A applies in particular to the following operations:
Assembling any piece or part of upper, including appliqués and inlays;
Binding;
Binding insole or platform by machine;
Edging;
Stitching or sewing openings, fancy stitching, French cord, lining on upper, soft sole;
Sewing fur on machine;
Sewing top facing;
List cutting on machine;
Sewing straight back strap on Puritan machine;
Sewing on Union Luckstitch machine, plub or cross back;
Cementing and folding the stripping or piping;
Pinking;
Buttonholing;
Tacking vamps;
Forming boxes by machine; Note: "Forming boxes by hand" is classified 515-4;
Skiving;
Perforating;
Pleating upper;
Sewong lining to tongue when stitch is performed by top side;
Laying braid, strap, gores, ribbon, eyelets, hooks;
Tacking cord on upper edge with zig-zag machine;
Conveyor operator, without a daily sheet indicating the sequence of operations (piece employee's rate);

No	Classe	No.	Class
	Replier le garant extérieur ou la baguette sur le haut du quartier, lorsque l'opération est faite par la piqueuse. Replier; Retourner le bord du matériel sur la première; Poncer.		Bending outside facing or backstrap on the top of quarter, when the operation is performed by fitter; Folding; Turning material over insole edge; Scouring.
601-1	Coudre au Puritain: empeigne; plateau; contrefort extérieur; baguette de fantaisie. (baguette de fantaisie signifie toute baguette, excepté la baguette droite). Cette classification inclut « Coudre la baguette droite au Puritain », 600-A, lorsque faite par le préposé à 601-1. Coudre, au département du piquage, le plateau ou le travers, sur le Landis, le modèle « O » ou le modèle « O.R.L. »; Coudre la tige au sabot de caoutchouc sur machine Puritain.	601-1	Stitching on Puritan machine: vamp, plug, outside counter, fancy backstrap. (Fancy backstrap means any backstrap except straight backstrap). This classification includes "Sewing straight backstrap on Puritan machine", 600-A, when performed by 601-1 operator. Sewing, in fitting department, plug or cross back on Landis or Model "O" or "O.R.L."; Sewing upper to rubber sabot on Puritan machine.
602-2	Contremaîtresse préposée au distributeur d'ouvrage.	602-2	Forelady operating conveyor.
603-B	La classe B comprend toutes les opérations à la main ou à la machine se rapportant à la doublure de la tige, quel que soit le matériel utilisé, à moins que l'opération ne soit spécifiée dans la classe C ci-après. Sans limiter la généralité de ces termes, la classe B s'applique en particulier aux opérations suivantes: Assembler tout morceau ou partie de la doublure; Coudre le revers; Coudre le bout dur; Découper le quartier à la machine après qu'il est assemblé; Découper, perforer sur presse en une seule opération; Étamper la pointure ou marquer pour fins de vente; Examiner la tige; Faire les fantaisies à la machine après la couture sur Union Lockstitch; Fendre le cuir pour la tige, le talon et l'enveloppe de plate-forme; Lacer la tige à la machine; Mouler les morceaux et les courroies à la machine; Marquer à la machine les points sur le plateau du moccasin; Préparer à la machine le cuir pour la couture renversée; Piquer le renforcement; Poser les boucles d'ornements à la machine; Poser la doublure à la langue lorsque la piqûre est faite par dessous; Poser à la machine le ruban encollé sans piquer; Imprégner le dessous de la tige ou la doublure de colle thermo plastique pour remblader bout dur; Préposée au distributeur d'ouvrage, avec feuille journalière indiquant la séquence des opérations (taux du salarié à la pièce); Rogner le surplus de la doublure et du cuir sur machines Booth et Ultra; Poncer le bord de la doublure pour le montage, procédé cimenté.	603-B	Class B comprises all the operations done by hand or machine on the lining of the upper, whatever the material used may be, unless the operation be specified in Class C hereinafter. Without limiting the generality of these terms, Class B applies in particular to the following operations: Assembling any piece or part of the lining; Stitching inside facing; Sewing box toe; Trimming quarter by machine after fitting; Stamping out, perforating on the press, in one operation; Stamping size or marking for selling purposes; Examining upper; Fancy stitching by machine after seaming on Union Lockstitch; Splitting leather for upper, heel and platform wrapper; Lacing upper by machine; Cramping pieces and straps by machine; Marking stitches on moccasin plug by machine; Preparing leather by machine for French Seam; Stitching stay; Attaching ornamental buckles by machine; Sewing lining to tongue when stitch is performed by the inside; Applying by machine coated reinforcing tape without stitching; Imprint underneath the upper or the lining with thermo plastic cement to replace the box toe; Conveyor operator with a daily sheet indicating the sequence of operations (piece work employee's rate); Trimming surplus lining and leather on Booth and Ultra Machines; Sanding lining edges, for lasting, cement process.
604-C	La classe C comprend les opérations suivantes, faites à la main ou à la machine, exécutées avec toutes sortes de matériel:	604-C	Class C comprises the following operations by hand or machine, in any material:

No	Classe	No.	Class
	Assembler les parties cimentées; Brosser; essuyer; Cambrer; Battre le revers; Cimenter ou coller le renforcement, le bout dur, le galon, les appliqués, les sous-appliqués, le cuir ou tissus pour replier, la corde française; Couper en longueurs l'élastique, la bande en tissus, la lanière; Couper les surplus; Couper les fils; Couvrir, à la main, le talon ou la plate-forme; Étamper la pointure ou marquer pour fins de fabrication; Faire les boucles, les attacher, les classer; Lacer les tiges à la main; Lacer avec lanière ou corde; Poser à la machine les boucles en métal pour attacher la courroie; boucler; Poser les pompons ou tous genres d'ornements; Poser les boutons; boutonner; Poser la fourrure à la main ou à la crampe; Rabattre la couture; Replier le garant extérieur ou la baguette sur le haut du quartier, lorsque l'opération est faite par une fille de table; Retourner; Rogner la doublure à la main avant que la chaussure soit montée; Teindre le bord de la doublure, de l'appliqué, de l'ouverture; Tracer les dessins de fantaisie; Compter les morceaux.		Assembling cemented parts; Brushing; wiping; Crimping; Beating drop top; Cementing or glueing backing, box toe, tape; appliqués, inlay, leather or fabric for folding, French cord; Cutting in lengths elastic, webbing strip, strap; Grimming; Cutting thread ends; Covering by hand, heel or platform; Stamping size or marking for manufacturing purposes; Making bows, tying and sizing them; Lacing uppers by hand; Lacing with strip or cord; Attaching metal buckles by machine for fastening strap; fastening; Fixing pompons or any other ornaments; Attaching buttons; buttoning; Stapling or hand stitching fur; Rubbing seam; Folding outside facing or backstrap on the top of the quarter, when operation is performed by girls doing table work; Folding; Trimming lining by hand before shoe lasting; Staining edge of lining, appliqué, cut out; Marking fancy designs; Counting pieces.

12. *Classification des opérations:* Toutes les opérations de la fabrication de la chaussure sont comprises dans les classifications qui précèdent et nulle autre classification ne peut être introduite sans l'approbation de la Commission. En cas de conflit, il appartient à la Commission seule de décider sous quelle classification tombent les opérations dont le caractère est contesté.

12. *Classification of operations:* All operations in the making of shoes are included in the preceding classifications, and no other classification may be introduced without the approval of the Commission. In the case of conflict, the Commission alone shall decide under which classification the operations whose nature is contested shall fall.

QUATRIÈME PARTIE

PART FOUR

Dispositions générales

General Rules

13. *Semaine normale:* La semaine normale de travail des salariés régis par la présente ordonnance est de quarante-cinq (45) heures, sauf pour les gardiens dont la semaine normale est de 60 heures.

13. *Normal workweek:* The normal workweek of employees governed by the present Ordinance is forty-five (45) hours, except for watchmen whose normal workweek is 60 hours.

14. *Heures supplémentaires:* Tout travail exécuté par un salarié en plus des heures de la semaine normale de travail doit être rémunéré au taux horaire effectif majoré de 50%.

14. *Overtime:* All work performed by an employee over and above the normal workweek shall be paid at the hourly going rate plus 50% thereof.

Cependant, le présent article ne s'applique pas au contremaître et à l'assistant-contremaître.

However, the present section does not apply to the foreman and assistant-foreman.

15. *Durée du travail:* Le temps de travail pour lequel le salarié doit être rémunéré comprend les heures ou fractions d'heure où il travaille, les périodes de repos et les heures où il est à la disposition de l'employeur, à l'usine mais ne comprend pas le temps alloué pour le repas du midi, entre midi et 1 h. de l'après-midi ou alloué pour le repas lorsqu'il travaille après 6 h. du soir.

15. *Duration of work:* Work time for which the employee has a right to a salary includes, for each work period, in addition to the hours or fractions thereof during which he works effectively, rest periods and hours during which he is at the disposal of the employer, in the plant. However, the employee has no right to a salary for his noon lunch period, between noon and 1:00 o'clock in the afternoon, or for the evening lunch period if he works after 6:00 o'clock in the evening, said lunch periods not being included in the working hours.

16. *Proportion d'apprentis:* Le nombre des apprentis dans une manufacture ne doit pas

16. *Percentage of apprentices:* The number of apprentices in a factory shall not exceed 10%

excéder 10% du nombre total des salariés des classes 1, 2, 3 et 4. Il ne doit pas excéder 15% du nombre total des salariés des classes A et B.

Le pourcentage d'apprentis ne s'applique pas à la classe 5 et à la classe C. Tout employeur a le privilège d'employer un (1) apprenti par département mentionné dans la présente ordonnance, soit: coupe, brochage, montage, préparation, finissage et piquage.

Lorsqu'un employeur emploie plus d'apprentis que le pourcentage mentionné à l'alinéa précédent, la Commission réclame le prix d'un compagnon pour les plus anciens des salariés employés comme apprentis en surplus de dix pour cent (10%) ou quinze pour cent (15%), alloué selon le cas.

17. *Jours fériés*: Tout employeur qui fait travailler ses salariés les jours de fêtes suivants, savoir: le premier jour de l'An, le 2 janvier, la Saint-Jean-Baptiste, le jour du Canada, la fête du Travail et la fête de Noël doit les rémunérer au taux horaire effectif majoré de 100%.

18. *Plus d'une opération*: Lorsqu'un salarié a été employé à plusieurs opérations comportant des taux différents, il doit recevoir le salaire déterminé par le taux le plus élevé, à moins que l'employeur n'établisse, au moyen d'entrées faites au jour le jour, chacune des opérations auxquelles le salarié a été employé ainsi que le temps consacré à chacune d'elles.

Ces entrées doivent être faites dans un livret avec feuilles en duplicata, dont un double est remis chaque jour au salarié.

Dans aucun cas, le taux du salarié ne peut être établi sur plus de deux opérations, à savoir les deux opérations majeures qu'il exécute.

Les opérations mineures, font partie de l'opération majeure la plus rapprochée.

Exemple: Si un salarié travaille 50% classe 1, 25% classe 3, 15% classe 4, 10% classe 5, son taux est établi à 50% classe 1 et 50% classe 3, pourvu que ses heures aient été enregistrées conformément aux alinéas ci-dessus.

19. *Salaire à la pièce*: Tous les salariés à la pièce qui exécutent les mêmes opérations dans un même établissement doivent être payés au même taux à la pièce.

La Commission a le pouvoir de déterminer:

(a) qu'un système à la tâche ou au rendement ou tout autre système doit être réputé système à la pièce.

(b) que tel salarié, travaillant sur un système à la tâche ou au rendement ou avec d'autres salariés à la pièce, doit être considéré à la pièce, même s'il est payé à l'heure.

20. *Travail à domicile*: Aucune chaussure dont la fabrication est visée par la présente ordonnance ne doit être livrée aux ouvriers, directement ou indirectement, pour être fabriquée ou travaillée en dehors de l'établissement de l'employeur.

Toutefois, l'employeur peut donner du travail à domicile ou en dehors de son établissement, dans les deux cas suivants:

1. Pour la couture à la main des spécialités indiennes, aux taux minima à la pièce, déterminés à l'article 32.

2. Pour le perlage, le laçage et les opérations similaires.

Dans ces deux cas l'employeur doit obtenir l'autorisation préalable de la Commission et observer les règles suivantes:

(a) les noms des salariés intéressés doivent apparaître au registre de l'employeur;

of the total number of employees in classes 1, 2, 3 and 4. It shall not exceed 15% of the total number of employees in classes A and B.

The percentage of apprentices does not apply to class 5 and class C. Every employer has the privilege of employing one (1) apprentice for each department mentioned in the ordinance, i.e.: cutting, sole leather, lasting, making, finishing and fitting.

When an employer employs more apprentices than the percentage allowed in the preceding paragraph, the Commission shall claim the rate of a journeyman for senior wage-earners employed as apprentices in excess of ten per cent (10%) or fifteen per cent (15%), as the case maybe.

17. *Legal holidays*: Any employer requesting his employees to work on the following holidays, namely: New Year's Day, January 2, Saint John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day and Christmas Day, shall pay them the hourly going rate plus 100% thereof.

18. *More than one operation*: Should an employee be employed on many operations of various wage rates, he shall receive the wages determined by the highest rate unless each one of the said operations on which the employee has been employed, and the time worked thereon, be established by the employer by means of daily records.

Such records shall be made in a booklet having duplicate sheets, the duplicate copy to be given, every day, to the employee.

Never shall the rate of the employee be established on more than two operations, i.e. the two major operations which he performs.

The minor operations shall be included in the nearest major operation.

Example: When an employee works 50% class 1, 25% class 3, 15% class 4, 10% class 5, his rate of pay is established at 50% class 1 and 50% class 3, provided his hours have been registered pursuant to the above paragraphs.

19. *Piece-work rate*: All piece-work employees doing the same operations, in the same establishment, must be paid at the same piece-work rate.

The Commission may decide:

(a) that jobbing or production work or any other system be considered as a piece-work system.

(b) that such employee working on a jobbing or production basis or with other piece-work employees, shall be considered as a piece-work employee even when paid on an hourly basis.

20. *Work done at home*: No shoe, manufactured under the present ordinance shall be delivered to employees, directly or indirectly, to be manufactured or worked on outside the employer's factory.

However, the employer may give out work to be done at home or outside the employer's factory, in the two following cases:

1. For hand sewing of Indian Specialties, at the minimum piece work rates, prescribed by section 32.

2. For pearl sewing, lacing and similar operations.

In these two cases, the employer shall obtain the previous authorization of the Commission subject to the following conditions:

(a) the names of the employees concerned shall be mentioned on the employer's pay list;

(b) ces salariés doivent recevoir le même salaire soit à l'heure, soit à la pièce que le salarié qui exécute le même travail à l'atelier;

(c) ces salariés doivent bénéficier des congés payés et des autres avantages en plus du salaire;

(d) le transport des marchandises, aller et retour, doit être fait aux frais de l'employeur;

(e) lorsque le travail se fait à la pièce et que le même travail n'est pas fait à l'atelier, la Commission établira, soit par test, soit par comparaison avec d'autres ateliers, si le taux payé permet au salarié de faire le salaire prescrit dans la présente ordonnance.

3. Que les taux minima à la pièce suivants soient payés aux salariés à domicile:

Lacé Plastique ou Dawhide

	Cuir à l'huile	Tout autre matériel Split, Dope, Vache, Chrome, Vinyl
Homme	\$1.80 dz	\$.56
Femme	1.68 dz	1.44
Fille	1.68 dz	1.32
Enfant	1.56 dz	1.20
Talon	0.18 dz	

Ceci inclut le lacet passé dans le dessus.

Prix de vente des matériaux:

Plastique: \$2.00 rouleau;
Dawhide: 2.20 grosse;
Ligneu: 3.00 rouleau.

	Cuir à l'huile		Tout autre matériel	
	simple	double	simple	double
Homme	\$1.32	\$1.98	\$1.10	\$1.65
Femme	1.20	1.80	0.90	1.35
Fille	1.08	1.62	0.78	1.17
Enfant	1.08	1.62	0.78	1.17

Lacé croisé sur la forme

Homme	\$3.60
Femme	3.30
Gargon	3.30

21. *Modes et fréquence de la rémunération:* Le salaire doit être payé entièrement en espèces sous enveloppe scellée ou par chèque régulièrement au moins une fois la semaine.

Avant d'adopter un autre mode de paiement, tout employeur doit obtenir de la Commission une autorisation à cet effet.

22. *Retenue de salaire:* Nulle retenue ne peut être faite sur le salaire minimum payable à un salarié, sauf celle imposée par une disposition législative et celle décrétée par ordre d'un tribunal.

23. *Réclamations:* Pour les salariés à la pièce, la Commission peut, dans l'établissement d'une réclamation, considérer une période de quatre (4) semaines.

24. *Indemnité de présence:* Le salarié qui se présente au lieu du travail à la demande de son employeur et qui travaille moins de trois (3) heures par jour a droit à une indemnité égale à trois (3) heures de salaire au taux minimum, sauf pour les étudiants travaillant à temps partiel.

25. *Repos hebdomadaire:* Tout salarié a droit à un repos hebdomadaire d'une durée minimale

(b) these employees shall receive, at home or outside the employer's factory, the same salary, should they be paid by the hour or by the piece, as the employee who performs the same work in the shop;

(c) these employees working at home or outside the employer's factory shall enjoy the other advantages of the Ordinance, apart from the salary, as, for example, annual paid holidays;

(d) the transportation of goods, return, be entirely at the expense of the employer;

(e) when the work done at home or outside of the employer's factory is piece work, and the same work is not done in the shop, the inspector shall find out, either by tests or by comparisons with other shops, if the rate paid to the employee allows him to make the salary prescribed in the present Ordinance.

3. That minimum piece-work rates be paid to employees working at home:

Laced with Plastic or Dawhide

	Oil Tan Leather	All other materials Split, Dope, Cow hide, Chromium Vinyl
Men's	\$1.80 doz.	\$1.56
Women's	1.68 doz.	1.44
Girls'	1.68 doz.	1.32
Children's	1.56 doz.	1.20
Heels	0.18 doz.	

This includes the lace passed through the upper.

Selling price of materials:

Plastic: \$2.00 per roll;
Dawhide: 2.20 gross;
Wax-end: 3.00 per roll.

	Laced with wax-end		All other materials	
	Single	Double	Single	Double
Men's	\$1.32	\$1.98	\$1.10	\$1.65
Women's	1.20	1.80	0.90	1.35
Girls'	1.08	1.62	0.78	1.17
Children's	1.08	1.62	0.78	1.17

Cross-laced on block

Men's	\$3.60
Women's	3.30
Boys'	3.30

21. *Methods of remuneration:* Wages shall be paid entirely in currency in a sealed envelop, or by cheque, regularly at least once a week.

Any other methods of payment may not be effected without authorization by the Commission.

22. *Deduction from wages:* No deduction may be made from the minimum wages payable to an employee, save that imposed by a legislative provision or that ordained by a Court order.

23. *Claims:* For piece-work employees, the Commission may, in assessing a claim, consider a four (4) week period.

24. *Attendance benefit:* The employee who reports to the place of work at the request of his employer and who works less than three (3) hours per day, has the right to an indemnity equal to three (3) hours wages at the minimum rate, save for students working part time.

25. *Weekly rest:* All employees have right to a weekly rest of at least twenty-four consecutive

de vingt-quatre heures consécutives ou de deux périodes de repos de dix-huit heures consécutives chacune.

hours or to two rest periods of eighteen consecutive hours each.

CINQUIÈME PARTIE

Taux minima de salaires et congés annuels payés

26. *Groups:* Les salariés sont répartis dans les cinq groupes suivants:

- a) salariés préposés aux opérations du département du patronage (article 5);
- b) salariés préposés aux opérations des départements de la coupe, du brochage, du montage, de la préparation et du finissage (articles 6 à 10);
- c) salariés préposés aux opérations du département du piquage (article 11);
- d) contremaîtres (article 2-C);
- e) employés de bureau et tous salariés non compris dans les autres groupes (article 31).

27. *Regions:* Aux fins de la présente ordonnance, la province de Québec est divisée en trois régions composées comme suit:

a) *Région I:* L'île de Montréal et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles autour de ses limites, calculé selon les voies ordinaires de communication.

b) *Région II:* La ville de Québec et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles autour de ses limites.

c) *Région III:* Toute la province de Québec, à l'exception des régions I et II.

28. *Taux minima de salaires des salariés des départements du patronage, de la coupe, du brochage, du montage, de la préparation et du finissage:*

PART FIVE

Minimum Rate of Wages and Annual Vacation with Pay

26. *Groups:* Employees are divided into the five following groups:

- (a) employees charged with operations in the pattern making department (section 5);
- (b) employees charged with operations in cutting, sole leather, lasting, making and finishing departments (sections 6 to 10);
- (c) employees charged with operations in the fitting department (section 11);
- (d) foremen (section 2-C);
- (e) office employees and all employees not included in the other groups (section 31).

27. *Zones:* for the purposes of the present Ordinance, the Province of Québec is divided into three zones composed as follows:

(a) *Zone I:* The Island of Montréal and the territory comprised in a radius of five (5) miles around its limits, determined according to the ordinary communication roads distances.

(b) *Zone II:* The City of Québec and the territory comprised in a radius of five (5) miles around it.

(c) *Zone III:* The whole Province of Québec, with the exception of zones I and II.

28. *Minimum wage rates of employees in cutting, sole leather, lasting, making and finishing departments:*

	Régions — Zones					
	I		II		III	
	Heure	Pièce	Heure	Pièce	Heure	Pièce
	Hour	Piece	Hour	Piece	Hour	Piece
Classe 1 — Class 1.....	\$1.95	\$2.15	\$1.85	\$2.04	\$1.76	\$1.94
Apprenti — Apprentice:						
2èmes 1,200 heures — 2nd 1,200 hours.....	1.70	1.87	1.62	1.78	1.53	1.68
1ères 1,200 heures — 1st 1,200 hours.....	1.45	1.60	1.38	1.52	1.31	1.44
Classe 2 — Class 2.....	1.70	1.87	1.62	1.78	1.53	1.68
Apprenti — Apprentice:						
2èmes 600 heures — 2nd 600 hours.....	1.45	1.60	1.38	1.52	1.31	1.44
1ères 600 heures — 1st 600 hours.....	1.15	1.27	1.09	1.20	1.04	1.14
Classe 3 — Class 3.....	1.45	1.60	1.38	1.52	1.31	1.44
Apprenti 600 heures—Apprentice 600 hours	1.15	1.27	1.09	1.20	1.04	1.14
Classe 4 — Class 4.....	1.15	1.27	1.09	1.20	1.04	1.14
Apprenti 600 heures—Apprentice 600 hours	0.95	1.05	0.90	0.99	0.90	0.99
Classe 5 — Class 5.....	1.05	1.16	1.00	1.10	1.00	1.10
Salariés de la classe 5 de moins de dix-huit ans — Employees of class 5 under eighteen years of age.....	0.95	1.05	0.90	0.99	0.90	0.99

Les mêmes taux s'appliquent aux classifications comprises dans les articles 5, 6, 7, 8, 9 et 10.

29. *Taux minima de salaires des salariés du département du piquage:*

The same rates apply to the classifications included in sections 5, 6, 7, 8, 9 and 10.

29. *Minimum wage rates of employees in fitting department:*

	Régions — Zones					
	I		II		III	
	Heure	Pièce	Heure	Pièce	Heure	Pièce
	Hour	Piece	Hour	Piece	Hour	Piece
Classe A — Class A.....	\$1.25	\$1.38	\$1.19	\$1.31	\$1.13	\$1.24
Apprenti 600 heures—Apprentice 600 hours	1.10	1.21	1.05	1.16	1.00	1.10
Classe B — Class B.....	1.15	1.27	1.09	1.20	1.04	1.14
Apprenti 600 heures—Apprentice 600 hours	1.00	1.10	0.95	1.05	0.90	0.99
Classe C — Class C.....	1.05	1.16	1.00	1.10	1.00	1.10
Salariés de la classe C de moins de dix-huit ans—Employees of class C under eighteen years of age.....	0.95	1.05	0.90	0.99	0.90	0.99

Les mêmes taux s'appliquent aux classifications comprises dans l'article 11 à l'exception de l'opération numéro 601-1 dont le taux est celui de la classe 1, article 28.

30. *Salaires des contremaîtres et assistants-contremaîtres*: Les contremaîtres et assistants-contremaîtres doivent être payés aux taux minima suivants:

- contremaître: classe 1;
- assistant-contremaître: classe 2;
- contremaîtresse au département de la couture: classe 2;
- assistant-contremaître et assistante-contremaîtresse au département du piquage: classe A.

31. *Employés de bureau et autres salariés*: Les employés de bureau, soit: les adjoints administratifs, les commis de comptabilité et les commis aux écritures ainsi que tous les salariés non compris dans les autres groupes ont droit aux salaires minima suivants:

These same rates apply to the classifications included in section 11 with the exception of operation number 601-1, the rate for which is that of class 1, section 28.

30. *Foremen's and assistant-foremen's wages*: Foremen and assistant-foremen shall be paid at the following minimum rates:

- foreman: class 1;
- assistant-foreman: class 2;
- foreladies of fitting department: class 2;
- assistant-foremen and assistant-foreladies of fitting department: class A.

31. *Office employees and other employees*: Office employees, that is, associate administrators, accounts and book-keeping clerks, as well as all employees not included in the other groups, are entitled to the following minimum rates:

	Régions — Zones		
	I	II	III
a) Les salariés âgés de moins de dix-huit ans — Employees of less than eighteen years of age	\$0.85	\$0.80	\$0.80
b) Les salariés à l'essai durant les soixante premiers jours de travail — Employees on trial during the first sixty working days	0.95	0.90	0.90
c) Les autres salariés — Other employees	1.05	1.00	1.00

32. *Couture à la main des spécialités indiennes*:

32. *Sewing by hand of indian specialties*:

Prix de 100 paires — Price for 100 pairs	SORTE DE CUIR — KIND OF LEATHER			
	Vache Point- croisé	Boudrier cuir très dur tra- vaillé mouillé Bend:	Huile	Chrome
	Cow hide Cross Stitch	very hard leather dressed and wet	Oil Tan	Chromium

	A	B	C	D
A) Chaussures d'hommes — Men's shoes				
Opér.—Oper.				
No. Pointures: 6 à 12 — No Sizes 6 to 12				
1 Montage (mettre soulier sur forme et ajuster) — Lasting	\$ 6.79	\$10.29	\$10.29	\$10.29
Coudre — Sewing	47.59	54.37	50.93	44.15
2 Plateau — Vamp	6.79	10.29	8.46	8.46
3 Montée — Vertical stitch	6.79	11.87	10.29	8.46
4 Travers — Horizontal	4.61	4.61	4.61	4.61
5 Démontage — Unlasting	\$72.57	\$91.43	\$84.58	\$75.97
B) Chaussures de femmes — Women's shoes:				
Opér.—Oper.				
No. Pointures: 3 à 9 — No Sizes 3 to 9				
6 Montage — Lasting	\$ 6.79	\$10.29	\$10.29	\$10.29
Coudre — Sewing	44.15	50.93	47.59	40.91
7 Plateau — Vamp	5.01	10.29	8.46	8.46
8 Montée — Vertical stitch	5.01	11.87	10.29	8.46
9 Travers — Horizontal	4.61	4.61	4.61	4.61
10 Démontage — Unlasting	\$65.57	\$87.99	\$81.24	\$72.73
C) Chaussures de garçons — Boy's shoes:				
Opér.—Oper.				
No. Pointures: 1 à 5 — No Sizes 1 to 5				
11 Montage — Lasting	\$10.29	\$10.29	\$10.29	\$10.29
Coudre — Sewing	47.59	44.16	35.79	35.79
12 Plateau — Vamp	8.46	6.79	6.79	6.79
13 Montée — Vertical stitch	10.29	8.46	8.46	8.46
14 Travers — Horizontal	4.61	4.61	4.61	4.61
15 Démontage — Unlasting	\$81.24	\$74.31	\$65.94	\$65.94

Prix de 100 paires — Price for 100 pairs	SORTE DE CUIR — KIND OF LEATHER			
	<i>Vache Point- croisé</i>	<i>Boudrier cuir très dur tra- vaillé mouillé Bend: Cow hide Cross Stitch</i>	<i>Huile Oil Tan</i>	<i>Chrome Chromium</i>
	A	B	C	D
D) Chaussures de filles — Girl's shoes:				
Opér.—Oper.				
No. Pointures: 11 à 2 — No Sizes 11 to 2				
16 Montage — Lasting	\$ 5 01	\$10 29	\$10 29	\$10 29
Coudre — Sewing				
17 Plateau — Vamp	42 96	42 97	35 79	30 72
18 Montée — Vertical stitch	3 72	6 79	6 79	5 01
19 Travers — Horizontal	3 72	8 46	8 46	6 79
20 Démontage — Unlasting	3 61	4 61	4 61	4 61
	\$59.02	\$73.12	\$65.94	\$57.42
E) Chaussures d'enfants — Children's shoes:				
Opér.—Oper.				
No. Pointures: 4 à 10 — No Sizes 4 to 10				
21 Montage — Lasting	\$ 5.01	\$10 29	\$10 29	\$10 29
Coudre — Sewing				
22 Plateau — Vamp	36 12	39 14	32 28	27 27
23 Montée — Vertical stitch	3 07	6 79	6 79	5 01
24 Travers — Horizontal	3 61	8 46	8 46	6 79
25 Démontage — Unlasting	3 61	4 61	4 61	4 61
	\$51.42	\$69 29	\$62.43	\$53.97

33. *Congés annuels payés:*

a) *Période de référence:* La période de référence s'étend du 1^{er} mai de l'année précédente au 30 avril de l'année en cours.

b) *Droit au congé et indemnité de congés payés:* Tout salarié doit recevoir un congé annuel payé dont la durée est de deux semaines consécutives. L'indemnité afférente audit congé est égale à 4% du salaire brut du salarié pendant la période de référence.

L'employeur doit verser directement au salarié l'indemnité de congé à laquelle il a droit avant son départ en vacances.

c) *Période des congés:* La période des congés est fixée aux deuxième et troisième semaines complètes de juillet.

La date des congés payés ne peut être changée sans une autorisation écrite de la Commission.

Tout employeur qui, sans autorisation préalable de la Commission, fait travailler des salariés à la production de la chaussure, que ceux-ci aient été préalablement ses salariés ou non, pendant ces deux semaines ou une partie de ces deux semaines, doit les rémunérer au salaire horaire effectif majoré de 100%, en plus de leur verser l'indemnité de congés payés.

Cependant, la période des congés des salariés visés par l'article 31 de la présente ordonnance, des gardiens, des salariés de l'expédition (instock), s'étend du 1^{er} juin au 1^{er} septembre. L'employeur doit alors aviser la Commission de l'ordre des départs avant le 1^{er} mai de chaque année.

d) *Indemnité compensatrice de congés payés:* Lorsque le contrat de travail d'un salarié est résilié avant que celui-ci ait pu bénéficier des congés auxquels il avait droit, il doit recevoir une indemnité compensatrice de congés payés

33. *Annual vacation:*

a) *Period of reference:* The period of reference extends from May 1st of the preceding year to April 30 of the current year.

b) *Right to vacation and benefit of paid vacation:* All employees shall receive an annual vacation of two consecutive weeks. Indemnity for the said vacation is equal to 4% of the employees' gross wages during the reference period.

The employer must pay directly to the employee the vacation indemnity to which he is entitled before his departure for his vacation.

c) *Vacation period:* The vacation period is the second and third complete weeks of July.

The date of the vacation with pay may not be changed without the written consent of the Commission.

Any employer who, without previous authorization of the Commission, makes any employees work at shoe production, whether these wage-earners had been previously his employees or not, during these two weeks or any part thereof, shall pay them the hourly going wages plus 100% thereof, besides paying them the vacation indemnity.

However, the vacation period for employees contemplated in section 31 of the present Ordinance, watchmen, instock employees, extends from June 1st to September 1st. The employer shall notify the Commission of the order of departures before May 1st of each year.

d) *Compensating indemnity for vacation with pay:* When an employee's work contract is cancelled before he has been able to take the vacation to which he was entitled, he shall receive a compensating indemnity of vacation

déterminée d'après les dispositions du paragraphe b).

with pay determined according to the provisions of paragraph (b).

SIXIÈME PARTIE

Dispositions réglementaires

33. *Système d'enregistrement de travail*: Tout employeur doit tenir un système d'enregistrement où sont indiqués à l'encre, au crayon indélébile, par impression ou par perforation, pour chaque période de travail et pour chaque salarié à son emploi:

- a) ses nom, prénoms et adresse;
- b) sa fonction;
- c) sa date d'entrée au service de l'employeur;
- d) la période de paie;
- e) l'heure précise à laquelle chaque jour, son travail a commencé et s'est terminé;
- f) le total de ses heures de travail;
- g) ses heures supplémentaires;
- h) le taux de son salaire;
- i) le salaire gagné;
- j) les déductions faites;
- k) le montant remis au salarié;
- l) les renseignements relatifs aux congés annuels payés;
- m) tous les autres renseignements exigés par ordonnance ou règlement de la Commission.

Horloges enregistreuses: Tout employeur qui habituellement, ou dans le cours normal des affaires a, à son emploi, cinq (5) employés ou plus, est tenu d'avoir une horloge enregistreuse où tous les employés, à l'heure ou à la pièce, doivent enregistrer leur temps.

35. *Lieu de la tenue et de la conservation du système d'enregistrement*: Le système d'enregistrement doit être tenu dans la province, à l'établissement de l'employeur.

Dans le cas de multiples établissements, ce système doit être tenu à chaque établissement pour les salariés qui en relèvent.

Cependant, lorsque le traitement de la paie se fait au bureau principal ou par mécanographie, la Commission pourra accorder dispense aux conditions qu'elle déterminera par résolution.

Le système se rapportant à une année doit être conservé durant une période de six ans.

36. *Bulletin d'enregistrement*: Lorsqu'un salarié est embauché dans une fabrique de chaussures, il doit recevoir au cours de sa première semaine d'emploi un certificat attestant son opération, son taux, sa classe, s'il est engagé à l'heure ou à la pièce. Le certificat doit être signé par un représentant autorisé de l'employeur.

37. *Bulletin de paie*: Tout employeur doit remettre au salarié, avec chaque paie, un bulletin contenant les mentions suivantes:

- a) ses nom et prénoms;
- b) la période de paie;
- c) le total de ses heures de travail, les heures supplémentaires étant indiquées séparément, sauf pour les salariés visés au deuxième alinéa de l'article 14;
- d) le taux de son salaire et le salaire gagné;
- e) le montant des déductions;
- f) le montant net versé.

38. *Rapport mensuel*: Les employeurs régis par la présente ordonnance doivent transmettre à la Commission du salaire minimum un rapport mensuel écrit indiquant les nom, prénoms, et adresse de chaque salarié à leur emploi, sa qualification et sa classification, le nombre d'heures de travail faites par lui durant chaque semaine de la période pour laquelle le rapport est soumis, la nature de son travail, le salaire payé et tous

PART SIX

Statutory rules

34. *Work registration system*: All employers shall keep a work registration system wherein shall be indicated, in ink or in indelible pencil, by stamping or perforations, for each work period and for each employee in his employ:

- (a) his name, given name and address;
- (b) his position;
- (c) the date of his entry into the employer's service;
- (d) the pay period;
- (e) the exact hour at which his work was begun and finished every day;
- (f) the total number of his hours of work;
- (g) his overtime;
- (h) the rate of his wages;
- (i) the wages earned;
- (j) deductions made;
- (k) the amount given to the employee;
- (l) information relative to annual vacation;

(m) all other information required by ordinance or regulation of the Commission.

Punch clocks: Every firm who usually, during the normal course of business, employees five (5) or more people, shall have a punch clock on which all employees, by the hour or by the piece, shall register their time.

35. *Place of keeping and retaining of registration system*: The registration system shall be kept in the Province, in the employer's establishment.

In the case of several establishments, this system shall be kept in each establishment for the employees who belong thereto.

However, when the pay is calculated in the main office or by computer, the Commission may grant an exemption on the conditions which it will decide by resolution.

The system pertaining to one year shall be kept for a period of six years.

36. *Statement of hiring*: When an employee is hired in a shoe factory, he shall receive, during the first week of work, a certificate stating his functions, his rate, his class, if he was hired by the hour or the piece. The certificate shall be signed by an authorized representative of the employer.

37. *Pay statement*: Every employer shall give an employee, with each pay, a statement showing:

- (a) his name and surname;
- (b) the pay period;
- (c) the total number of his hours of work, overtime being shown separately, save for employees contemplated in the second paragraph of section 14;
- (d) the rate of his salary and the wages earned;
- (e) the amount of deductions;
- (f) his take-home pay;

38. *Monthly report*: Employers governed by the present Ordinance shall transmit to the Minimum Wage Commission, a monthly report in writing, indicating the name, in full and address of each employee in their employ, his qualification and classification, the number of hours worked by him during each week of the period for which the report is submitted, the nature of such work, the wages paid and all other information the

autres renseignements exigés par la Commission. Cette déclaration doit être produite sur la formule fournie par la Commission à cette fin, et doit lui parvenir au plus tard avant le 15^e jour de chaque mois pour le mois précédent.

39. *Affichage*: Tout employeur doit afficher et tenir affichés à la vue de ses salariés, tous règlements, résolutions, ordonnances ou documents qui lui sont transmis à cette fin par la Commission.

SEPTIÈME PARTIE

Dispositions finales

40. *Ordonnance no 7, 1966 abrogée*: L'ordonnance no 7, 1966 adoptée par la Commission le 22 juin 1966, approuvée par l'arrêté en conseil numéro 1065 du 30 juin 1966 et publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 9 juillet 1966 ainsi que ses amendements est par la présente abrogée à compter de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

41. *Entrée en vigueur*: La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

42. *Durée*: La présente ordonnance demeurera en vigueur jusqu'au 30 avril 1968.

Faite et signée en la ville de Québec, ce dix-neuvième jour de juin, mil neuf cent soixante-sept.

Copie conforme.

(Sceau) COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM.

Le Président,
ALEX BASTIEN,
Juge provincial.
Le Secrétaire,

20418-o

PAUL DE LA DURANTAYE.

Commission shall require. This report shall be submitted on forms supplied by the Commission for that purpose, and shall have reached the Commission on or before the fifteenth day of each month for the preceding month.

39. *Posting*: All employers shall post and kept posted in the sight of his employees, all regulations, resolutions, ordinances or documents sent to them for this purpose by the Commission.

PART SEVEN

Final provisions

40. *Ordinance No. 7, 1966 abrogated*: Ordinance No. 7, 1966, adopted by the Commission on June 22, 1966, approved by Order in Council number 1065 of June 30, 1966, and published in the *Québec Official Gazette* of July 9, 1966, and its amendments, is hereby rescinded on and from the date of the coming into force of the present Ordinance.

41. *Coming into force*: The present Ordinance shall come into force on the day of its publication in the *Québec Official Gazette*.

42. *Duration*: The present Ordinance shall remain in force until April 30, 1968.

Signed and ated in the City of Montreal, this fifteenth day of June, one thousand nine hundred and sixty-seven.

True copy.

(Seal)

MINIMUM WAGE COMMISSION.
ALEX BASTIEN,
Provincial Judge,
President.

PAUL DE LA DURANTAYE,
Secretary.

20418

Demande à la Législature

Succession Hon. Trefflé Berthiaume

Avis est par les présentes donné que Gilles Berthiaume, éditeur, André Bourgoin Berthiaume, administrateur, tous deux de la cité d'Outremont, Marie Berthiaume, assistante trésorière, épouse de Gabriel Lord, dentiste, de la cité de Montréal, Charles Arthur Berthiaume, administrateur, de Ville Mont-Royal, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec à la présente ou prochaine session afin d'obtenir l'adoption d'une loi abrogeant les articles 5 et 6 de la Loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 173, et l'article 5 de la Loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 175 et concernant certaines dispositions du testament et des donations fiduciaires de feu l'honorable Trefflé Berthiaume, et pour autres fins.

Montréal, le 5 juillet 1967.

Les Procureurs des pétitionnaires,

GAGNON, DE BILLY, CANTIN

20382-27-4-o

& DIONNE.

Application to Legislature

Succession Hon. Trefflé Berthiaume

Notice is hereby given that Gilles Berthiaume, publisher, André Bourgoin Berthiaume, administrator, both of the city of Outremont, Marie Berthiaume, assistant treasurer, wife of Gabriel Lord, dentist, of the city of Montreal, and Charles Arthur Berthiaume, administrator, of the town of Mount-Royal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present or next session, for the passing of an act abrogating sections 5 and 6 of the Act 3-4 Elizabeth II, chapter 173 and section 5 of the Act 9-10 Elizabeth II, chapter 175, and relating to certain dispositions of the will of and gifts by the late honourable Trefflé Berthiaume, and for any other purposes.

Montreal, July 5, 1967.

GAGNON, DE BILLY, CANTIN

& DIONNE.

20382-27-4-o

Solicitors for the Petitioners.

Lettres patentes annulées

Avis

Avis est donné qu'en vertu de l'article 24 de la Loi des compagnies, la compagnie dont le nom suit a omis pendant deux années consécutives de produire le rapport prescrit par l'article 4 de la Loi des renseignements sur les compagnies et de ce fait est passible d'annulation, soixante jours après la publication de cet avis.

Letters Patent Annuled

Notice

Notice is given under Section 24 of the Companies Act that the following company has failed to file, during two consecutive years, the return required by Section 4 of the Companies Information Act and for this reason is liable to be annulled sixty days after the publication of this notice.

Nom de la compagnie: Les Meubles du Nord
Inc. Date des lettres patentes, le 18 avril 1963.
Le Sous-secrétaire de la province,
20395-o RAYMOND DOUVILLE.

Name of the company: Les Meubles du Nord
Inc. Date of the letters patent, April 18, 1967.
RAYMOND DOUVILLE,
20395-o Assistant Secretary of the Province.

Avis d'annulation de lettres patentes

Notice of Cancellation of Letters Patent

Avis

Avis est donné qu'en vertu de l'article 25 de la Loi des compagnies le secrétaire de la province a décrété l'annulation de la charte de la compagnie dont le nom suit. Nom de la compagnie: Fédération Catholique des Associations de Parents de la Province de Québec. Date des lettres patentes, le 4 décembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
20395-o RAYMOND DOUVILLE.

Notice

Notice is given, under Section 25 of the Companies Act, that the Provincial Secretary has decreed the annulment of the charter of the following company. Name of the company: Fédération Catholique des Associations de Parents de la Province de Québec. Date of the letters patent, December 4, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
20395-o Assistant Secretary of the Province.

Commission de Géographie de Québec

Quebec Geographical Commission

Avis

Avis est par le présent donné, qu'à une séance de la Commission de Géographie du Québec, il a été résolu de donner les noms suivants aux lacs et aux cours d'eau du territoire québécois.

Lacs des Loups-Marins, dans le territoire du Nouveau-Québec, situés à la latitude 56° 31' et à la longitude 73° 35'.

Lac Dollard-des-Ormeaux, qui est un élargissement de la rivière des Outaouais. Cette pièce d'eau est comprise entre les villages de Carillon et de Granville, dans le comté municipal d'Argenteuil.

Ruisseau Quesnel, affluent de la rivière Rigaud-Est, situé dans le comté municipal de Vaudreuil, à la latitude 45° 27' et à la longitude 74° 25'.

Ruisseau Blanc, affluent de la rivière Rigaud-Est, situé dans le comté municipal de Vaudreuil, à la latitude 45° 28' et à la longitude 74° 23'.

Ruisseau des Belles-Amours, situé dans le canton de Phélypeaux, du comté municipal de Saguenay, à la latitude 51° 29' et à la longitude 57° 27'.

Rivière Beaudet, située dans le comté municipal de Soulanges, à la latitude 45° 12' et à la longitude 74° 19'.

Pointe Beaudet, située dans le comté municipal de Soulanges à la latitude 45° 12' et à la longitude 74° 20'.

Ces décisions ont reçu l'approbation du Ministre des Terres et Forêts en conformité du chapitre 100 des Statuts refondus du Québec 1964.

Québec, le 10 juillet 1967.

20435-o *Le Secrétaire,*
JEAN POIRIER.

Notice

Notice is hereby given that, at a meeting of the Quebec Geographical Commission, a resolution was adopted giving the following names to the lakes and watercourses on Quebec land.

Lac des Loups-Marins, in the territory of New-Quebec, situated at latitude 56° 31' and at longitude 73° 35'.

Lac Dollard-des-Ormeaux, which is a widening of the Outaouais River. This body of water is situated between the Villages of Carillon and Grenville in the municipal county of Argenteuil.

Ruisseau Quesnel, tributary of Rigaud-East River, situated in the municipal county of Vaudreuil, at latitude 45° 27' and at longitude 74° 25'.

Ruisseau Blanc, tributary of Rigaud-East River, in the municipal county of Vaudreuil, at latitude 45° 28' and at longitude 74° 23'.

Ruisseau des Belles-Amours, situated in the Township of Phélypeaux, in the municipal county of Saguenay, at latitude 51° 29' and at longitude 57° 27'.

Rivière Beaudet, situated in the municipal county of Soulanges, at latitude 45° 12' and at longitude 74° 19'.

Pointe Beaudet, situated in the municipal county of Soulanges, at latitude 45° 12' and at longitude 74° 20'.

These decisions received the approval of the Minister of Lands and Forests, pursuant to chapter 100 of the Revised Statutes of Quebec, 1964.

Québec, July 10, 1967.

20435 JEAN POIRIER,
Secretary.

Compagnies dissoutes

Companies Dissolved

Cavendish Jewellery Ltd.

Cavendish Jewellery Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Cavendish Jewellery Ltd. », constituée en corporation le 14 février 1950, à compter du 14 juillet 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
20394-o RAYMOND DOUVILLE.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Cavendish Jewellery Ltd.", incorporated on February 14, 1950, on and from July 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
2296-50 Assistant Secretary of the Province.

Credo Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Credo Holdings Ltd. », constituée en corporation le 14 mai 1959, à compter du 14 juillet 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394-o

12896-59

Credo Holdings Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Credo Holdings Ltd.", incorporated on May 14, 1959, on and from July 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province,

20394

12896-59

Lotus Construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Lotus Construction inc. », constituée en corporation le 9 mars 1962, à compter du 14 juillet 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394-o

11075-62

Lotus Construction inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Lotus Construction inc.", incorporated on March 9, 1962, on and from July 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province,

20394

11075-62

**Le Magasin Duparquet, limitée
Duparquet Store, Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Le Magasin Duparquet, limitée — Duparquet Store, Ltd. », constituée en corporation le 13 avril 1933, à compter du 14 juillet 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394-o

675-33

**Le Magasin Duparquet, limitée
Duparquet Store, Ltd.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Le Magasin Duparquet, limitée — Duparquet Store, Ltd.", incorporated on April 13, 1933, on and from July 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province,

20394

675-33

Marché Saint-Benoit inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Marché Saint-Benoit inc. », constituée en corporation le 24 août 1960, à compter du 14 juillet 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394-o

13457-60

Marché Saint-Benoit inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Marché Saint-Benoit inc.", incorporated on August 24, 1960, on and from July 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province,

20394

13457-60

Plateau Laval, limitée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Plateau Laval, limitée », constituée en corporation le 13 novembre 1914, à compter du 14 juillet 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394-o

2166-14

Plateau Laval, limitée

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Plateau Laval, limitée", incorporated on November 13, 1914, on and from July 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province,

20394

2166-14

Les Publications Financières inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Les Publications Financières inc. », constituée en corporation le 26 janvier 1960, à compter du 14 juillet 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394-o

10047-60

Les Publications Financières inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Les Publications Financières inc.", incorporated on January 26, 1960, on and from July 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province,

20394

10047-60

Rochel inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Rochel inc. », constituée en corporation le 9 mars 1961, à compter du 14 juillet 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394-o

10653-61

Rochel inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Rochel inc.", incorporated on March 9, 1961, on and from July 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province,

20394

10653-61

**La Société de Gestion Métallurgique Itée
Métallurgical Holdings Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « La Société de Gestion Métallurgique Itée — Metallurgical Holdings Ltd. », constituée en corporation le 2 novembre 1965, à compter du 14 juillet 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20394-o 4825-65

S. S. A. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « S. S. A. inc. », constituée en corporation le 23 mars 1965, à compter du 14 juillet 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20394-o 990-65

Samark Realty Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Samark Realty Corporation », constituée en corporation le 22 mai 1950, à compter du 14 juillet 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20394-o 4105-50

Standard Tobacco Company

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Standard Tobacco Company », constituée en corporation le 21 décembre 1949, à compter du 14 juillet 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20394-o 9404-49

Tabagie St-Raphael Itée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Tabagie St-Raphael Itée », constituée en corporation le 27 janvier 1964, à compter du 14 juillet 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20394-o 314-64

**Les Constructions Boni Itée
Boni Construction Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Les Constructions Boni Itée — Boni Construction Ltd. », constituée en corporation le 20 février 1963, à compter du 14 juillet 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20394-o 787-63

Collège Jean-Jacques Olier

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Collège Jean-Jacques Olier », constitué en corporation le 20 mars 1959, à compter du 14 juillet 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20394-o 11731-59

**La Société de Gestion Métallurgique Itée
Métallurgical Holdings Ltd.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "La Société de Gestion Métallurgique Itée — Metallurgical Holdings Ltd.", incorporated on November 2, 1965, on and from July 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20394 4825-65

S. S. A. inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "S. S. A. inc.", incorporated on March 23, 1965, on and from July 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20394 990-65

Samark Realty Corporation

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Samark Realty Corporation", incorporated on May 22, 1950, on and from July 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20394 4105-50

Standard Tobacco Company

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Standard Tobacco Company", incorporated on December 21, 1949, on and from July 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20394 9404-49

Tabagie St-Raphael Itée

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Tabagie St-Raphael Itée", incorporated on January 27, 1964, on and from July 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20394 314-64

**Les Constructions Boni Itée
Boni Construction Ltd.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Les Constructions Boni Itée — Boni Construction Ltd.", incorporated on February 20, 1963, on and from July 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20394 787-63

Collège Jean-Jacques Olier

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Collège Jean-Jacques Olier", incorporated on March 20, 1959, on and from July 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20394 11731-59

Electronic Reproductions Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Electronic Reproductions Ltd. », constituée en corporation le 8 janvier 1960, à compter du 14 juillet 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394-o

10058-60

Goyer Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Goyer Investment Corp. », constituée en corporation le 31 octobre 1957, à compter du 14 juillet 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394-o

13419-57

Hôpital St-Félix Hospital Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Hôpital St-Félix Hospital Inc. », constituée en corporation le 14 octobre 1953, à compter du 14 juillet 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394-o

45540-53

The Montrealer Hotel Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « The Montrealer Hotel Limited », constituée en corporation le 31 octobre 1944, à compter du 14 juillet 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394-o

5020-44

The St. Hubert Building Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « The St. Hubert Building Inc. », constituée en corporation le 25 novembre 1953, à compter du 14 juillet 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394-o

49066-53

Villa St. Vincent

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Villa St. Vincent », constituée en corporation le 19 février 1936, à compter du 14 juillet 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394-o

380-36

Electronic Reproductions Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Electronic Reproductions Ltd.", incorporated on January 8, 1960, on and from July 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20394

10058-60

Goyer Investment Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Goyer Investment Corp.", incorporated on October 31, 1957, on and from July 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20394

13419-57

Hôpital St-Félix Hospital Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Hôpital St-Félix Hospital Inc.", incorporated on October 14, 1953, on and from July 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20394

45540-53

The Montrealer Hotel Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "The Montrealer Hotel Limited", incorporated on October 31, 1944, on and from July 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20394

5020-44

The St. Hubert Building Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "The St. Hubert Building Inc.", incorporated on November 25, 1953, on and from July 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20394

49066-53

Villa St. Vincent

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Villa St. Vincent", incorporated on February 19, 1936, on and from July 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20394

380-36

Vente — Loi de faillite

Élias Marin

Canada, Province de Québec, district de Rimouski, Cour Supérieure (en matière de faillite) No F-335; dans l'affaire de la faillite de: Élias

Sale — Bankruptcy Act

Élias Marin

Canada, Province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court (in bankruptcy) No. F-335; in the matter of bankruptcy of: Élias

Marin, faisant affaire seul sous les nom et raison sociale de Elias Trading Enr., Carleton, comté de Bonaventure, Québec, failli.

Avis est par les présentes donné que VEN-DREDI, le DIX-HUITIÈME jour d'AOÛT 1967, à DIX heures de l'avant-midi, sera vendu par auan public à la porte de l'église de Carleton, comté de Bonaventure, l'immeuble de cette faillite, à savoir:

a) Un certain terrain ou emplacement situé à Carleton, dans le comté de Bonaventure, dans le premier rang du canton Carleton, connu et désigné comme étant partie du lot numéro cinquante-trois-C (Ptie 53-C) du cadastre officiel du canton de Carleton, étant situé dans la partie sud-est dudit lot, en bordure du chemin public, ledit immeuble maintenant mieux connu et désigné comme étant la subdivision deux (2) du lot primitif 53-C desdits rang et canton, étant borné ledit emplacement comme suit: au nord et à l'ouest par la partie du lot 53-C, appartenant à la Canadian International Paper, à l'est par partie du lot 53-D appartenant à M. Stewart Verge et au sud par le chemin public, boulevard Perron, mesurant ledit emplacement cent quatre-vingt-six pieds (186') au nord, six cent soixante-treize pieds (673') à l'est, soixante-quatre pieds (64') au sud, six cent soixante-quinze pieds à l'ouest (675'), avec une maison dessus construite, circonstances et dépendances.

Cet immeuble sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur.

Les titre et certificat peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au bureau du syndic soussigné.

L'immeuble peut être visité en s'adressant à monsieur Albert Alain de Carleton.

Cette vente est faite conformément aux articles 670, 671, 683 et suivants du Code de Procédure Civil et aussi à l'article 55 de la Loi sur la faillite.

Cette vente équivaut à la vente faite par le shérif avec l'effet du décret et faite conformément au jugement rendu par monsieur J. B. Desjardins, registraire de la Loi sur la faillite en date du 5 juillet 1967.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Rimouski, Québec, ce 10 juillet 1967.

Le Syndic,

HENRI A. MARTIN.

20438-o

Marin, carrying on business alone under the name and style of Elias Trading Enr., Carleton, county of Bonaventure, Quebec, bankrupt.

Notice is hereby given that on FRIDAY, the EIGHTEENTH day of AUGUST, 1967, at TEN o'clock in the morning, the immoveable of this bankruptcy will be sold by public auction at the church door of Carleton, county of Bonaventure, to wit:

(a) A certain piece of land or emplacement situated at Carleton, in the county of Bonaventure, in the first range of the township of Carleton, known and designated as being part of lot number fifty-three-C (Pt. 53-C) of the official cadastre of the township of Carleton, being situated in the south-east part of the said lot, near the public road, the said immoveable now better known and designated as being subdivision two (2) of primitive lot 53-C of the said range and township, being bounded, the said emplacement as follows: on the north and west by part of lot 53-C, belonging to the Canadian International Paper, on the east by part of lot 53-D belonging to Mr. Stewart Verge and on the south by the public road, Perron Boulevard, the said emplacement measuring one hundred and eighty-six feet (186') on the north, six hundred and seventy-three feet (673') on the east, sixty-four feet (64') on the south, six hundred and seventy-five feet on the west (675'), with a house constructed thereon, circumstances and dependencies.

This immoveable will be offered in sale to the highest and last bidder.

The deeds and certificates may be examined at any time by applying to the office of the undersigned trustee.

The immoveable may be visited by applying to Mister Albert Alain of Carleton.

This sale is made pursuant to sections 670, 671, 683 and according to the Code of Civil Procedure, and also to section 55 of the Bankruptcy Act.

This sale is equivalent to a Sheriff's sale with the effect of the decree and made in conformity with the judgment rendered by Mister J. B. Desjardins, registrar for the Bankruptcy Act on July 5, 1967.

Conditions of payment: Cash.

Rimouski, Quebec, July 10, 1967.

HENRI A. MARTIN,

Licensed Trustee.

20438

Ventes pour taxes

Ville de Matane

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la ville de Matane, que les propriétés ci-dessous désignées et situées dans les limites de la ville de Matane, seront vendues à l'enchère publique, à l'hôtel de ville de Matane, le NEUVIÈME jour du mois d'AOÛT mil neuf cent soixante-sept, à DIX heures de l'avant-midi, (H.N.A.) pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires et autres impositions, ainsi que pour payer les frais encourus pour et par la vente, à moins que ces taxes et autres impositions et dépens ne soient payés avant la vente, à savoir:

Caron, Anicet — Subdivision deux de la subdivision quarante-deux de la subdivision trente-neuf du lot soixante-dix-huit (78-39-42-2) des plans et livres de renvoi officiels du cadastre

Sales for Taxes

Town of Matane

Public notice is hereby given by the undersigned, secretary-treasurer of the town of Matane, that the properties hereinafter described and situated in the limits of the town of Matane will be sold by Public Auction at the Town Hall of Matane, on the NINTH day of the month of AUGUST, one thousand nine hundred and sixty-seven, at TEN o'clock in the morning, (A.S.T.) to satisfy the payment of municipal, school and other imposition taxes, as well as to pay the costs incurred for and by the sale, unless these taxes and other impositions and expenses be paid before the sale, to wit:

Caron, Anicet — Subdivision two of subdivision forty-two of subdivision thirty-nine of lot seventy-eight (78-39-42-2) of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of

de la paroisse de St-Jérôme de Matane, ville de Matane. Taxes: \$731.94.

Caron, Anicet — Subdivision un de la subdivision quarante-deux de la subdivision trente-neuf du lot soixante-dix-huit (78-39-42-1) et subdivision un de la subdivision deux de la subdivision quarante-deux de la subdivision trente-neuf du lot soixante-dix-huit (78-39-42-2-1) des plans et livres de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Jérôme de Matane, ville de Matane. Taxes: \$929.29.

Charest, Valmond — Subdivision trente du lot soixante-dix-huit (78-30) des plans et livres de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Jérôme de Matane, ville de Matane. Taxes: \$107.08.

Charette, Georges — Subdivision vingt-huit du lot cent quatre (104-28) des plans et livres de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Jérôme de Matane, ville de Matane. Taxes: \$257.05.

Deschênes, Honoré — Subdivision sept du lot cent vingt et un (121-7) des plans et livres de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Jérôme de Matane, ville de Matane. Taxes: \$98.18.

Gauthier, Adrien — Lots deux cent quinze (215), deux cent seize (216) et deux cent dix-sept (217) des plans et livres de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Jérôme de Matane, ville de Matane. Taxes: \$923.94.

Lefrançois, Gérard — Subdivision cinquante-cinq du lot cent cinquante-sept (157-55) des plans et livres de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Jérôme de Matane, ville de Matane. Taxes: \$1,962.56.

Otis, Rodolphe — Subdivision cent vingt-huit du lot cent quatre-vingt-onze (191-128) des plans et livres de renvoi officiels du cadastre de la paroisse St-Jérôme de Matane, ville de Matane. Taxes: \$693.27.

Donné à Matane, ce sixième jour de juillet de l'an mil neuf cent soixante-sept.

Le Secrétaire-trésorier,

OLIVIER PHILIBERT.

20449-28-2-o

St-Jérôme de Matane, town of Matane. Taxes: \$731.94.

Caron, Anicet — Subdivision one of subdivision forty-two of subdivision thirty-nine of lot seventy-eight (78-39-42-1) and subdivision one of subdivision two of subdivision forty-two of subdivision thirty-nine of lot seventy-eight (78-39-42-2-1) of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of St-Jérôme de Matane, town of Matane. Taxes: \$929.29.

Charest, Valmond — Subdivision thirty of lot seventy-eight (78-30) of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of St-Jérôme de Matane, town of Matane. Taxes: \$107.08.

Charette, Georges — Subdivision twenty-eight of lot one hundred and four (104-28) of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of St-Jérôme de Matane, town of Matane. Taxes: \$257.05.

Deschênes, Honoré — Subdivision seven of lot one hundred and twenty-one (121-7) of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of St-Jérôme de Matane, town of Matane. Taxes: \$98.18.

Gauthier, Adrien — Lots two hundred and fifteen (215), two hundred and sixteen (216), and two hundred and seventeen (217) of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of St-Jérôme de Matane, town of Matane. Taxes: \$923.94.

Lefrançois, Gérard — Subdivision fifty-five of lot one hundred and fifty-seven (157-55) of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of St-Jérôme de Matane, town of Matane. Taxes: \$1,962.56.

Otis, Rodolphe — Subdivision one hundred and twenty-eight of lot one hundred and ninety-one (191-128) of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of St-Jérôme de Matane, town of Matane. Taxes: \$693.27.

Given at Matane this sixth day of July, one thousand nine hundred and sixty-seven.

OLIVIER PHILIBERT,

Secretary-Treasurer.

20449-28-2

Cité de Trois-Rivières

Avis public est par le présent donné que le TROISIÈME jour du mois d'AOÛT, mil neuf cent soixante-sept, à DIX heures de l'avant-midi, à l'Hôtel de Ville de la cité des Trois-Rivières, les terres et héritages ci-dessous désignés seront vendus comme étant grevés de taxes qui n'ont pas été payées dans les six mois après l'avis du dépôt du rôle, tel que requis par la loi; certains de ces immeubles seront vendus à charge pour l'adjudicataire d'acquitter les taxes consolidées et les versements sur trottoirs permanents non exigibles, savoir:

1° Un emplacement situé en ladite cité des Trois-Rivières, sur la rue Ste-Cécile, contenant cinquante-deux pieds de largeur par cent vingt pieds, plus ou moins de profondeur, borné en front, à ladite rue Ste-Cécile, en arrière à un ruisseau, joignant du côté sud-est à Madame Wellie Rochefort, ou représentants, et de l'autre côté, au nord-ouest à Victor Lord, ou représentants, avec une maison et autres bâtisses dessus construites, et étant la partie sud-est du lot de

City of Trois-Rivières

Public notice is hereby given that on the THIRD day of the month of AUGUST, one thousand nine hundred and sixty-seven at TEN o'clock in the forenoon at the City Hall of the city of Trois-Rivières, the lands and tenements hereinafter designated will be sold as being encumbered by taxes which have not been paid in the six months after the notice of the deposit of the roll, as required by law; certain of these immovables will be sold subject to charge for the purchaser to pay the consolidated taxes and payments not due on permanent sidewalks, to wit:

1. An emplacement situated in the said city of Trois-Rivières on Ste-Cécile Street, containing fifty-two feet in width by one hundred and twenty feet, more or less in depth, bounded in front by the said Ste-Cécile Street, in the rear by a stream, on the southeast side being next to Mrs. Willie Rochefort, or representatives and on the other side, on the northwest to Victor Lord, or representatives, with a house and other buildings thereon erected, and being the south-

terre connu et désigné comme étant le lot numéro deux mille soixante et onze (P. 2071) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, sous la réserve en faveur de Maurice Vézina, du droit de passer sur ledit terrain près de sa ligne sud-est pour réparer avec bâtisses sur son terrain avoisinant, quant il aura besoin de le faire, comme appartenant à Maurice Vézina et al.

2° Les lots Nos 1755-298-2 et 1755-299-1 du cadastre de la cité des Trois-Rivières, avec bâtisse, comme appartenant à Madame Léo Clavet.

3° Un emplacement en la cité des Trois-Rivières, composé:

a) Du lot No 2161 du cadastre de la cité des Trois-Rivières;

b) Du lot No 2164 du cadastre de la cité des Trois-Rivières; et

c) une partie du No 2162 du cadastre de la cité des Trois-Rivières, mesurant 18'4" dans sa ligne nord-ouest, 13' dans sa ligne sud-est, par une profondeur moyenne de 33' mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit: au nord-ouest par une partie du No 2161, au nord-est, par une partie du No 2164, au sud-est par une partie du No 2163 et au sud-ouest par le résidu dudit No 2162.

Avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, connues sous le nom de « Château de Blois » et sujet à la servitude de vue, d'ouverture, de non-construction établie aux termes de l'acte enregistré au bureau d'enregistrement de la cité des Trois-Rivières, sous le No 152737 et avec la servitude de vue en faveur du lot No 2162 telle qu'établie aux termes d'un acte enregistré aux Trois-Rivières sous le No 204563, comme appartenant à « Château de Blois Inc. »

4° Un terrain situé sur la rue Séverin Ameau, en la cité des Trois-Rivières, connu et désigné comme étant le lot No 178-83 du cadastre officiel de la paroisse des Trois-Rivières, avec bâtisses dessus construites, comme appartenant à M. J. Alfred Vallières.

5° Un emplacement situé au coin des rues Badeaux et St-Antoine, en la cité des Trois-Rivières, contenant 62' de largeur sur la rue Badeaux par 142' de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, connu et désigné au cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières comme étant composé:

a) Du lot No 653;

b) de la partie nord-est du No 654 et

c) de partie du No 649 moins la partie desdits

Nos 653 et 654 distraite pour l'élargissement de ladite rue Badeaux, et renfermé dans les bornes suivantes: Au front, au sud-est à ladite rue Badeaux, telle qu'elle existe actuellement, en profondeur, au nord-ouest, à une autre partie dudit No 649 appartenant à J. L. Durant, ou représentants, du côté sud-ouest à la rue St-Antoine, telle qu'elle a été établie, et du côté nord-est par le lot No 652 appartenant à Irénée Bergeron, représentant la Succession Louis Bergeron, étant l'immeuble ci-après décrit, et par la partie du No 649 appartenant à A. J. B. Robert et J. L. Durant, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances et comprenant entre autres l'Hôtel St-Maurice, autrefois, connu sous le nom de Hôtel Commercial, magasins, etc., sujet à la mitoyenneté de mur accordée audit A. J. B. Robert et pour l'utilité de sondit immeuble;

east part of lot of land known and designated as being lot number two thousand and seventy-one (P. 2071) on the official cadaster of Trois-Rivières, under reserve in favor of Maurice Vézina, of the right of way on the said lot of land next to its southeast line in order to repair his buildings on his adjoining lot of land, when he has to do it, as belonging to Maurice Vézina et al.

2. Lots Nos. 1755-298-2 and 1755-299-1 of the cadaster for the city of Trois-Rivières, with buildings, as belonging to Mrs. Léo Clavet.

3. An emplacement in the city of Trois-Rivières, composed:

(a) Of lot No. 2161 of the cadaster for the city of Trois-Rivières; and

(b) Of lot No. 2164 of the cadaster for the city of Trois-Rivières; and

(c) a part of No. 2162 of the cadaster for the city of Trois-Rivières, measuring 18'4" in its northwest line 13' in its southeast line, by an average depth of 33' english measure and more or less, and bounded as follows: On the northwest by a part of number 2161, on the northeast, by a part of No. 2164, on the southeast by a part of No. 2163 and on the southwest by the residue of said No. 2162.

With all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, known under the name of "Château De Blois" and subject to the servitude of view, opening, non-building established by the terms of a deed registered at the Registration Office of the city of Trois-Rivières under No. 152737 and with the servitude of view in favor of lot No. 2162 as established by the terms of a deed registered at Trois-Rivières under No. 204563, as belonging to "Château De Blois Inc."

4. A lot of land situated on Séverin Ameau Street, in the city of Trois-Rivières, known and designated as being lot No. 178-83 of the official cadaster of the parish of Trois-Rivières, with buildings thereon erected, as belonging to Mr. J.-Alfred Vallières.

5. An emplacement situated at the corner of Badeaux and St-Antoine Streets, in the city of Trois-Rivières containing 62' in width on Badeaux Street by 142' in depth, English measure and more or less, known and designated on the official cadaster for the city of Trois-Rivières as being composed:

a) Of lot No. 653;

b) Of the northeast part of No. 654 and

c) Of part of No. 649 less the part of said lots

No. 653 and 654 withdrawn for the widening of the said Badeaux Street, and enclosed in the following boundaries: In front on the southeast by the said Badeaux Street as it exists actually, in depth, on the northwest by another part of said No. 649 belonging to J.-L. Durant, or representatives, on the southwest side by St-Antoine Street, as it has been established, and on the northeast side by lot No. 652 belonging to Irénée Bergeron, representing the Estate of Louis Bergeron, being the immoveable herein-after described, and by part of No. 649 belonging to A.-J.-B. Robert and J.-L. Durant, with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies and comprising among others the "Hôtel St-Maurice", formerly known under the name of "Hôtel Commercial" stores etc., subject to the joint ownership of wall granted to the said A.-J.-B. Robert and for the utility of his immoveable;

Un emplacement situé du côté nord-ouest de la rue Badeaux, voisin et contigu à celui-ci dessus décrit, connu et désigné comme étant le lot No 652 dudit cadastre de la cité des Trois-Rivières, moins cependant et à distraire la partie frontale d'icelui expropriée par la Corporation de la cité des Trois-Rivières, pour l'élargissement de ladite rue Badeaux, suivant titres enregistrés, comme aussi avec et sujet aux servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, s'y rapportant; avec la maison dessus construite, actuellement incorporée audit Hôtel St-Maurice, et autres bâtisses, circonstances et dépendances; le tout tel que bien connu de l'acquéreur (Cie de Gestion St-Maurice Inc.) pour avoir été visité et examiné par celle-ci et pour lequel elle se déclare contente et satisfaite, ainsi que les deux ascenseurs situés dans lesdits immeubles.

Le droit de mitoyenneté dans le mur érigé dans et sur la lisière de terrain indiquée en couleur et comprises entre les lettres A, L, K, D, sur un plan de M. Benjamin Bourgeois, i.c. et a.g. en date du 15 février 1926, avec en plus le droit de mitoyenneté dans la lisière de terrain dans et sur laquelle ledit mur est construit, laquelle lisière de terrain est une partie dudit No. 652 du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières et tel que plus amplement décrit à un acte de vente passé devant Robert Poirier, notaire aux Trois-Rivières, le 21 octobre 1938 (enregistré à Trois-Rivières sous le No 122867) entre Hôtel St-Maurice Ltée, Dame Marie Flore Salvail et autres, lesdits immeubles compris entre les lettres A, B, C, D, E, F, G, H, A sur un plan préparé par Ernest L. Duplessis, le 18 janvier 1951, et dont une copie est demeurée annexée à un acte de vente consenti par O'Leary Mercure et al à Armand Plouffe et Edmour Hudon devant J. Théo Legault, Jr., notaire, à Montréal le 23 janvier 1951 et enregistré à Trois-Rivières, sous le No 167571 et dont il est fait mention ci-après, avec aussi leurs droits, prétentions et intérêts dans cette lisière de terre formant partie du susdit No 649, comprise entre les lettres G, H, I, J, G au plan ci-dessus mentionné, comme appartenant à La Cie de Gestion St-Maurice Inc.

6° Un emplacement rue Gervais, étant la partie sud-est du No 170 du cadastre de la cité des Trois-Rivières, contenant 37 pieds de largeur, au front sur ladite rue, et 28'6" de largeur à la profondeur, qui est de 123'6"; le tout à mesure anglaise, borné en front par ladite rue, en profondeur par le No 219, du côté sud-est par le No 169, et du côté nord-ouest par le surplus du No 170, avec bâtisses, circonstances et dépendances, comme appartenant à M. H. Paul Lemerise.

7° Le lot No 1120-281 du cadastre de la cité des Trois-Rivières, comme appartenant à Palder Construction Ltd.

8° Le lot No 1123-290 du cadastre de la cité des Trois-Rivières, comme appartenant à M. Hervé Masse.

9° Un terrain connu et désigné comme faisant partie du lot numéro deux cent trente-six (P. 236) du cadastre officiel de la paroisse des Trois-Rivières, contenant cinquante-huit pieds de largeur par cinq piéts pieds de profondeur, borné en front par le chemin public, en profondeur et du côté nord, par le terrain de Monsieur Eugène Bellefeuille et du côté sud par le terrain de Dame Alphonse Tessier, comme appartenant à M. Maurice Morneau.

An emplacement situated on the northwest side of Badeaux Street adjoining and contiguous to that one hereinabove described, known and designated as being lot No. 652 of said cadaster for the city of Trois-Rivières, less nevertheless and to withdraw the front part of the same expropriated by the Corporation of the City of Trois-Rivières for the widening of the said Badeaux Street pursuant to registered titles, as also with and subject to the servitudes active and passive, apparent or non apparent attached thereto; with the house thereon erected, actually incorporated to the said "Hôtel St-Maurice", and other buildings, circumstances and dependencies; the whole as will known by the purchaser (Cie de Gestion St-Maurice Inc.) for having been visited and inspected by this one and for which it declares itself pleased and satisfied, as well as for the two elevators situated in the said immoveables.

The right of joint ownership in the wall erected in and on the strip of land indicated in color and comprised between letters A, L, K, D on a plan of M. Benjamin Bourgeois c.e. and l.s. bearing date February 15, 1926, with moreover the right of joint ownership on the strip of land in and on which the said wall is erected, which strip of land is a part of said lot No. 652 of the official cadaster for the city of Trois-Rivières and as more completely described by a deed of sale passed before Robert Poirier, notary in Trois-Rivières, on October 21, 1938 (registered on Trois-Rivières under No. 122867) between Hôtel St-Maurice Ltée, Dame Marie Flore Salvail and others, the said immoveables comprised between letters A, B, C, D, E, F, G, H, A on a plan prepared by Ernest L. Duplessis, on January 18, 1951, and which a copy is annexed to a deed of sale granted by O'Leary Mercure et al to Armand Plouffe and Edmour Hudon before J.-Théo Legault, Jr., notary, in Montreal, the 23rd of January, 1951 and registered in Trois-Rivières, under No. 167571 and of which a mention is made hereinafter, also with their rights, claims and interests in this strip of land forming part of aforesaid No. 649, comprised between letters G, H, I, J, G on the plan hereinabove mentioned, as belonging to "La Cie de Gestion St-Maurice Inc."

6. An emplacement on Gervais Street, being the southeast part of No. 170 of the cadaster for the city of Trois-Rivières, containing 37 feet in width, in front on the said street, and 28'6" in width in the depth which is of 123'6"; the whole in english measure, bounded in front by the said street, in depth by number 219, on the southeast side by No. 169 and on the northwest side by the remaining part of No. 170, with buildings, circumstances and dependencies, as belonging to Mr. H. Paul Lemerise.

7. Lot No. 1120-281 of the cadaster for the city of Trois-Rivières as belonging to Palder Construction Ltd.

8. Lot No. 1123-290 of the cadaster for the city of Trois-Rivières, as belonging to Mr. Hervé Masse.

9. A lot of land known and designated as forming part of lot number two hundred and thirty-six (P. 236) of the official cadaster for the parish of Trois-Rivières, containing fifty-eight feet in width by five hundred feet in depth, bounded in front by the public road, in depth and on the north side, by the land of Mr. Eugène Bellefeuille and on the south side by the land of Dame Alphonse Tessier, as belonging to Mr. Maurice Morneau.

10° Un morceau de terrain situé en la paroisse des Trois-Rivières, à être pris à soixante pieds anglais au sud-ouest, de la route du Rochon, contenant soixante pieds de largeur soit du nord-est au sud-ouest par une profondeur de cent pieds, mesure anglaise, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro deux cent trente-quatre, (P. 234), du cadastre officiel du comté de St-Maurice, pour la paroisse des Trois-Rivières, borné comme suit, savoir: — en front, vers le sud-est, par une rue, du côté sud-ouest par le vendeur, étant un terrain vendu ce jour par le présent vendeur, à Monsieur Paul Lacerte, en profondeur, vers le nord-ouest par un nommé Alarie, et de l'autre côté vers le nord-est par le vendeur, avec droit de passage dans la rue en front dudit emplacement en tout temps de l'année et tant à pieds qu'en voiture, mais aux risques et périls de l'acquéreur.

b) Un morceau de terrain situé en la paroisse des Trois-Rivières, du côté sud-ouest de la route du Rochon, contenant environ quarante-cinq pieds de largeur par deux cent vingt pieds de profondeur mesure anglaise, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro deux cent trente-quatre (P. 234) du cadastre officiel du comté de St-Maurice, pour la paroisse des Trois-Rivières, borné comme suit, en front du côté nord-est par la route du Rochon, du côté sud-est par le terrain des Père de la Communauté des Voluntas Dei, en profondeur du côté sud-ouest par le terrain de Monsieur André Gendron, et de l'autre côté vers le nord-ouest partie par Paul Lacerte et partie par l'acquéreur; avec un droit de passage suivant titres, comme appartenant à M. Jean-Louis Lefebvre.

11° Une certaine partie de terrain situé dans la province de Québec, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro trois cent trois (Ptie 303) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Étienne des Grès, comté de St-Maurice, mesurant ladite partie deux cents pieds (200') vers le nord-est et vers le sud-ouest, sur une profondeur de quatre cent trente-six pieds (436') des côtés sud-est et nord-ouest, borné comme suit: en front vers le nord-est par le Boulevard St-Jean, en arrière vers le sud-ouest et d'un côté vers le sud-est par d'autres parties dudit lot numéro trois cent trois (Pties 303) et de l'autre côté vers le nord-ouest par le lot numéro trois cent deux (302), même cadastre, comme appartenant à M. Léo Paul Chartier (le Directeur, Loi sur les terres destinées aux Anciens Combattants).

12° Le lot No 218-66 du cadastre de la paroisse des Trois-Rivières, comme appartenant à M. J. Claude Désilets.

13° Les lots Nos 248-55, 248-56 et 249-55 du cadastre de la paroisse des Trois-Rivières, comme appartenant à M. Norman Bricknell.

14° Un terrain connu et désigné comme étant une partie des lots numéros mille cinquante et mille soixante-deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro: onze cent dix-neuf (1119-P.1050 et 1119-P.1062) tous deux du cadastre de la cité des Trois-Rivières, ces terrains sont contigus l'un à l'autre, borné au nord-ouest par un surplus du lot 1119-1062 ci-après décrit, au nord-est, par le lot 1119-707, du côté sud-est par un surplus du lot 1119-1050 appartenant à Picadilly Inc. ou représentants, en front au sud-ouest, par le lot 1119-1058 étant la rue René Kimber, mesurant (95.08) quatre-vingt-quinze pieds et huit dixièmes, au nord-ouest, (40.18) quarante pieds et dix huit centièmes, au nord-est (90) quatre-vingt-dix pieds, au sud-est,

10. a) A piece of land situated in the parish of Trois-Rivières, to be taken off at sixty english feet on the southwest, from Rochon Route, containing sixty feet in width that is from the northeast to the southwest by a depth of one hundred feet, English measure, known and designated as forming part of lot number two hundred and thirty-four, (P. 234), of the official cadaster for the county of St-Maurice, for the parish of Trois-Rivières, bounded as follows, to wit:—In front, towards southeast, by a street, on the southwest side by the vendor, being a land sold this day by the actual vendor, to Mr. Paul Lacerte, in depth, towards northwest by a certain man named Alarie, and on the other side towards northeast by the vendor, with the right of way in the street in front of said emplacement in any time of the year either on foot or in vehicle, at purchaser's risk.

b) A piece of land situated in the parish of Trois-Rivières, on the southwest side of Rochon Route, containing about forty-five feet in width by two hundred and twenty-feet in depth, English measure, known and designated as forming part of lot number two hundred and thirty-four (P. 234) of the official cadaster of the county of Saint-Maurice for the parish of Trois-Rivières, bounded as follows: In front on the northeast side by Rochon Route, on the southeast side by the land of the "Pères de la Communauté des Voluntas Dei", in depth, on the southwest side by the land of Mr. André Gendron, and on the other side towards northwest partly by Paul Lacerte and partly by the purchaser; with a right of way pursuant to titles, as belonging to M. Jean-Louis Lefebvre.

11. A certain part of land situated in the province of Quebec, known and designated as being a part of lot number three hundred and three (Pt. 303) of the official cadaster for the parish of St-Étienne des Grès, county of St-Maurice, the said part measuring two hundred feet (200') towards northeast and towards southwest, by a depth of four hundred and thirty-six (436') on southeast and northwest sides, bounded as follows: In front towards northeast by St-Jean Boulevard, in the rear towards the southwest and on one side towards the southeast by other parts of said lot number three hundred and three (Pts. 303) and on the other side towards the northwest by lot number three hundred and two (302), same cadaster, as belonging to Mr. Léo Paul Chartier (the Director, Veteran's Land Act).

12. Lot No. 218-66 of the cadaster for the parish of Trois-Rivières, as belonging to Mr. J. Claude Désilets.

13. Lots Nos. 248-55, 248-56 and 249-55 of the cadaster for the parish of Trois-Rivières, as belonging to Mr. Norman Bricknell.

14. (a) A lot of land known and designated as forming part of lots number one thousand and fifty and one thousand sixty-two of the official subdivision of original lot number: eleven hundred and nineteen (1119-P. 1050 and 1119-P. 1062) both of the cadaster for the city of Trois-Rivières, these lots of land are contiguous one to another, bounded on the northwest by a residue of lot 1119-1062 hereinafter described, on the northeast by lot 1119-707, on the southeast side by a residue of lot 1119-1050 belonging to "Picadilly Inc." or representatives, in front on the southwest, by lot 1119-1058 being René Kimber Street, measuring (95.08) ninety-five feet and eight tenths, on the northwest, (40.18) forty feet and eighteen hundredths, on the northeast (90) ninety feet,

quarante pieds et quatre-vingt-huit centièmes, en front, au sud-ouest (40.88), formant 3666 pieds carrés en superficie environ, à mesure anglaise.

Avec maison y érigée, portant le No 3298 rue René Kimber; à deux logements;

Sujet au mur mitoyen dans le pan nord-ouest et droit de vues obliques, de la part de la maison construite sur la partie résiduelle du lot 1119-1062 et avec droit aux dites servitudes;

b) Un terrain connu comme partie du lot numéro mille soixante-deux de la subdivision du lot onze cent dix-neuf (1119-P-1062) du cadastre de la cité des Trois-Rivières, de forme irrégulière, borné au nord-ouest, par le lot 1119-1049, au nord-est par parties des lots 1119-708 et 707, du côté sud-est par le résidu ci-haut décrit du lot 1119-1062, en front au sud-ouest par la rue René Kimber, portant les Nos 1119-1059 et 1058 mesurant (150') cent cinquante pieds du côté nord-ouest, (39.82') trente-neuf pieds et quatre-vingt-deux centièmes au nord-est, (95.08') quatre-vingt-quinze pieds et huit centièmes au sud-est, formant une superficie de 4441 p.c., à mesure anglaise;

Avec maison à deux logements y érigés portant le No 3300 René Kimber;

Sujet au mur mitoyen dans le pan sud-est et droit de vues obliques, de la part de la maison construite sur la partie résiduelle du lot 1119-1062 et avec droit aux dites servitudes, comme appartenant à M. Réal De Lafontaine.

15° Le lot No 1120-257 du cadastre de la cité des Trois-Rivières, avec bâtisse, comme appartenant à M. Georges Lemire.

Hôtel de Ville, Trois-Rivières, le 3 juillet 1967.

Le Greffier de la Cité,

20393-27-2-o

GEORGES BEAUMIER.

on the southeast forty feet and eighty-eight hundredths, in front, on the southwest (40.88), forming about 3666 square feet in superficial area, English measure.

With a two apartment house, bearing No. 3298 René Kimber Street;

Subject to the common wall on the northwest side and oblique right of view, on the part of the house built on the residual part of lot 1119-1062 and with right to the said servitudes;

(b) A lot of land known and designated as forming part of lot number one thousand and sixty-two of the subdivision of lot eleven hundred and nineteen (1119-P-1062) of the cadaster for the city of Trois-Rivières, of irregular figure, bounded on the northwest, by lot 1119-1049, on the northeast by parts of lots 1119-708 and 707, on the southeast side by the residue hereinabove described of lot 119-1062, in front on the south west by René Kimber Street, bearing Nos. 1119-1059 and 1058, measuring (150') one hundred and fifty feet on the northwest side, (39.82') thirty-nine feet and eighty-two hundredths on the northeast, (95.08') ninety-five feet and eight hundredths on the southeast, forming a superficial area of 4441 s.f., English measure;

With a two apartment house thereon erected bearing No. 3300 René Kimber Street;

Subject to the common wall on the southeast side and oblique right of view, on the part of the house built on the residual part of lot 1119-1062 and with right to the said servitudes, as belonging to Mr. Réal de Lafontaine.

15. Lot No. 1120-257 of the cadaster for the city of Trois-Rivières, with building, as belonging to Mr. Georges Lemire.

Town Hall, Trois-Rivières, July 3, 1967.

GEORGES BEAUMIER,

20393-27-2

City Clerk.

Vente par licitation

District de Montréal

Montréal, à savoir: { CANADA COLD STORAGE COMPANY
Cour Supérieure, { AGE COMPANY
No 627 947. { LIMITED, demanderesse,
vs
REHOUSING CO. LTD., défenderesse.

Ce certain emplacement vacant dans la cité de LaSalle, étant le coin nord-est des rues St-Patrick et Clément, composé de parties du lot originaire numéros neuf cent quarante et neuf cent quarante-huit (Pties 940 et 948) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, et bornées lesdites parties desdits lots comme suit: en front au nord-ouest par la rue St. Patrick; d'un côté au nord-est par partie dudit lot 948 étant la propriété de Laboratoire d'hydraulique LaSalle Ltée, dans une autre ligne limitative nord-ouest partie par ladite partie du lot 948 étant la propriété du Laboratoire d'hydraulique LaSalle Ltée, et partie par partie dudit lot 948 étant la propriété de Rolland Côté; à l'arrière, à l'est, par partie dudit lot 948 étant la propriété de Sa Majesté la Reine Elizabeth II au droit de la Province de Québec (Ministère de la Voirie); et au sud-est, sud et sud-ouest par la rue Clément. Telle que la propriété existe actuellement, avec tous ses droits, membres et appartenances, et sujette plus spécialement à une ligne homologuée pour l'élargissement de la rue St-Patrick; le tout tel que décrit plus complètement au plan préparé par J. J. Rondeau, arpenteur-géomètre de Québec, daté du 26 janvier 1957.

Sale by Licitiation

District of Montreal

Montreal, to wit: { CANADA COLD STORAGE
Superior Court, { AGE COMPANY
No. 627 947. { LIMITED, plaintiff, vs
MERCANTILE WARE-
HOUSING CO. LTD., defendant.

That certain vacant emplacement in the city of LaSalle, being the northeasterly corner of St. Patrick Street and Clement Street, composed of parts of original lot numbers nine hundred and forty and nine hundred and forty-eight (Pties 940 and 948) on the official plan and book of reference of the parish of Lachine, and bounded the said parts of the said lots as follows: in front to the northwest by St. Patrick Street; on one side to the northeast by part of said lot 948 being the property of Laboratoire d'hydraulique LaSalle Ltée, in another northwesterly boundary line partly by the said part of lot 948 being the property of Laboratoire d'hydraulique LaSalle Ltée, and partly by part of said lot 948 being the property of Rolland Côté; in rear to the east by part of said lot 948 being the property of Sa Majesté la Reine Elizabeth II au droit de la Province de Québec (Ministère de la Voirie); and to the southeast, south and southwest by Clement Street. As the said property now subsists, with all its rights, members and appartenances, and subject more especially to a homologated line for the widening of St. Patrick Street; the whole as more fully shown on a plan prepared by J. J. Rondeau, Quebec Land Surveyor, dated January 26, 1957.

Pour être vendu à mon bureau, dans la ville de Montréal, le SEIZIÈME jour du mois d'AOUT 1967, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, le 4 juillet 1967. 20417-o

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of the month of AUGUST, 1967, at TEN o'clock in the morning.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,

Sheriff's Office, Montréal, July 4, 1967. Sheriff. 20417-o

Régie des Marchés Agricoles du Québec

Quebec Agricultural Marketing Board

Le Plan conjoint des producteurs de lait nature de l'Estrie

Joint plan of raw milk producers of Eastern Townships

Avis de sanction de plan conjoint de mise en marché

Notice of sanction of the joint plan for marketing

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des marchés agricoles du Québec, le plan conjoint des producteurs de lait nature de l'Estrie a été approuvé par les producteurs intéressés et que la Régie des marchés agricoles du Québec en a ordonné la publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Notice is hereby given that pursuant to the Quebec Agricultural Marketing Board, the joint plan of raw milk producers of l'Estrie was approved by the interested producers, and that the Quebec Agricultural Marketing Board has ordered its publication in the *Quebec Official Gazette*.

I — Objet du plan

I — Object of Plan:

1. Obtenir pour les producteurs intéressés, les conditions de mise en marché les plus avantageuses pour le produit visé;

1. To obtain for the interested producers the most favorable marketing conditions for the product mentioned;

2. Viser à ce que chaque producteur qui satisfait à des normes économiques d'exploitation, retire du volume de sa production du produit visé, un revenu profitable et appliquer les mesures pour atteindre cet objet;

2. To see that each producer who satisfies the economic standards of the production, draws from his production of the product mentioned, a profitable income, and to apply the measures to attain this goal;

3. Ordonner et contrôler la production du produit visé pour obtenir un produit de qualité supérieure, satisfaire aux exigences et aux besoins du marché et éviter une surproduction;

3. To order and control the production of the product mentioned in order to obtain a product of higher quality, to fulfill the requirements and needs of the market, and to avoid over-production;

4. Ordonner et contrôler la mise en marché du produit visé et son acheminement vers le marché;

4. To order and control the marketing of the product mentioned, and its dispatch to the market;

5. Rechercher les moyens d'améliorer les services requis pour mettre en marché le produit visé, d'en réduire le coût et d'en assurer le contrôle exclusif aux producteurs; de protéger le producteur contre la perte ou la détérioration de son produit en possession d'un tiers ou contre la perte de revenu résultant de l'insolvabilité de l'acheteur; d'abaisser le prix de revient et d'améliorer les conditions de production; d'accroître la qualité et d'augmenter la productivité et appliquer les solutions jugées avantageuses pour l'ensemble des producteurs.

5. To look for the means of improving the services required for marketing the product mentioned, of reducing the cost thereof, and of assuring the producers of the exclusive control; to protect the producer against the loss or deterioration of his production while in the possession of a third party, or against the loss of income resulting from the insolvency of the buyer; to lower the cost price and to improve the conditions of production; to improve the quality and increase the productivity, and to apply the solutions deemed favourable to the producers as a whole;

6. Mener toute enquête utile à la poursuite des objets du plan conjoint;

6. To make all inquiries necessary to attain the goals of the joint plan;

7. Rechercher de nouveaux débouchés et améliorer les débouchés existants;

7. To look for new markets, and to improve the existing ones;

8. Prendre toute initiative et collaborer à toute initiative ayant pour objet d'augmenter la consommation du produit visé;

8. To take any initiative, and to collaborate in any such initiative the purpose of which is to increase the consumption of the product in question;

9. Coopérer avec tout organisme sur les plans provincial et national en vue de la mise en marché du produit visé dans les limites et hors de la province de Québec;

9. To co-operate with any organization on provincial and national levels in view of marketing the product concerned within the limits and outside the Province of Quebec;

10. Confier à un Syndicat de producteurs du produit visé, la réalisation des objets du plan conjoint et lui assurer les moyens matériels requis.

10. To entrust a producers Syndicate with the carrying into effect of the ends of the joint plan, and to insure it of the required material means.

II — Désignation:

II — Designation:

Le plan conjoint est désigné sous le nom de plan conjoint des producteurs de lait nature de l'Estrie.

The joint plan is designated under the name of "Joint plan of raw milk producers of l'Estrie".

III — *Produit visé:*

Le produit visé est le lait reçu d'un producteur intéressé par une fabrique qui détient un permis de la Régie des marchés agricoles permettant de l'appréter pour le rendre propre aux exigences d'un commerce de lait nature, et qui est sise dans les comtés municipaux de Sherbrooke, Compton, Stanstead, Richmond, Shefford, Brome, Frontenac pour les endroits suivants: Lac Mégantic, St-Jean Vianney, St-Hubert, Ste-Cécile, Piopolis, Marsboro, Woburn, Notre-Dame-des-Bois, St-Léon de Val Racine, Milan, Nantes, Stornoway, St-Romain et Wolfe, sauf pour les municipalités des villages de Beaulac et Disraéli, les municipalités des Cantons de Garthby et Stratford dans le district électoral de Wolfe.

IV — *Conditions à remplir pour être un producteur intéressé:*

Toute personne qui remplit les exigences requises pour être fournisseur de lait à une fabrique qui détient un permis de la Régie des marchés agricoles permettant de l'appréter pour le rendre propre aux exigences d'un commerce de lait nature et qui livre tout ou en partie de sa production à telle fabrique sise dans les comtés municipaux de Sherbrooke, Compton, Stanstead, Richmond, Shefford, Brome, Frontenac pour les endroits suivants: Lac Mégantic, St-Jean Vianney, St-Hubert, Ste-Cécile, Piopolis, Marsboro, Woburn, Notre-Dame-des-Bois, St-Léon de Val Racine, Milan, Nantes, Stornoway, St-Romain et Wolfe sauf pour les municipalités des villages de Beaulac et Disraéli, les municipalités des Cantons de Garthby et Stratford dans le district électoral de Wolfe, est un producteur intéressé au sens du présent plan conjoint.

V — *Étendue de l'application et extension juridique du plan:*

À compter de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*, le plan est exécutoire. Tous les producteurs intéressés et, postérieurement au vote, tous les producteurs qui, au cours de la durée de l'application du plan, continuent à remplir ou rencontrent les conditions qui confèrent la qualité de producteurs intéressés, sont assujettis au plan conjoint.

VI — *Réalisation du plan:*

La réalisation, la direction, la surveillance et l'administration du plan conjoint sont confiées au Syndicat des producteurs de lait nature de l'Estrée (U.C.C.).

VII — *Agent de négociation et de vente:*

Le Syndicat des producteurs de lait nature de l'Estrée (U.C.C.) est l'agent de négociation et l'agent de vente requis pour la réalisation du plan conjoint.

VIII — *Devoirs, obligations et engagements des producteurs:*

Le producteur doit:

1. Se conformer aux décisions et règlement adoptés par le syndicat dans l'exercice des pouvoirs dont il est investi en vertu de la Loi des marchés agricoles du Québec;
2. Honorer toute convention et tout contrat faits par le syndicat ou son délégué, dans l'exercice de ses pouvoirs et attributions;

III — *Product mentioned:*

The product mentioned is milk received from an interested producer by a plant which holds a permit from the Agricultural Marketing Board allowing them to prepare it to be adapted to the requirements of a raw milk business, and which is situated in the municipal counties of Sherbrooke, Compton, Stanstead, Richmond, Shefford, Brome, Frontenac for the following places: Lac Mégantic, St-Jean Vianney, St-Hubert, Ste-Cécile, Piopolis, Marsboro, Woburn, Notre-Dame-des-Bois, St-Léon de Val Racine, Milan, Nantes, Stornoway, St-Romain and Wolfe save for the municipalities of the villages of Beaulac and Disraéli, the municipalities of the townships of Garthby and Stratford in the electoral district of Wolfe.

IV — *Conditions to be filled by an interested producer:*

All persons who fill the requirements required to be a milk supplier to a plant, who hold a permit from the Agricultural Marketing Board permitting him to prepare it to fill the requirements of a raw milk business, and who deliver all or a part of the production to such a plant situated in the municipal counties of Sherbrooke, Compton, Stanstead, Richmond, Shefford, Brome, Frontenac, for the following places: Lac Mégantic, St-Jean Vianney, St-Hubert, Ste-Cécile, Piopolis, Marsboro, Woburn, Notre-Dame-des-Bois, St-Léon de Val Racine, Milan, Nantes, Stornoway, St-Romain and Wolfe save in the municipalities of the villages of Beaulac and Disraéli, the municipalities of the townships of Garthby and Stratford in the electoral district of Wolfe, are interested producers in the sense of this joint plan.

V — *Extent of the application and legal extension of the plan:*

From and after its publication in the *Quebec Official Gazette*, the plan is executory. All interested producers, and, following the vote, all producers who, during the duration of the application of the plan, continue to fulfill or meet the conditions which make an interested producer, are subject to the joint plan.

VI — *Carrying into effect of the plan:*

The carrying into effect, the direction, supervision and administration of the joint plan are entrusted to the Raw Milk Producers Syndicate of l'Estrée (U.C.C.).

VII — *Trades and Sales Agent:*

The Raw Milk Producers Sundicate of l'Estrée is the trades and sales agent required for the carrying into effect of the joint plan.

VIII — *Duties, obligations and engagements of the producers:*

The producer must:

1. Conform to the decisions and regulations adopted by the Syndicate in the fulfillment of the powers invested in it pursuant to the Quebec Agricultural Marketing Act;
2. Honor all agreements, and contracts made by the Syndicate or its delegate, in the exercising of its powers and duties;

3. Se procurer un quota de production et de vente auprès du syndicat et les respecter;
4. Confier au syndicat l'exclusivité de la mise en marché de sa production;
5. Se conformer aux normes de qualité établies par l'autorité compétente et le syndicat et se soumettre à toute inspection visant à vérifier la qualité du produit visé;
6. Payer les frais d'administration du plan conjoint, ainsi que les frais de négociation et de mise en marché, selon le montant et les modalités que le syndicat établira;
7. Payer sa quote-part de toute somme due à un voiturier ou un entrepositaire dont les services sont retenus par le syndicat conformément aux modalités établies par lui, et autoriser tout acheteur à prélever cette part et à en faire remise au Syndicat ou à toute personne désignée par lui;
8. Utiliser les contenants pour fin de livraison répondant aux normes établies par le syndicat en conformité avec les lois en vigueur, et les marquer conformément aux normes d'étiquetage prescrites par le syndicat;
9. Fournir au Syndicat tout renseignement jugé utile à la réalisation du plan.

IX — Devoirs du syndicat en tant qu'office de producteurs. Agent de négociation et agent de vente:

Les devoirs du syndicat sont:

1. Accomplir tout devoir et remplir toute obligation que la loi des marchés agricoles du Québec impose à un Office de producteurs;
2. Profiter des débouchés existants et orienter la production du produit visé selon les besoins des marchés régionaux, provincial, national et international;
3. Mener les enquêtes en vue de rechercher de nouveaux débouchés, bonifier les débouchés existants, et améliorer les conditions de mise en marché du produit visé;
4. Viser à assurer la mise en marché d'un produit de qualité conforme aux règlements et aux normes d'inspection décrétés par l'autorité compétente, et
5. En tant qu'investi des pouvoirs et devoirs d'un office de producteurs, tenir une caisse et une comptabilité distinctes de celles qu'exigent sa propre administration.

X — Pouvoirs et attributions du syndicat en tant qu'office de producteurs. Agent de négociation et agent de vente:

Le syndicat peut:

1. Coopérer avec des organismes similaires au Canada pour la mise en marché hors de la province de Québec du produit visé et exercer, à cette fin, les pouvoirs et accomplir les devoirs qui résultent de toute loi d'une autre juridiction prévoyant une telle coopération;
2. Émettre un quota de production et de vente aux producteurs assujettis au plan conjoint;
3. Réglementer le transfert du quota de production et de vente, en totalité ou en partie;
4. Arrêter la participation financière de chaque producteur à l'administration du plan conjoint, ainsi que le mode de perception de cette participation;
5. Retenir les services de voituriers, de transformateurs, d'entrepôts et autres personnes dont l'intervention est nécessaire à la mise en marché du produit, en assumer les frais et déterminer la part que chaque producteur doit supporter, ainsi que le mode de perception;

3. Obtain a production and sales quota in accordance with the Syndicate, and respect it;
4. Entrust the Syndicate with the sole marketing rights of his production;
5. Conform to the standards of quality established by competent authority and the Syndicate and submit to all inspections to check the quality of the product mentioned;
6. Pay the administration costs of the joint plan, as well as the costs of negotiation and marketing, in accordance with the amount and conditions to be established by the Syndicate;
7. Pay his share of any sum due to a carrier, or a warehouseman whose services are retained by the Syndicate pursuant to the conditions established by it, and authorize all buyers to pretake this share and remit it to the Syndicate or any person which it designates;
8. Use containers for delivery purposes which correspond to the standards established by the Syndicate in conformity with the laws in force, and mark them according to the labeling standards prescribed by the Syndicate;
9. Give the Syndicate all the information deemed useful to carry the plan into effect.

IX — Duties of the Syndicate in its capacity as producers' board, trades agent and sales agent:

The Syndicate's duties are:

1. To accomplish all duties, and to fulfill all obligations which the Quebec Agricultural Marketing Act imposes on a producers' board;
2. To take advantage of the existing markets and to guide production according to the needs of the regional, provincial, national and international markets;
3. To hold inquiries in view of looking for new markets, to improve existing markets, and to ameliorate the marketing conditions of the product in question;
4. To aim at insuring the marketing of a quality product which conforms to the regulations and to inspection standards decreed by competent authorities, and
5. Having been invested with the powers and duties of a producers' board, to hold a cash and accountant separate from those required for its own administration.

X — Powers and functions of the Syndicate as producers' board, trades agent and sales agent:

The Syndicate may:

1. Co-operate with similar organizations in Canada for marketing, outside the Province of Quebec, of the product mentioned, and, for this purpose, to exercise the powers and to accomplish the duties which result from any law in another jurisdiction which require such cooperation;
2. Issue a production and sales quota to the producers subjected to the joint plan;
3. Regulate the transfer of the production and sales quota, in whole or in part;
4. Fix the financial participation of each producer in the administration of the joint plan as well as the means of collecting this share;
5. Retain the services of carriers, transformers, warehousemen and other persons whose intervention is necessary for the marketing of the product, and to assume the costs thereof, and determine the share which each producer must bear, as well as the means of collecting;

6. Exiger de toute personne dont l'intervention est nécessaire à la mise en marché du produit visé une police d'assurance-responsabilité couvrant tout risque de perte ou de détérioration du produit visé en sa possession;

7. Planifier le transport du produit visé pour en déduire le coût et assurer aux fabriques des approvisionnements réguliers et suffisants;

8. Établir des postes de réception, de ramassage et de vente en commun et délimiter les zones desservies par ces postes;

9. Statuer sur les conditions de production, de conservation, de préparation et de manutention ou déplacement du produit visé, sur sa qualité et sa composition, sur le récipient qui le contient, sur les inscriptions ou indications requises sur le récipient;

10. Contingenter la production et la vente du produit visé, fixer le temps et le lieu de sa mise en marché, prohiber la mise en marché hors du temps ou du lieu fixé ou en violation du contingent ou quota établi ou d'une norme imposée, interdire la mise en marché d'un produit particulier pour assurer la mise en marché ordonnée du produit visé;

11. Déterminer le mode et les conditions de mise en marché du produit visé, ou en prohiber la mise en marché autrement que par son entremise;

12. Garantir les quantités requises par les acheteurs et obliger le producteur à satisfaire ces exigences;

13. Ordonner, organiser, diriger et surveiller la mise en vente en commun d'un produit commercialisé de façon que les producteurs, dont les produits sont vendus pendant une période fixée et sur un marché désigné, reçoivent chacun sur le produit des ventes le même prix pour un produit identique de même quantité et d'égale qualité mais dont le prix de vente peut varier pour des causes étrangères à la valeur propre du produit et, à cette fin;

a) ordonner que soit déduite du produit des ventes la totalité ou une partie des frais d'exécution, de surveillance et de vérification encourus à l'égard de ces ventes;

b) prescrire les conditions dans lesquelles se feront la vente en commun, le paiement du prix de vente, la répartition du produit net des ventes entre les producteurs, la fixation provisoire avant la vente et la fixation définitive après la vente du prix à payer au producteur pour son produit, le paiement du prix ainsi fixé et le remboursement à l'acheteur, le cas échéant, de l'excédent du prix fixé sur le prix de vente;

c) obliger l'acheteur à payer au producteur le prix fixé pour son produit et, le cas échéant, à verser au Syndicat ou à un agent de vente l'excédent du prix de vente sur le prix fixé; si le prix fixé excède le prix de vente, le Syndicat ou agent de vente rembourse l'excédent à l'acheteur;

d) obliger l'acheteur du produit visé à en verser le prix au Syndicat ou à un agent de vente pour que le Syndicat ou agent fasse la répartition du produit net de vente conformément aux règlements alors en vigueur.

14. Déléguer à toute personne une partie de ses pouvoirs et attributions;

15. Signer tout contrat et par là, lier chaque producteur assujéti au plan conjoint, en déterminer la durée et les conditions de renouvellement;

16. Établir un Comité de bonne entente pour étudier et solutionner les griefs des producteurs relativement à l'exécution du plan conjoint, en

6. Require of any person whose intervention is necessary for the marketing of the product in question, a liability insurance policy covering the risk of loss or deterioration of the product mentioned while in his possession;

7. Devise plans for transportation of the product to reduce the cost thereof, and assure the plants of regular and sufficient supplies;

8. Establish joint receiving, collecting and sales posts, and outline the zones served by these posts;

9. Statute upon conditions of production, conservation, preparation and handling or shipping of the product, upon its quality, the container which contains it, upon the inscriptions or markings required on the container;

10. Establish production and sale of the product in question, fix the time and place for its marketing, prohibit its marketing outside of the time or place fixed or in violation of the established contingent or quota or of a standard imposed, forbid the marketing of a particular product to insure the well-ordered marketing of the said product;

11. Determine the means and conditions of marketing of the said product, or prohibit the marketing thereof other than by its intervention;

12. Guarantee the quantities required by the buyers, and oblige the producer to fill these requirements;

13. Orders, organize, direct and supervise the joint marketing of the product in such a way that the producers whose products are sold during a fixed period and on a designated market receive each for the product of the sales, the same price for an identical product of the same quantity and equal quality, but the sale price of which may vary for strange reasons with the real value of the product, and, for this reason:

a) order that the whole or part of the costs of carrying into effect, supervision and verification incurred with respect to these sales be reduced;

b) prescribe the conditions under which will be made the sale in common, the payment of the sales price, the distribution of the net product of the sales among the producers, the provisional fixing, before the sale and the final fixing after the sale, of the price to be paid to the producer for his product, the payment of the price thus fixed and the reimbursement to the buyer, if need be, of the excess of the price fixed on the sale price;

c) oblige the buyer to pay the producer the fixed price for his product, and, should it so happen, to pay the Syndicate or a sales agent the excess of the sales price on the price fixed; if the price exceeds the sale price, the Syndicate or the sales agent reimburses the excess to the buyer;

d) oblige the buyer of the product mentioned to pay the price to the Syndicate or to a sales agent in order that the Syndicate or the agent distribute the net product of the sale pursuant to the regulations then in force.

14. Delegate to all persons a part of its powers and functions;

15. Sign all contracts, and thereby join all producers subject to the joint plan, and determine the duration of the conditions for renewal;

16. Establish a good will Committee to study and solve the grievances of the producers with respect to the carrying out of the joint plan, and

déterminer les règlements et la portée de ses décisions;

17. Établir une procédure de règlement et d'arbitrage des griefs et différends suscités à l'occasion ou au cours de l'exécution du plan conjoint dans les rapports établis avec tout acheteur ou personne dont l'intervention est nécessaire à la mise en marché du produit;

18. Obtenir des producteurs tout renseignement jugé utile à l'exécution du plan conjoint;

19. Faire toute enquête requise par les buts et objectifs du plan conjoint;

20. Négocier avec toute personne tenue de le faire en vertu de la Loi des marchés agricoles, toute condition de mise en marché et, spécialement:

a) le prix de vente du produit visé, ainsi que les conditions et modalités de paiement du prix;

b) les conditions, modalités et prix du transport, de l'entreposage, s'il y a lieu, ou de toute autre service relatif à la mise en marché du produit visé;

c) la qualité, la quantité, le poids, l'emballage, la teneur en gras ou autre constituant du produit visé, ainsi que les normes à appliquer dans chaque cas et la surveillance de leur application par un représentant accrédité du syndicat;

d) les conditions de surveillance relatives au paiement du produit visé, suivant sa classification et son utilisation;

e) les conditions de livraison;

f) les modes de retenue par l'acheteur ou toute personne qui touche le produit global d'une vente en commun, de la contribution nécessaire au financement du plan conjoint et sa remise au Syndicat ainsi que de toute somme que peut requérir le paiement d'un service rendu par un intermédiaire et sa remise au Syndicat ou son délégué;

g) les conditions d'admission et de renvoi des producteurs;

h) les priorités à donner aux producteurs quant aux sources d'approvisionnement des fabriques;

i) l'élaboration et la mise en oeuvre d'un système de quota;

j) la durée des contrats et les conditions de leur renouvellement, ainsi que celles permettant la réouverture des négociations;

k) tant à l'occasion de la signature d'une convention qu'au cours de son exécution, une procédure de règlement et d'arbitrage des griefs et différends;

l) l'étendue de la protection offerte par toute police d'assurance-responsabilité.

XI — Administration du plan conjoint:

1. Le plan conjoint est administré par le syndicat des producteurs de lait nature de l'Estrée (U.C.C.), dont le conseil d'administration est présentement composé des personnes suivantes, tous producteurs intéressés au sens des présentes:

Président: M. Gérard Prévost, Compton, comté de Compton.

1er vice-président: M. Fernand Perreault, Bromptonville, comté de Richmond.

2ième vice-président: M. Rolland Bolduc, rang 2, Greenlay, comté de Richmond.

Membres (Exécutif): M. Lionel Drouin, Waterville, comté de Compton; M. John E. Ross, B.P. 662, Bromptonville, comté de Richmond.

Membres: MM. Aurèle Lacerte, St-Georges de Windsor, comté de Richmond; Martial Champigny, Bonsecours, comté de Shefford; Marcel Mailloux, R.R. 4, Granby, comté de Shefford;

determine the regulations to settle such matters and the extent of its decisions;

17. Establish a regulation and arbitration procedure for grievances and disputes which arise on the occasion or during the carrying out of the joint plan in contacts established with any buyer or any person whose intervention is necessary for the marketing of the product;

18. Obtain from producers all information deemed useful for the carrying into effect of the joint plan;

19. Make all inquiries for the realization of the goals and objectives of the joint plan;

20. Negotiate with any person in a position to do so, pursuant to the Agricultural Marketing Act, any marketing condition, and especially;

a) the sale price of the product in question, as well as the conditions and means of payment of the price;

b) the conditions, means and price of transportation, storing, if necessary, or of any other service relative to the marketing of the product mentioned;

c) the quality, quantity, weight, packing, fat content or other constituent of the product mentioned, as well as the standards to be applied in each case, and the supervision of their application by an accredited representative of the Syndicate;

d) the conditions of supervision relative to the payment of the product in question, according to its classification and its use;

e) the conditions of delivery;

f) the means of retaining by the buyer or any person who comes into contact with the gross product of a sale in common, of the contribution necessary to finance the joint plan, and its remittance to the Syndicate, as well as of any sum which may be required for payment of a service rendered by an intermediary, and its remittance to the Syndicate or its delegate;

g) the conditions for admission and dismissal of producers;

h) the priorities to be given to producers with respect to sources of supply to plants;

i) elaboration and carrying into effect of a quota system;

j) the duration of the contracts and the conditions for their renewal, as well as those permitting the re-opening of negotiations;

k) on the occasion of the signing of a convention as well as during the course of its being carried into effect, a regulation and arbitration procedure to settle grievances and disputes;

l) the extent of the protection offered by any liability insurance policy;

XI — Administration of the joint plan:

1. The joint plan is administered by the Raw Milk Producers Syndicate of l'Estrée (U.C.C.), the board of directors of which is presently composed of the following persons, all interested producers in the sense of these presents.

President: Mr. Gérard Prévost, Compton, county of Compton.

1st Vice-President: Mr. Fernand Perreault, Bromptonville, county of Richmond.

2nd Vice-President: Mr. Rolland Bolduc, range 2, Greenlay, county of Richmond.

Members (Executive): Mr. Lionel Drouin, Waterville, county of Compton; Mr. John E. Ross, P.O. Box 662, Bromptonville, county of Richmond.

Members: Messrs. Aurèle Lacerte, St-Georges de Windsor, county of Richmond; Martial Champigny, Bonsecours, County of Shefford; Marcel Mailloux, R.R. 4, Granby, county of

Bertrand Roy, B.P. 884, Mégantic, comté de Frontenac; Yves Grenier, Stanstead, comté de Stanstead; Arnold Giguère, Cookshire, comté de Compton; Eugène Audet, R.R. 5, Magog, comté de Stanstead; Henri-Louis Beaulieu, Lennoxville, comté de Sherbrooke; Aimé Loiselle, West Shefford, comté de Shefford.

2. Les administrateurs du syndicat doivent être des producteurs intéressés, au sens de la section IV des présentes;

3. Le mode de remplacement et d'élection ou de nomination des administrateurs subséquents sera celui prévu par les règlements du syndicat;

4. Le syndicat devra convoquer et tenir, au moins une fois tous les ans, une assemblée générale de tous les producteurs assujettis au plan conjoint pour rendre compte de ses activités en tant qu'office, soumettre les comptes de l'exercice à l'approbation de l'assemblée et procéder à la nomination d'un vérificateur;

5. Si le Syndicat ne représente pas, dans l'opinion de la Régie, la majorité des producteurs régis par le plan conjoint, la Régie pourra décréter, après audition des parties intéressées, qu'un office de producteurs sera chargé, à une date fixée, de l'exécution et de l'administration du plan conjoint.

Cet Office de producteurs sera composé d'administrateurs élus par les producteurs intéressés au cours d'une assemblée générale spéciale convoquée à cette fin par la Régie.

L'Office des producteurs, et ses administrateurs, auront les pouvoirs, devoirs et attributions qui sont octroyés au Syndicat en vertu des présentes; et les biens et obligations du Syndicat qu'il a obtenus à titre d'administrateur du plan conjoint seront transférés à cet office de producteurs de la façon prescrite par la Régie.

Si le Syndicat peut démontrer par la suite, à la satisfaction de la Régie qu'il représente de nouveau la majorité absolue des producteurs intéressés, la Régie pourra, en suivant la même procédure que ci-haut, lui confier l'administration et l'exécution du plan conjoint. L'Office des producteurs sera alors aboli.

XII — Mode de financement:

L'administration et la mise en oeuvre du plan conjoint sont financées par une contribution qui doit être payée par tous les producteurs liés par le plan conjoint, selon le mode déterminé par le Syndicat.

Le montant de cette contribution est déterminé par le Syndicat au moyen d'une résolution qui doit être approuvée par la Régie avant d'entrer en vigueur. Jusqu'à ce qu'elle soit modifiée par une telle résolution et considérant que les producteurs intéressés, membres du syndicat, versant déjà une cotisation d'au moins un demi-cent (0.005) le cent (100) livres de lait, la contribution est de trois cents et demi (0.035) le cent (100) livres de lait livré à une fabrique par les producteurs qui ne sont pas membres du Syndicat et de trois cents (0.03) le cent (100) livres de lait livré à une fabrique par les producteurs qui sont membres du syndicat.

Les contributions versées au Syndicat en vertu de la Loi des marchés agricoles du Québec,

Shefford; Bertrand Roy, P.O. Box 884, Mégantic, county of Frontenac; Yves Grenier, Stanstead, county of Stanstead; Arnold Giguère, Cookshire, county of Compton; Eugène Audet, R.R. 5, Magog, county of Stanstead; Henri Louis Beaulieu, Lennoxville, county of Sherbrooke; Aimé Loiselle, West Shefford, county of Shefford.

2. The administrators of the Syndicate must be interested producers in the sense of section IV of these presents.

3. The means of replacing and electing or appointing subsequent administrators will be that provided for by the Syndicate's regulations;

4. The Syndicate must call and hold, at least once a year, a general meeting of all the producers bound by the joint plan, to give an account of its activities as a board, submit the accounts of the fiscal year for the approval of the assembly and proceed to the appointment of an inspector.

5. If the Syndicate does not represent, in the opinion of the Board, the majority of the producers governed by the joint plan, the Board may decree, after having heard the interested parties, that a producers' board will be entrusted, on a fixed date, with the carrying into effect and administration of the joint plan.

This producers' board will be composed of administrators elected by the interested producers during a special general meeting called for this purpose by the Board.

The producers' board and its administrators will have the powers, duties and functions which are granted to the Syndicate in accordance with these presents; and the goods and obligations of the Syndicate he obtained as administrator of the joint plan will be transferred to this producers' board in the manner prescribed by the Board.

If afterwards, the Syndicate can prove to the satisfaction of the Board that it again represents the absolute majority of the interested producers, the said Board may, by following the procedure outlined above, entrust the Syndicate with the administration and carrying out of the joint plan. The Producers' Board shall then be abolished.

XII — Means of financing:

The administration and setting up of the joint plan will be financed by a contribution which must be paid by all the producers bound by the joint plan, according to the way determined by the Syndicate.

The amount of this contribution is determined by the Syndicate by means of a resolution which must be approved by the Board before coming into force. Until it is amended by such a resolution and considering that the interested producers, members of the syndicate, already pay a fee of at least one-half cent (0.005) per hundred (100) pounds of milk the contribution is of three cents and a half (0.035) per hundred (100) pounds of milk delivered to a plant by producers who are not members of the Syndicate and of three cents (0.03) per hundred (100) pounds of milk delivered to a plant by producers who are members of the Syndicate.

The contributions paid to the Syndicate pursuant to the Quebec Agricultural Marketing Act

doivent servir à défrayer les dépenses de l'administration et de la mise en oeuvre du plan conjoint.

Montréal, ce 28ième jour de juin 1967.

Régie des marchés agricoles du Québec.

Par le Secrétaire intérimaire,

20447-o

ROCH MORIN.

Plan conjoint des producteurs de lait nature de la Laiterie Dallaire Limitée, Rouyn

Avis

Prenez avis que lors de son assemblée du 21 juin 1967, la Régie des marchés agricoles du Québec a mis fin au plan conjoint des producteurs de lait nature de la Laiterie Dallaire Limitée, Rouyn.

Régie des marchés agricoles du Québec

Par le Secrétaire intérimaire,

20447-o

ROCH MORIN.

must be used to defray the expenses of administration and setting up of the joint plan.

Montreal, this 28th day of June, 1967.

Quebec Agricultural Marketing Board,

ROCH MORIN,

20447

Interim Secretary.

Joint Plan of Raw Milk Producers of Laiterie Dallaire Limitée, Rouyn

Notice

Take notice that, at its meeting on June 21, 1967, the Quebec Agricultural Marketing Board terminated the Joint Plan of Raw Milk Producers of Laiterie Dallaire Limitée, Rouyn.

Montreal, June 21, 1967.

Quebec agricultural marketing board

ROCH MORIN,

20447

Interim Secretary.

Avis divers

Miscellaneous Notices

Louis Philippe Gabriel Milette

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 1778, du 28 juin 1967, d'effectuer le changement de nom de Louis Philippe Gabriel Minette en celui de Louis Philippe Gabriel Milette.

Québec, le 7 juillet 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,

20394-o

RAYMOND DOUVILLE.

Michael Lai Wing Ham

Avis est donné que Michael Lai Wing Ham, époux de Dame Lisa Tusi Lin Ham, des ville et district de Montréal, conformément au bill 31, s'adressera au secrétaire de la province de Québec afin d'obtenir le changement de son nom en celui de Yick Fan Wong.

LIVERMAN & KAUFMAN,

20419-28-2

Par: ISRAEL H. KAUFMAN.

Louis Philippe Gabriel Milette

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by decree number 1778, of June 28, 1967, to effect the change of name of Louis Philippe Gabrielle Minette into that of Louis Philippe Gabriel Milette.

Quebec July 7, 1967

RAYMOND DOUVILLE,

20394

Assistant Secretary of the Province.

Michael Lai Wing Ham

Notice is hereby given that Michael Lai Wing Ham husband of Dame Lisa Tusi Lin Ham of the city and district of Montreal, Province of Quebec, in conformity with Bill 31 will petition the secretary of the Province of Quebec in order to obtain the change of his name to Yick Fan Wong.

LIVERMAN & KAUFMAN,

20419-28-2-o

Per: ISRAEL H. KAUFMAN.

Succession Joseph George Pogorski

Avis est par les présentes donné que, le 5 juillet 1967, la soussignée a déposé, à la Cour Supérieure du district de Montréal, sous le numéro 7263, le compte final de son administration de la succession de feu Joseph George Pogorski, de son vivant technicien en rayon-X, domicilié au 1er rue Jordan à Roxboro, succession qu'elle a acceptée sous bénéfice d'inventaire conformément à l'acte passé devant le Notaire Rosaire Chartrand du 60 rue Saint-Jacques à Montréal, le 18 janvier 1967, et enregistré le 20 janvier 1967 au bureau d'enregistrement de Montréal sous le numéro 1964082.

7 juillet 1967.

20420-o MME. MIECZYSLAWA POGORSKI.

Conseil Kénogami, No 2595 des Chevaliers de Colomb

Avis est donné que le Conseil Kénogami, No 2595 des Chevaliers de Colomb, dont le siège social est fixé à Kénogami, a rempli les formalités prévues par la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec, 1-2 Elizabeth II, chapitre 134 et qu'il se prévaut de cette loi à compter du 22 avril 1953.

Le Sous-secrétaire de la province,

20445

RAYMOND DOUVILLE.

Estate Joseph George Pogorski

Notice is hereby given that on July 5th, 1967, the undersigned filed in the Superior Court, district of Montreal, under No. 7263, the final account of her administration of the estate of the late Joseph George Pogorski, in his lifetime, X-Ray technician, of 1 Jordan Street, Roxboro, which she accepted under benefit of inventory in accordance with the Deed passed before notary Rosaire Chartrand of 60 St. James Street, Montreal, on January 18th, 1967, registered in the Montreal registration office under No. 1964082 on January 20th, 1967.

July 7, 1967.

20420-o MRS. MIECZYSLAWA POGORSKI.

Council Kénogami, No. 2595 of the Knights of Columbus

Notice is given that the Council Kénogami, No. 2595 of the Knights of Columbus, having its head office in Kénogami, has complied with the formalities provided for by the Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Quebec, 1-2 Elizabeth II, chapter 134 and avails itself of the said Act as of April 22, 1953.

RAYMOND DOUVILLE,

20445-o

Assistant Secretary of the Province.

Municipalité du village de Laterrière

Loi du Régime des Eaux, Statuts refondus, 1964, chapitre 84

Formule 3

3. (Article 60)

Avis de la demande de dépôt des plans et devis.

Avis est donné au public, conformément à l'article 60 de la loi du régime des eaux, que « La Corporation Municipale du Village de Laterrière », dans le comté de Chicoutimi, se propose de faire un barrage réservoir pour l'emmagasinement en toute saison des eaux du lac Côté sur le lot 23, Rang III, canton Laterrière dans le but de les conserver pour en régulariser le débit et d'assurer ainsi l'uniformité d'alimentation aux aqueducs et aux usines et la constance des forces hydrauliques.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant l'emplacement de ces travaux et le terrain qui sera affecté par ces travaux, a été transmise au ministre des richesses naturelles, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau de division d'enregistrement de Chicoutimi à Chicoutimi, comté Chicoutimi.

La demande d'autorisation contenue dans la requête sera prise en considération par le lieutenant-gouverneur en conseil le ou après le dixième jour suivant la date de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.
20443-o

Conseil St-Joseph-Tracy No 2914 des Chevaliers de Colomb de St-Joseph-Tracy

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 5 juillet 1967, approuvé les règlements généraux de la corporation « Conseil St-Joseph-Tracy No 2914 des Chevaliers de Colomb de St-Joseph-Tracy », et ce, en vertu de l'article 9 de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec et de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20451-o

15-67

Joseph Robert Alfred Marcellin Vallée

Avis est donné que Joseph Robert Alfred Marcellin Vallée, époux de Dame Patricia Angela Thomas, de Cookshire, province de Québec, conformément au bill 31, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir le changement de son nom en celui de Marcel Roy.

LIVERMAN & KAUFMAN,
Par: ISRAEL H. KAUFMAN.

20457-28-2

Municipality of Laterrière Village

Water-Course Act, Revised Statutes 1964, Chapter 84

Form 3

3. (Section 60)

Notice of Application and Deposit of plan and specifications

Public notice is hereby given in accordance with section 60 of the Water-Course Act, that the municipality of Laterrière of the county of Chicoutimi intends to execute the following work: concrete dam to store at all seasons the waters of Lake Côté, lot 23, Rang III Laterrière Township with the object of conserving them so as to regulate their flow and thus to ensure a uniform supply to waterworks and to mills, and a constancy of hydraulic power.

Notice is also given that a petition to that effect accompanied by a plan and specifications showing the site and the nature of the work and the land which will be affected by such work, has been forwarded to the Minister of Natural Resources, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the registry office of the registration division of Chicoutimi at Chicoutimi, Que.

The application contained in the petition will be taken into consideration by the Lieutenant Governor in Council on or after the tenth day following the date of the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.
20443-o

Council St-Joseph-Tracy, No. 2914 of the Knights of Columbus of St-Joseph-Tracy

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, on July 5, 1967, approved the general by-laws of "Council St-Joseph-Tracy, No. 2914 of the Knights of Columbus of St-Joseph-Tracy", and such, pursuant to section 9 of the Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Quebec and to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20451

15-67

Joseph Robert Alfred Marcellin Vallée

"Notice is hereby given that Joseph Robert Alfred Marcellin Vallée husband of Dame Patricia Angela Thomas, of Cookshire, province of Quebec, in conformity with Bill 31 will petition the Secretary of the Province of Quebec in order to obtain the change of his name to Marcel Roy."

LIVERMAN & KAUFMAN,
Per: ISRAEL H. KAUFMAN.

20457-28-2-o

Caisses d'épargne et de crédit**La Caisse d'Économie Okeefe-Carling Credit Union**

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des membres de « La Caisse d'Économie Okeefe-Carling Credit Union », tenue à Montréal, le 4 juillet 1967, il a été résolu que les affaires de ladite caisse soient liquidées, et que celle-ci soit dissoute, en vertu de la Loi des caisses d'épargne et de crédit et de la Loi de la liquidation des compagnies, et que M. Jean-Paul Comète a été nommé liquidateur.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20444-o

204-44

Savings and Credit Unions**La Caisse d'Économie Okeefe-Carling Credit Union**

Notice is hereby given that, at a special general meeting of the members of "La Caisse d'Économie Okeefe-Carling Credit Union", held in Montreal, on July 4th, 1967, it has been resolved that the affairs of the said union be wound up, and that it be dissolved, pursuant to the Savings and Credit Unions Act and to the Winding-up Act, and that Mr. Jean-Paul Comète has been appointed liquidator.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20444

204-44

Compagnie autorisée à faire des affaires

LHP Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « LHP Corporation », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. David Housefather, de la ville de Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 38, avenue Western, Sutton, district judiciaire de Bedford.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20394

32-67 — 1177/107

Company Licensed to do Business

LHP Corporation

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "LHP Corporation", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. David Housefather, of the city of Montreal.

The principal office of the company in the Province is at 38 Western Avenue, Sutton, judicial district of Bedford.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20394-o

32-67 — 1377/107

Chartes — Abandon de

Gérard Dumais inc.

Veuillez prendre avis que la compagnie « Gérard Dumais inc. », demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

Québec, le 19 juin 1967.

Le Procureur,

J.-J. GIRARD, notaire.

20406-o

Arc Realities Inc.

Avis est par les présentes donné que « Arc Realities Inc. », incorporée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, ayant le siège social dans la cité de Montréal, demandera au secrétaire de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, le 4e jour de juillet 1967.

Le Directeur,

JOSEPH C. PARDO.

30421-o

Daigle inc.

Prenez avis que la compagnie « Daigle Inc. », demandera au secrétaire de la province, la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 29 juin 1967.

Le Président,

JEAN DAIGLE.

20422-o

Valley Investment Corp.

Avis est par les présentes donné que « Valley Investment Corp. », incorporée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, ayant le siège social dans la cité de Montréal, demandera au secrétaire de la Province de Québec la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, le 4e jour de juillet 1967.

Le Directeur,

JOSEPH C. PARDO.

20423-o

Robine Development Corp.

Avis est donné que la compagnie « Robine Development Corp. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec afin d'obte-

Charters — Surrender of

Gérard Dumais inc.

Please take notice that "Gérard Dumais inc.", will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

Quebec, June 19, 1967.

J.-J. GIRARD, Notary,

Attorney.

20406

Arc Realities Inc.

Notice is hereby given that "Arc Realities Inc.", a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 4th day of July, 1967.

JOSEPH C. PARDO,

Director.

20421-o

Daigle inc.

Notice is given herewith, that the company "Daigle Inc.", will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter.

Montreal, June 29, 1967.

JEAN DAIGLE,

President.

20422-o

Valley Investment Corp.

Notice is hereby given that "Valley Investment Corp.", a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 4th day of July, 1967.

JOSEPH C. PARDO,

Director.

20423-o

Robine Development Corp.

Notice is hereby given that "Robine Development Corp.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave

nir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 30^e jour de juin 1967.

Le Secrétaire,

20424

BERNARD KERTZER.

Jean Still & Associates Inc.

Avis est par les présentes donné que « Jean Still & Associates Inc. », une compagnie, incorporée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, s'adressera au secrétaire provincial de la province de Québec, aux fins de rendre sa charte, le tout suivant les prévisions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 16th jour de mars, 1967.

Le Secrétaire,

NAT ALPER.

20428-o

Société des Minerais du Québec ltée

Prenez avis que la « Société des Minerais du Québec ltée », compagnie incorporée en vertu de la Loi des Compagnies de Québec et ayant son siège social à Québec, s'adressera au Secrétaire de la Province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte suivant la prescription de la Loi des Compagnies de Québec.

Daté à Québec, ce 22^e jour du mois de juin 1967.

Le Secrétaire,

RENÉ HARMÉGNIES.

20452-o

to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 30th day of June, 1967.

BERNARD KERTZER,

Secretary.

20424-o

Jean Still & Associates Inc.

Notice is hereby given that "Jean Still & Associates Inc.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 16th day of March, 1967.

NAT ALPER,

Secretary.

20428-o

Société des Minerais du Québec ltée

Notice is hereby given that "Société des Minerais du Québec ltée", a corporation incorporated under the Quebec Company Act and having its head office in the city of Quebec, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Quebec, this 22nd day of June 1967.

RENÉ HARMÉGNIES,

Secretary.

20452-o

Divers Compagnies

Miscellaneous Companies

Cape Investment Corporation

Avis est donné que « Cape Investment Corporation » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le Secrétaire,

JACQUES PHILIPPON.

20396

967-64

Compagnie Pharmaceutique Vita ltée

Avis est donné que « Compagnie Pharmaceutique Vita ltée » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le Secrétaire,

JEAN RIVARD.

20397-o

2589-64

Paul Constantineau inc.

Avis est donné que la compagnie « Paul Constantineau inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le Secrétaire,

JOSEPH GALAISE.

20398-o

2407-51

Elm Park Recreation Association Inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 8 juin 1967, approuvé les règlements généraux de « Elm Park Recreation Association Inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20399-o

3624-65

Cape Investment Corporation

Notice is given that "Cape Investment Corporation" has changed the number of its directors from 3 to 4.

JACQUES PHILIPPON,

Secretary.

20396-o

967-64

Compagnie Pharmaceutique Vita ltée

Notice is hereby given that "Compagnie Pharmaceutique Vita ltée", has changed the number of its directors from 3 to 5.

JEAN RIVARD,

Secretary.

20397

2589-64

Paul Constantineau inc.

Notice is hereby given that "Paul Constantineau inc.", has changed the number of its directors from 4 to 3.

JOSEPH GALAISE,

Secretary.

20398

2407-51

Elm Park Recreation Association Inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, on June 8, 1967, approved the general by-laws of "Elm Park Recreation Association Inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20399

3624-65

Franklin Glass & Paint Company

Avis est donné que la compagnie « Franklin Glass & Paint Company », a diminué de 5 à 4 le nombre de ses administrateurs.

Le Secrétaire,
E. R. GRAHAM.
3498-46

20400

**Pavages Maska inc.
Maska Paving Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Pavages Maska inc. — Maska Paving Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 5.

Le Secrétaire,
DENIS LORANGE.
11646-57

20401-o

Société Financière inc.

Avis est donné par les présentes que les administrateurs de « Société Financière inc. », ont adopté le règlement numéro XVIII le 4 juillet 1967, en vertu des dispositions de l'article 90 de la Loi des Compagnies de Québec, pourvoyant à la distribution de l'actif de la compagnie parmi ses actionnaires.

Montréal, le 4 juillet 1967.

Le Secrétaire,
(Signé) FERNAND GIROUARD.
Solumex inc.

20402-o

Avis est donné que la compagnie « Solumex inc. » a changé le nombre de ses administrateurs de 6 à 7.

Le Secrétaire,
GILLES GODIN.
2122-66

20403-o

Summerlea Golf & County Club Inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 16 juin 1967, approuvé le règlement A-2 de la corporation « Summerlea Golf & County Club Inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20404-o

1139-44

Versailles Hair Products Inc.

Avis est donné que la compagnie « Versailles Hair Products Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 5.

Le Secrétaire,
J. J. SPECTOR.
3999-65

20405

Hôtel-Dieu Notre-Dame de Beauce

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 27 juin 1967, approuvé les règlements généraux numéros 5 et 6 de la corporation « Hôtel-Dieu Notre-Dame de Beauce », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20426-o

2960-49

**Les Meubles Drouin Itée
Drouin Furniture Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Les Meubles Drouin Itée — Drouin Furniture Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 6.

Le Secrétaire,
GÉRARD BÉDARD.
3369-50

20453-o

Franklin Glass & Paint Company

Notice is given that "Franklin Glass & Paint Company" has changed the number of its directors from 5 to 4.

E. R. GRAHAM.
Secretary.
3498-46

20400-o

**Pavages Maska inc.
Maska Paving Inc.**

Notice is hereby given that "Pavages Maska inc. — Maska Paving Inc." has changed the number of its directors from 7 to 5.

DENIS LORANGE.
Secretary.
11646-57

20401

Société Financière inc.

Notice is hereby given that the directors of "Société Financière inc.", have adopted by-law number XVIII on July 4, 1967, in pursuance to the provisions of section 90 of the Quebec Companies Act, providing for the distribution of company assets among its shareholders.

Montreal, July 4, 1967.

(Signed) FERNAND GIROUARD.
Secretary.

20402

Solumex inc.

Notice is hereby given that "Solumex inc." has changed the number of its directors from 6 to 7.

GILLES GODIN.
Secretary.
2122-66

20403

Summerlea Golf & County Club Inc.

Notice is given that the Provincial Secretary has, on June 16, 1967, approved by-law A-2 of "Summerlea Golf & County Club Inc.", and such, in virtue of section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20404

1139-44

Versailles Hair Products Inc.

Notice is given that "Versailles Hair Products Inc." has changed the number of its directors from 4 to 5.

J. J. SPECTOR.
Secretary.
3999-65

20405-o

Hôtel-Dieu Notre-Dame de Beauce

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on June 27, 1967, approved general by-law numbers 5 and 6 of "Hôtel-Dieu Notre-Dame de Beauce", and such, in pursuance to section 226 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20426

2960-49

**Les Meubles Drouin Itée
Drouin Furniture Ltd.**

Notice is hereby given that "Les Meubles Drouin Itée — Drouin Furniture Ltd.", has changed the number of its directors from 4 to 6.

GÉRARD BÉDARD,
Secretary.
3369-50

20453

L'Association des Employés Civils

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 9 juin 1967, approuvé les modifications aux règlements généraux de « L'Association des Employés Civils », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20425-o 1371-38

Station de Service Ste-Thérèse inc.
Ste-Thérèse Service Station Inc.

Avis est donné que la compagnie « Station de Service Ste-Thérèse inc. — Ste-Thérèse Service Station Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le Secrétaire,
J. E. SIROIS.

20442-o 618-67

Collège Classique de Roberval inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 20 juin 1967, approuvé le règlement numéro 2 de la corporation « Collège Classique de Roberval inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20446-o 15823-59

Galerie des Tissus inc.

Avis est donné que la compagnie « Galerie des Tissus inc. » a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 4.

Le Secrétaire,
JEAN-PAUL GOULET.

20448-o 3023-63

Sièges sociaux

Roméo Bessette & Fils inc.

Avis est donné que la compagnie « Roméo Bessette & Fils inc. » a changé son siège social de Montréal, au numéro 154, rue Champlain, St-Jean.

Le Secrétaire,
JEAN-MARCEL BESSETTE.

20407-o 2135-67

Ciri Inc.

Avis est donné que la compagnie « Ciri Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes datées du 23^e jour d'août 1965, a transporté son siège social de 785, avenue Plymouth, dans la ville de Mont Royal, province de Québec, à 5375, rue Paré, dans la ville de Montréal, province de Québec.

Montréal, ce 27^e jour de juin 1967.

Le Secrétaire-trésorier,
HERBERT B. McNALLY.

20408 3711-65

Les Développement Jace Itée
Jace Developments Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Les Développement Jace Itée — Jace Developments Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 28 juin 1967, et ayant son siège social dans Montréal a établi son bureau au numéro 7881 du boulevard Décarie.

L'Association des Employés Civils

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on June 9, 1967, approved the amendments to the general by-laws of "L'Association des Employés Civils", and such, in conformity with section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20425 1371-38

Station de Service Ste-Thérèse inc.
Ste-Thérèse Service Station Inc.

Notice is hereby given that "Station de Service Ste-Thérèse inc. — Ste-Thérèse Service Station Inc.", has changed the number of its directors from 4 to 3.

J. E. SIROIS,
Secretary.

20442 618-67

Collège Classique de Roberval inc.

Notice is given that the Provincial Secretary has, on June 20, 1967, approved by-law number 2 of the corporation "Collège Classique de Roberval inc.", and such, in virtue of section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20446 15823-59

Galerie des Tissus inc.

Notice is hereby given that "Galerie des Tissus inc.", has changed the number of its directors from 5 to 4.

JEAN-PAUL GOULET,
Secretary.

20448 3023-63

Head Offices

Roméo Bessette & Fils inc.

Notice is hereby given that "Roméo Bessette & Fils inc.", has changed its head office from Montreal, to 154 Champlain Street, St-Jean.

JEAN-MARCEL BESSETTE,
Secretary.

20407 2135-67

Ciri Inc.

Notice is hereby given that "Ciri Inc.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act letters patent dated the 23rd day of August, 1965, has moved its head office from 785 Plymouth Avenue, in the town of Mount Royal, Province of Quebec, to 5375 Paré Street, in the city of Montreal, Province of Quebec.

Montreal, this 27th day of June, 1967.

HERBERT B. McNALLY,
Secretary-Treasurer.

20408-o 3711-65

Les Développement Jace Itée
Jace Developments Ltd.

Notice is hereby given that "Les Développement Jace Itée — Jace Developments Ltd.", incorporated by letters patent, on June 28, 1967, and having its head office in Montreal, has established its office at number 7881 Décarie Boulevard.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 29 juin 1967.

Le Président,
JOHN D. STIRLING.

20409-o

2902-67

Les Entreprises Miclor inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Entreprises Miclor inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, en date du 28 avril 1967, et ayant son bureau principal à Montréal, province de Québec, a établi son bureau au numéro 3958, rue St-Laurent.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 1er jour de mai 1967.

MME LORNE BERNARD.

20410-o

1905-67

Foundation-Scottish Properties Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Foundation-Scottish Properties Ltd. » constituée en corporation par lettres patentes, en date du 31e jour de mars 1965, et jusqu'ici ayant son siège social situé à suite 1739, 1, place Ville Marie, Montréal, Québec, l'a transporté à suite 1030, place du Canada, 1010 ouest, rue Lagauchetière, Montréal, Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Toronto, province d'Ontario, ce 20e jour de juin 1967.

Le Secrétaire-trésorier,
G. L. SANDLER.

20411

600-65

Lake Champlain Estate inc.

Avis est donné que la compagnie « Lake Champlain Estate Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes, en date du 30 novembre 1961, a établi son siège social à 11,257, rue Frigon, en les ville et district de Montréal.

2 juin 1967.

Le Secrétaire,
NICOLE FARKAS.

20412

15827-61

Zampino Construction Inc.

Avis est donné que la compagnie « Zampino Construction Inc. », constituée en corporation par lettres-patentes de la province de Québec, en date du vingt-quatrième jour du mois de mai mil neuf cent soixante-sept (1967), et ayant son siège social dans la cité de St-Léonard a établi son bureau au numéro 8235 de la rue Domrémy en ladite cité de St-Léonard.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce neuvième jour de juin mil neuf cent soixante-sept (1967).

Le Président,
ANTONIO ZAMPINO.

20414-o

2320-67

From and after the date of the present notice the said office is considered by the company as being its head office.

Given in Montreal, on June 29, 1967.

JOHN D. STIRLING,
President.

20409

2902-67

Les Entreprises Miclor inc.

Notice is given that "Les Entreprises Miclor inc.", incorporated in virtue of Part I of the Quebec Companies Act, dated April 28, 1967, and having its principal office in Montreal, province of Quebec, has established its office at number 3958 St-Laurent Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 1st day of May, 1967.

MRS. LORNE BERNARD.

20410

1905-67

Foundation-Scottish Properties Ltd.

Notice is hereby given that "Foundation-Scottish Properties Ltd." incorporated by letters patent dated the 31st day of March, 1965, and heretofore having its head office situated at Suite 1739, 1 Place Ville Marie, Montreal, Quebec, has moved it to Suite 1030, Place du Canada, 1010 Lagauchetière Street West, Montreal, Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Toronto, in the Province of Ontario, this 20th day of June, 1967.

G. L. SANDLER,
Secretary-Treasurer.

20411-o

600-65

Lake Champlain Estate inc.

Notice is hereby given that "Lake Champlain Estate Inc.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated November 30, 1961 has established its head office at 11,257 Frigon Street, in the city and district of Montreal.

June 2nd, 1967.

NICOLE FARKAS,
Secretary.

20412-o

15827-61

Zampino Construction Inc.

Notice is hereby given that the company "Zampino Construction Inc.", incorporated by letters patent of the Province of Quebec, dated the twenty-fourth day of May nineteen hundred and sixty-seven (1967) and having its head office in the city of St-Léonard, has established its office at civic number 8235 Domremy Street in the city of St-Léonard.

From the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head-office.

Signed at Montreal, this ninth day of June nineteen hundred and sixty-seven (1967).

ANTONIO ZAMPINO,
President.

20414

2320-67

Richer Super Marché inc.

Avis est par les présentes donné que « Richer Super Marché inc. », une compagnie formée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes émises le 27 février 1967, a son principal bureau d'affaires à Saint-Jovite dans le comté de Terrebonne, province de Québec.

Daté à Saint-Jovite, ce 29 mai 1967.

Le Secrétaire,
MAURICE RICHER.

20413-o

810-67

Richer Super Marché inc.

Notice is hereby given that "Richer Super Marché inc.", a company incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, by letter patent issued on February 27, 1967, has its head office in St-Jovite, in the county of Terrebonne, province of Québec.

Dated at St-Jovite, May 29, 1967.

MAURICE RICHER,
Secretary.

20413

810-67

Jeando Inc.

Avis est donné que la compagnie « Jeando Inc. », constituée en corporation par lettres patentes datées du 2 mars 1967 a son bureau chef au numéro 210 Blvd St-Jean Baptiste, à Ste-Philomène, Province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau chef.

Donné à Ville de Kirkland, ce 10^e jour de mai 1967.

JEAN-GUY BRUNET.

20429-o

927-67

Jeando Inc.

Notice is hereby given that "Jeando inc.", incorporated by letters patent dated the 2nd day of March, 1967, has its head office at number 210 St-Jean-Baptiste Blvd., in Ste-Philomène Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given in the town of Kirkland, this 10th day of May, 1967.

JEAN-GUY BRUNET.

20429

927-67

Kadel Chemicals Limited
Les Produits Chimiques Kadel, limitée

Avis est donné que la compagnie « Kadel Chemicals Limited — Les Produits Chimiques Kadel, limitée », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes en date du 22^e jour de mars 1967, et ayant son siège social en la ville de Montréal Ouest, province de Québec, a établi son bureau à 148, Ronald Drive.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 22^e jour de mars 1967.

Le Secrétaire,
D. H. BUNKER.

20430

1243-67

Kadel Chemicals Limited
Les Produits Chimiques Kadel, limitée

Notice is hereby given that "Kadel Chemicals Limited — Les Produits Chimiques Kadel, limitée", a company incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent on the 22nd day of March, 1967, and having its head office in the town of Montreal West, Province of Quebec, has established its office at 148 Ronald Drive.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 22nd day of March, 1967.

D. H. BUNKER,
Secretary.

20430-o

1243-67

Laurent Lafortune, Assurances inc.
Laurent Lafortune, Insurance Inc.

Avis est donné que la compagnie « Laurent Lafortune, Assurances Inc. et/ou Laurent Lafortune, Insurance Inc. », constituée en corporation par lettres patentes, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies du Québec, en date du 21^e jour d'avril 1967 et ayant son siège social dans la localité de Boucherville, dans le district de Montréal, a établi son bureau au No 225 de la rue De Brullon, dans ladite municipalité.

À compter de la date du présent avis, le bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Boucherville, ce 22^e jour de mai 1967.

Le Président de la compagnie,
LAURENT LAFORTUNE.

20431-o

1770-67

Laurent Lafortune, Assurances inc.
Laurent Lafortune, Insurance Inc.

Notice is hereby given that "Laurent Lafortune, Assurances inc. and/or Laurent Lafortune, Insurance Inc.", incorporated by letters patent, in pursuant to Part I of the Quebec Companies Act, dated April 21, 1967, and having its head office in the locality of Boucherville, in the district of Montreal, has established its office at 225 De Brullon Street, in the said municipality.

From and after the date of the present notice, the office is considered by the company as being its head office.

Given at Boucherville, this 22nd day of May, 1967.

LAURENT LAFORTUNE,
President of the Company.

20431

1770-67

Laurentian Lanes Limited
Salon de Quilles Laurentien limitée

Avis est donné que la compagnie « Laurentian Lanes Limited — Salon de Quilles Laurentien limitée », a été constituée en corporation par lettres patentes en date du 1^{er} juin 1967, en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son

Laurentian Lanes Limited
Salon de Quilles Laurentien limitée

Notice is hereby given that "Laurentian Lanes Limited — Salon de Quilles Laurentien limitée", was incorporated by letters patent dated June 1, 1967, under the Quebec Companies Act, and having its head office in St-Laurent, in the said

siège social à St-Laurent, en ladite province, a établi son bureau à 222, Monnaie de Lisse.

À compter du 1er juin 1967, ledit bureau a été et est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté en la ville de Montréal, ce 30e jour de juin 1967.

(Seal) *Le Secrétaire-trésorier,*
AUSTIN C. BEUTEL.

20432

Sojceci Itée

Avis est donné que la compagnie « Sojceci Itée », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 18e jour de mai 1967, et ayant son siège social en la ville de Laval, a établi son bureau au numéro 325 chemin de la Tournelle.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Montréal, 30 juin 1967.

Le Secrétaire,
FREDERICK W. BENN.
20433 2229-67

Galerie des Tissus inc.

Avis est donné que la compagnie « Galerie des Tissus inc. » a changé son siège social de Ste-Foy, au Centre d'Achats Rond-Point, Lévis.

Le Secrétaire,
JEAN-PAUL GOULET.
20448-0 3023-63

La Corporation des Pères Eudistes de la Province de Québec

Avis est donné par les présentes que « La Corporation des Pères Eudistes de la Province de Québec » a transféré son siège social de Lévis, 9 rue Fraser, à Charlesbourg, Québec 7, au numéro 6125, 1ère Avenue.

Ce transfert fait suite à une décision prise par le conseil de la corporation au cours de sa réunion régulière du 15 mai 1967.

18 mai 1967.
Le Secrétaire,
ANTOINE THÉRIAULT C.J.M.
20454-28-2-0

Ministère de l'Éducation

Commission scolaire centrale protestante de Compton County

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1082, en date du 20 avril 1967, de dissoudre la commission scolaire centrale protestante du comté de Compton.

Ce changement prend effet à compter du premier juillet 1968.

Québec, le 10 juillet 1967.
Le Ministre de l'Éducation,
JEAN-JACQUES BERTRAND.
20436-0 25-66

La Commission scolaire centrale protestante de Stanstead County

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 1153, en date du 1er mai 1967, de dissoudre la commission scolaire centrale protestante du comté de Stanstead.

Ce changement prend effet à compter du 1er juillet 1968.

Québec, le 10 juillet 1967.
Le Ministre de l'Éducation,
JEAN-JACQUES BERTRAND.
20436 31-66

Province, has established its office at 222 Monnaie de Lisse.

From and after June 1st, 1967, the said office has been and is considered by the company as being the head office of the company.

Dated at the city of Montreal, this 30th day of June, 1967.

(Seal) *AUSTIN C. BEUTEL,*
20432-0 *Secretary-Treasurer.*

Sojceci Itée

Notice is hereby given that "Sojceci Itée", incorporated in virtue of Part I of the Quebec Companies Act, on the 18th day of May, 1967, and having its head office in the city of Laval, has established its office at number 325 Chemin de la Tournelle.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Montreal, June 30, 1967.

FREDERICK W. BENN,
20433-0 *Secretary.* 2229-67

Galerie des Tissus inc.

Notice is hereby given that "Galerie des Tissus inc." has moved its head office from Ste-Foy to the "Centre d'Achats Rond-Point", Lévis.

JEAN-PAUL GOULET,
20448 *Secretary.* 3023-63

La Corporation des Pères Eudistes de la Province de Québec

Notice is hereby given that "La Corporation des Pères Eudistes de la Province de Québec" has transferred its head office from Lévis, 9 Fraser St, to Charlesbourg, Québec, 7, 6125, 1st Avenue.

This transfer follows a decision by the corporation council which met on May 15, 1967, in a regular meeting.

May 18, 1967.
ANTOINE THÉRIAULT C.J.M.,
20454-28-2-0 *Secretary.*

Department of Education

Compton County Protestant Central School Board

The Lieutenant-Governor has been pleased by Order in Council number 1082, dated April 20, 1967, to dissolve the Compton County Protestant Central School Board.

This change takes effect from and after July first, 1968.

Quebec, July 10, 1967.
JEAN-JACQUES BERTRAND,
20436 *Minister of Education.* 25-66

Protestant Central School Board of Stanstead County

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council number 1153, dated May 1, 1967, to dissolve the Protestant Central School Board of Stanstead County.

This change takes effect on July 1st, 1968.

Quebec, July 10, 1967.
JEAN-JACQUES BERTRAND,
20436-0 *Minister of Education.* 31-66

Paroisse de Saint-Flavien

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Flavien, dans le comté de Lotbinière, en celui de Laurier Station.

Québec, le 10 juillet 1967.

Le Ministre de l'Éducation,

JEAN-JACQUES BERTRAND.

20434-28-2-o

130-67

Village de Saint-Flavien

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire du village de Saint-Flavien, dans le comté de Lotbinière, en celui de Saint-Flavien.

Québec, le 10 juillet 1967.

Le Ministre de l'Éducation,

JEAN-JACQUES BERTRAND.

20434-28-2-o

130-67

Bristol

Demande est faite d'annexer, pour fins des écoles protestantes seulement, le présent territoire de la municipalité scolaire de Bristol, dans le comté de Pontiac, à la Municipalité Scolaire Protestante de Central Pontiac, dans le comté de Pontiac.

Québec, le 10 juillet 1967.

Le Ministre de l'Éducation,

JEAN-JACQUES BERTRAND.

20434-28-2

95-67

Parish of Saint-Flavien

Application is made to change the name of the school municipality of the parish of Saint-Flavien, in the county of Lotbinière, to that of Laurier Station.

Quebec, July 10, 1967.

JEAN-JACQUES BERTRAND,

Minister of Education.

20434-28-2

130-67

Village of Saint-Flavien

Application is made to change the name of the school municipality of the village of Saint-Flavien, in the county of Lotbinière, to that of Saint-Flavien.

Quebec, July 10, 1967.

JEAN-JACQUES BERTRAND,

Minister of Education.

20434-28-2

130-67

Bristol

Application is made to annex, for Protestant school purposes only, the present territory of the school municipality of Bristol, in the county of Pontiac, to the Protestant school municipality of Central Pontiac, in the county of Pontiac.

Quebec, July 10, 1967.

JEAN-JACQUES BERTRAND,

Minister of Education.

20434-28-2-o

95-67

Liquidation — Avis de**Appartements Morin Itée**

Avis est donné que la compagnie « Appartements Morin Itée », constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes en date du 13 juillet 1950, avec siège social à Québec, a été dissoute le 5 juin 1967, et ce, en vertu de la Loi de la liquidation des compagnies, Statuts refondus, 1964, chapitre 281.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20415-o

5367-50

G. B. Talent, inc.

Avis est donné que la compagnie « G. B. Talent, inc. », constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes en date du 23 mai 1946, avec siège social à Montréal, a été dissoute le 27 juin 1967, et ce, en vertu de la Loi de la liquidation des compagnies, Statuts refondus, 1964, chapitre 281.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20416-o

4284-46

Winding up Notices**Appartements Morin Itée**

Notice is hereby given that "Appartements Morin Itée", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated July 13, 1950, with a head office at Québec, was dissolved on June 5, 1967, and such, in pursuance to the Winding-Up Act, Revised Statutes, 1964, chapter 281.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20415

5367-50

G. B. Talent, inc.

Notice is given that "G. B. Talent, inc.", incorporated in virtue of Part I of the Companies Act by letters patent dated May 23, 1946, with head office in Montreal, has been dissolved on June 27, 1967, and such, in virtue of the Winding-Up Act, Revised Statutes, 1964, chapter 281.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20416

4284-46

**Ministère des
Affaires municipales****Paroisse de Saint-Théophile-de-la-Beauce**

Le soussigné donne avis que, tel que demandé dans une résolution passée le 9 juin 1967, par le conseil municipal de la paroisse de Saint-Théophile-de-la-Beauce, comté de Beauce, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 4 juillet 1967, que les publications de tous les avis publics,

**Department of
Municipal Affairs****Parish of Saint-Théophile-de-la-Beauce**

The undersigned gives notice that, as requested in a resolution passed on June 9, 1967, by the Municipal Council of the parish of Saint-Théophile-de-la-Beauce, county of Beauce, and pursuant to the provisions of section 130 of the Municipal Code, he has decreed, on July 4, 1967, that the publications of all public notices, by-laws,

règlements, résolutions ou ordres de la corporation de la paroisse de Saint-Théophile-de-la-Beauce, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 131 du Code municipal.

Québec, le 4 juillet 1967.

Le Sous-ministre des Affaires municipales,
20437-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

Cité de Hull

Avis est donné que, par l'arrêté en conseil no 1709 du 28 juin 1967 et conformément aux dispositions de l'article 43 de la Loi des cités et villes (S.R.Q. 1964, chapitre 193), il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement no 952-1 du conseil municipal de la cité de Hull, et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire mentionné audit règlement et décrit ci-dessous est détaché de la municipalité du canton de Hull, partie ouest, comté de Gatineau, et annexé à la cité de Hull.

Ce territoire est le suivant:

Un territoire faisant actuellement partie de la municipalité de la partie ouest du canton de Hull, comté de Gatineau, comprenant en référence au cadastre officiel dudit canton, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, routes, emprise de chemin de fer, rivières, cours d'eau ou parties d'iceux, le tout renfermé dans les limites du territoire ci-après décrites, à savoir:

Partant du coin sud-ouest du lot 10-C rang VI; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: la ligne ouest du lot 10-C rang VI et partie de la ligne ouest du lot 10-B rang VI jusqu'au côté sud-ouest du chemin de la Mine; le côté sud-ouest dudit chemin en allant vers le nord-ouest jusqu'à la ligne séparative des rangs VI et VII; ladite ligne séparative de rangs en allant vers l'est jusqu'au coin nord-ouest du lot 10-B rang VI; la ligne ouest du lot 10-B rang VII en allant vers le nord à travers le chemin Baldwin jusqu'au côté nord dudit chemin; le côté nord dudit chemin en allant vers l'est jusqu'à la ligne séparative des rangs VI et VII; ladite ligne séparative de rangs en allant vers l'est et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Gatineau; la ligne médiane de ladite rivière en allant vers le sud-est et le sud jusqu'au prolongement de la ligne séparative des rangs V et VI; puis suivant les limites actuelles de la cité de Hull, ledit prolongement et partie de ladite ligne séparative de rangs en allant vers l'ouest jusqu'au côté sud-est du boulevard St-Joseph (route No 11); ledit côté sud-est dudit boulevard en allant vers le nord-est jusqu'au prolongement du côté nord du chemin Cameron; ledit prolongement et le côté nord dudit chemin en allant vers l'ouest jusqu'au coin sud-ouest du lot 6-D rang VI; la ligne ouest du lot 6-D rang VI jusqu'à une ligne située au sud-est de la ligne médiane du ruisseau Leamy et se maintenant à une distance perpendiculaire de cinquante (50') pieds; ladite ligne parallèle audit ruisseau en allant vers le sud-ouest jusqu'à la ligne ouest du lot 7-C rang VI; partie de ladite ligne ouest dudit lot 7-C en allant vers le nord; la ligne sud du lot 8-B rang VI; la ligne est du lot 9-C rang VI jusqu'au côté nord du chemin Cameron; le côté nord dudit chemin et son prolongement jusqu'au côté sud-ouest du chemin de la Mine;

resolutions or orders of the corporation of the parish of Saint-Théophile-de-la-Beauce, except those required in the *Quebec Official Gazette*, will be made henceforth in the French language only.

The present notice is published in virtue of section 131 of the Municipal Code.

Quebec, July 4, 1967.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
20437 Deputy Minister of Municipal Affairs.

City of Hull

Notice is hereby given that, by Order in Council No. 1709 of June 28, 1967, and in conformity with the provisions of section 43 of the Cities and Towns Act (RSQ, 1964, chapter 193), the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to approve by-law No. 952-1 of the municipal council of the city of Hull, and to decree that, from and after the date of the publication of the present notice, the territory mentioned on the said by-law and described hereunder is detached from the municipality of the township of Hull, west part, county of Gatineau, and annexed to the city of Hull.

This territory is the following:

A territory actually being part of the municipality of the west part of the township of Hull, county of Gatineau, including in reference to the official cadastre of the said township, the lots or parts of lots and their subdivisions, present and future, as well as the roads, streets, routes, railroad right of ways, rivers, water courses or parts of these, the whole enclosed in the limits or the territory hereafter described, to wit:

starting from the south-west corner of lot 10-C range VI; thence, successively, the following lines and demarcations: the west line of lot 10-C range VI and part of the line west of lot 10-B range VI up to the south-west side of the Mine road; the south-west side of the said road going north-west up to the separative line of ranges VI and VII; the said separative line of the ranges going east up to the north-west corner of lot 10-B range VI; the west line of lot 10-B range VII going north across Baldwin road up to the north side of the said road; the north side of the said road going east up to the separative line of ranges VI and VII; the said separative line of the ranges going east and its prolongation up to the median line of Gatineau river; the median line of the said river going south-east and south up to the prolongation of the separative line of ranges V and VI; then following the actual limits or the city of Hull, the said prolongation and part of the said separative line of the ranges going west up to the south-east side of St-Joseph Boulevard (Route No. 11); the said south-east side of the said Boulevard going north-east up to the prolongation of the north side of Cameron road; the said prolongation and the north side of the said road going west up to the south-west corner of lot 6-D range VI; the west line of lot 6-D range VI up to a line situated on the south-east of the median line of Leamy Stream and maintained at a perpendicular distance of fifty (50') feet; the said line parallel to the said stream going south-west up to the west line of lot 7-C range VI; part of the said west line of said lot 7-C going to the north; the south line of lot 8-B range VI; the east line of lot 9-C range VI up to the north side of Cameron road; the north side of the said road and its prolongation up to the south-west side of the Mine road; the south-west side of

le côté sud-ouest de ce dernier chemin en allant vers le sud-est jusqu'à la ligne séparative des rangs V et VI; puis laissant les limites actuelles de la cité de Hull, ladite ligne séparative de rangs en allant vers l'ouest jusqu'au point de départ;

Le Sous-ministre des affaires municipales,
20437-o *JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.*

Cité de Shawinigan

Province de Québec

Règlement No 1238

Considérant qu'il est opportun et d'intérêt général de changer la date de l'élection générale du maire et des échevins de la cité de Shawinigan;

Considérant que l'élection a maintenant lieu tous les trois ans, le premier lundi juridique de novembre;

Considérant qu'en vertu d'un pouvoir que la loi lui confère le Conseil peut changer la date de l'élection du maire et des échevins et décréter que cette élection aura lieu le premier dimanche de novembre;

Considérant qu'en date du 11 avril 1967, le lieutenant-gouverneur en conseil a émis une proclamation parue dans la *Gazette officielle de Québec* le 13 mai 1967, à l'effet qu'à partir du 7 novembre 1966 l'élection générale du maire et des échevins de la cité de Shawinigan aura lieu tous les quatre (4) ans;

Considérant qu'avis a été donné de la présentation du présent règlement le 16 janvier 1967;

Par ces motifs, il est, par le présent règlement, décrété et statué comme suit:

1° Le préambule fait partie du présent règlement.

2° À compter de l'entrée en vigueur du présent règlement la date de l'élection générale du maire et des échevins aura lieu le premier dimanche de novembre.

3° Vu le changement de date de l'élection générale décrété à l'article premier et vu la proclamation par le lieutenant-gouverneur en conseil mentionné au préambule, la date de la prochaine élection générale est fixée au premier dimanche de novembre 1970.

4° Le présent règlement entrera en vigueur après son approbation par le Ministre des Affaires Municipales et sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Avis de motion donné le 16 janvier 1967.

Passé et adopté le 5 juin 1967.

Certifié vraie copie.

N.B. Ce règlement est publié conformément à l'article 173, paragraphe 5 de la Loi des cités et villes.

Le Maire,

(Signé) J.-MAURICE BRUNEAU.

Le Greffier,

(Signé) YVON BOISVERT.

Le Sous-ministre des affaires municipales,
20450-o *JEAN-LOUIS DOUCET C.R.*

ERRATUM

Veuillez prendre note qu'à la page 4033 de la *Gazette officielle* numéro 26 du 30 juin 1967 en dessous du titre « Ville de Saint-Antoine » et en anglais « Town of Saint-Antoine » on aurait dû lire: « Ville de Clermont » et en anglais « Town of Clermont ». Aussi, à la page 4037, sous le titre « Ville de Clermont » et en anglais « Town of Clermont », on aurait dû lire: « Ville de Saint-Antoine » et en anglais « Town of Saint-Antoine ».

20271-o-x

this latter road going south-east up to the separative line of ranges V and VI; then leaving the actual limits of the city of Hull, the said separative line of the ranges going west up to the point of departure;

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
20437 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

City of Shawinigan

Province of Quebec

By-law No. 1238

Whereas it is expedient and of a general interest to change the date of the general election of the mayor and aldermen of the city of Shawinigan;

Whereas the election is now held every three years, on the first judicial Monday of November;

Whereas in pursuance to the power that the law grants it, the Council may change the date of the election of the mayor and aldermen and decree that this election will be held on the first Sunday of November;

Whereas on April 11, 1967, the Lieutenant-Governor in Council issued a proclamation appearing in the *Quebec Official Gazette* on May 13, 1967, to the effect that from November 7, 1966, the general election of the mayor and aldermen of the city of Shawinigan will be held every four (4) years;

Whereas notice was given of the presentation of the present by-law of January 16, 1967;

Therefore, it is, by the present by-law, decreed and ordained as follows:

1. The preamble is part of the present by-law.

2. From and after the coming into force of the present by-law, the date of the general election of the mayor and aldermen will be held on the first Sunday of November.

3. Considering the change of the date of the general election decreed in the first section and considering the proclamation by the Lieutenant-Governor in Council mentioned in the preamble, the date of the next general election is fixed on the first Sunday of November, 1970.

4. The present by-law will come into force after its approval by the Minister of Municipal Affairs and its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Notice of motion given January 16, 1967.

Passed and adopted on June 5, 1967.

Certified true copy.

N.B. This by-law is published in conformity to section 173, paragraph 5 of the Cities and Towns Act.

(Signed) J.-MAURICE BRUNEAU,
Mayor.

(Signed) YVON BOISVERT,
Clerk.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
20450 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

ERRATUM

Notice is given that on page 4033 of *Official Gazette* Number 26 dated June 30, 1967, under the title of « Ville de Saint-Antoine » and in English « Town of Saint-Antoine », the notice should have read as: « Ville de Clermont » and in English « Town of Clermont ». Also, on page 4037, under the title of « Ville de Clermont » and in English « Town of Clermont » the notice should have read as: « Ville de Saint-Antoine » and in English « Town of Saint-Antoine ».

20271-x

Syndicat professionnel

Syndicat des Producteurs de Cultures Industrielles (maïs à grains) de la Province de Québec (UCC)

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Syndicat des Producteurs de Cultures Industrielles (maïs à grains) de la province de Québec (UCC) », a été autorisée par le secrétaire de la province le 6 juillet 1967.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Québec, le 10 juillet 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20455-o

51-67

Professional Syndicate

Syndicat des Producteurs de Cultures Industrielles (maïs à grains) de la Province de Québec (UCC)

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Syndicat des Producteurs de Cultures Industrielles (maïs à grains) de la Province de Québec (UCC)", has been authorized by the Provincial Secretary on July 6, 1967.

The head office of the said professional syndicate is situated at Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Québec, July 10, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20455

51-67

Soumissions

Cité de St-Jérôme

(Terrebonne)

(Avis de correction)

Veuillez prendre note que dans l'avis de demande de soumissions, publié à la page 4178 de la *Gazette officielle de Québec* du 8 juillet 1967, relativement à une émission de \$747,500. d'obligations, l'adresse mentionnée dans ledit avis devrait se lire comme suit: Hôtel de Ville, 280, rue Labelle, St-Jérôme, (Terrebonne), P.Q.

Tous les autres détails contenus dans l'avis de demande de soumissions indiqué ci-haut demeurent inchangés.

St-Jérôme, ce 11 juillet 1967.

Hôtel de Ville,

280, rue Labelle,

St-Jérôme (Terrebonne), P.Q.

Le Greffier,

GÉRARD MAURICE.

20437-o

Tenders

City of St-Jérôme

(Terrebonne)

(Notice of correction)

Kindly note that in the notice of call for tenders published on page 4178 of the *Quebec Official Gazette* of July 8th, 1967, relative to an issue of \$747,500 of bonds, the address mentioned in the said notice shall be read as follow: Town Hall, 280, Lavelle Street, St-Jérôme, (Terrebonne), P.Q.

All the other details contained in the above mentioned notice of call for the tenders remain unchanged.

St-Jérôme, July 11th, 1967.

Town Hall,

280, Labelle Street,

St-Jérôme, (Terrebonne), P.Q.

GÉRARD MAURICE,

Clerk.

20437-o

Ville de Neufchatel

Comté de Chauveau

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné, Charles Falardeau, secrétaire-trésorier, jusqu'à 5 heures du soir, Hôtel de Ville de Neufchatel, 129, rue Racine, Loretteville, comté de Chauveau, P.Q., et par après, jusqu'à 8 heures du soir, École St-Marc, 153, Blvd L'Ormière, Neufchatel, comté de Chauveau, P.Q., lundi, le 31 juillet 1967, pour l'achat de \$418,000 d'obligations de la ville de Neufchatel, comté de Chauveau, datées du 1er août 1967 et remboursables par séries du 1er août 1968 au 1er août 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements nos. 144 — \$7,000 — renouvellement; 146 — \$13,900 — renouvellement; 147 — \$100 — renouvellement; 256 — \$72,000 — aqueduc; 272 — \$2,000 — aqueduc, égouts, voirie; 275 — \$2,000 — aqueduc et égouts; 282 — \$49,400 — aqueduc; 283 — \$36,000 — aqueduc; 284 — \$5,300 — égouts; 319 — \$5,500 — aqueduc et égouts; 323 — \$16,400 — voirie; 324 — \$30,000 — aqueduc et égouts; 331 — \$25,000 —

Town of Neufchatel

County of Chauveau

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Charles Falardeau, secretary-treasurer, until 5:00 o'clock p.m., at the Town Hall of Neufchatel, 129 Racine Street, Loretteville, county of Chauveau, P.Q., and after, until 8:00 o'clock p.m., at St-Marc School, 153 L'Ormière Boulevard, Neufchatel, county of Chauveau, P.Q., Monday, July 31, 1967, for the purchase of an issue of \$418,000 of bonds for the town of Neufchatel, county of Chauveau, dated August 1, 1967, and redeemable serially from August 1, 1968 to August 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law Nos. 144 — \$7,000 — renewal; 146 — \$13,900 — renewal; 147 — \$100 — renewal; 256 — \$72,000 — aqueduct; 272 — \$2,000 — aqueduct, sewers, roads; 275 — \$2,000 — aqueduct and sewers; 282 — \$49,400 — aqueduct; 283 — \$36,000 — aqueduct; 284 — \$5,300 — sewers; 319 — \$5,500 — aqueduct and sewers; 323 — \$16,400 — roads; 324 — \$30,000 — aqueduct and sewers; 331 — \$25,000 — roads;

voirie; 342 — \$20,400 — voirie; 345 — \$2,700 — voirie; 355 — \$38,600 — aqueduc et égouts; 366 — \$91,700 — aqueduc inter-municipal.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1^{er} août 1967.

Tableau d'amortissement — \$418,000 — 20 ans

Année	Capital
1 ^{er} août 1968	\$ 7,000
1 ^{er} août 1969	8,000
1 ^{er} août 1970	8,000
1 ^{er} août 1971	8,000
1 ^{er} août 1972	10,000
1 ^{er} août 1973	10,000
1 ^{er} août 1974	10,000
1 ^{er} août 1975	11,000
1 ^{er} août 1976	11,000
1 ^{er} août 1977	13,000
1 ^{er} août 1978	15,000
1 ^{er} août 1979	15,000
1 ^{er} août 1980	15,000
1 ^{er} août 1981	16,000
1 ^{er} août 1982	18,000
1 ^{er} août 1983	18,000
1 ^{er} août 1984	19,000
1 ^{er} août 1985	20,000
1 ^{er} août 1986	22,000
1 ^{er} août 1987	164,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Loretteville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 31 juillet 1967, à 8 heures du soir, École St-Marc, 153, Blvd L'Ormière, Neufchâtel, comté de Chauveau, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Loretteville, (Comté de Chauveau), ce 11 juillet 1967.

Le Secrétaire-Trésorier,
CHARLES FALARDEAU.

Hôtel de Ville de Neufchâtel,
129, rue Racine,
Loretteville, (Chauveau), P.Q.,
Téléphone: 842-1981, code 418. 20456-0

Ville de Maniwaki
Comté de Gatineau

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Léo-Paul Grondin, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 106, rue Notre-Dame, Maniwaki, comté de Gatineau, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 31 juillet 1967, pour l'achat de \$267,000 d'obligations de la ville de Maniwaki, comté de Gatineau, datées du 1^{er} août 1967 et remboursables

342 — \$20,400 — roads; 345 — \$2,700 — roads; 355 — \$38,600 — aqueduct and sewers; 366 — \$91,700 — inter-municipal aqueduct.

For adjudication only, interest shall be calculated as from August 1, 1967.

Table of redemption — \$418,000 — 20 years

Year	Capital
August 1, 1968	\$ 7,000
August 1, 1969	8,000
August 1, 1970	8,000
August 1, 1971	8,000
August 1, 1972	10,000
August 1, 1973	10,000
August 1, 1974	10,000
August 1, 1975	11,000
August 1, 1976	11,000
August 1, 1977	13,000
August 1, 1978	15,000
August 1, 1979	15,000
August 1, 1980	15,000
August 1, 1981	16,000
August 1, 1982	18,000
August 1, 1983	18,000
August 1, 1984	19,000
August 1, 1985	20,000
August 1, 1986	22,000
August 1, 1987	164,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Loretteville.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec, of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Monday, July 31, 1967, at 8:00 o'clock p.m., at St-Marc School, 153 L'Ormière Boulevard, Neufchâtel, county of Chauveau, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Loretteville, (County of Chauveau), this July 11, 1967.

CHARLES FALARDEAU,
Secretary-Treasurer.

Neufchâtel Town Hall,
129 Racine Street,
Loretteville, (Chauveau), P.Q.,
Telephone: 842-1981, code 418. 20456

Town of Maniwaki
County of Gatineau

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Léo-Paul Grondin, secretary-treasurer, Town Hall, 106 Notre-Dame Street, county of Gatineau, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Monday, July 31, 1967, for the purchase of an issue of \$267,000 of bonds for the town of Maniwaki, county of Gatineau, dated August 1, 1967, and redeemable serially

par séries du 1er août 1968 au 1er août 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements nos. 72 — \$11,000 — renouvellement; 176 — \$65,000 — renouvellement; 234 — \$17,000 — voirie; 240 — \$21,000 — aqueduc et égouts; 252 — \$100,000 — voirie et autres; 264 — \$53,000 — centre culturel.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er août 1967.

Tableau d'amortissement — \$267,000 — 20 ans

Année	Capital
1er août 1968	\$15,500
1er août 1969	16,000
1er août 1970	17,500
1er août 1971	18,000
1er août 1972	19,500
1er août 1973	18,000
1er août 1974	19,000
1er août 1975	19,500
1er août 1976	21,500
1er août 1977	22,500
1er août 1978	13,000
1er août 1979	13,500
1er août 1980	14,000
1er août 1981	15,500
1er août 1982	16,000
1er août 1983	1,500
1er août 1984	2,000
1er août 1985	1,500
1er août 1986	1,500
1er août 1987	1,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la Loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Maniwaki.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, et à Ottawa, Ont.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 31 juillet 1967, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 106, rue Notre-Dame, Maniwaki, comté de Gatineau, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Maniwaki, (Comté de Gatineau), ce 5 juillet 1967.

Le Secrétaire-trésorier,
LÉO-PAUL GRONDIN.

Hôtel de Ville,
106, rue Notre-Dame, C.P. 1060,
Maniwaki (Gatineau), P.Q.
Téléphone: 449-2800, code 819. 20439-0

from August 1, 1968 to August 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 72 — \$11,000 — renewal; 176 — \$65,000 — renewal; 234 — \$17,000 — roads; 240 — \$21,000 — aqueduct and sewers; 252 — \$100,000 — roads and other works; 264 — \$53,000 — cultural centre.

For adjudication only, interest shall be calculated as from August 1, 1967.

Table of redemption — \$267,000 — 20 years

Year	Capital
August 1, 1968	\$15,500
August 1, 1969	16,000
August 1, 1970	17,500
August 1, 1971	18,000
August 1, 1972	19,500
August 1, 1973	18,000
August 1, 1974	19,000
August 1, 1975	19,500
August 1, 1976	21,500
August 1, 1977	22,500
August 1, 1978	13,000
August 1, 1979	13,500
August 1, 1980	14,000
August 1, 1981	15,500
August 1, 1982	16,000
August 1, 1983	1,500
August 1, 1984	2,000
August 1, 1985	1,500
August 1, 1986	1,500
August 1, 1987	1,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Maniwaki.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec, of the bank whose name is mentioned in the loan procedure, as well as at the principal office of the said bank in Toronto, and in Ottawa, Ont.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, July 31, 1967, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 106 Notre-Dame Street, Maniwaki, county of Gatineau, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Maniwaki, (County of Gatineau), July 5, 1967.

LÉO-PAUL GRONDIN,
Secretary-Treasurer.

Town Hall,
106 Notre-Dame Street, P.O. Box 1060,
Maniwaki (Gatineau), P.Q.
Telephone: 449-2800, code 819. 20439

Cité de St-Léonard

Comté d'Olier

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le sous-signé Gaston Pion, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville de St-Léonard, 6025 est, Blvd Métropolitain, St-Léonard, comté d'Olier, Montréal 38, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 1er août 1967 pour l'achat de \$2,315,000 d'obligations de la cité de St-Léonard, comté d'Olier datées du 1er août 1967 et remboursables par séries du 1er août 1968 au 1er août 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements nos: 552 — \$560,000 — achat de terrains; 575 — \$148,000 — bâtisses; 580 — \$206,000 — achat de terrains; 595 — \$106,000 — aqueduc et égouts; 599 — \$70,000 — aqueduc et égouts; 611 — \$125,000 — éclairage de rues; 622 — \$263,000 — aqueduc et égouts; 632 — \$135,000 — aqueduc et égouts; 636 — \$702,000 — pavages et trottoirs.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er août 1967.

Tableau d'amortissement — \$2,315,000 — 20 ans

Année	Capital
1er août 1968	\$ 29,000
1er août 1969	33,000
1er août 1970	38,000
1er août 1971	41,000
1er août 1972	47,000
1er août 1973	49,000
1er août 1974	55,000
1er août 1975	58,000
1er août 1976	63,000
1er août 1977	68,000
1er août 1978	76,000
1er août 1979	85,000
1er août 1980	93,000
1er août 1981	104,000
1er août 1982	113,000
1er août 1983	121,000
1er août 1984	130,000
1er août 1985	137,000
1er août 1986	155,000
1er août 1987	820,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Léonard.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la Province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le

City of St-Léonard

County of Olier

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Gaston Pion, secretary-treasurer, St-Léonard, City Hall, 6025 Metropolitan Blvd, East, St-Léonard, county of Olier, Montréal 38, P.Q. until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, August 1, 1967, for the purchase of an issue of \$2,315,000 of bonds for the city of St-Léonard, county of Olier, dated August 1, 1967, and redeemable serially from August 1, 1968 to August 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 552 — \$560,000 — purchase of lands; 575 — \$148,000 — buildings; 580 — \$206,000 — purchase of lands; 595 — \$106,000 — aqueduct and sewers; 599 — \$70,000 — aqueduct and sewers; 611 — \$125,000 — street lighting; 622 — \$263,000 — aqueduct and sewers; 632 — \$135,000 — aqueduct and sewers; 636 — \$702,000 — paving and sidewalks.

For adjudication only, interest shall be calculated as from August 1, 1967.

Table of redemption — \$2,315,000 — 20 years

Year	Capital
August 1, 1968	\$ 29,000
August 1, 1969	33,000
August 1, 1970	38,000
August 1, 1971	41,000
August 1, 1972	47,000
August 1, 1973	49,000
August 1, 1974	55,000
August 1, 1975	58,000
August 1, 1976	63,000
August 1, 1977	68,000
August 1, 1978	76,000
August 1, 1979	85,000
August 1, 1980	93,000
August 1, 1981	104,000
August 1, 1982	113,000
August 1, 1983	121,000
August 1, 1984	130,000
August 1, 1985	137,000
August 1, 1986	155,000
August 1, 1987	820,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Léonard.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Tuesday,

1er août 1967, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville de St-Léonard, 6025 est, Blvd Métropolitain, St-Léonard, comté d'Olier, Montréal 38, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Léonard, (Comté d'Olier), ce 10 juillet 1967.

Le Secrétaire-trésorier,
GASTON PION.

Hôtel de Ville de St-Léonard,
6025 est, Blvd Métropolitain,
St-Léonard, (Olier), P.Q.

Téléphone: 321-7630, code 514. 20440-o

Les Commissaires d'écoles pour la municipalité de Ste-Rose-Auteuil

Comté de Laval & Fabre

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Marcel Gravel, secrétaire-trésorier, bureau de la commission scolaire, 213, Blvd Ste-Rose, (Ste-Rose), ville de Laval, P.Q., jusqu'à 7.30 heures du soir, mardi, le 1er août 1967, pour l'achat de \$573,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Ste-Rose-Auteuil, comté de Laval & Fabre, datées du 1er août 1967 et remboursables par séries du 1er août 1968 au 1er août 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolutions datées du 18 janvier 1967 — \$408,000 — construction d'une école de 12 classes et 2 maternelles; 19 avril 1967 — \$165,000 agrandissement de l'école Anglaise.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er août 1967.

Tableau d'amortissement — \$573,000 — 20 ans

Année	Capital
1er août 1968	x \$68,500
1er août 1969	x 73,500
1er août 1970	x 79,500
1er août 1971	x 46,000
1er août 1972	x 49,500
1er août 1973	x 52,500
1er août 1974	9,000
1er août 1975	9,500
1er août 1976	10,000
1er août 1977	11,000
1er août 1978	12,000
1er août 1979	13,000
1er août 1980	13,500
1er août 1981	14,500
1er août 1982	15,500
1er août 1983	17,000
1er août 1984	17,500
1er août 1985	19,000
1er août 1986	20,500
1er août 1987	21,500

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$400,500 accordé par le gouvernement provincial et payable en 3 versements annuels de \$86,000 chacun et 3 versements annuels de \$47,500 chacun, de 1968 à 1973 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans

August 1, 1967, at 8:00 o'clock p.m., in the St-Léonard City Hall, 6025 Metropolitan Blvd. East, St-Léonard, county of Olier, Montreal 38, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Léonard, (County of Olier), July 10, 1967.

GASTON PION,
Secretary-Treasurer.

St-Léonard City Hall.

6025 Metropolitan Blvd. East,
St-Léonard, (Olier), P.Q.

Téléphone: 321-7630, code 514. 20440

The School Commissioners for the Municipality of Ste-Rose-Auteuil

County of Laval & Fabre

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Marcel Gravel, secretary-treasurer, office of the school commission, 213 Ste-Rose Blvd., (Ste-Rose), town of Laval, P.Q., until 7:30 o'clock p.m., Tuesday, August 1, 1967, for the purchase of an issue of \$573,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of Ste-Rose-Auteuil, county of Laval & Fabre, dated August 1, 1967, and redeemable serially from August 1, 1968 to August 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Résolutions dated January 18, 1967 — \$408,000 — construction of a 12-class school with 2 kindergartens; April 19, 1967 — \$165,000 — enlarging of the English school.

For adjudication only, interest shall be calculated as from August 1, 1967.

Table of redemption — \$573,000 — 20 years

Year	Capital
August 1, 1968	x \$68,500
August 1, 1969	x 73,500
August 1, 1970	x 79,500
August 1, 1971	x 46,000
August 1, 1972	x 49,500
August 1, 1973	x 52,500
August 1, 1974	9,000
August 1, 1975	9,500
August 1, 1976	10,000
August 1, 1977	11,000
August 1, 1978	12,000
August 1, 1979	13,000
August 1, 1980	13,500
August 1, 1981	14,500
August 1, 1982	15,500
August 1, 1983	17,000
August 1, 1984	17,500
August 1, 1985	19,000
August 1, 1986	20,500
August 1, 1987	21,500

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$400,500 granted by the Provincial Government and payable in 3 annual instalments of \$86,000 each and in 3 annual instalments of \$47,500 each, from 1968 to 1973 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders

ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Laval.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 1er août 1967, à 7:30 heures du soir, bureau de la commission scolaire, 213, Blvd Ste-Rose, (Ste-Rose), ville de Laval, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ville de Laval, (Comté de Laval & Fabre), ce 10 juillet 1967.

Le Secrétaire-Trésorier,

MARCEL GRAVEL.

Bureau de la commission scolaire, 213, Blvd Ste-Rose, (Ste-Rose), C.P. 99.

Ville de Laval, (Laval & Fabre), P.Q.

Téléphone: 625-6921, code 514. 20441-0

shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Laval.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners, to be held on Tuesday, August 1, 1967, at 7:30 o'clock p.m., in the office of the school commission, 213 Ste-Rose Blvd., (Ste-Rose), town of Laval, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Town of Laval, (County of Laval & Fabre), July 10, 1967.

MARCEL GRAVEL,

Secretary-Treasurer,

Office of the school Commission, 213 Ste-Rose Blvd., (Ste-Rose), P.O. Box 99.

Town of Laval, (Laval & Fabre), P.Q.

Telephone: 625-6921, code 514. 20441

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BEAUCE

Canada — Province de Québec
District de Beauce

Cour Provinciale, No 1403. { LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE

BEAUCEVILLE dans le comté de Beauce, demandeurs, vs LES HÉRITIERS D'XAVIER ST-HILAIRE, ce dernier vivant à Beauceville-Est, dans ledit district, défendeurs.

L'immeuble ci-après décrit:

« Le lot 155-10 du cadastre révisé d'une partie de la paroisse de St-François Beauce comprenant la ville de Beauceville-Est, division d'enregistrement de Beauce avec bâtisses dessus construites et autres dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Beauce, à Beauceville-Est, le VINGT-DEUXIÈME jour d'AOUT 1967, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,

Bureau du Shérif, ADALBERT LESSARD.
Ville St-Joseph de Beauce, le 10 juillet 1967.
20458-0

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUCE

Canada — Province of Quebec
District of Beauce

Provincial Court, No. 1403. { THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF

BEAUCEVILLE in the county of Beauce, plaintiffs, vs THE HEIRS OF XAVIER ST-HILAIRE, the latter living in Beauceville-Est, in the said district, defendants.

The immovable hereinafter described:

« Lot 155-10 in the revised cadaster of a part of the parish of St-François Beauce, including the Town of Beauceville-Est, registration division of Beauce, with the buildings thereon constructed and other dependencies. »

To be sold in the Registry Office of the Beauce division, in Beauceville-Est, on the TWENTY-SECOND day of AUGUST, 1967, at TEN o'clock in the forenoon.

ADALBERT LESSARD,

Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Town of St-Joseph de Beauce, July 10, 1967.
20458

BEAUHARNOIS

BEAUHARNOIS

De Terris

District de Beauharnois

Cour Provinciale: { LOUIS ARTHUR SULLI-
No 627. VAN, 523 Boul. du

Havre, Salaberry de Valleyfield, district de Beauharnois, arpenteur-géomètre, membre en règle de la Corporation des Arpenteurs-géomètres de la province de Québec pour y avoir acquitté tous droits et cotisations, et faisant affaires sous la raison sociale « Sullivan & Sullivan », demandeur, contre DAME VEUVE ALFRED CHARLEBOIS, veuve non remariée de feu Alfred Charlebois, Rivière Beaudette, comté de Soulanges, district de Beauharnois, défenderesse, a obtenu devant notre Cour Provinciale dans notre district de Beauharnois, jugement déclarant l'immeuble suivant à savoir:

« Un certain terrain formant partie du lot No 822 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Zotique, étant toute la partie dudit lot renfermée dans les limites suivantes, à savoir:

Borné d'un côté par le terrain de Thomas McCarthy, et de l'autre côté par le chemin, en front par l'immeuble en second lieu désigné étant la fabrique de beurre et fromage et à l'autre bout par la Rivière Beaudette;

Un emplacement situé au même lieu connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Zotique comme formant partie du lot No 822 étant la fabrique de beurre et fromage (laquelle fabrique n'existe plus actuellement), de la contenance ledit emplacement d'environ 110 pieds plus ou moins de largeur en front sur la Montée sur la profondeur dudit lot, cette contenance devant s'interpréter comme étant tout le terrain sur lequel les bâtisses étaient érigées et avec en plus trente (30) pieds de terrain à l'est et quarante (40) pieds à l'ouest desdites bâtisses.

Borné en front par la Montée, à l'arrière et d'un côté par Joseph Sauvé ou représentants, et de l'autre côté par l'immeuble en premier lieu décrit, avec réserve en faveur de Georges Bourbonnais soit monsieur Joseph Sauvé ou représentants, d'un droit de passage du côté est de ladite fabrique sur le terrain ci-dessus pour communiquer dudit chemin de Montée avec le lot situé au trécaré qui appartient audit Joseph Sauvé, avec une maison y érigée et dépendances.

Sauf à distraire dudit immeuble les parties vendues à la municipalité du village de Rivière Beaudette pour sa station de pompes et l'élargissement de ladite Montée et la partie vendue à Maurice Leroux, le tout suivant contrat dûment enregistré.

Avec maison et dépendances sur le lot décrit en premier lieu. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Soulanges à Coteau Landing, le MERCREDI, le SEIZIÈME jour d'AOUT 1967, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ERNEST LEBLANC.
Palais de Justice, Salaberry de Valleyfield,
ce 5e jour de juillet 1967. 20459-0

De Terris

District of Beauharnois

Provincial Court, { LOUIS ARTHUR SULLI-
No. 627. VAN, 523 du Havre

Boulevard, Salaberry de Valleyfield, district of Beauharnois, land-surveyor, member in good standing of the Corporation of Land-Surveyors of the Province of Quebec, having paid all rights and fees, and carrying on business under the name "Sullivan & Sullivan", plaintiff, against DAME VEUVE ALFRED CHARLEBOIS, widow not remarried of the late Alfred Charlebois, Beaudette River, county of Soulanges, district of Beauharnois, defendant, has obtained before our Provincial Court in our district of Beauharnois, judgment declaring the following immoveable, to wit:

"A certain terrain forming part of lot No. 822 on the official plan and book of reference of the parish of St-Zotique, being the whole part of said lot include in the following limits, to wit:

Bounded on one side by the terrain of Thomas McCarthy, and on the other side by the road, in front by the immoveable hereinafter designated being the butter and cheese factory and at the other end by the Beaudette River;

An emplacement situated at the same place known and designated on the official plan and book of reference of the parish of St-Zotique as forming part of lot No. 822 being the butter and cheese factory (which factory does not exist presently), containing the said emplacement about 110 feet more or less in width in front on the "Montée" by the depth of said lot, this area meaning the whole terrain on which the buildings were erected and with, in addition, thirty (30) feet of terrain on the east and forty (40) feet on the west of said buildings.

Bounded in front by the "Montée", on the rear and on one side by Joseph Sauvé or representatives, and on the other side by the immoveable hereinabove described, with reserve in favour of Georges Bourbonnais that is Mr. Joseph Sauvé or representatives, of a right-of-way on the east side of said factory on the terrain hereinabove to communicate from the said "Montée" road with the lot situated at the "trécaré" which belongs to said Joseph Sauvé, with a house thereon erected and dependencies.

Save to withdraw from the said immoveable the parts sold to the municipality of the village of Beaudette River for its pump station and the enlargement of the said "Montée" and the part sold to Maurice Leroux, the whole according to a contract duly registered.

With house and dependencies on the lot described hereinabove."

To be sold at the registry office of the county of Soulanges, at Coteau Landing, WEDNESDAY, the SIXTEENTH day of AUGUST, 1967, at TEN o'clock in the forenoon.

ERNEST LEBLANC,

Sheriff's Office, ERNEST LEBLANC,
Court House, Salaberry de Valleyfield, Sheriff.
this 5th day, of July 1967. 20459

BEDFORD

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, { **RENÉ BATHALON**, de-
Arthabaska, { mandeur, *vs* **ULRIC**
No 14,720. { **PÉPIN**, défendeur.

« Un certain emplacement sis et situé en le canton d'Ély, en le comté de Shefford, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton d'Ély, comme étant les lots numéros deux cent soixante-neuf et deux cent soixante-treize et la moitié ouest du lot deux cent soixante-cinq; (269, 273, 1/2 de 265).

Le tout avec bâtisses dessus construites.

Sauf et à distraire dudit lot 269 la partie appartenant à la commission scolaire, suivant le titre. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Waterloo, comté de Shefford, Québec, district de Bedford le DIX-SEPTIÈME jour d'AOÛT 1967 à TROIS heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,

Bureau du Shérif, ANTONIN BOURASSA.
Palais de Justice,
Cowansville, P.Q., ce 30 juin 1967. 20460-o

DRUMMOND

Canada — Province de Québec
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, { **ALLIANCE CREDIT**
Bref No 16,759. { **CORPORATION**, cor-
poration légalement consti-
tuée ayant son siège social au 750 boulevard
Laurentien, à ville St-Laurent, district de
Montréal, demanderesse, *vs* **ROGER PARADIS**
et al, domicilié et résidant au 815 à St-Georges,
à Drummondville, district de Drummond, dé-
fendeur.

« 1° Les terrains connus et désignés comme étant les subdivisions officielles numéros onze, douze, treize, seize, vingt et un, vingt-deux, vingt-trois, vingt-quatre, vingt-huit, vingt-neuf, trente-quatre, trente-cinq, trente-six, trente-sept, quarante et un, quarante-sept, quarante-huit, (11-12-13-16-21-22-23-24-28-29-34-35-36-37-41-47-48) du lot originaire quatorze (14) du cadastre officiel du canton de Simpson, rang deux (2), comté de Drummond de la division d'enregistrement de Drummond avec bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

2° Les terrains connus et désignés comme étant les subdivisions officielles numéros quatre, cinq, six, seize, dix-huit, vingt-cinq, vingt-six, vingt-sept, vingt-huit et vingt-neuf, (4-5-6-16-18-25-26-27-28-29) du lot originaire quinze-A, (15A) du cadastre officiel du canton de Simpson, rang deux (2), comté de Drummond de la division d'enregistrement de Drummond avec bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

Toutes les mesures sont anglaises et plus ou moins avec les bâtisses y érigées. »

Pour être vendu au bureau du registraire de la division d'enregistrement de Drummond au Palais de Justice, à Drummondville, JEUDI, le DIX-SEPTIÈME jour du mois d'AOÛT 1967, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, STEPHEN DOLAN.
Drummondville, ce 15 juillet 1967. 20461-o

BEDFORD

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Superior Court, { **RENÉ BATHALON**, plain-
Arthabaska, { tiff, *vs* **ULRIC PÉPIN**,
No. 14,720. { défendeur.

« A certain emplacement lying and situated in the township of Ély, in the county of Shefford, known and designated on the official plan and in the book of reference of the said township of Ély as being lots numbers two hundred and sixty-nine and two hundred and seventy-three and the west half of lot two hundred and sixty-five (269, 273, 1/2 of 265.)

The whole with the buildings thereon constructed.

Save and to be withdrawn from said lot 269 is the part belonging to the school commission, according to the deed. »

To be sold in the registry office of Waterloo, county of Shefford, Québec, district of Bedford, on the SEVENTEENTH day of AUGUST, 1967, at THREE o'clock in the afternoon.

ANTONIN BOURASSA,

Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Court House,
Cowansville, P.Q., June 30, 1967. 20460

DRUMMOND

Canada — Province de Québec
District d'Arthabaska

Superior Court, { **ALLIANCE CREDIT**
Writ No. 16,759. { **CORPORATION**, a
corporation legally incorpo-
rated having its head office at 750 Laurentian
Boulevard, in ville St-Laurent, district of
Montreal, plaintiff, *vs* **ROGER PARADIS et al,
domiciled and residing at 815 A St-Georges, in
Drummondville, district of Drummond, de-
fendant.**

« 1. The terrains known and designated as being official subdivisions numbers eleven, twelve, thirteen, sixteen, twenty-one, twenty-two, twenty-three, twenty-four, twenty-eight, twenty-nine, thirty-four, thirty-five, thirty-six, thirty-seven, forty-one, forty-seven, forty-eight, (11-12-13-16-21-22-23-24-28-29-34-35-36-37-41-47-48) of original lot fourteen (14) of the official cadaster of the township of Simpson, range two (2), county of Drummond of the registration division of Drummond, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. The terrains known and designated as being official subdivisions numbers four, five, six, sixteen, eighteen, twenty-five, twenty-six, twenty-seven, twenty-eight and twenty-nine (4-5-6-16-18-25-26-27-28-29) of original lot fifteen-A, (15A) of the official cadaster of the township of Simpson, range two (2), county of Drummond of the registration division of Drummond, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

All measures are English measures and more or less with the buildings thereon erected. »

To be sold at the registrar's office of the registration division of Drummond, at the Court House, at Drummondville, THURSDAY, the SEVENTEENTH day of the month of AUGUST, 1967, at TWO o'clock in the afternoon.

STEPHEN DOLAN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Drummondville, July 15, 1967. 20461

Canada — Province de Québec
District de Drummond

Cour Supérieure, { **L**AURENT FAFARD, mar-
Bref No 857. { chand, domicilié à St-
Nicéphore, comté et district
de Drummond, demandeur, *vs* PIERRE DUBÉ,
journalier, domicilié au 8640 B, rue Boswood à
Pierrefonds-Est, des cité et district de Montréal,
et MADAME PIERRE DUBÉ, épouse dudit
Pierre Dubé, ménagère du même domicile et
endroit, ici appelée comme défenderesse, en
l'instance et autorisée par ledit Pierre Dubé,
époux aux fins des présentes, défendeurs.

Un lot de terre exploité comme ferme en
culture, situé en la paroisse de St-Nicéphore, dans
le comté de Drummond, « Québec », étant la
moitié-nord-ouest du lot numéro trois cent
trente-quatre (N.O. 334) du cadastre officiel du
canton de Wickahm, dans le comté de Drum-
mond, de la contenance de quatre acres et demi
(4½ acres) de largeur par la profondeur dudit lot,
soit: vingt-huit arpents, mesure française, plus
ou moins, et borné comme suit: du côté nord-
ouest, par un monsieur Caya; du côté sud-est,
par la partie restante dudit lot no 334, apparte-
nant à un monsieur Louis Boys, et aux deux bouts
au cordon des rangs; du côté nord-est, par le
chemin public et le cinquième rang et du côté
sud-ouest par les terres du septième rang.

Le lot de terre est compris dans le sixième rang.

Avec la maison en bois, lambrissé en papier
imitation briques, les dépendances, la petite
bâtisse (éleveuse à poulets), la grange-étable et
toutes les autres constructions érigées sur ledit
lot.

Pour être vendu au bureau du registrateur de la
division d'enregistrement de Drummond, au
Palais de Justice, à Drummondville, JEUDI le
DIX-SEPTIÈME jour du mois d'AOÛT 1967 à
DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, STEPHEN DOLAN.
Drummondville, ce 10 juillet 1967. 20484-0

Canada — Province of Quebec
District of Drummond

Superior Court, { **L**AURENT FAFARD, tra-
Writ No. 857. { der, domiciled at St.
Nicéphore, county and dis-
trict of Drummond, plaintiff, *vs* PIERRE DU-
BÉ, labourer, domiciled at 8640 B, Boswood
Street at Pierrefonds-East, of the city and dis-
trict of Montreal, and MRS. PIERRE DUBÉ,
wife of said Pierre Dubé, housewife of the same
place and domicile, appealing here as defendant,
in this instance and authorized by the said Pierre
Dubé, husband for the presents, defendants.

A lot of land exploited as a farm under culti-
vation, situated in the parish of St-Nicéphore,
in the county of Drummond, "Quebec", being
the northwest half of lot number three hundred
and thirty-four (N.W. 334) of the official ca-
dastre of the township of Wickahm, in the
county of Drummond, of a contenance of four
acres and a half (4½ acres) in width by the depth
of the said lot, being: twenty-eight arpents,
French measure, more or less, and bounded as
follows: on the northwest side by Mister Caya;
on the southeast side, by the remaining part of
said lot No. 334, belonging to Mister Louis Boys,
and on both ends by the boundary of the ranges;
on the northeast side by the public road and the
fifth range and on the southwest side by the
lands of the seventh range.

The lot of land is included in the sixth range.

With a wood house, panalled in imitation brick
paper, dependencies, the small building (chicken
house), the stable-barn and all other construc-
tions erected on the said lot.

To be sold at the registrar's office of the
registration division of Drummond, at the Court
House, at Drummondville, THURSDAY, the
SEVENTEENTH day of the month of AUGUST,
1967, at TEN o'clock in the morning.

STEPHEN DOLAN,

Sheriff's Office, Drummondville, July 10, 1967. 20484
Sheriff.

G A S P É

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province de Québec
District de Gaspé

Cour Provinciale, { **E**XCEL PAPER LTD., cor-
No. 1,435 { poration légalement
constituée ayant son siège
social à Montréal, demanderesse, *vs* J. ELZ.
ROY, faisant affaire sous les nom et raison
sociale Boulangerie St-Norbert, Cap-Chat, P.Q.,
défendeur.

Une maison résidentielle de 28 pieds par 26
pieds, à deux étages, avec une annexe à un étage
et utilisée comme boulangerie; cesdites bâtisses
construites partie en bois et partie en bloc de
ciment sur un certain terrain tenu par bail à
rente de l'Oeuvre et Fabrique de la paroisse de
St-Norbert de Cap-Chat avec et y compris tous
les droits audit bail dudit terrain mesurant 70.5
pieds au nord-ouest, 86.3 pieds au nord-est,
69.2 pieds au sud-est, 83.3 pieds au sud-ouest,
le tout plus ou moins, mesure anglaise, désigné
comme étant le lot portant le numéro 66-1-23
des plan et livre de renvoi du cadastre officiel
révisé pour le 1er rang du canton Cap-Chat et
est borné comme suit: au nord-ouest par le lot
66-1-24 de Germain Côté, au nord-est par une

G A S P É

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province of Quebec
District of Gaspé

Provincial Court, { **E**XCEL PAPER LTD., bo-
No. 1,435. { dy legally incorporated,
having its head office in
Montreal, plaintiff, *vs* J. ELZ. ROY, carrying
on business under the name and style of Boulan-
gerie St-Norbert, Cap-Chat, P.Q., defendant.

A residential house of 28 feet by 26 feet, having
two floors with a one-storey annex used as a
bakery; these buildings are constructed partly
of wood and partly of cement blocks on a lot
of land held by rental lease of the Oeuvre et
Fabrique of the Parish of St-Norbert de Cap-
Chat, with and including all the rights to the
said lease of the lot of land measuring 70.5 feet
on the north-west, 86.3 feet on the north-east,
69.2 feet on the south-east, 83.3 feet on the
south-west, the whole more or less, English
measure, designated as being the lot bearing
number 66-1-23 on the plan and in the book of
reference of the revised official cadaster for
the 1st range of the township of Cap-Chat
and is bounded as follows: on the north-west

rue, au sud-est par le lot 66-1-22 d'Alphonse Sergerie et au sud-ouest par les lots 66-1-1 et 66-2-2 de l'Oeuvre et Fabrique de la paroisse de St-Norbert de Cap-Chat et occupés pour partie par la Commission Scolaire de Cap-Chat.

Un autre immeuble sis et situé en la paroisse de St-Norbert de Cap-Chat, consistant en un terrain mesurant 145 pieds tant à la ligne nord-ouest qu'à celle sud-est et 212,5 pieds tant à la ligne nord-est qu'à celle sud-ouest, plus ou moins, contenant en superficie 29,044 pieds carrés, sans bâtisse, désigné comme étant le lot 65-14-42 des plan et livre de renvoi du cadastre officiel du premier rang du canton Cap-Chat.

Un autre immeuble sis et situé en la paroisse de St-Norbert de Cap-Chat, consistant en un terrain de forme irrégulière, mesurant 29 pieds au nord-ouest, 60 pieds au nord-est, 30 pieds dans une première ligne sud-ouest et 56 pieds dans une autre ligne sud-ouest, plus ou moins, avec la bâtisse dessus construite servant d'entrepôt; ce terrain désigné comme faisant partie du lot portant le numéro 65-78-3 des plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le 1^{er} rang du canton Cap-Chat et borné comme suit: au nord-est par une rue, au sud-ouest par le lot 66-1-6 de Lionel Gagné pour une partie et partie par le lot 66-1-5 de Chs.-Auguste Gagnon, au nord-ouest et dans une autre ligne sud-ouest par le résidu du lot 65-78-3 appartenant à Alcide Roy.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Ste-Anne des Monts, Comté Gaspé-Nord, LUNDI, le VINGT ET UNIÈME jour du mois d'AOÛT 1967, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif intérimaire,

Bureau du Shérif, J. ALBERT ROY.
Percé, le 6 juillet 1967. 20462-0

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Québec
District de Gaspé

Cour Provinciale, { HEWITT EQUIPMENT
No 7509. { LIMITED, corps po-

litique légalement constitué
ayant une place d'affaires dans les cité et district de Québec, demanderesse, *vs* OCTAVE FOURNIER, domicilié et résidant à Cap-Chat, dans le comté de Gaspé, district de Gaspé, défendeur.

« Un terrain situé au 1^{er} rang de la paroisse de Chap-Chat, désigné comme étant le lot portant le numéro 63-E-5 aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton Cap-Chat et borné comme suit: vers le nord-ouest par le Boulevard Perron, vers le nord-est par le lot 63-E-4 appartenant à Dame Blanche Pelchat ou représentants, au sud-est par le lot 63-E-8 et au sud-ouest par le lot 63-E-6 de Edgar Jourdain, avec bâtisses dessus construites, circonstances dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Ste-Anne des Monts, situé au Palais de Justice de Ste-Anne des Monts, LUNDI, le VINGT ET UNIÈME jour du mois d'AOÛT 1967, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif intérimaire,

Bureau du Shérif, J. ALBERT ROY.
Percé, ce 4 juillet 1967. 20463-0

by lot 66-1-24, belonging to Germain Côté, on the north-east by a street, on the south-east by lot 66-1-22 belonging to Alphonse Sergerie, and on the south-west by lots 66-1-1 and 66-2-2 belonging to the Oeuvre et Fabrique of the parish of St-Norbert de Cap-Chat, and partly occupied by the Cap-Chat School Commission.

Another immovable lying and situated in the parish of St-Norbert de Cap-Chat, consisting in a lot of land measuring 145 feet on its north-west line as well as on its south-east line, and 212.5 feet on its north-east line and on its south-west line, more or less, having an area of 29.044 square feet, without buildings, designated as being lot 65-14-42 on the plan and in the book of reference of the official cadaster of the first Range of the township of Cap-Chat.

Another immovable lying and situated in the parish of St-Norbert de Cap-Chat consisting in a lot of land of irregular shape, measuring 29 feet on the north-west, 60 feet on the north-east, 30 feet on its first south-west line and 56 feet on another south-west line, more or less, with the building constructed thereon, serving as a warehouse; this terrain is designated as forming part of the lot bearing number 65-78-3 on the plan and in the book of reference of the official cadaster of the 1st range of the township of Cap-Chat, and is bounded as follows: on the north-east by a street, on the south-west by lot 66-1-6 belonging to Lionel Gagné on the one part and partly by lot 66-1-5 belonging to Chs.-Auguste Gagnon, on the north-west and on another south-west line by the remainder of lot 65-78-3 belonging to Alcide Roy.

To be sold in the registry office of Ste-Anne des Monts, county of Gaspé-North, on MONDAY, the TWENTY-FIRST day of the month of AUGUST, 1967, at TEN o'clock in the forenoon.

J. ALBERT ROY,

Sheriff's Office, Interim Sheriff.
Percé, July 6, 1967. 20462

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Gaspé

Provincial Court, { HEWITT EQUIPMENT
No. 7509. { LIMITED, body po-

litic legally incorporated.
having a business place in the city and district of Quebec, plaintiff, *vs* OCTAVE FOURNIER, domiciled and residing at Cap-Chat, in the county of Gaspé, district of Gaspé, defendant.

"A piece of land situated in the 1st range of the parish of Cap-Chat, designated as being the lot bearing number 63-E-5 on the plan and book of reference of the official cadastre for the township of Cap-Chat and bounded as follows: on the northwest by Perron Boulevard, on the northeast by lot 63-E-4 belonging to Mrs. Blanche Pelchat, or representatives, on the southeast by lot 63-E-8 and on the southwest by lot 63-E-6 of Edgar Jourdain, with buildings constructed thereon, circumstances and dependencies."

To be sold at the registry office of Ste-Anne des Monts, situated at the Court House of Ste-Anne des Monts, MONDAY, the TWENTY-FIRST day of the month of AUGUST, 1967, at TEN o'clock in the morning.

J. ALBERT ROY,

Sheriff's Office, Interim Sheriff.
Percé, July 4, 1967. 20463

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Québec
District de Gaspé

Cour Provinciale, { **K**RUSE MOTORS LTD.,
No 31. { a corporation ayant son
siège social à l'endroit appelé
Gaspé, district de Gaspé, demanderesse, *vs* OVI-
LA STEVENS, de l'endroit appelé Grande
Rivière, district de Gaspé, défendeur.

«Un certain terrain formant partie des lots connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de Grande Rivière, sous les numéros trois cent cinquante-six et trois cent cinquante-sept (pt. 356 et pt. 357), mesurant ledit terrain un demi-arpent de largeur par la profondeur de vingt-huit (28) arpents, et borné à l'ouest par Réginald Roussie, autrefois Hilaire Roussie, et à l'est par Simon Cyr, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.»

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Gaspé, à Percé, LUNDI, le VINGT ET L'UNIÈME jour d'AOÛT 1967, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif intérimaire,

Bureau du Shérif, J. ALBERT ROY.
Percé, le 4 juillet 1967. 20464-o

I B E R V I L L E

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Québec
District d'Iberville

Cour Provincial, { **D**AME ANTOINETTE
No. 894 { **B**RAIS, domiciliée à
St-Alexandre, comté d'Iber-
ville, demanderesse, *vs* PHILIPPE PRUD'HOM-
ME, résidant à St-Alexandre, défendeur.

«Les lots numéros dix, onze, douze, cent six, cent huit, cent neuf, (Nos 10, 11, 12, 106, 108, 109), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Alexandre, à distraire des lots Nos onze, douze, cent six, cent huit, cent neuf, les parties vendues à la municipalité de Saint-Alexandre, selon acte enregistré sous No. 76691; et sujet à la servitude en faveur de la Coopérative Régionale d'électricité, résultant de l'acte enregistré sous le No 72527.»

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté d'Iberville, situé au numéro 55, 5e Avenue, à Iberville, MERCREDI, le TRENTIÈME jour d'AOÛT 1967, à ONZE heures de l'avant-midi.

Un dépôt sera exigé.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, R. PRUD'HOMME.
le 10 juillet, 1967. 20465-o

J O L I E T T E

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Québec
District de Montréal

Cour Supérieure, { **I**N T E R P R O V I N C I A L
No 725-906. { **B**UILDING CREDITS
LTD., corps politique légale-
ment incorporé ayant une place d'affaires à
1432 Poirier, ville St-Laurent, district de Mont-
réal, demanderesse, *vs* MICHEL FORTIN, de

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Gaspé

Provincial Court, { **K**RUSE MOTORS LTD.,
No. 31. { a corporation having
its head office at a place called
Gaspé, district of Gaspé, plaintiff, *vs* OVI-
LA STEVENS, of a place called Grande Rivière,
district of Gaspé, defendant.

"A certain piece of land forming part of lots known and designated on the official plan and book of reference of the municipality of Grande Rivière, under numbers three hundred and fifty-six and three hundred and fifty-seven (Pt. 356 and 357), measuring, the said land, one-half an arpent in width by a depth of twenty-eight (28) arpents, and bounded on the west by Réginald Roussie, formerly Hilaire Roussie, and on the east by Simon Cyr, with buildings constructed thereon, circumstances and dependencies."

To be sold at the registry office of Gaspé, at Percé, MONDAY, the TWENTY-FIRST day of AUGUST, 1967, at TEN o'clock in the morning.

J. ALBERT ROY,

Sheriff's office, Interim Sheriff.
Percé, July 4, 1967. 20464

I B E R V I L L E

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Iberville

Provincial Court, { **M**RS. ANTOINETTE
No. 894. { **B**RAIS, domiciled at
St-Alexandre, county of Iber-
ville, plaintiff, *vs* PHILIPPE PRUD'HOMME,
residing at St-Alexandre, defendant.

"Lots numbers ten, eleven, twelve, one hundred and six, one hundred and eight, one hundred and nine, (Nos 10, 11, 12, 106, 108, 109), of the official cadastre of the parish of Saint-Alexandre, to withdraw from lots Nos eleven, twelve, one hundred and six, one hundred and eight, one hundred and nine, the parts sold to the municipality of Saint-Alexandre, according to a deed registered under No. 76691; and subject to the servitude in favor of Coopérative Régionale d'électricité, resulting from the deed registered under No. 72527."

To be sold at the registry office of the county of Iberville, situated at 55, 5th Avenue, at Iberville, on WEDNESDAY, the THIRTIETH day of AUGUST, 1967, at ELEVEN o'clock in the morning.

A deposit is required.

R. PRUD'HOMME,

Sheriff's Office, Sheriff.
July 10, 1967. 20465

J O L I E T T E

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Superior Court, { **I**N T E R P R O V I N C I A L
No. 725-906. { **B**UILDING CREDITS
LTD., body politic legally
incorporated, having its business place at
1432 Poirier, Town of St-Laurent, district of
Montreal, plaintiff, *vs* MICHEL FORTIN, of

2225 rue Lepailleur en les cité et district de Montréal, défendeur.

« Un terrain situé en la paroisse de St-Lin, près du Lac Morin, connu et désigné au cadastre officiel de ladite paroisse, comme faisant partie du lot numéro dix-neuf cent trente-deux (Pté No 1932), mesurant soixante-quinze pieds de largeur du nord au sud, par une profondeur de cent pieds, mesure anglaise et plus ou moins; borné, en front à l'ouest, par un chemin privé, faisant partie du dit lot No 1932, appartenant à monsieur Oscar Morin ou ses représentants, en arrière, à l'est, par M. Roméo Lapiere ou représentants, d'un côté, au sud, par partie dudit lot No 1932, appartenant à monsieur Oscar Morin, ou ses représentants, et de l'autre côté, au nord, par partie du lot dont détaché, appartenant à Léandre Henri ou représentants.

Ainsi que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes y attachées et tout immeuble et bâtisse dessus construit. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de l'Assomption, situé au numéro 255 rue St-Étienne, à l'Assomption, district de Joliette, MERCREDI, le TRENTIÈME jour du mois d'AOÛT, mil neuf cent soixante-sept à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, CHARLES ÉLÉMENT.
Joliette, ce 11 juillet 1967. 20466-0

2225 Lepailleur Street, in the city and district of Montreal, defendant.

"A piece of land situated in the parish of St-Lin, near Morin Lake, known and designated on the official cadastre of the said parish, as being part of lot number nineteen hundred thirty-two (Pt. No. 1932), measuring seventy-five feet in width from north to south, by a depth of one hundred feet, English measure and more or less; bounded, in front on the west, by a private road, being part of said lot No. 1932, belonging to Mister Oscar Morin or his representatives, in the back, on the east, by Mr. Roméo Lapiere or representatives, on one side, on the south, by part of said lot No. 1932 belonging to Mister Oscar Morin, or his representatives, and on the other side, on the north, by part of the lot detached, belonging to Léandre Henri or representatives.

Such as the whole is presently found with all the servitudes, active and passive, apparent or occult attached thereto and every immoveable and building constructed thereon."

To be sold at the registry office of the county of l'Assomption, situated at 255 St-Étienne Street, at l'Assomption, district of Joliette, WEDNESDAY, the THIRTIETH day of the month of AUGUST, one thousand nine hundred and sixty-seven at ELEVEN o'clock in the morning.

CHARLES ÉLÉMENT,

Sheriff's Office, Joliette, July 11, 1967. 20466

MÉGANTIC

Canada — Province de Québec
District de Mégantic

Cour Supérieure, { J. LÉONARD DERMERS,
No 4907. { J. industriel de Thetford-Mines, demandeur, *vs* MARC ANGERS, 760 Grande-Allée Est, Québec en sa qualité de syndic à la faillite de Léonidas Drouin, de Thetford-Mines, défendeur.

« Un emplacement situé au numéro civique 787 de la rue Lamontagne, en la cité de Thetford-Mines, connu et désigné comme étant le lot numéro cinquante-huit en la subdivision du lot numéro cinq cent cinquante-sept (No. 557-58) au cadastre officiel pour le canton d'Irlande, dans le comté de Mégantic, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sous la réserve des mines et droits de mines pour appartenir à qui de droit, et sujet à une servitude d'aqueduc en faveur de la cité de Thetford-Mines, suivant acte enregistré à Thetford-Mines, le vingt et un mai, mil neuf cent vingt-huit, sous le numéro 1579 ».

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Mégantic, division Thetford, situé rue Notre-Dame sud, cité de Thetford-Mines, comté et district de Mégantic, à DIX heures de l'avant-midi, le VINGT-DEUXIÈME jour du mois d'AOÛT, mil neuf cent soixante-sept.

Le Shérif,

20467-0 DENIS GUENETTE.

MÉGANTIC

Canada — Province of Quebec
District of Megantic

Superior Court, { J. LÉONARD DERMERS,
No. 4907. { J. industrialist of Thetford-Mines, plaintiff, *vs* MARC ANGERS, 760 Grande-Allée, East, Quebec, in his quality of trustee for the bankruptcy of Léonidas Drouin, of Thetford-Mines, defendant.

"An emplacement situated at civic number 787 of Lamontagne Street, in the city of Thetford-Mines, known and designated as being lot number fifty-eight of the subdivision of lot number five hundred and fifty-seven (No. 557-58) on the official cadaster for the township of Irlande, in the county of Mégantic, with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, under the reserve of mines and mining rights belonging to whom it may concern, and subject to an aqueduct servitude in favor of the city of Thetford-Mines, pursuant to a deed registered in Thetford-Mines, on the twenty-first of May one thousand nine hundred and twenty-eight, under number 1579".

To be sold at the registration office of the county of Mégantic, Thetford division situated on Notre-Dame Street South, city of Thetford-Mines county and district of Mégantic, at TEN o'clock in the forenoon, the TWENTY-SECOND day of the month of AUGUST, one thousand nine hundred and sixty-seven.

DENIS GUENETTE,

20467 Sheriff.

MONTMAGNY

Bref d'exécution *De Terris*
Canada — Province de Québec
District de Québec

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
Montmagny. { AGRICOLE DU QUÉ-
BEC, corps politique et incor-
poré, ayant son siège social à Québec, demandeur,
vs M. LUCIEN PELLETIER, cultivateur, Ste-
Louise, comté L'Islet, P. Q., défendeur.

Pour être rendu en bloc

1^o Un terrain situé en le premier rang de la paroisse de Ste-Louise, ayant deux arpents de front sur six arpents de profondeur, bornant au nord au fronteau entre le premier et le second rang, au sud au chemin neuf, au nord-est au terrain de Mastai Harton ou représentant et au sud-ouest à Paul-Étienne Pelletier, connu et désigné au cadastre de Ste-Louise, sous parties des lots numéros cinq et six (pties 5 et 6) étant des parties ouest de ces deux numéros et sous partie du lot numéro quatre (ptie 4) étant la partie est de ce numéro;

2^o Une partie du lot numéro quatre cent trente-six (ptie 436) du cadastre de St-Roch-des-Aulnaies, contenant environ deux arpents de front sur la profondeur qu'il y a bornée au nord par le chemin public, au sud par le terrain d'Edgar Pelletier à un demi-arpent au sud du pied nord de la première montagne, à l'est par le terrain de David Castonguay et à l'ouest par celui de sieur Edgar Pelletier, avec les circonstances et dépendances; sujet à un droit de passage enregistré sous le no 403;

3^o Une terre avec les bâtisses susconstruites, située en la paroisse de Ste-Louise, ayant en front trois arpents sur la profondeur du second rang, connue et désignée au cadastre de St-Roch-des-Aulnaies, partie annexée à Ste-Louise, sous le numéro quatre cent quarante-deux (442) sujet à une servitude en faveur de l'Hydro-Québec, enregistrée sous le no 82,904;

4^o Un terrain situé en le second rang de Ste-Louise, ayant en front deux arpents sur environ vingt-deux arpents de profondeur, bornant au nord à Léonce Pelletier, au sud au troisième rang, au nord-est à Léonce Pelletier et au sud-ouest à Adrien Pelletier, connu et désigné au cadastre de St-Roch-des-Aulnaies partie annexée à Ste-Louise, sous le numéro quatre cent quarante-cinq (445).

5^o Une terre à bois située sur le second rang de Ste-Louise ayant un demi-arpent de front sur la profondeur du second rang, bornée au sud, au nord aux fronteaux du second rang, à l'ouest aux numéros deux cent trente-six et deux cent trente-huit et à l'est au numéro deux cent quarante; connue et désignée au cadastre de Ste-Louise sous le numéro deux cent trente-neuf (239).

Sujets lesdits immeubles à une servitude de passage pour l'établissement d'une ligne de transmission et de distribution d'énergie électrique avec tous ses accessoires en faveur de la Commission Hydroélectrique de Québec.

Pour être vendu « en bloc » au bureau d'enregistrement de la division de Montmagny, à St-Jean-Port-Joli, MARDI, le QUINZIÈME

MONTMAGNY

Writ of Executive *De Terris*
Canada — Province of Quebec
District of Quebec

Superior Court, { QUEBEC FARM CREDIT
Montmagny. { BUREAU, body politic
and incorporated, having its
head office in Quebec, plaintiff, vs MR. LUCIEN
PELLETIER, farmer, Ste. Louise, county of
L'Islet, P. Q., defendant.

To be sold en bloc

1. A lot of land situated in the first range of the parish of Ste. Louise, having two arpents in front by six arpents in depth, bounded on the north by the border between the first and the second range, on the south by the new road, on the northeast by Mastai Harton's land or representatives and on the southwest by Paul-Étienne Pelletier known and designated on the cadaster for Ste-Louise, under parts of lots numbers five and six (Pts. 5 and 6) being west parts of these two numbers and under part of lot number four (pt. 4) being the east part of this number;

2. One part of lot number four hundred and thirty-six (Pt. 436) of the cadaster for St-Roch-des-Aulnaies, containing about two arpents in front by the depth there is, bounded on the north by the public road, on the south by Edgar Pelletier's land to half an arpent south of the north base of the first mountain, on the east by David Castonguay's land and on the west by Edgar Pelletier's land, with the circumstances and dependencies; subject of a right of passage registered under No. 403;

3. A land with the buildings thereon erected, situated in the parish of Ste-Louise, having in front three arpents by the depth of the second range, known and designated on the cadaster for St-Roch-des-Aulnaies, annexed part to Ste-Louise, under number four hundred and forty-two (442) subject to a servitude in favor of Hydro-Quebec, registered under number 82,904;

4. A land situated in the second range of Ste-Louise, having two arpents in front by about twenty-two arpents in depth, bounded on the north by Léonce Pelletier, on the south by the third range, on the northeast by Léonce Pelletier and on the southwest by Adrien Pelletier, known and designated on the cadaster for St-Roch-des-Aulnaies annexed part to Ste-Louise, under number four hundred and forty-five (445).

A woodland situated in the second range of Ste-Louise, having half an arpent in front by the depth of the second range, bounded on the south, on north by the borders of the second range, on the west by numbers two hundred and thirty-six and two hundred and thirty-eight and on the east by number two hundred and forty; known and designated on the cadaster of Ste-Louise, under number two hundred and thirty-nine (239).

The said immoveables subject to a servitude of passage for the installation of a transmission and distribution line of electrical power with all its equipments, in favor of Quebec Hydro-Electric Commission.

To be sold "en bloc", at the registration office for the registration division of Montmagny, in St-Jean-Port-Joli, TUESDAY the FIFTEENTH

jour d'AOÛT 1967, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, JEAN-PAUL TREMBLAY,
Palais de Justice,
Montmagny, 4 juillet 1967. 20468-o

day of AUGUST, 1967, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
JEAN-PAUL TREMBLAY,
Court House, Sheriff,
Montmagny, July 4, 1967. 20468

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal à savoir: { **THE CANADA TRUST**
No 728 968. { **COMPANY**, deman-

deresse, *vs* JACQUES FORTUNAT RAYMOND TOZZI *et al*, défendeurs.

« Un emplacement ayant front sur la rue Sulte, dans la cité de St-Léonard, connu et désigné comme suit:

Le lot étant la resubdivision numéro deux de la resubdivision numéro onze de la subdivision numéro trois cent vingt-deux du lot originaire numéro quatre cent un (401-322-11-2) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sault-au-Récollet.

Avec les bâtisses dessus construites, en particulier une bâtisse de deux étages portant les numéros civiques 6235 et 6237 de ladite rue Sulte, dans la cité de St-Léonard, dont le mur sud-ouest est mitoyen.

Tel que le tout existe présentement, avec toutes les servitudes actives et passives y attachées, sujettes au droit de vue tel que créé par l'Acte de Servitude passé devant le notaire Jean Claude Hamel, le 10 juin 1966, dont copie a été enregistrée au bureau d'enregistrement de Montréal, avec tous ses droits, membres et appartenances, sans exception ni réserve d'aucune sorte. »

Pour être vendu à mon bureau, dans la ville de Montréal, le SEIZIÈME jour du mois d'AOÛT 1967, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, 4 juillet 1967. 20469

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { **E G A N - L A I N G L I -**
No 722 050. { **M I T E D**, demande-

resse, *vs* MANHATTAN DEVELOPMENT CORP., défenderesse.

« Ce certain emplacement de forme irrégulière ayant front sur l'avenue Adalbert, en la cité de Côte St-Luc, district de Montréal, étant la redi- vision trois cent quatre-vingt-dix-neuf du lot cent (100-399) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, mesurant cent quatre-vingt-treize pieds et soixante-cinq centièmes d'un pied en front sur sa ligne sud-ouest le long de ladite avenue Adalbert, trente et un pieds et quarante-deux centièmes d'un pied sur l'une de ses lignes ouest, qui est une ligne courbe, ayant un rayon de vingt pieds à l'intersection de l'avenue Adalbert et du chemin Earle, deux cent soixante-sept pieds et quatre dixièmes d'un pied sur sa ligne nord-ouest le long dudit chemin Earle, cent cinquante-deux pieds et deux dixièmes d'un pied sur l'une de ses lignes nord-est le long de la ligne limite du lot 100-395, quatre-vingt-dix pieds et trois dixièmes d'un pied sur son autre ligne ouest le long de la ligne limite dudit lot 100-395, cent vingt-huit pieds et un dixième d'un pied sur son autre ligne nord-est le long de la

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal: to wit: { **THE CANADA TRUST**
No. 728 968. { **COMPANY**, plaintiff,

vs JACQUES FORTUNAT RAYMOND TOZZI *et al*, defendants.

“An emplacement fronting on Sulte Street, in the city of St. Léonard: known and designated as:

Resubdivision lot number two of resubdivision lot number eleven of subdivision lot number three hundred and twenty-two of the original lot number four hundred and one (401-322-11-2) upon the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet.

With all the buildings thereon erected, especially a two-storey high building bearing civic numbers 6235 and 6237 said Sulte Street, in the city of St-Léonard, whereof the south-westerly wall is mitoyen.

As the whole now subsists, with all active and passive servitudes attached thereto, subject to and together with a right of view as created by the Deed of Servitude passed before Notary Jean Claude Hamel on June 10, 1966, whereof copy has been registered at the Montreal registry office, with all its rights, members and appurtenances, without exception or reserve of any kind.”

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of the month of AUGUST, 1967, at ELEVEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office,
BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Montreal, July 4, 1967. 20469-o

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal to wit: { **E G A N - L A I N G L I M I T E D**
No. 722 050. { **pl**aintiff, *vs* MANHAT-

T A N D E V E L O P M E N T C O R P ., defendant.

“That certain emplacement of irregular figure fronting on Adalbert Avenue in the city of Côte St. Luc, district of Montreal, being redi- vision three hundred and ninety-nine of lot one hundred (100-399) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, measuring one hundred and ninety-three feet and sixty-five hundredths of a foot in front in its southwest line along said Adalbert Avenue, thirty-one feet and forty-two hundredths of a foot in one of its west lines, being a curved line, having a radius of twenty feet at the intersection of Adalbert Avenue and Earle Road, two hundred and sixty-seven feet and four-tenths of a foot in its north- west line along said Earle Road, one hundred and fifty-two feet and two tenths of a foot in one of its northeast lines along the boundary line with lot 100-395, ninety feet and three-tenths of a foot in its other westerly line along the boundary line with said lot 100-395, one hundred and twenty-eight feet and one-tenth of a foot in its other northeasterly line along the boundary

ligne limite d'une partie du lot 98-124 et une partie de la partie non subdivisée du lot 98 auxdits plan et livre de renvoi officiels, cent cinquante pieds et soixante-dix-sept centièmes d'un pied sur sa ligne est où elle est bornée par la propriété du Chemin de fer Canadien Pacifique, et deux cent cinquante-trois pieds et sept dixièmes d'un pied sur sa ligne sud-est, contenant une superficie de quatre-vingt-huit mille six cent soixante-dix pieds carrés (88,670 p.c.).

Ces dimensions sont de mesure anglaise.

Avec la bâtisse dessus érigée, portant le numéro civique 5501 de ladite avenue Adalbert.

Pour être vendu à mon bureau, en la ville de Montréal, le SEIZIÈME jour du mois d'AOÛT 1967, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, c.r.
Montréal, 4 juillet 1967. 20470

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { MAURICE LATOUR,
No 606 686. { demandeur, vs ELITE-
TEVILLE DEVELOP-
MENT CORP., défenderesse.

« Les lots quarante-trois, quarante-quatre et quarante-cinq de la subdivision officielle du lot originaire trois cent cinquante et un (351-43, 44 et 45) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Vincent-de-Paul avec toutes les bâtisses dessus construites, portant les numéros civiques 285, 295 et 305 rue Des Cascades, Duvernay.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, en la ville de Laval, le DIX-SEPTIÈME jour du mois d'AOÛT 1967, à ONZES heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, c.r.
Montréal, le 4 juillet 1967. 20471-0

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { ALPHONSE PESANT,
No 727 418. { demandeur, vs RE-
NA DEVELOPMENTS
LTD., défenderesse.

« Un morceau de terrain vacant connu et désigné sous une partie du lot originaire numéro cinquante-deux (Pt. 52) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Dorothée, de la contenance de seize arpents carrés et trente-quatre centièmes d'arpent carré (16.34 arp. ca.)

Partant d'un point marqué « A » sur un plan ci-après mentionné, tel point « A » étant situé sur la ligne de division des lots originaire numéros cinquante et un et cinquante-deux dudit cadastre, à une distance de trois cent soixante-neuf pieds et trois dixièmes de pied de la ligne nord-ouest du chemin public (rang du Bord de l'Eau) et allant en direction plutôt sud-ouest, la distance est de cent cinquante-six pieds pour atteindre un point marqué « B » de ce point « B » et en direction sud-est, la distance est de deux cent quarante-six pieds pour atteindre un point marqué « C », tel point « C » étant situé sur la ligne nord-ouest dudit chemin public; de ce point « C » et en suivant telle ligne nord-ouest du chemin public, en direction ouest, la distance est de cent dix-sept pieds et neuf dixièmes de pied, pour atteindre un point marqué « D »; de ce point « D » et en direction nord-ouest, la distance est de cent soixante-quatorze pieds

line with part of lot 98-124 and part of the unsubdivided part of lot 98 on said official plan and book of reference, one hundred and fifty feet and seventy-seven hundredths of a foot in its easterly line where it is bounded by the property of the Canadian Pacific Railway, and two hundred and fifty-three feet and seven-tenths of a foot in its southeasterly line, containing a superficial area of eighty-eight thousand six hundred and seventy-square feet (88,670 sq. ft.)

These measurements are English measure.

With the building thereon erected bearing civic number 5501 in the said Adalbert Avenue.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of the month of AUGUST, 1967, at TWO o'clock in the afternoon.

BERNARD SARRAZIN, c.r.,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, July 4, 1967. 20470-0

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { MAURICE LATOUR,
No. 606 686. { plaintiff, vs ELITE-
VILLE DEVELOPMENT
CORP., defendant.

"Lots forty-three, forty-four and forty-five of the official subdivision of original lot three hundred and fifty-one (351-43, 44 and 45) on the official plan and book of reference of the parish of St-Vincent-de-Paul with all the buildings thereon erected, bearing civic numbers 285, 295 and 305 Des Cascades Street, Duvernay."

To be sold at the registry office of the county of Laval, in the town of Laval, on the SEVENTEENTH day of the month of AUGUST, 1967, at ELEVEN o'clock in the morning.

BERNARD SARRAZIN, c.r.,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, July 4, 1967. 20471

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { ALPHONSE PESANT,
No. 727 418. { plaintiff, vs RENA
DEVELOPMENTS LTD.,
defendant.

"A piece of vacant land known and designated under a part of original lot number fifty-two (Pt. 52) of the official plan and book of reference of the parish of Ste-Dorothée, of a contenance of sixteen square arpents and thirty-four hundredths of a square arpent (16.34 sq. arpents).

Starting from indicated point "A" on a plan hereafter mentioned, such point "A" being situated on the division line of original lot numbers fifty-one and fifty-two of the said cadastre, at a distance of three hundred and sixty-nine feet and three tenths of a foot from the north-west line to the public road (Range of the Edge of the Water) and going in a rather south-west direction, a distance of one hundred and fifty-six feet to reach a point indicated "B", from this "B" indication and into a south-east direction, a distance of two hundred and forty-six feet to reach a point indicated "C", such "C" indication being situated on the north-west line of the said public road; from this "C" indication following the said north-west line to the public road, in a westerly direction, a distance of one hundred and seventeen feet and nine tenths of a foot, to reach the "D" indication; from this "D" indication in a north-west direction, a distance of

et sept dixièmes de pied pour atteindre un point marqué « E »; de ce point « E » et en direction sud-ouest, la distance est de trente-six pieds pour atteindre un point marqué « F »; de ce point « F » et en direction nord-ouest, la distance est de deux mille cinq pieds et quatre dixièmes de pied pour atteindre un point marqué « G »; de ce point « G » et en direction nord-est, la distance est de deux cent quatre-vingt-neuf pieds et sept dixièmes de pied pour atteindre un point marqué « H »; de ce point « H » et en direction sud-est, la distance est de mille neuf cent quatre-vingt-onze pieds et sept dixièmes de pied, pour atteindre le point de départ « A ».

Toutes les mesures susdites en pieds sont de la mesure anglaise, plus ou moins.

Ce morceau de terrain est borné en front vers le sud-est, partie par ledit chemin public, et partie par deux parties dudit lot originaire numéro cinquante-deux, en arrière, vers le nord-ouest, par les lots de subdivision numéros 52-40 et 41 et par une autre partie du lot originaire No 52; d'un côté vers le sud-ouest, partie par une partie du même lot No 52, et partie par une autre partie du même lot No 52; d'autre côté par le lot originaire numéro cinquante et un, et partie par la partie dudit lot No 52.

Tel que le tout se trouve présentement, avec les servitudes constituées par les actes suivants, savoir:

1° Servitude par Alphonse Pesant à Electric Service Corporation passée devant Me J. L. Blanchard, notaire, le vingt-deux janvier mil neuf cent vingt-cinq, enregistré au bureau d'enregistrement de Laval sous No 35914;

2° Servitude par Alphonse Pesant à Shawinigan Water and Power Co. passée devant Me J. L. Blanchard, notaire, le vingt-deux octobre mil neuf cent trente, enregistrée audit bureau sous No 42444.

Ainsi que le tout est démontré sur un plan préparé à cet effet par Monsieur André Ladouceur, arpenteur-géomètre, en date du neuf février, mil neuf cent cinquante-neuf et dont copie certifiée par les parties aux présentes en présence du notaire soussigné restera annexée à cette vente pour référence au besoin.

Une lisière de terrain comprenant toute la largeur de la terre ci-dessus sur une profondeur formant une superficie totale de deux arpents et demi, cette lisière étant bornée en front vers le nord-ouest, par les lots 52-40, 52-41, et partie du No 52; en arrière vers le sud-est par le résidu dudit lot No 52; d'un côté vers le sud-ouest par la partie du No 52 appartenant à Rosario Pesant; et d'autre côté vers le nord-est par le lot No 51.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, en la ville de Laval, le DIX-HUITIÈME jour du mois d'AOÛT 1967, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, le 4 juillet 1967. 20472-0

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { ROSARIO PESANT, de-
No 727 417. { mandeur, vs RENA
DEVELOPMENTS LTD.,
défenderesse.

« Un morceau de terrain vacant composé d'une partie du lot originaire numéro cinquante-

one hundred and seventy-four feet and seven tenths of a foot to reach indication "E"; from indication "E" to a south-west direction, a distance of thirty-six feet to reach an indication called "F"; from indication "F" to a north-west direction, a distance of two thousand five feet and four tenths of a foot to reach indication "G"; from indication "G" to a north-east direction, a distance of two hundred and eighty-nine feet and seven tenths of a foot to reach indication "H"; from indication "H" to a south-east direction, a distance of one thousand nine hundred and ninety-one feet and seven tenths of a foot, to reach point of departure "A".

All the measures above-mentioned in feet are of English measure, more or less.

This piece of land is bounded in front on the south-east, part by the said public road, and part by two parts of said original lot number fifty-two, in the back, on the north-west, by the lots of subdivision numbers 52-40 and 41 and by another part of original lot No. 52; on one side on the south-west, part by a part of the same lot No. 52, and part by another part of same lot No. 52; on another side by original lot number fifty-one, and part by part of said lot No. 52.

Such as the whole is presently found, with the servitudes constituted by the following deeds, to wit:

1. Servitude by Alphonse Pesant to Electric Service Corporation passed before Me J. L. Blanchard, notary, on the twenty-second day of January, one thousand nine hundred and twenty-five, registered at the registry office of Laval under No. 35914;

2. Servitude by Alphonse Pesant to Shawinigan Water and Power Co., passed before Me J. L. Blanchard, notary, on the twenty-second day of October, one thousand nine hundred and thirty, registered at the said office under No. 42444.

Such as the whole is shown on a plan prepared to this effect by Mister André Ladouceur, land-surveyor, dated the ninth day of February, one thousand nine hundred and fifty-nine and of which a certified copy by the parties for the presents, in the presence of the notary undersigned will remain annexed to this sale for the reference needs.

A strip of land including all the width of the land hereabove on a depth forming a total area of two arpents and a half, this strip being bounded in front on the north-west, by lots 52-40, 52-41, and part of No. 52; in the back on the south-east by the remainder of said lot No. 52; on one side on the south-west by part of No. 52 belonging to Rosario Pesant; and on the other side on the north-east by lot No. 51."

To be sold at the registry office of the county Laval, in the town of Laval, on the EIGHTEENTH day of the month of AUGUST, 1967, at ELEVEN o'clock in the morning.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, July 4, 1967. 20472

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { ROSARIO PESANT,
No. 727 417. { plaintiff, vs RENA
DEVELOPMENTS LTD.,
defendant.

"A piece of vacant land composed of part of original lot number fifty-two and of the whole

deux et de tout le lot originaire numéro cinquante-trois (Pt. 52 et 53) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Dorothée, de la contenance de dix-huit arpents carrés et seize centièmes d'arpent carré (18.16 arp. ca.);

Partant d'un point marqué « A » sur un plan ci-après mentionné, tel point « A » étant situé à l'intersection de la ligne de division entre le lot originaire numéro cinquante-trois et le lot de subdivision un du lot originaire numéro cinquante-quatre (54-1) du même cadastre, avec la ligne nord-ouest du chemin public (rang du Bord de l'Eau) et allant en direction nord-ouest, la distance est de deux mille deux cent quatre-vingt-six pieds et trois dixièmes de pied, pour atteindre un point marqué « B »; de ce point « B » et en direction nord-est, la distance est de deux cent quatre-vingt-huit pieds pour atteindre un point marqué « C »; et de ce point « C » et en direction sud-est, la distance est de deux cent quatre-vingt-quinze pieds pour atteindre un point marqué « D »; de ce point « D » et en direction nord-est la distance est de cinq pieds et huit dixièmes de pied pour atteindre un point marqué « E »; de ce point « E » et en direction sud-est, la distance est de mille huit cent quatre-vingt-sept pieds et deux dixièmes de pied pour atteindre un point marqué « F »; de ce point « F » et en direction sud-ouest, la distance est de cent pieds pour atteindre un point marqué « G »; de ce point « G » et en direction sud-est la distance est de deux cent onze pieds pour atteindre un point marqué « H »; de ce point « H » et en direction plutôt ouest, en suivant la ligne nord-ouest dudit chemin public, la distance est de deux cent vingt et un pieds et deux dixièmes de pied pour atteindre le point de départ « A ».

Toutes les mesures susdites en pieds sont de la mesure anglaise, plus ou moins.

Ce morceau de terrain est borné en front vers le sud-est, partie par le dit chemin public, et partie par une partie du même lot originaire numéro cinquante-deux; en arrière, vers le nord-ouest, par les lots de subdivisions Nos 52-24, 25, 30 et 40 dudit cadastre; d'un côté vers le sud-ouest par le lot originaire numéro cinquante-quatre (54) dudit cadastre, et aussi par la subdivision No 54-1; d'autre côté vers le nord-est partie par les lots de subdivisions No 52-34, 38, 39 et 40 dudit cadastre; partie par trois autres parties dudit lot No 52, l'une située entre les susdits lots Nos 52-34 et 52-38, l'autre appartenant à Alphonse Pesant.

Tel que le tout se trouve présentement avec les servitudes constituées par les actes suivant, savoir:

1° Servitude par Alphonse Pesant à Electric Service Corporation passée devant Me J. L. Blanchard, notaire, le vingt-deux janvier, mil neuf cent vingt-cinq, enregistrée au bureau d'enregistrement de Laval sous No 35914;

2° Servitude par Alphonse Pesant à Shawinigan Water and Power Co. passée devant Me J. L. Blanchard, notaire, le vingt-deux octobre mil neuf cent trente, enregistrée dudit bureau sous No 42444;

3° Servitude en faveur de Shawinigan Water and Power Co., passée devant Me J. L. Blanchard, notaire, le trente janvier mil neuf cent quarante-huit, enregistrée audit bureau sous No 66708.

Ainsi que le tout est démontré sur un plan préparé à cet effet par Monsieur André Ladouceur, arpenteur-géomètre, en date du neuf fé-

original lot number fifty-three (Pt. 52 and 53) on the official plan and book of reference of the parish of Ste-Dorothée, containing eighteen square arpents and sixteen hundredths of a square arpent (18.16 sq. arp.);

Going from a point marked "A" on a plan hereinafter mentioned, such point "A" being situated at the intersection of the dividing line between original lot number fifty-three and subdivision lot one of original lot number fifty-four (54-1) of the same cadaster, with the north-west line of the public road (Range Bord de l'Eau) and going in a north-west direction, the distance is of two thousand two hundred and eighty-six feet and three tenths of a foot, to attain a point marked "B"; from this point "B" and in a north-east direction, the distance is of two hundred and eighty-eight feet to attain a point marked "C"; and from this point "C" and in a south-east direction, the distance is of two hundred and ninety-five feet to attain a point marked "D"; from this point "D" and in a north-east direction the distance is of five feet and eight tenths of a foot to attain a point marked "E"; from this point "E" and in a south-east direction, the distance is of one thousand eight hundred and eighty-seven feet and two tenths of a foot to attain a point marked "F"; from this point "F" and in a south-west direction, the distance is of one hundred feet to attain a point marked "G"; from this point "G" and in a south-east direction the distance is of two hundred and eleven feet to attain a point marked "H"; from this point "H" and in a rather west direction, following the north-west line of said public road, the distance is of two hundred and twenty-one feet and two tenths of a foot to attain the starting point "A".

All above-mentioned measures in feet are of English measure, more or less.

This piece of land is bounded in front towards the south-east, part by the said public road, and by part of the same original lot number fifty-two; in the rear, towards the north-west, by subdivision lots Nos 52-24, 25, 30 and 40 of the said cadaster; on one side towards the south-west by original lot number fifty-four (54) of the said cadaster, and also by subdivision No. 54-1; on the other side towards the north-east part by subdivision lots Nos 52-34, 38, 39 and 40 of the said cadaster; part by three other parts of the said lot No 52, one situated between the above-mentioned lots Nos 52-34 and 52-38, the other belonging to Alphonse Pesant.

Such as the whole exists presently with the servitudes constituted by the following deeds, to wit:

1. Servitude by Alphonse Pesant to Electric Service Corporation passed before Me J. L. Blanchard, notary, on January twenty-two, one thousand nine hundred and twenty-five, registered at the registry office of Laval under No. 35914;

2. Servitude by Alphonse Pesant to Shawinigan Water and Power Co., passed before Me J. L. Blanchard, notary, on October twenty-two, one thousand nine hundred and thirty, registered at the said office under No. 42444;

3. Servitude in favour of Shawinigan Water and Power Co., passed before Me J. L. Blanchard, notary, on January thirty, one thousand nine hundred and forty-eight, registered at the said office under No. 66708.

Such as the whole is described on a plan prepared to this effect by Mr. André Ladouceur, land-surveyor, on February nine, one thousand

vrier mil neuf cent cinquante-neuf, et dont copie certifiée par les parties aux présentes en présence du notaire soussigné restera annexée à cette vente pour référence au besoin. »

« Une lisière de terrain comprenant toute la largeur de la terre ci-dessus sur une profondeur formant une superficie totale de deux arpents et demi, cette lisière étant bornée en front vers le nord-ouest par les lots 52-24, 25, et 30; vers le sud-est par le résidu dudit lot No 52; d'un côté vers le nord-est par les lots Nos 52-34, 38, 39 et 40, et aussi par deux parties du dit lot No 52; et d'autre côté vers le sud-ouest par le lot No 54. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, en la ville de Laval, le DIX-HUITIÈME jour du mois d'AOÛT 1967, à DIX heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, le 4 juillet 1967. 20473-0

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { THE PRUDENTIAL
No 708 312. { INSURANCE COM-

PANY OF AMERICA,
demanderesse, vs ROBERT DESROSIERS, défendeur, et C. A. MICHAUD, en sa qualité de syndic, mis-en-cause, comme appartenant au défendeur.

« Ce certain emplacement ayant front sur le boulevard Léger (Lot No 45-1) au coin de la rue Meunier, dans la ville de Pont Viau, province de Québec, connu et désigné comme la subdivision cent soixante et un du lot quarante-cinq (45-161) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Vincent de Paul, mesurant soixante-douze pieds (72') de largeur en front et à l'arrière par une profondeur de quatre-vingt-cinq pieds (85'), mesure anglaise et plus ou moins. Avec la bâtisse dessus construire portant le numéro civique 222 dudit boulevard Léger. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, dans la cité de Laval, le SEIZIÈME jour du mois d'AOÛT 1967, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, 4 juillet 1967. 20474

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { SOCIÉTÉ CENTRALE
No 726 000. { D'HYPOTHÈQUES
ET DE LOGEMENT, de-

manderesse, vs NORMAND PILON, défendeur.

« Un emplacement situé en la ville de St-Elzéar, comté de Laval, Province de Québec, ayant front sur l'avenue Bédard, désigné sous le numéro cent trente-quatre de la subdivision du lot numéro cent sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro six cent cinquante-six (656-107-134) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Martin, mesurant cinquante pieds de largeur par des profondeurs de cent dix-sept pieds et cinquante centièmes de pied dans sa ligne sud-est et de cent dix-huit pieds et cinquante centièmes de pied dans sa ligne nord-ouest, mesure anglaise et plus ou moins.

Avec toutes les bâtisses dessus construites, notamment une maison portant le numéro civique 1644 de l'Avenue Bédard, en la ville de St-Elzéar.

nine hundred and fifty-nine, and of which a copy certified by the parties hereto in the presence of the undersigned notary will remain annexed to this sale for future reference.

A strip of land comprising the whole width of the land above-mentioned on a depth forming a total area of two arpents and a half, this strip being bounded in front towards the north-west by lots 52-24, 25 and 30; towards the south-east by the residue of the said lot No. 52; on one side towards the north-east by lots Nos 52-34, 38, 39 and 40, and also by two parts of the said lot No. 52; and on another side towards the south-west by lot No. 54."

To be sold at the registry office of the county of Laval, in the town of Laval, on the EIGHT-EENTH day of the month of AUGUST, 1967, at TEN o'clock in the forenoon.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff's Office, Sheriff.

Montreal, July 4, 1967. 20473

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { THE PRUDENTIAL
No. 708 312. { INSURANCE COM-

PANY OF AMERICA,
plaintiff, vs ROBERT DESROSIERS, defendant, and C. A. MICHAUD, in his quality as trustee, mis-en-cause, as belonging to the defendant.

"That certain emplacement fronting on Leger Boulevard (Lot No. 45-1) at the corner of Meunier Street, in the town of Pont Viau, province of Quebec, known and designated as sub-division one hundred and sixty-one of lot forty-five (45-161) on the official plan and book of reference of the parish of St. Vincent de Paul, measuring seventy-two feet (72') in width in front and in rear by a depth of eighty-five feet (85'), English measure and more or less. With the building thereon bearing civic number 222 of the said Leger Boulevard."

To be sold at the registry office of the county of Laval, in the City of Laval, on the SIX-TEENTH day of the month of AUGUST 1967, at TEN o'clock in the morning.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff's Office, Sheriff.

Montreal, July 4, 1967. 20474-0

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { THE CENTRAL MORT-
No. 726 000. { GAGE AND HOU-
ING CORPORATION.

plaintiff, vs NORMAND PILON, defendant.

"An emplacement situated in the town of St-Elzéar, county of Laval, Province of Quebec, fronting on Bédard Avenue, designated under number one hundred and thirty-four of the subdivision of lot number one hundred and seven of the official subdivision of original lot number six hundred and fifty-six (656-107-134) on the official plan and book of reference of the parish of St-Martin, measuring fifty feet in width by depths of one hundred and seventeen feet and fifty hundredths of a foot on its south-east line and of one hundred and eighteen feet and fifty hundredths of a foot on its northwest line, English measure and more or less.

With all the buildings constructed thereon, notably a house bearing civic number 1644 Bédard Avenue, in the town of St-Elzéar.

Tel que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes, actives et passives, apparentes ou occultes, attachées audit immeuble.»

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, en la ville de Laval, le DIX-SEPTIÈME (17) jour du mois d'AOUT 1967, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, le 4 juillet 1967. 20475-0

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { VICMAR CORPORATION, demanderesse
No 664 585. vs JULIUS KUGLER, défendeur.

« Ce certain emplacement situé dans la paroisse de St-Vincent de Paul, comté de Laval, connu et désigné comme faisant partie du lot trois cent soixante (Ptie 360) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Vincent de Paul, mesurant quatre cent cinq pieds (405') de largeur en front le long du boulevard Lévesque sur une profondeur de neuf cent quarante pieds (940') mesurés au long de sa ligne de côté sud-ouest, delà, en rétrécissant à une largeur de trois cent soixante-deux pieds et trois dixièmes d'un pied (362.3') pour la profondeur restante dudit lot 360, et ladite partie bornée en front au sud-est par le boulevard Lévesque, en arrière au nord-ouest, par la ligne séparative entre la paroisse de St-Vincent de Paul et la paroisse de St-François de Sales, d'un côté au nord-est par le lot trois cent soixante et un dudit cadastre, et de l'autre côté au sud-ouest par le résidu dudit lot trois cent soixante.

À distraire cependant, de la partie décrite ci-dessus, cette partie dudit lot trois cent soixante, ayant front sur le boulevard Lévesque, mesurant cent pieds de largeur le long dudit boulevard Lévesque, et étant la dernière partie sud-est de la partie ci-dessus décrite, et appartenant à Marius Roch ou représentants.

Toutes les dimensions ci-dessus sont de mesure anglaise et plus ou moins.

La superficie totale de l'emplacement présentement décrit moins la partie distraite ainsi que mentionné précédemment, étant de un million six cent soixante dix-sept mille neuf cent vingt-six pieds carrés (1,677,926 p.c.) mesure anglaise et plus ou moins.

Ainsi que ladite propriété subsiste présentement, avec tous ses droits, membres et appartenances, sans exception ou réserve d'aucune sorte. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, en la cité de Laval, le SEIZIÈME jour du mois d'AOUT, 1967, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, 4 juillet 1967. 20476

NICOLET

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Nicolet

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
No 3529. AGRICOLE DU QUÉ-
BEC, corps politique et incor-
poré, ayant siège social à Québec, demandeur,
vs M. CLAUDE BERGERON, cultivateur,
Saint-Sylvestre, comté de Nicolet, défendeur.

Such as the whole is presently found, with all servitudes, active and passive, apparent or occult, attached to the said immovable." To be sold at the registry office of the county of Laval, in the town of Laval, on the SEVENTEENTH (17) day of the month of AUGUST, 1967, at TWO o'clock in the afternoon.

To be sold at the registry office of the county of Laval, in the town of Laval, on the SEVENTEENTH (17) day of the month of AUGUST, 1967, at TWO o'clock in the afternoon.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, July 4, 1967. 20475

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { VICMAR CORPORATION, plaintiff, vs
No. 664 585. JULIUS KUGLER, de-
fendant.

"That certain emplacement situate in the parish of St. Vincent de Paul, county of Laval, known and designated as being part of lot three hundred and sixty (Pt. 360) on the official plan and book of reference of the parish of St. Vincent de Paul, measuring four hundred and five feet (405') in width in front along Boulevard Lévesque by a depth of nine hundred and forty feet (940') measured along its south-west side line, thence narrowing to a width of three hundred and sixty-two feet and three-tenths of a foot (362.3') for the remaining depth of said lot 360, and bounded said part in front to the south-east by Boulevard Lévesque, in rear to the north-west, by the division line between the parish of St. Vincent de Paul and the parish of St. François de Sales, on one side to the north-east by lot three hundred and sixty-one of said cadastre, and on the other side to the south-west by the residue of said lot three hundred and sixty.

To be deducted, however, from the part hereinabove described that part of said lot three hundred and sixty fronting on Boulevard Lévesque, and being the extreme south-easterly part of the part hereinabove described, and belonging to Marius Roch or representatives.

All the above measurements are English measure and more or less.

The total area of the emplacement herein described, less the part deducted as aforesaid, being one million six hundred and seventy-seven thousand nine hundred and twenty-six square feet (1,677,926 sq. ft) English measure and more or less.

As the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances, without exception or reserve of any kind."

To be sold at the registry office of the county of Laval, in the city of Laval, on the SIXTEENTH day of the month of AUGUST, 1967, at ELEVEN o'clock in the morning.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, July 4, 1967. 20476-0

NICOLET

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Quebec
District of Nicolet

Superior Court, { THE QUEBEC FARM
No. 3259. CREDIT BUREAU,
body politic and corporate,
having its head office in Quebec, plaintiff, vs
MR. CLAUDE BERGERON, farmer, Saint-
Sylvestre, county of Nicolet, defendant.

« Une terre située en la paroisse de St-Sylvestre, dans le septième rang du canton de Maddington, de la contenance de deux arpents et quart de largeur, sur la profondeur des terres dudit rang, soit vingt-huit arpents et connue et désignée comme étant les deux arpents et quart latéraux et longitudinaux sud-ouest du lot trois cent soixante-neuf (P. 369) du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la paroisse de Ste-Gertrude, avec une maison, grange, écurie et dépendances dessus construites, entre Bruno Morissette au nord-est et Wellie Parr au sud-ouest, moins et à distraire un emplacement que le vendeur se réserve au bout sud-est et vers le centre de la dite terre en partant à cent vingt-cinq pieds de la ligne de Bruno Morissette ayant ledit emplacement cent pieds de largeur le long du chemin public sur cinquante pieds de profondeur et est borné au sud-est par le chemin public, et de tous les autres côtés par le surplus de ladite terre. »

Pour être vendu au bureau du registraire de la division d'enregistrement numéro 1, à Bécancour, ville de Bécancour, district de Nicolet, le QUINZIÈME jour d'AOUT 1967, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif,

GEORGES DOUCET,

Nicolet, le 7 juillet 1967.

20477-0

"A farm situated in the parish of St-Sylvestre, on the seventh range of the township of Maddington, measuring two and one-quarter arpents in width, by the depth of the farms on the said range, that is, twenty-eight arpents, and known and designated as being the two and one-quarter lateral and longitudinal southwest arpents of lot three hundred and sixty-nine (P. 369) of the official cadaster of the county of Nicolet, for the parish of Ste-Gertrude, with a house, barn, stable and dependencies constructed thereon, situated between Bruno Morissette on the northeast and Wellie Parr on the southwest; less and to be withdrawn is an emplacement which the vendor reserves at the southeast end and towards the center of the said farm, starting at one hundred and twenty-five feet from the line of Bruno Morissette, and measuring one hundred feet in width along the public road by fifty feet in depth, and bounded on the southeast by the public road, and on all the other sides by the remainder of the said farm."

To be sold in the registrar's office of registration division number 1, in Bécancour, town of Bécancour, district of Nicolet, on the FIFTEENTH day of AUGUST, 1967, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GEORGES DOUCET,

Sheriff's Office,

Sheriff,

Nicolet, July 7, 1967.

20477

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: { ALEXANDRE BEAU-Cour Supérieure, LIEU & FILS LTÉE, No 147-348.

société légale ayant une place d'affaires à 9485 Boulevard

Henri Bourassa, Charlesbourg, contre ALBERT POULIOT, domicilié et résidant à 1651 rue Rouleau, Charlesbourg-Est.

« La subdivision trois du lot originaire neuf cent vingt-neuf (929-3) du cadastre officiel de Charlesbourg, mesurant, ladite subdivision, cent dix pieds de largeur par cent pieds de profondeur, (110' x 100') mesure anglaise, actuellement sans bâtisse et avec droit de passage sur le chemin faisant partie du lot neuf cent vingt-neuf (929) pour communiquer dudit lot au chemin public. »

« Les subdivisions numéros dix-huit et dix-neuf du lot originaire numéro neuf cent trente et un, (931-18 et 19), du cadastre officiel pour la paroisse de Charlesbourg avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, comprenant une maison, un garage et un hangar. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, à Québec, le DIX-HUITIÈME jour d'AOUT prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif-Adjoint,

Bureau du Shérif,

ALBERT-F. RACETTE,

Québec, le 15 juillet 1967.

20478-0

Fieri Facias

Québec, à savoir: { DR. PAUL BROCHU, Cour Provinciale, chirurgien, domicilié à No 295-951.

2939, 1ère Avenue, Québec, contre ROMÉO BARRIBEAU, domicilié à 339, rue Bibeau, Québec.

« Partie du lot 4-E, cadastre de St-Roch nord, borné vers le nord-ouest par la 2ième rue, vers le sud-est et vers le nord-est par la partie non

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, to wit: { ALEXANDRE BEAU-Superior Court, LIEU & FILS LTÉE, No. 147-348.

a legal society having a place of business at 9485 Henri-

Bourassa Boulevard, Charlesbourg, against ALBERT POULIOT, domiciled and residing at 1651 Rouleau Street, Charlesbourg-Est.

"The subdivision three of original lot nine hundred and twenty-nine (929-3) of the official cadaster for Charlesbourg, measuring, the said subdivision, one hundred and ten feet in width by 100 feet in depth, (110' x 100'), English measure, actually without building and with a right of passage on the road forming part of lot nine hundred and twenty-nine (929) to communicate from said lot to the public road."

"The subdivisions numbers eighteen and nineteen of original lot number nine hundred and thirty-one (931-18 and 19), of the official cadaster for the parish of Charlesbourg with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, including a house, a garage and a shed".

To be sold at the Registration Office of Québec, in Québec, the EIGHTEENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT-F. RACETTE,

Sheriff's Office,

Associate-Sheriff,

Québec, July 15, 1967.

20478

Fieri Facias

Québec, to wit: { DR. PAUL BROCHU, Provincial Court, surgeon, domiciled at No. 295-951.

2939, 1st Ave., Québec, vs ROMÉO BARRIBEAU, domiciled at 339 Bibeau St., Québec.

"Part of lot 4-E, cadastre of St-Roch north, bounded on the northwest by 2nd, St., on the southeast and on the northeast by the un-

subdivisée du no 4 et vers le sud-ouest par le No 4-D, mesurant trente-neuf pieds de front sur 78 pieds de profondeur, contenant en superficie 3042 pieds, mesure anglaise. »

Pour être vendu au bureau du shérif, à 51, rue Desjardins, Québec, le DIX-HUITIÈME jour d'AOÛT prochain à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif-Adjoint,

Bureau du Shérif, ALBERT-F. RACETTE.
Québec, le 15 juillet 1967. 20479-0

Fieri Facias

Québec, à savoir: { LOUIS CANAC MAR-
Cour Supérieure, { QUIS LIMITÉE, corpo-
No 149-340. { ration légalement constituée

ayant son siège social à 25, rue Marie de l'Incarnation, cité et district de Québec, contre JEAN AUGER, domicilié et demeurant au No 138 de la rue Père Arnaud, cité et district de Québec, et Me JEAN-CHARLES PICHER, en sa qualité de registraire pour la division d'enregistrement de Québec, mis-en-cause.

Avis est par le présent donné que la vente qui devait avoir lieu le 28 juillet 1967 dans l'affaire ci-haut mentionnée, aura lieu le DIX-HUITIÈME jour d'AOÛT 1967 à DIX heures de l'avant-midi, au Bureau du Shérif de Québec, à 51 rue Desjardins, Québec, et devra se lire comme suit:

« Le lot 2346-53 étant la subdivision cinquante-trois du lot originaire deux mille trois cent quarante-six du cadastre officiel de la paroisse de St-Sauveur, avec bâtisse dessus construite, circonstances et dépendances. »

Le Shérif-Adjoint,

Bureau du Shérif, ALBERT-F. RACETTE.
Québec, le 15 juillet 1967. 20485-0

ROUYN—NORANDA

Fieri Facias de Bonis et Terris

Cour Supérieure, { COMMISSION SCO-
No 10,025. { LAIRE DE CADILAC,

corporation légalement constituée ayant une place d'affaire à Cadilac, canton Cadilac, P. Q., demanderesse, vs GEORGES COUTURE, domicilié à Belle River a/s St. Pierre Development, P. Q., Box 688 Henry Street, défendeur.

Les lots 46-112, 46-113, 46-114 des plans et livres de renvois de cadastre pour le canton de Cadilac, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu « en bloc » au bureau du registraire au Palais de Justice à Rouyn, le VINGTIÈME jour du mois d'AOÛT 1967 à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, DIANIS LAFRENIÈRE.
Rouyn-Noranda, ce 6 juillet 1967. 20482-0

SAINT—FRANÇOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris

District de St-François

Sherbrooke

Cour Supérieure, { LA BANQUE ROYALE
No. 32,474. { DU CANADA, corpo-

ration légalement constituée avec place d'affaires à 161 Wellington Nord à

subdivided part of No. 4, and on the southwest by lot No. 4-D, measuring thirty-nine feet in front by 78 feet in depth, having an area of 3042 feet, English measure."

To be sold in the sheriff's office, at 51 Desjardins St., Quebec, on the EIGHTEENTH day of AUGUST next, at TWO o'clock in the afternoon.

ALBERT-F. RACETTE,

Sheriff's Office, Associate-Sheriff.
Quebec, July 15, 1967. 20479

Fieri Facias

Quebec, to wit: { LOUIS CANAC MAR-
Superior Court, { QUIS LIMITÉE, a cor-
No. 149-340. { poration legally incorporated

having its head office at 25 Marie de l'Incarnation Street, city and district of Quebec, vs JEAN AUGER, living and domiciled at 138 Père Arnaud Street, city and district of Quebec, and Me JEAN-CHARLES PICHER, in his capacity as registrar for the registration division of Quebec, mis-en-cause.

Notice is hereby given that the sale which was to be held on July 28, 1967, in the concern above-mentioned, will be held on the EIGHTEENTH day of AUGUST 1967, at TEN o'clock in the morning, at the office of the Sheriff of Quebec, at 51 Desjardins Street, Quebec, and should read as follows:

"Lot 2346-53 being subdivision fifty-three of original lot two thousand three hundred and forty-six of the official cadastre of the parish of St-Sauveur, with a building constructed thereon, circumstances and dependencies."

ALBERT-F. RACETTE,

Sheriff's Office, Associate-Sheriff.
Quebec, July 15, 1967. 20485

ROUYN—NORANDA

Fieri Facias de Bonis et Terris

Superior Court, { THE CADILAC SCHOOL
No. 10,025. { COMMISSION, a cor-

poration legally incorporated, having a business place at Cadilac, township of Cadilac, P. Q., plaintiff, vs GEORGES COUTURE, domiciled at Belle River, c/o St. Pierre Development P. Q., Box 688 Henry Street, defendant.

Lots 46-112, 46-113, 46-114, of the plans and books of reference of the cadastre for the township of Cadilac, with buildings constructed thereon, circumstances and dependencies.

To be sold "en bloc", at the registrar's office, at the Court House in Rouyn, on the TWENTIETH day of the month of AUGUST, 1967, at THREE o'clock in the afternoon.

DIANIS LAFRENIÈRE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Rouyn-Noranda, July 6, 1967. 20482

SAINT—FRANCIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris

District of St. Francis

Sherbrooke

Superior Court, { THE ROYAL BANK OF
No. 32,474. { CANADA a corporation

legally constituted, having a place of business at 161 Wellington North, in

Sherbrooke, district de St-François, demanderesse, *vs* GUY A. LARKIN, 309 rue Carillon à Sherbrooke, district de St-François, défendeur.

« Un terrain connu et désigné comme étant la subdivision 182 du lot originaire no. 48 au cadastre officiel pour le canton d'Orford maintenant annexé à la cité de Sherbrooke, mesurant 98' et 2" de pieds en front sur la rue Carillon, 195' en arrière sur une profondeur de 130' et borné comme suit: au nord-est par la rue Carillon, au nord-ouest par le lot no. 48-182 et le lot 48 non subdivisé, même cadastre, au sud-ouest par le lot 48 non subdivisé et au sud-est par le lot 48-183; avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances et portant le numéro civique 309 rue Carillon. »

Pour être vendu au bureau du shérif, Palais de Justice, Sherbrooke, MARDI, le QUINZIÈME jour d'AOUT 1967, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Ce 6 juillet 1967.

Le Shérif,
DONAT JACQUES.
20483-0

SAINT-HYACINTHE

Canada — Province de Québec
District de St-Hyacinthe

Cour Supérieure, { **AMBROISE DESMAIS**,
No 17-848. { **RAIS**, bourgeois, des
cité et district de Saint-Hyacinthe, demandeur, *vs* **ORIGÈNE alias EUGÈNE LUSSIER**, de Drummondville, district de Drummond, et **DONAT LARIVIÈRE**, en sa qualité d'exécuteur testamentaire de la succession de feu **TOUSSAINT LARIVIÈRE**, en son vivant des cité et district de Saint-Hyacinthe, défendeurs, et **LE CURATEUR PUBLIC de la PROVINCE DE QUÉBEC**, en sa qualité de curateur au délaisement des biens de la succession dudit feu **TOUSSAINT LARIVIÈRE**, mis-en-cause.

Saisie comme appartenant la succession dudit Toussaint Larivière, et délaissée entre les mains dudit curateur public: « La moitié indivise d'un immeuble situé en la cité de Saint-Hyacinthe, angle des rues Papineau et Bernier, et comprenant: a) un terrain désigné comme étant la subdivision cent quarante-cinq du lot originaire six cent quatre-vingt-six, (686-145) au cadastre officiel de la cité de Saint-Hyacinthe; b) une maison en pierres y érigée, à deux logements, circonstances et dépendances, portant les nos civiques 2200 et 2204 de la rue Bernier, en les cité et district de Saint-Hyacinthe. »

Pour être vendue, ladite moitié indivise, à mon bureau, au Palais de Justice, en les cité et district de Saint-Hyacinthe, le SAMEDI, le DIX-NEUVIÈME jour d'AOUT mil neuf cent soixante-sept, à DIX heures.

Bureau du Shérif,
St-Hyacinthe,
le 4 juillet 1967.

Le Député-Shérif,
R. BOUSQUET.
20480-0

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Provinciale, { **HYDRO-QUÉBEC**, cor-
No 829-211. { poration légalement
constituée, ayant son siège
social et sa principale place d'affaires en les cité et district de Montréal, au 75 ouest du boulevard Dorchester, demanderesse, *vs* **FRANCESCO BIONDO**, journalier, de St-Bernard-de-Michaudville, district de Saint-Hyacinthe, défendeur.

Sherbrooke, district of St. Francis, plaintiff *vs* GUY A. LARKIN, 309 Carillon Street, in Sherbrooke, district of St. Francis, defendant.

"A lot of land known and designated as being the subdivision 182 of original lot No. 48 on the official cadaster for the township of Orford, now annexed to the city of Sherbrooke, measuring 98' and 2" feet in front on Carillon Street, 195' feet in rear by a depth of 130' and bounded as follows: on the northeast by Carillon Street, on the northwest by lot 48-182 and lot 48 unsubdivided, same cadaster, on the southwest by lot 48 unsubdivided and on the southeast by lot 48-183; with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and bearing civic number 309 Carillon Street."

To be sold at the Sheriff's Office, Court House, Sherbrooke, TUESDAY, the FIFTEENTH day of AUGUST, 1967, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
July 6, 1967.

DONAT JACQUES,
Sheriff.
20483

SAINT-HYACINTHE

Canada — Province of Quebec
District of St-Hyacinthe

Superior Court, { **AMBROISE DESMAIS**,
No. 17-848. { **RAIS**, gentleman, of
the city and district of Saint-Hyacinthe, plaintiff, *vs* **ORIGÈNE alias EUGÈNE LUSSIER**, of Drummondville, district of Drummond, and **DONAT LARIVIÈRE**, in his capacity as testamentary executor of the estate of the late **TOUSSAINT LARIVIÈRE**, when living from the city and district of Saint-Hyacinthe, defendants, and **THE PUBLIC CURATOR of the PROVINCE OF QUEBEC**, in his capacity as Curator for the surrender of property of the estate of the late **TOUSSAINT LARIVIÈRE**, mis-en-cause.

Seize as belonging to the estate of said Toussaint Larivière, and left between the hands of the said Public Curator: "The undivided half of an immovable situated in the city of Saint-Hyacinthe, at the angle of Papineau and Bernier Streets, and including: (a) a piece of land designated as being subdivision one hundred and forty-five of original lot six hundred and eighty-six (686-145) of the official cadastre of the city of Saint-Hyacinthe; (b) a stone house erected thereon, with two apartments, circumstances and dependencies, bearing civic Nos. 2200 and 2204 Bernier Street, in the city and district of Saint-Hyacinthe."

To be sold, the said undivided half, at my office, at the Court House, in the city and district of Saint-Hyacinthe, on SATURDAY, the NINETEENTH day of AUGUST, one thousand nine hundred and sixty-seven, at TEN o'clock.

Sheriff's Office,
St-Hyacinthe,
July 4, 1967.

R. BOUSQUET,
Deputy-Sheriff.
20408

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Provincial Court, { **HYDRO-QUÉBEC**, a cor-
No. 829-211. { poration legally consti-
tuted, having its head
office and principal place of business in the city and district of Montreal, at 75 Dorchester Boulevard, West, plaintiff, *vs* **FRANCESCO BIONDO**, workman, of St-Bernard-de-Michaudville, district of Saint-Hyacinthe, defendant.

Saisie comme appartenant au défendeur:

« Une terre située en la municipalité de la paroisse de St-Bernard-de-Michaudville, comté de Saint-Hyacinthe, faisant partie du lot numéro deux cent vingt-sept (Ptie 227) du cadastre de la paroisse de Saint-Jude; mesurant toute la largeur dudit lot ou deux arpents de largeur, sur la profondeur qu'il y a du chemin de front du quatrième rang à aller jusqu'aux terres de la concession Sarasteau; tenant d'un côté, partie du No 226 dudit cadastre des vendeurs, et de l'autre côté partie du lot 228 dudit cadastre; avec les bâtisses y érigées. »

Une autre terre située en la municipalité de la paroisse de St-Bernard-de-Michaudville, faisant partie des lots numéros deux cent vingt-huit, deux cent vingt-neuf et deux cent trente (Ptie 228, 229 et 230) du cadastre de la paroisse de Saint-Jude, mesurant toute la largeur desdits lots, ou sept arpents environ, sur la profondeur qu'il y a à partir d'une ligne tirée à deux arpents de distance, du côté nord-ouest du chemin de front du quatrième rang, à aller jusqu'aux terres de la concession Sarasteau; tenant d'un bout à autre partie desdits lots, demeurant la propriété des vendeurs, d'un autre côté le cordon des terres de la concession Sarasteau, d'un côté, partie de la partie du lot No 207 ci-avant décrite, et de l'autre côté partie du lot 232 de Hervé Bourgeois; avec appartenances et dépendances. »

Pour être vendues au bureau d'enregistrement pour la division d'enregistrement de Saint-Hyacinthe, chambre 5, Palais de Justice, à Saint-Hyacinthe, le SAMEDI, DIX-NEUVIÈME jour d'AOÛT mil neuf cent soixante-sept, à ONZE heures a.m.

Le Député-Shérif,

Bureau du Shérif, R. BOUSQUET.
Saint-Hyacinthe, ce 4 juillet 1967. 20481-0

Seized as belonging to the defendant:

« A farm situated in the municipality of the parish of St-Bernard-de-Michaudville, county of Saint-Hyacinthe, forming part of lot number two hundred and twenty-seven (Pt. 227) of the cadaster for the parish of Saint-Jude; measuring the whole width of said lot or two arpents in width, by the depth there is from the front road of the fourth range to go as far as the lands of Sarasteau concession; bounded on one side, by part of No. 226 of said cadaster of the vendors, and on the other side by part of lot 228 of said cadaster; with the buildings thereon erected. »

Another farm situated in the municipality of the parish of St-Bernard-de-Michaudville, forming part of the lots numbers two hundred and twenty-eight, two hundred and twenty-nine and two hundred and thirty (Pts. 228, 229 and 230) of the cadaster for the parish of St-Jude, measuring the whole width of said lots, or about seven arpents, by the depth there is from a line drawn at two arpents of distance, on the northwest side of the front road of the 4th range, to go as far as the lands of the Sarasteau Concession; bounded at an end by another part of said lots, remaining the property of the vendors, on another side by the cordon of lands of the Sarasteau Concession, on one side by part of the part of lot No. 207 hereinabove described, and on the other side by part of lot 232 belonging to Hervé Bourgeois; with appurtenances and dependencies. »

To be sold at the registration office for the registration division of Saint-Hyacinthe, suite 5, Court House, in Saint-Hyacinthe, SATURDAY, NINETEENTH day of AUGUST, one thousand nine hundred and sixty-seven, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

R. BOUSQUET,

Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Saint-Hyacinthe, July 4, 1967. 20481

INDEX No 28

ARRÊTÉS en Conseil

ORDERS in Council

1642 — Agrès de pêche (Possession des agrès de pêche dans les parcs et réserves).....	4356
1642 — Fishing tackle (Possession of fishing tackle in parks and reserves).....	4356
1686 — Modification des taux des chambres privées et semi-privées dans les hôpitaux publics pour malades chroniques et convalescents.....	4366
1686 — Amendment of rates for private and semi-private rooms in public hospitals for chronic and convalescent patients.....	4366
1745 — Alimentation, Jonquière, Kénogami et Arvida.....	4359
1745 — Food Products, Jonquière, Kénogami and Arvida.....	4359
1746 — Confection pour hommes et garçons, province.....	4358
1746 — Clothing (Men's and Boys') Province.....	4358
1747 — Confection pour dames, province.....	4357
1747 — Cloak and Suit Industry (Ladies'), Province.....	4357

AVIS divers

MISCELLANEOUS Notices

Conseil St-Joseph-Tracy No 2914 des Chevaliers de Colomb de St-Joseph-Tracy.....	4442
Council St-Joseph-Tracy No. 2914 of the Knights of Columbus of St-Joseph-Tracy.....	4442
Conseil Kénogami, No 2595 des Chevaliers de Colomb.....	4441
Council Kénogami, No. 2595 of the Knights of Columbus.....	4441
Estate Joseph George Pogorski (<i>Benefit of Inventory</i>).....	4441
Ham, Michael Lai Wing (<i>Dem.-Appl.</i>).....	4442
Laterrière, village (<i>Barrage-Dam</i>).....	4442
Milette, Louis Philippe Gabriel (<i>Acc.-Grant.</i>).....	4441
Succession Joseph George Pogorski (<i>Bénéfice d'inventaire</i>).....	4441
Vallée, Joseph Robert Alfred Marcellin (<i>Dem.-Appl.</i>).....	4442

CAISSES d'épargne et de crédit SAVINGS and Credit Unions

Caisse d'Économie Okeefe-Carling credit Union (La) (Liquidation)..... 4442

COMMISSION de Géographie COMMISSION of Geographical

Lacs des Loups-Marins..... 4425
Lac Dollard-des-Ormeaux..... 4425
Rivière Beaudet..... 4425
Ruisseau Blanc..... 4425
Ruisseau des Belles-Amours..... 4425
Ruisseau Quesnel..... 4425

COMMISSION du Salaire minimum COMMISSION Minimum Wage

Ord. 3 (Congés payés-Vacation with pay)..... 4400
Ord. 7 (Chaussure-Shoe)..... 4403
Ord. 9 (Exploitations forestières-Forest Operation)..... 4392
Ord. 10 (Scieries-Sawmills)..... 4397

COMPAGNIES Avis relatifs à la loi des COMPANIES Notices relative to the Act of

Autorisée à faire des affaires Licensed to do Business
LPH Corporation..... 4443

Chartes — abandon de Charters — Surrender of

Arc Realities Inc..... 4443
Daigle inc..... 4443
Dumais (Gérard) inc..... 4443
Robine Development Corp..... 4443
Société des Minerais du Québec ltée..... 4444
Still (Jean) & Associates Inc..... 4444
Valley Investment Corp..... 4443

Dissoutes Dissolved

Boni Construction Ltd..... 4427
Cavendish Jewellery Ltd..... 4425
Collège Jean-Jacques Olier..... 4427
Constructions Boni ltée (Les)..... 4427
Credo Holdings Ltd..... 4426
Duparquet Store, Ltd..... 4426
Electronic Reproductions Ltd..... 4428
Goyer Investment Corp..... 4428
Hôpital St-Félix Hospital Inc..... 4428
Lotus Construction inc..... 4426
Magasin Duparquet, limitée (Le)..... 4426
Marché Saint-Benoit inc..... 4426
Metallurgical Holdings Ltd..... 4427
Montrealer Hotel Limited (The)..... 4428
Plateau Laval, limitée..... 4426
Publications Financières inc. (Les)..... 4426
Rochel inc..... 4426
S.S.A. inc..... 4427
St. Hubert Building Inc. (The)..... 4428
Samark Realty Corporation..... 4427
Société de Gestion Métallurgique ltée (La)..... 4427
Standard Tobacco Company..... 4427
Tabagie St-Raphael ltée..... 4427
Villa St. Vincent..... 4428

Divers Miscellaneous

Association des Employés Civils (L') (Règl.-By-Laws)..... 4446
Cape Investment Corporation (Dir.)..... 4444
Collège Classique de Roberval inc. (Règl.-By-law)..... 4446

Compagnie Pharmaceutique Vita ltée (Dir.)..... 4444
Constantineau (Paul) inc. (Dir.)..... 4444
Drouin Furniture Ltd. (Dir.)..... 4445
Elm Park Recreation Association Inc. (Règl.-By-laws)..... 4444
Franklin Glass & Paint Company (Dir.)..... 4445
Galerie des Tissus, inc. (Dir.)..... 4446
Hôtel-Dieu Notre-Dame de Beauce (Règl.-By-laws)..... 4445
Maska Paving Inc. (Dir.)..... 4445
Meubles Drouin ltée (Les) (Dir.)..... 4445
Pavages Maska inc. (Dir.)..... 4445
Société Financière inc. (Dist. Actif-Assets)..... 4445
Solunex Inc. (Dir.)..... 4445
Ste-Thérèse Service Station Inc. (Dir.)..... 4446
Station de Service Ste-Thérèse inc. (Dir.)..... 4446
Summerlea Golf & County Club Inc. (Règl.-By-law)..... 4445
Versailles Hair Products Inc. (Dir.)..... 4445

Lettres patentes Letters Patent

Abrasifs (Montreal) Incorporated..... 4324
Aero Québec inc..... 4324
Alliance des Propriétaires de Gatineau..... 4325
Appartements Le Bellevue inc. (Les)..... 4325
Association des Directeurs de transport aux Commissions scolaires du Québec..... 4325
Association des Propriétaires du Lac Chaud inc. (L')..... 4326
Association of Proprietors of Lac Chaud Inc. (The)..... 4326
Audet (Albert) limitée..... 4326
Audet (Henry) ltée..... 4327
Auto Iberica Ltd..... 4327
Auto Iberica ltée..... 4327
Autobus Robert ltée (Les)..... 4327
B C D inc..... 4328
Balais Claude Genest inc..... 4328
Beauchastel Copper Mines Limited..... 4328
Bel-Air Cyrocopter inc..... 4329
Bonaventure Commercial Studio Limited..... 4329
Bourcier (Gérard) inc..... 4329
Boutons d'Or inc. (Les)..... 4330
Brompton Mines Ltd..... 4349
Camping Bon-Séjour inc..... 4330
Carpec Inc..... 4330
Centre de distribution de produits Québécois, limitée..... 4331
Centre Pastoral de Hauterive..... 4331
Chan-Lee Inc..... 4331
Charbonneau Hardware, Ltd..... 4337
Chez Ton-Ton inc..... 4332
Club de Golf Revermont inc. (Le)..... 4332
Club de l'Ordre Loyal des Moose 1355 Val d'Or inc..... 4332
Club des Mécènes..... 4333
Club de Soirée de Danse inc..... 4344
Club Seigneurie de Grand Pré ltée..... 4333
Comité de Promotion Touristique de St-Adelphe inc..... 4333
Conseil d'Aménagement de Vaudreuil-Soulanges..... 4334
Conseil de Développement du Territoire du Grand Portage inc..... 4334
Corporation du centre Berthelet-St-Vallier inc..... 4334
Délices des Tropiques inc..... 4335
Demacri Enterprises Ltd..... 4335
Diana Travel Service Inc..... 4335
Dobie's Inc..... 4336
Drummond-Beaulieu Oil Limited..... 4346

Lettres patentes (suite)	Letters Patent (continued)
Éditions Belvédère inc.	4336
Elegant Hair Pieces Inc.	4350
Entreprises Benoit Bellerose inc. (Les)	4336
Entreprises Demacri ltée (Les)	4335
Fermes A. Collin inc. (Les)	4337
Ferronnerie Charbonneau, ltée	4337
Foyer d'hébergement de Sept-Iles inc.	4337
Fédération de la Jeunesse sportive d'Iberville inc.	4337
Foyer de St-Donat inc.	4338
Gatineau Homeowners Alliance	4325
General Franchising Corporation of Canada Ltd.	4348
Granby Golf Club Inc.	4338
Imbo automobile inc.	4338
Immeubles Bossé inc. (Les)	4339
Institut Gracian	4339
Inter City Land Development Ltd.	4339
Laporte Fine Paper & Specialties Inc.	4340
Laporte papiers fins & spécialités inc.	4340
LaSalle Lions Club Inc.	4340
Laterreur (Émile) & fils inc.	4340
Lave-Auto Ste-Foy, ltée	4341
Levenheck (F.) ltée	4341
Liberty Leasing, Ltd.	4341
Ligue des Propriétaires de Charny incorporé (La)	4342
Lindem Construction Inc.	4342
Loisirs de Pointe-aux-Outardes inc. (Les)	4342
Longpré (Lucien) limitée	4343
Lord International Ltd.	4343
Lord International ltée	4343
Marin Radio Taxi inc.	4343
Mongeau et frères inc.	4344
Mount Brown Mines Ltd.	4344
Party Dance Club Inc.	4344
Patro de Charlesbourg inc.	4345
Peintres Tural ltée (Les)	4345
Pétroles Drummond-Beaulieu limitée (Les)	4346
Restaurant Bleu & Or inc.	4346
Restaurant Le Pacha inc.	4346
Roc (Audré) Fleuriste inc.	4347
Scotfield and Associates Inc.	4347
Screen-All Studios Inc.	4347
Services d'Entretien C.D.J. inc. (Les)	4347
Seymour Associates Inc.	4348
Société d'Administration DeRo inc.	4348
Société générale de Franchising du Canada ltée	4348
Société minière Brompton ltée	4349
Sojceci ltée	4349
Thorn Inc.	4349
Toupets Elégats inc.	4350
Tremblay (Léo) inc.	4350
Vaudreuil-Soulanges Development Council	4334
Wilson Garage Ltd.	4350

Lettres patentes supplémentaires	Supplementary Letters Patent
Administration and Data Processing Centre (Sherbrooke) Inc.	4351
Allyn Enterprises Ltd.	4351
Ameublements Baldwin ltée	4351
Baldwin Furniture Ltd.	4351
Bergerac inc. (Le)	4351
Centre de Gestion et Traitement de Données (Sherbrooke) inc.	4351
Deauville (René de) inc.	4352
Desrochers Construction inc.	4352
Dumont Express Ltd.	4352

Dumont Express ltée	4352
Ferme Simoneau inc. (La)	4352
Glace Brunelle Ice Inc.	4352
Horvath (Al) Inc.	4353
Ivanhoe Corp.	4353
Lamontagne Limited	4353
Lamontagne limitée	4353
Massabky (Mary) Foundation Inc.	4353
Nibor inc.	4353
Nov-Tex Co.	4354
Paradis, Messier Cie limitée	4354
Produits Sanitaires Laurentides inc.	4354
Quebec Ice Cream Machines Ltd.	4354
Reprotech Ltd.	4355
Reprotech ltée	4355
St. Catherine St. Centre Inc. (The)	4355
Selecta Holding Corp.	4355
Service Bénévole de Montréal inc.	4356
Triton Industries Inc.	4355
Vel Construction (67) Ltd.	4355
Vel Construction (67) ltée	4355
Viceroy Investment Corp.	4356
Volunteer Bureau of Montreal Inc.	4356
West End Plaza Inc.	4356

Lettres patentes annulées	Annulled Letters Patent
Fédération catholique des associations de parents de la province de Québec	4425
Avis d'annulation de lettres patentes	Notice of cancellation of Letters Patent
Les Meubles du nord inc.	4424

Sièges sociaux	Head Offices
Bessette (Roméo) & Fils inc.	4446
Ciri Inc.	4446
Corporation des Pères Eudistes de la province de Québec (La)	4449
Développements Jace ltée	4446
Entreprises Mirol inc. (Les)	4447
Foundation-Scottish Properties Ltd.	4447
Galerie des Tissus, inc.	4449
Jace Developments Ltd.	4446
Jeando Inc.	4448
Kadel Chemicals Limited	4448
Lake Champlain Estate Inc.	4447
Laurentian Lanes Limited	4448
Lafortune (Laurent) Assurances inc.	4448
Lafortune (Laurent) Insurance Inc.	4448
Produits Chimiques Kadel, limitée (Les)	4448
Richer Super Marché inc.	4448
Salon de Quilles Laurentien limitée	4448
Sojceci ltée	4449
Zampino Construction Inc.	4447

DEMANDE à la Législature	APPLICATION to Legislature
Succession Hon. Trefflé Berthiaume	4424

LIQUIDATION, avis de	WINDING up Notices
Appartements Morin ltée	4450
G. B. Talent, inc.	4450

MINISTÈRES	DEPARTMENTAL
Affaires municipales	Municipal Affairs
Clermont, ville-town (Erratum)	4452
Hull, cité-city (Amex.)	4451
Saint-Antoine, ville-town (Erratum)	4452
Saint-Théophile-de-la-Beauce, (Publ.)	4450
Shawinigan, cité-city (Règl.-By-law 1238)	4452

Éducation	Education	Bedford	Bedford
<i>Municipalité scolaire de: School Municipality of:</i>		Bathalon <i>vs</i> Pepin.....	4460
Bristol, (Dem.-Appl.).....	4450	Drummond	Drummond
Compton County c.s.c. prot.-p.e.s.b. (Acc.-Grant.).....	4449	Alliance Credit Corporation <i>vs</i> Paradis <i>et al.</i>	4460
Saint-Flavien, par. (Dem.-Appl.).....	4450	Fafard <i>vs</i> Dubé.....	4461
Saint-Flavien, village (Dem.-Appl.).....	4450	Gaspé	Gaspé
Stanstead, c.s.c. prot.-prot. e.s.b. (Acc.-Grant.).....	4449	Excel Paper Ltd. <i>vs</i> Roy.....	4461
Travail	Labour	Hewitt Equipment Ltd. <i>vs</i> Fournier.....	4462
<i>Industrie ou métiers de: Industry or Trades of:</i>		Kruse Motors Ltd. <i>vs</i> Stevens.....	4463
Coiffeurs, Région de Québec (Mod.)	4372	Iberville	Iberville
Construction (Plombiers-Plumbers) Montréal (Mod.-Amend.).....	4374	Brais <i>vs</i> Prud'homme.....	4463
Employés de garages, Cantons de l'Est (Aris).....	4375	Joliette	Joliette
Employés de garage, Région de Québec (Mod.).....	4369	Interprovincial Building Credits Ltd. <i>vs</i> Fortin.....	4463
Garage Employees, Quebec region (Amend.).....	4369	Mégantic	Mégantic
Garage Employees, Eastern Townships (Notice).....	4375	Demers <i>vs</i> Angers.....	4464
Hairdressers, Quebec region (Amend.)	4372	Montmagny	Montmagny
Institutions religieuses et Fabriques paroissiales, St-Hyacinthe (Appr.).....	4368	Office du crédit agricole du Québec (L') <i>vs</i> Pelletier.....	4465
Religious Institutions, St. Hyacinthe (Appr.).....	4368	Quebec Farm Credit Bureau (The) <i>vs</i> Pelletier.....	4465
RÉGIE	QUEBEC	Montréal	Montreal
des marchés agricoles	Agricultural	Canada Trust Company (The) <i>vs</i> Tozzi <i>et al.</i>	4466
du Québec	Marketing Board	Central Mortgage and Housing Corporation <i>vs</i> Pilon.....	4470
Raw Milk Producers, Laiterie Dallaire Limitée, Rouyn (Ext. Termn.).....	4441	Egan-Laing Limited <i>vs</i> Manhattan Development Corp.....	4466
Producteurs de lait nature, Estrie (Sanction).....	4435	Latour <i>vs</i> Eliterville Development Corp	4467
Raw Milk Producers, Eastern Townships (Sanction).....	4435	Pesant <i>vs</i> Rena Developments Ltd.....	4467
Producteurs de lait nature de la Laiterie Dallaire ltée, Rouyn (Ext. Termn.)	4441	Pesant <i>vs</i> Developments Ltd.....	4468
SOUMISSIONS	TENDERS	Prudential Insurance Company of America (The) <i>vs</i> Desrosiers <i>et al.</i>	4470
Maniwaki, ville-town.....	4454	Société centrale d'hypothèque et de logement <i>vs</i> Pilon.....	4470
Neufchâtel, ville-town.....	4453	Viemar Corporation <i>vs</i> Kugler.....	4471
St-Jérôme, cité-city (Correction).....	4453	Nicolet	Nicolet
St-Léonard, cité-city.....	4456	Office du crédit agricole du Québec (L') <i>vs</i> Bergeron.....	4471
Ste-Rose-Auteuil, c.s.-s.c.....	4457	Quebec Farm Credit Bureau (The) <i>vs</i> Bergeron.....	4471
SYNDICAT	SYNDICATE	Québec	Quebec
professionnel	Professional	Beaulieu (Alexandre) & Fils ltée <i>vs</i> Pouliot.....	4472
Syndicat des producteurs de cultures industrielles (maïs à grains) de la province de Québec (UCC) (Const.-Inc.)	4453	Brochu <i>vs</i> Barribeau.....	4472
VENTES	SALES	Marquis (Louis Canac) Limitée <i>vs</i> Auger	4473
Licitation	Licitation	Rouyn-Noranda	Rouyn-Noranda
Canada Cold Storage Company Limited <i>vs</i> Mercantile Warehousing Co. Ltd..	4434	Cadillac, c.s.-s.c. <i>vs</i> Couture <i>et al.</i>	4473
Loi de faillite	Bankruptcy Act	Saint-François	Saint Francis
Marin, Élias.....	4428	Banque royale du Canada (La) <i>vs</i> Larkin.....	4473
SHÉRIFS	SHERIFFS	Royal bank of Canada (The) <i>vs</i> Larkin.	4473
Beauce	Beauce	Saint-Hyacinthe	Saint Hyacinthe
Beauceville, c.s.-s.c. <i>vs</i> Héritiers-Heirs		Desmarais <i>vs</i> Lussier <i>et al.</i>	4474
Xavier St-Hilaire.....	4458	Hydro-Québec <i>vs</i> Biondo.....	4474
Beauharnois	Beauharnois	Taxes	Taxes
Sullivan <i>vs</i> Charlebois.....	4459	Matane, ville - town.....	4429
		Trois-Rivière, cité-city.....	4430